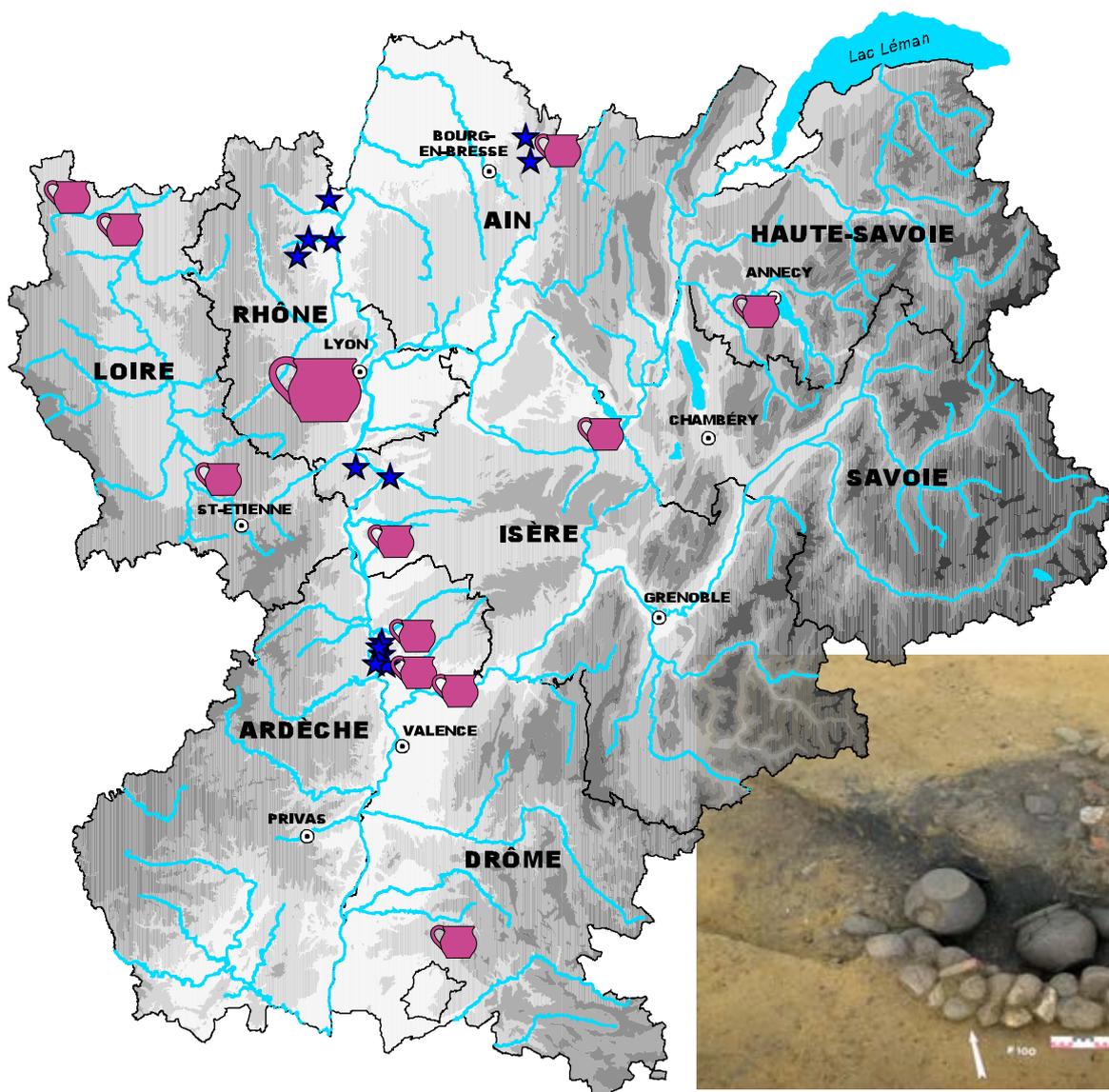


DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES
RHÔNE-ALPES

SERVICE RÉGIONAL DE L'ARCHÉOLOGIE

**BILAN
SCIENTIFIQUE**

2 0 1 2 - 2



DIRECTION **R**EGIONALE DES **A**FFAIRES **C**CULTURELLES
RHÔNE-ALPES

SERVICE **R**EGIONAL DE L'**A**RCHEOLOGIE

**PROGRAMMATION
SCIENTIFIQUE
INTERRÉGIONALE**

Bilan et perspectives
Période médiévale
Région Rhône-Alpes
1991 - 2010

**JOURNÉES
ARCHÉOLOGIQUES
RÉGIONALES**

Yenne 2011 - Valence 2012

Tome 2

**MINISTÈRE
DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
DIRECTION GÉNÉRALE DES PATRIMOINES
SERVICE DU PATRIMOINE
SOUS DIRECTION DE L'ARCHEOLOGIE**

2013

DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES
SERVICE RÉGIONAL DE L'ARCHÉOLOGIE
Le Grenier d'Abondance
6 quai Saint-Vincent
69283 LYON CEDEX 01

Ce bilan scientifique a été réalisé avec la contribution de (ordre alphabétique) :
BAILLY-MAITRE Marie-Christine, BAUD Anne, BELMONT Alain,
BLAIZOT Frédérique, BOUVIER Alégria, CLEMENT Nicolas,
DUMOULIN François, FAURE-BOUCHARLAT Elise, GLEIZE Yves,
HORRY Alban, LENOBLE Michel, MOYROUD Raymond, TARDIEU Joëlle

Les textes des journées archéologiques 2011 - 2012
ont été recueillis par François DUMOULIN

Image de couverture :
Carte de localisation des zones de production et ateliers de terre cuite en Rhône-Alpes,
Moyen Âge et Époque moderne (cartographie SRA Rhône-Alpes)
Romans-sur-Isère : Four 100 (cliché INRAP)

Coordination maquette, relecture : Michel LENOBLE
Mise en page des textes et illustrations : Sylviane BRUN
Cartographie : Fiorella COCCO

ISSN 1240-859 X dépôt légal 2013

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Avant Propos	5
Introduction	7
Bilan chiffré	9
Programme 20 : Espace rural, établissements agricoles et habitats ruraux, période médiévale	15
Programme 23 : Etablissements religieux	36
Programme 23 : L'archéo-anthropologie funéraire des époques médiévales et modernes	42
Programme 25 : Acquisition des matières premières, transformation et diffusion. Avant Propos	56
Programme 25 : Artisanat de la terre cuite	58
Programme 25 : Artisanat du verre	74
Programme 25 : Carrières et production de meules	81
Programme 25 : Mines et métallurgie	85
Conclusion	101

Avant-Propos

Anne Le Bot-Helly
*Conservatrice régionale de l'archéologie
Rhône-Alpes*

Michel Lenoble
Adjoint de la conservatrice régionale

Par la circulaire datée du 1er juin 2004, les services régionaux de l'archéologie ont été sollicités par la direction des patrimoines du ministère de la Culture et de la Communication afin d'initier, en collaboration avec les membres de la communauté archéologique une nouvelle programmation scientifique de la recherche archéologique correspondant au découpage des inter-régions, et par conséquent des CIRA compétentes (commissions inter régionales de la recherche archéologique). L'objectif étant, comme le précise la circulaire, « de reprendre au plus tôt la réflexion sur la constitution d'une réelle programmation s'appliquant à l'ensemble des recherches menées dans le cadre de la discipline. L'expérience a montré la difficulté d'une telle entreprise au niveau national ; il est apparu plus réaliste et efficient de construire cette démarche à un niveau régional, puis inter régional, en s'appuyant sur les commissions inter régionales de la recherche archéologique »¹.

Cette démarche a été mise en oeuvre progressivement en Rhône-Alpes. En novembre 2005, une première réflexion sur la programmation scientifique régionale concernant la période antique a été lancée avec l'ensemble des acteurs antiquisants de la région réunis à Lyon. Les travaux et les réflexions issus de cette première table ronde ont été publiés dans le BSR Rhône-Alpes 2006, n°2. Une seconde séance de réflexions sur la programmation scientifique a été lancée à l'occasion de la tenue à Saint-Romain-en-Gal (Rhône) du colloque de l'AFEAF en juin 2006, autour des recherches concernant la période protohistorique. Un premier bilan a été présenté à cette occasion². Le processus sera complété courant 2014.

Pour la période médiévale, qui nous concerne ici, nous avons demandé à différents chercheurs médiévistes impliqués dans la recherche régionale de bien vouloir présenter lors de cette journée un bilan sur les thèmes qui leur sont propres³. Pour ce faire, en préalable, le service régional de l'archéologie de Rhône-Alpes a réuni une documentation scientifique permettant de nourrir et d'argumenter leurs propos.

Cette documentation préalable était constituée de divers éléments : Tout d'abord, chacun des conservateurs ou ingénieurs du SRA en charge d'un département ou d'un secteur géographique de Rhône-Alpes a rédigé un bilan des recherches médiévales pour son secteur de 1990 à 2010 en mettant en exergue ses forces et faiblesses. Les

personnes chargées de la gestion de la carte archéologique nationale Patriarche ont établi des listings à partir de requêtes dans la base de données concernant les sites, les opérations et les thèmes abordés par les différents chercheurs et ont dressé des cartes servant de supports et d'illustrations aux présentations et aux discussions. Ces données étaient abondées par un bilan quantitatif établi par le service et par des listes bibliographiques générales et thématiques d'un état des publications ayant trait à la période médiévale régionale tel qu'il était connu par le service.

Les thèmes qui ont été retenus pour être présentés durant la journée de réflexion sont ceux de la programmation nationale établie par le CNRA en vigueur depuis 1997 :

- Thème 1 : Édifices religieux (programme 23)
- Thème 2 : Archéologie funéraire (programme 23)
- Thème 3 : Sites castraux et résidences aristocratiques (programme 24)
- Thème 4 : Espace rural : peuplement et production agricole (programme 20)
- Thème 5 : Histoire des techniques : acquisition des matières premières, transformation, diffusion (programme 25).

Enfin, nous avons demandé aux membres experts de la CIRA Centre Est pour la période médiévale de conclure en présentant un bref bilan de cette journée de travail.

La journée du 10 décembre 2010 a réuni au musée de Saint-Romain-en-Gal⁴ près de cent chercheurs intéressés par la période médiévale ; elle a permis la présentation de ces différents thèmes et la présente publication regroupe les communications respectives. Seule celle ayant trait aux sites castraux et résidences aristocratiques, présentée par J.-M. Poisson avec la collaboration d'E. Sirot et de Ch. Mazard, n'est pas incluse dans ce recueil, car elle ne nous est pas parvenue et nous le regrettons.

Certains thèmes, comme la ville médiévale, l'occupation du territoire, les espaces de communication, l'environnement au Moyen Age, n'ont pas été abordés lors de cette journée qui était déjà bien chargée. Notre objectif demeure d'organiser une seconde journée d'étude et d'échanges avec la communauté archéologique médiévale sur ces sujets. Les problèmes de plan de charges du service, le départ de certains agents, leur non remplacement, n'ont pas encore permis cette organisation.⁵

1 - Circulaire n° 0755 du 1er juin 2004 du ministère de la culture et de la communication, direction de l'architecture et des patrimoines

2 - *De l'âge du Bronze à l'âge du Fer en France et en Europe occidentale (Xe-VIIIe siècle av. J.-C.) & La moyenne vallée du Rhône aux âges du Fer n° 30 - 2006 - Vienne/Saint-Romain-en-Gal* actes publiés en 2009 Editeur : Revue Archéologique de l'Est - 27e supplément

3 - Nos vifs remerciements vont à chacun des chercheurs qui ont accepté, malgré

leurs lourdes charges professionnelles, de présenter un bilan thématique lors de cette journée : A. Baud (Univ. Lyon 2), J. Tardieu (DRAC SRA), F. Blaizot et Y. Gleize (INRAP), J.-M. Poisson (EHESS), E. Sirot (Univ. Lyon 2), Ch. Mazard (CG38), E. Bouchartat (MCC, DAPA), A. Bouvier (INRAP), N. Clément (Doctorant Univ. Lyon 2), M.-C. Bailly-Maitre (CNRS), A. Belmont (Univ. Grenoble), A. Horry (INRAP), F. Dumoulin (DRAC SRA), R. Moyroud (chercheur bénévole) et V. Hincquer et F. Guyonnet (membres experts de la CIRA Centre-Est pour la période médiévale).

4 - Nous tenons à remercier Mme H. Lafont-Couturier, directrice des musées archéologiques de Lyon Fourvière et de Saint-Romain-en-Gal, ainsi que M. Béhel, adjoint au conservateur du musée, d'avoir bien voulu accueillir notre assemblée lors de cette journée.

5 - Nous tenons à remercier également ici, pour leur investissement, tous les membres du SRA impliqués dans la réalisation de la documentation préalable.

Introduction

Gérard Aubin

*Conservateur général du patrimoine
Inspecteur général des patrimoines*

DU BILAN A LA PROGRAMMATION

Comment ne pas se réjouir de ce que les médiévistes œuvrant dans la région Rhône-Alpes, répondant à l'appel du ministère de la Culture et de la Communication, se réunissent pour dresser le bilan des connaissances de l'archéologie médiévale et porter ainsi un regard – auto-risé et critique – sur les opérations que le Service régional de l'archéologie et ses partenaires ont contribué à monter, à conduire et à évaluer.

Ce bilan a été conçu comme la première étape d'une démarche visant à programmer la pratique de l'archéologie. Il est nécessaire de revenir sur cette notion de programmation et son évolution depuis une trentaine d'années.

Comme toute discipline de recherche, l'archéologie doit se fixer des caps, viser des objectifs partagés et établir des priorités. En archéologie, la programmation s'entend comme la possibilité, pour une période chronologique, un territoire et un thème donnés, de favoriser la mise en œuvre d'opérations (fouilles, études, publications,...) dont la définition et le contenu apparaissent, pour un certain laps de temps, prioritaires pour l'ensemble de la communauté scientifique.

Programmer revient donc à sélectionner, hiérarchiser, faire des choix. La tâche est d'autant plus difficile que la matière première de l'archéologue – le site archéologique – n'est pas renouvelable et qu'elle est soumise à de multiples agressions (érosion, destruction, pillages). C'est bien souvent l'existence d'un site ou la nécessité d'effectuer son étude avant sa destruction qui commande et justifie une opération. Mais cette motivation n'est pas suffisante. Déjà, en 1984, le Conseil supérieur de la recherche archéologique (CSRA) l'affirmait : « *La notion d'urgence, pour les sites menacés, n'est qu'un des éléments déterminant l'importance de l'intervention à prévoir ; la priorité à lui accorder est examinée dans le cadre des programmes* ».

La démarche n'est donc pas nouvelle. Dès les années 1970, la programmation de la recherche archéologique de terrain a été ressentie comme une nécessité. Le Conseil supérieur de la recherche archéologique (devenu conseil national en 1994) s'est attaché, à plusieurs reprises (1980, 1984, 1990, 1997, 2002), à formaliser des orientations et des programmes après avoir dressé le bilan des opérations antérieures. Bilan et programmation marchent de pair. Ces programmations ont fourni une vision d'ensemble de l'activité archéologique en France et

les objectifs qu'elles ont fixés – qui ne se souvient des invitations, en 1990, à « développer l'archéologie spatiale » ou à « rompre l'isolement intellectuel » ? – ont grandement contribué à une évolution rapide de la discipline. Mais bien évidemment, une programmation nationale ne pouvait ni entrer dans trop de détails, ni tenir compte des spécificités régionales. Établie à l'origine comme une nomenclature visant à ordonner les opérations et à leur donner un fondement scientifique, entendez une problématique, elle était davantage indicative qu'incitative.

Au fil des années, la croissance du nombre de pages de ces fascicules de programmations successives et la diminution progressive du nombre de programmes illustraient bien la structuration croissante de la recherche, mais signalaient en même temps les difficultés et les limites de l'exercice, à un moment où l'essor spectaculaire de l'archéologie préventive, dans les années 1990, rendait plus difficiles la collecte des informations et l'élaboration de bilans nationaux suffisamment affinés pour apprécier tous les acquis et pointer les lacunes. Par ailleurs, dans le cadre de la déconcentration, la mise en place, en 1994, d'un nouveau système de contrôle de la recherche, privilégiant désormais l'échelon interrégional pour l'instruction des dossiers et l'évaluation des résultats, développait un niveau d'expertise à un échelon qui se révélait pertinent. Dès lors, ne fallait-il pas inverser la procédure et élaborer la programmation, en région, au plus près du terrain ? Le cadre interrégional est apparu le plus approprié pour élaborer une programmation. Ces propositions ont été acceptées par le CNRA qui a rédigé en juillet 2003 un avis dont la lecture est toujours profitable (*Nouvelles de l'archéologie*, 93, 2003, p. 52-54). L'inspection générale de l'architecture et du patrimoine (archéologie), en concertation avec la conférence des conservateurs régionaux de l'archéologie, a alors défini les enjeux et les méthodes d'une programmation scientifique renouvelée. Une circulaire ministérielle du 1^{er} juin 2004 a lancé officiellement la procédure en chargeant les services archéologiques des DRAC d'être les initiateurs d'une démarche de programmation conçue en deux étapes :

- 1- dresser un "état de la recherche" en élaborant dans chaque région des bilans quantitatifs et qualitatifs des opérations menées depuis au moins une décennie et ainsi dresser un état des connaissances, préalable indispensable à la définition d'objectifs scientifiques. C'est l'objet de ce volume.
- 2- recueillir l'appréciation des CIRA sur les acquis et lacunes, afin de proposer ensuite à l'ensemble des intervenants de l'interrégion les thèmes et les secteurs d'étude à privilégier pour un temps défini.

Une grande souplesse d'organisation était laissée aux SRA, tant sur les modalités que sur le rythme et l'étendue

de l'entreprise. Deux principes apparaissent toutefois incontournables : le caractère interinstitutionnel de la démarche ; le double niveau géographique : régional pour le bilan ; interrégional pour la programmation. Aucun échéancier n'était exigé, mais il apparaissait alors souhaitable que ces bilans soient réalisés dans un délai d'environ deux ans. C'était sans doute sous-estimer la lourdeur de la tâche, puisque plusieurs bilans – dont celui-ci – n'arrivent à terme que maintenant.

Au-delà du bilan quantitatif et qualitatif, la communauté est naturellement invitée à réfléchir d'ores et déjà aux perspectives en tenant compte des acquis scientifiques naturellement, mais aussi des forces et les faiblesses de la recherche. En effet, nous ne sommes qu'au milieu du gué, car si un « état de l'art » peut éclairer une démarche, nourrir une problématique ou contribuer à motiver une intervention, il ne saurait suffire à définir une action continue et à afficher une politique. La recherche ne peut se contenter d'être la résultante de curiosités et de désirs individuels. Comme je l'ai déjà dit, elle doit se décliner en fonctions d'objectifs partagés et aussi de priorités, entendez d'une hiérarchisation des thèmes, des territoires et des périodes. La recherche d'un équilibre entre les questionnements, les compétences et les terrains n'est pas la partie de la commande la plus aisée à mettre en œuvre. En effet, une programmation pertinente et efficace ne peut s'envisager que dans un cadre interrégional, dépassant les limites administratives pour couvrir de grandes aires culturelles et ainsi tenter de corriger d'éventuelles différences de niveau entre communautés scientifiques territorialement proches. Le rôle de la CIRA est alors déterminant. Le décret du 11 mai 2007 relatif au Conseil national et aux commissions interrégionales de la recherche archéologique prévoit bien que la CIRA « formule toute proposition et tout avis sur l'ensemble de l'activité archéologique, y compris pour le développement des études et des publications » et qu'elle « participe à l'élaboration de la programmation scientifique ». De quelle manière ? Il lui revient d'analyser ces bilans détaillés, de considérer les propositions de programmes, et d'en faire une synthèse dont les éléments pourront être soumis à débat. Cette phase de réflexion est un préalable indispensable à la tenue d'une conférence de programmation associant l'ensemble de la communauté scientifique, et au premier chef les UMR qui réunissent un grand nombre des acteurs de la recherche. Car la définition de priorités – qui se traduira par des mesures opérationnelles – n'a de sens que si elle recueille l'adhésion des chercheurs. Le conseil national de la recherche archéologique (CNRA), quant à lui, « propose les objectifs généraux de la recherche, assure une mission de prospective scientifique ainsi que l'harmonisation nationale des programmations interrégionales et émet des avis sur les principes, les méthodes et les normes de la recherche en archéologie ».

Certains penseront peut-être qu'il s'agit là d'une vision théorique idéale qui correspond davantage à des interrégions recouvrant de fait de grandes aires culturelles. Certains suggéreront peut-être de regarder plus au nord ou plus au sud, voire au-delà des frontières comme au temps de l'Empire. Pourquoi pas ? Il convient d'être

pragmatiques et de faire des propositions argumentées. Par ailleurs, la programmation, telle qu'on doit l'entendre, dépasse le niveau des opérations de terrain ; ses effets s'étendent à l'ensemble de nos préoccupations. Elle concerne non seulement l'acquisition de données, mais aussi la méthodologie, la constitution de référentiels, la gestion du mobilier, les publications, et aussi la gestion de la ressource. Elle devrait également comporter un volet sur la formation des archéologues et le réseau des musées. Souvenons nous aussi que son efficacité est conditionnée par la disponibilité des compétences et des structures autant que par les ressources financières.

En terminant, je voudrais préciser deux points :

- Sur l'archéologie préventive : beaucoup craignent que l'outil de programmation n'aboutisse à légitimer des destructions. A priori, la programmation n'a pas vocation à être obligatoirement binaire (retenir ou éliminer) mais elle peut amener à des positions nuancées et à hiérarchiser les interventions selon les types de site (quel degré d'ouverture et d'investigation et donc d'enregistrement ?). Le CNRA a rappelé, dans son avis déjà cité, qu'il était toujours possible de moduler une exigence documentaire et « d'élaborer des typologies fines d'intervention ». Mais il a également souligné que « la programmation, et la sélection qu'elle suppose, ne sauraient s'appliquer également à toutes les phases du travail archéologique » et que « sauf en temps de crise, ce n'est évidemment pas lors des diagnostics, mais lors des fouilles qu'il faut se montrer sélectif ». De fait, le diagnostic a un rôle décisif, puisque de sa qualité dépend la justesse de la décision. La géographie des diagnostics mérite aussi attention. La concentration des interventions dans les bassins d'activité économique ou à proximité des grands axes de circulation peut fausser les perspectives. Peut-on remédier à ce déséquilibre, par exemple en agissant sur le seuil de déclenchement de prescription dans les zones actuellement dépourvues d'indices de sites ou de sensibilité particulière ?

- Sur la gestion de la ressource. Le caractère limité de notre ressource documentaire – dont on peut mesurer l'épuisement dans certains domaines, par exemple l'archéologie urbaine – devrait inciter à adopter une politique plus affirmée de conservation. Toute recherche programmée sur un type de gisement devrait s'accompagner d'une démarche parallèle de protection par la constitution de réserves archéologiques, afin de pouvoir transmettre du sédiment intact à des générations qui auront d'autres questions et d'autres méthodes.

Cette procédure est destinée ensuite à se renouveler. A quel rythme ? La durée traditionnelle de 4 ans apparaît un peu faible, puisqu'elle n'est jamais vraiment respectée. Mais on ne peut non plus dépasser six ans, délai suffisant pour obtenir des résultats et procéder à des ajustements ou favoriser des évolutions. L'état des lieux n'aura pas à être refait à chaque fois, mais seulement actualisé voire complété ponctuellement par des « états des questions », plus détaillés, sur des thèmes particuliers.

Bilan chiffré

Michel Lenoble
Adjoint de la conservatrice régionale
de l'archéologie de Rhône Alpes

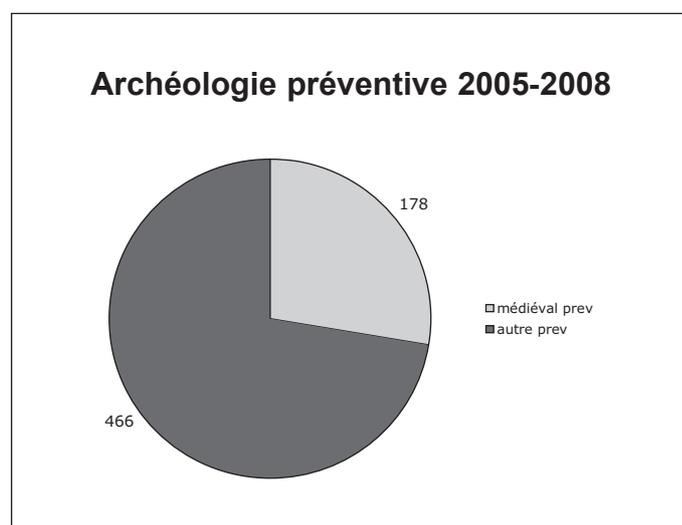
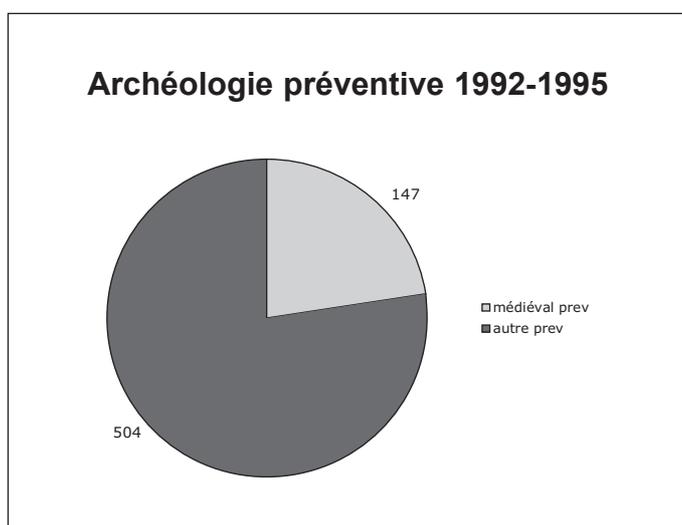
Il nous a paru intéressant et utile d'accompagner le bilan qualitatif décliné dans les textes réunis dans cet ouvrage selon ses différents programmes d'un bilan chiffré afin de s'affranchir des idées reçues et d'apporter une vision mesurée et objective de l'activité archéologique concernant la période médiévale en Rhône-Alpes.

Lors des réunions préparatoires à l'élaboration du bilan de la programmation, il a été décidé avec les experts de la CIRA de présenter ce bilan chiffré sous forme de deux fenêtres d'observation éclairant deux périodes d'activité : l'une située avant la réforme de l'archéologie préventive de 2001 (période 1995-1998) et l'autre après la mise en place des effets de la réforme (période 2005-2008) :

Ce bilan chiffré a été établi à partir des tableaux et des notices figurant dans les BSR et a été complété ou corrigé si besoin par des requêtes issues de la base informatique « Patriarche », carte archéologique nationale.

Importance de la recherche archéologique concernant la période médiévale en Rhône-Alpes :

En ce qui concerne l'archéologie préventive, les diagrammes cumulatifs, toutes périodes confondues, indiquent pour 2005-2008 une légère augmentation du nombre d'opérations préventives portant sur la période médiévale : 178 opérations sur un total de 644, soit un peu plus de 25% alors que pour 1992-1995, elles représentent un peu moins de 25 % : 147 opérations sur un total de 651 (fig 1 et 2).



Figures n° 1 et 2 : Diagrammes cumulatifs du nombre d'opérations d'archéologie préventive

Pour l'archéologie programmée, avec des nombres d'opérations bien sûr moins importants, on constate de même une augmentation du nombre d'opérations médiévales pour la période 2005-2008 : 81 opérations sur un

total de 341 toutes périodes confondues. Ce nombre était inférieur à 25 % pour la période de 1992-1995, soit 60 opérations sur un total de 299 (fig. 3 et 4).

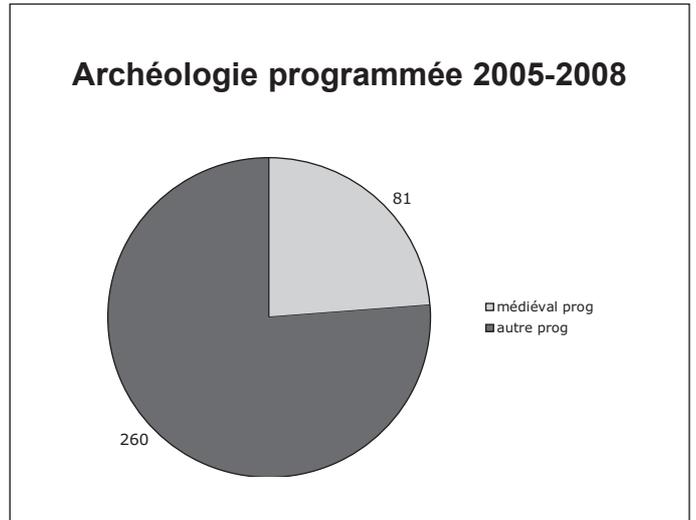
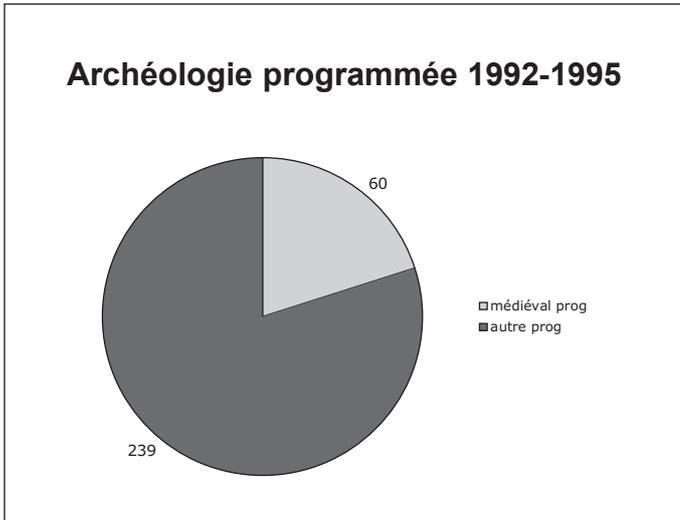
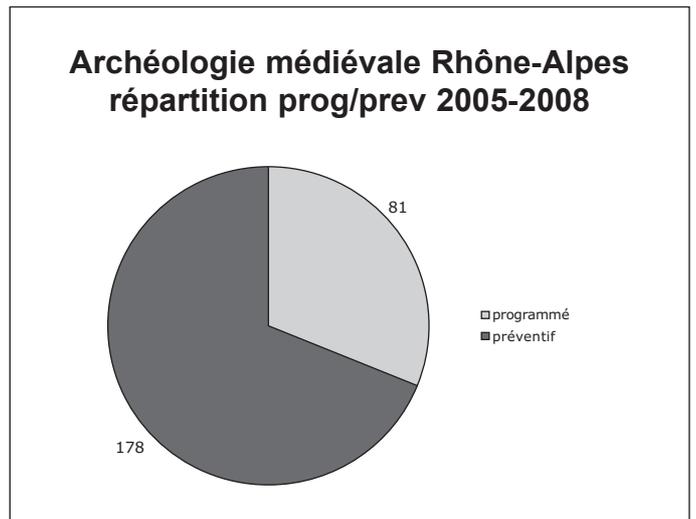
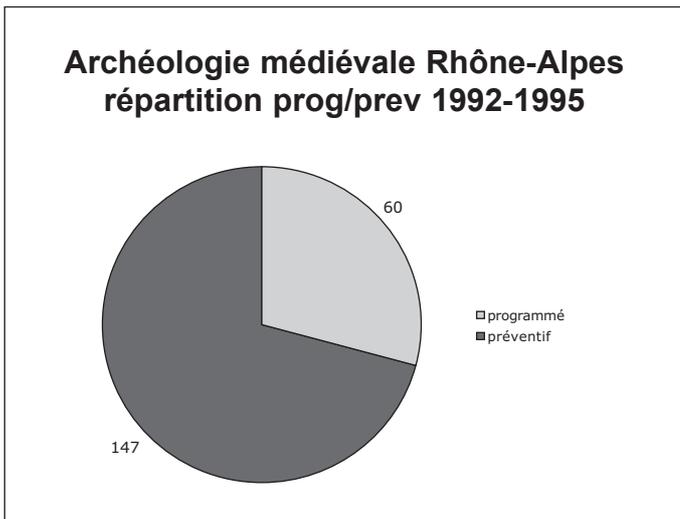


Figure n° 3 et 4 : Diagrammes cumulatifs du nombre d'opérations d'archéologie programmée

L'archéologie médiévale se répartit sensiblement de manière régulière sur les deux périodes étudiées en 1/3 programmé et 2/3 préventif. Le nombre d'opérations est

en hausse : 259 opérations au total pour la période 2005-2008 par rapport à 1992-1995 qui totalisait 207 opérations. (fig.5 et 6).



Figures n° 5 et 6 : Diagrammes de répartition des opérations archéologiques concernant la période médiévale (programmé et préventif)

**Thématiques abordées par la recherche archéologique médiévale :
Archéologie Programmée**

Les thèmes abordés par l'archéologie programmée durant la période 1992-1995 au niveau de la région se répartissent principalement sur trois axes de recherches :

- Naissance, évolution du château médiéval (prog. 24) : 45%
- Établissements religieux et nécropoles (prog. 23) : 35 %, dont 2 % représentés par l'archéologie funéraire
- Histoire des techniques (prog 25) : 12 % (fig. 7)

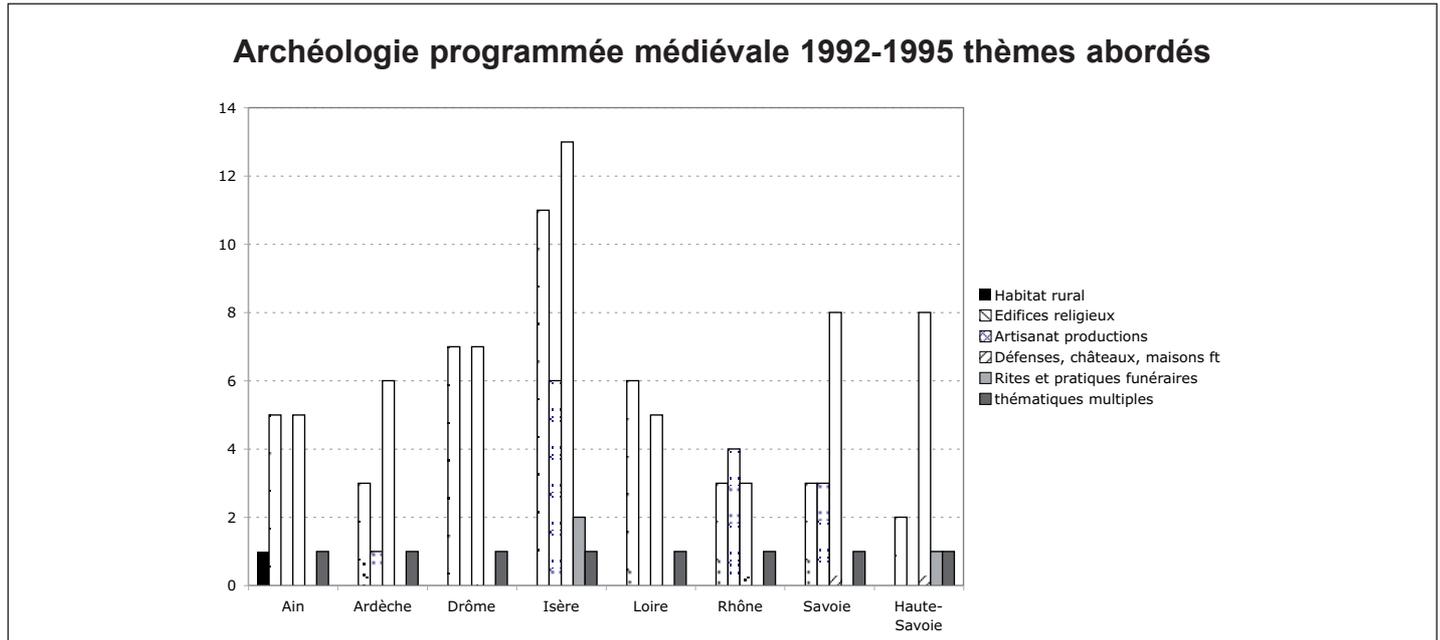


Figure n° 7 : Thématiques abordées par les opérations d'archéologie programmées médiévales, période 1992-1995 (répartition départementale)

Il faut noter durant cette période l'existence de plusieurs programmes interdépartementaux pluriannuels, PCR ou prospections : « Le château de Pierre », responsable Jean-Michel Poisson, « Abbayes et Prieurés » responsables Jean-François Reynaud, « Châteaux du Vivarais » responsable Pierre-Yves Laffond et « le chantier de construction au Moyen-Age » responsable Joelle Tardieu.

Pour la période 2005-2008, la répartition est différente : Les trois axes de recherches principaux de la période précédente sont toujours bien représentés mais sont en régression, sauf celui consacré à l'Histoire des techniques : 25%. Ils constituent les 3/4 des opérations. Le dernier quart comprend le funéraire, l'habitat rural, la communication et le paléoenvironnement. (fig. 8)

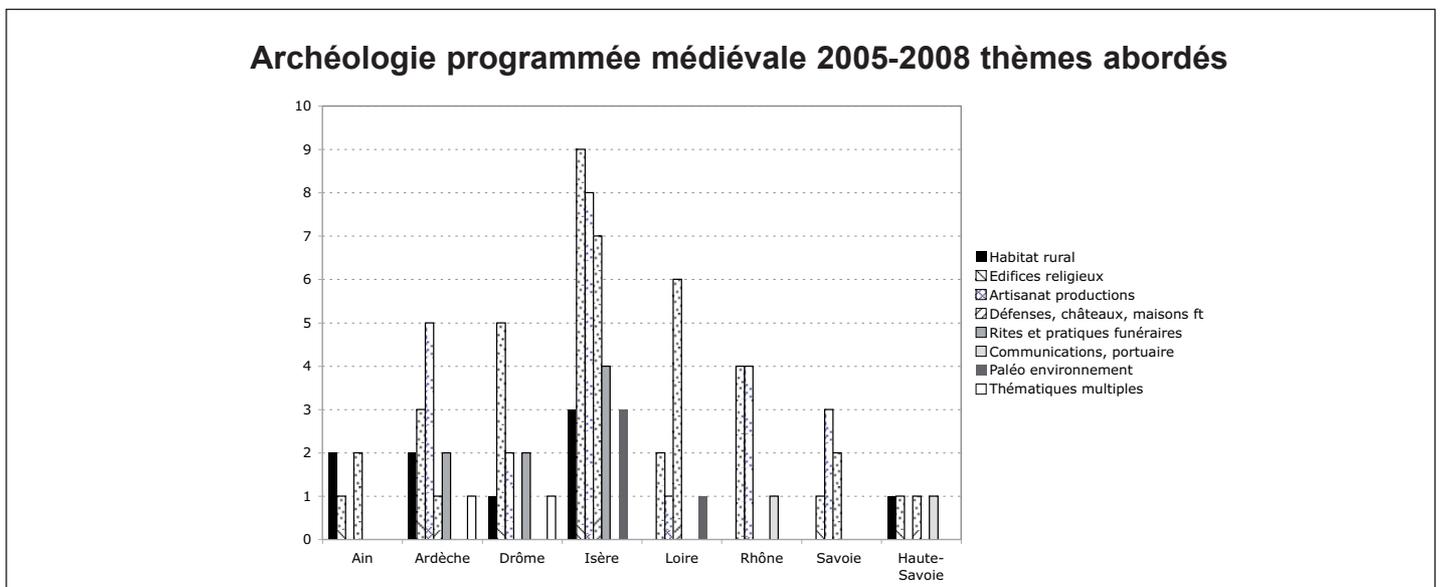


Figure n° 8 : Thématiques abordées par les opérations d'archéologie programmées médiévales, période 2005-2008 (répartition départementale)

Archéologie préventive

Les axes de recherche abordés par l'archéologie préventive en 1992-95 sont dominés par les études réalisées sur les établissements religieux, suivis par celles des nécropoles qui sont souvent rattachées aux premières ; ensuite viennent les châteaux et le fait urbain, (12 %, thème non

illustré en archéologie programmée en Rhône-Alpes) ; l'habitat rural 8 % et l'artisanat et les productions 4 % (fig. 9).

Les thèmes abordés par l'archéologie préventive en 2005-2008 sont dominés par l'habitat rural (30%), alors que cette thématique n'atteignait que 8% en 1992-1995 ; elle est suivie par le fait urbain (16%) et par les études sur les édifices religieux et le funéraire (respectivement 16 et

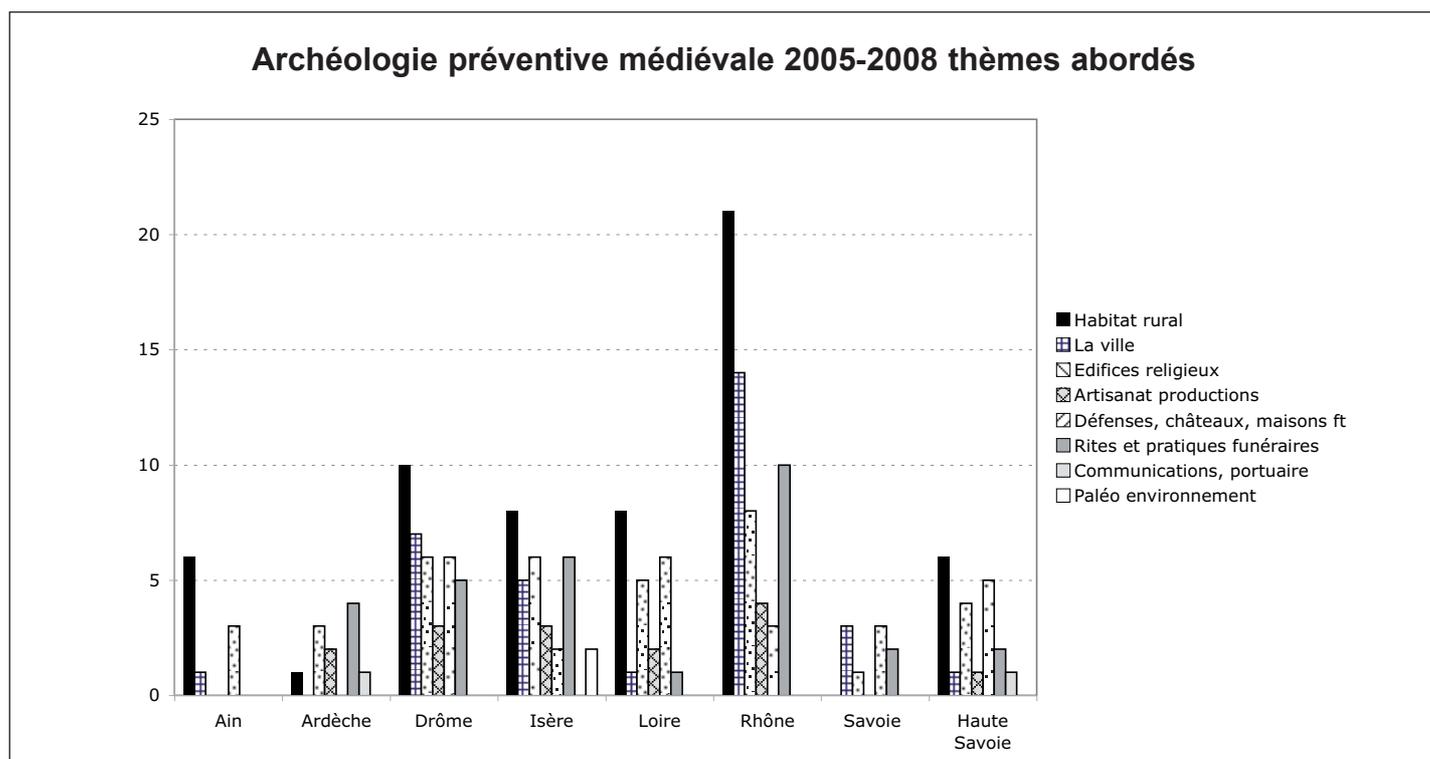
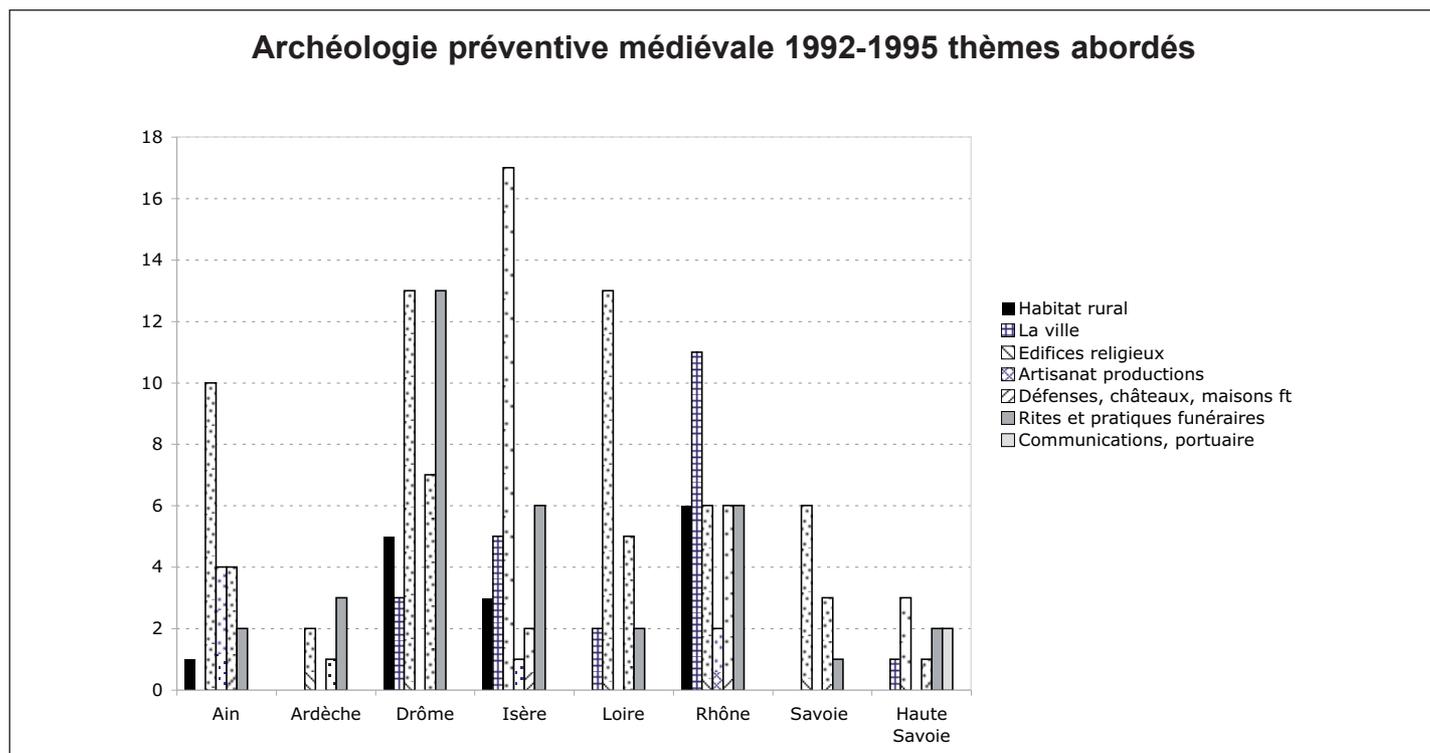


Figure n° 9 et 10 : Thèmes abordés par les opérations d'archéologie préventive de 1992 à 2008

15 %), puis les châteaux (14%) et l'artisanat et les productions (7 %). (fig.10)

En 1992-95 les acteurs prédominants de la recherche médiévale appartenaient à l'Université ; on a vu qu'un certain nombre de programmes pluriannuels étaient dirigés par des universitaires. Ensuite les acteurs principaux étaient des chercheurs appartenant au CNRS ou aux Collectivités mais aussi des chercheurs bénévoles.

En 2005-2008, les chercheurs bénévoles prédominent, car l'appellation regroupe un nombre important d'acteurs qui peuvent être isolés, associatifs, mais aussi étudiants. Pour ces derniers, et c'est une des difficultés du comptage, les étudiants ont parfois été regroupés pour la période précédente sous l'appellation « Université ». Le CNRS et les chercheurs du ministère de la culture demeurent en pourcentages sensiblement identiques sur les deux périodes considérées (fig. 11 et 12).

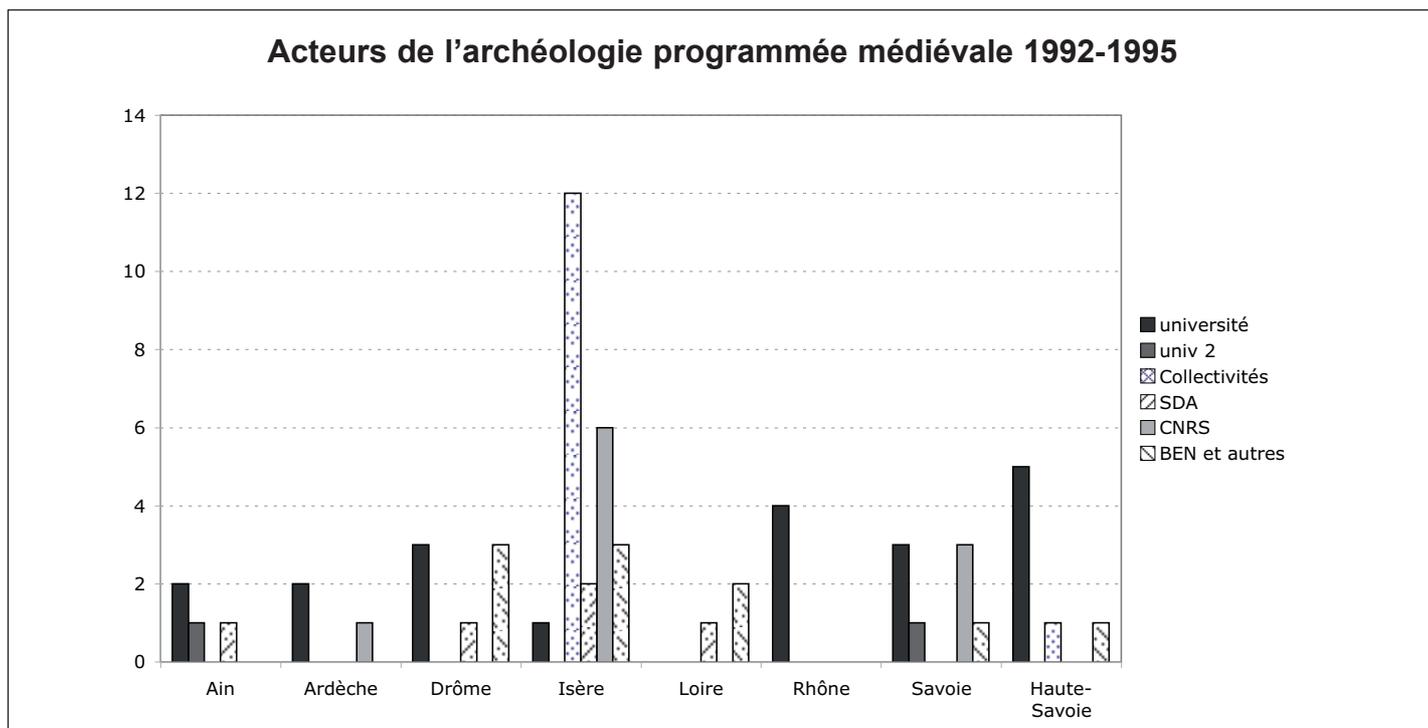


Figure n° 11 : Les acteurs de l'archéologie programmée pour la période médiévale 1992-1995

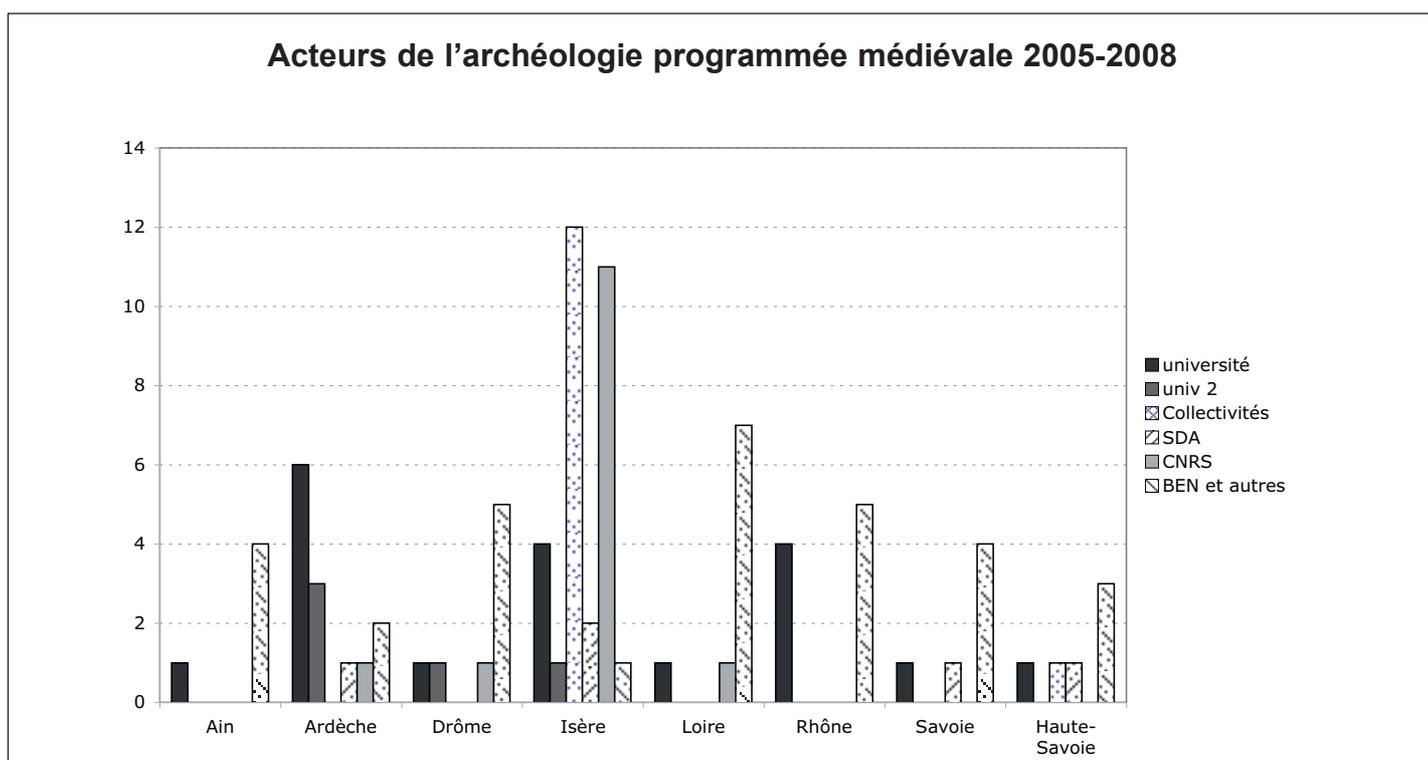


Figure n° 12 : Les acteurs de l'archéologie programmée pour la période médiévale 2005-2008

Etablissements agricoles et habitats ruraux, période médiévale

Elise Faure-Boucharlat,
*Conservateur général, Inspectrice générale des
patrimoines MCC, DGP*

Alegria Bouvier
*Ingénieure d'études, responsable d'opération
INRAP Rhône-Alpes Auvergne*

BILAN RÉGIONAL SYNTHÉTIQUE (1999-2010) ET PERSPECTIVES

Avertissement

Le programme 20 « Espace rural, peuplement et productions agricoles aux époques gallo-romaine, médiévale et moderne » résulte de la réunion de différentes thématiques d'archéologie rurale préexistantes (H13, H21, H37, H11, H18) par le CNRA en 1997. Ce large programme englobe donc tout ce qui renseigne la forme et la répartition des établissements ruraux, l'exploitation des terres, la nature des productions, les manières d'habiter, mais aussi, pour le Moyen Age, les relations entre les établissements dispersés et l'habitat groupé et les autres formes d'occupation que sont les cimetières et nécropoles, les résidences aristocratiques, les sites castraux et religieux, les voies de communication...

Le bilan qui suit n'embrasse pas un domaine aussi large ; il se focalise sur la catégorie des habitats et établissements à vocation agricole, isolés ou formant hameau, situés hors ou en marge des agglomérations et dans les zones de faible relief. De ce fait, il s'appuie essentiellement sur les acquis de l'archéologie préventive, qui, grâce aux fouilles de grandes surfaces (tracés linéaires, ZAC, lotissements...), a permis de constituer un corpus riche et varié. Deux recueils de monographies et de synthèses (Faure-Boucharlat dir. 2001 ; Maufra éd. 2006) ont livré un état de la question, tel qu'il se présentait vers 2000, à l'issue de différentes opérations linéaires dans les départements de l'Ain, du Rhône, l'Isère et la Drôme (carte hors texte n°1, cahier couleur). C'est donc à la progression des connaissances durant la dernière décennie sur cette forme d'occupation de l'espace rural que s'attache ce bilan. Si la moisson de découvertes a été riche en Rhône-Alpes, les résultats, sauf exception, n'ont pas fait l'objet de mise en perspective au-delà de l'étape des rapports d'opérations. Les auteurs de ce bilan étant familières du sujet traité ici, cet état des lieux à fin 2010 est aussi l'occasion d'ordonner les données de terrain et de proposer quelques pistes de travail en vue de leur exploitation.

Introduction : archéologie préventive et archéologie programmée

Les bilans d'activités établis parallèlement pour chaque département par les agents du SRA sont plutôt pessimistes quant à la situation actuelle de l'archéologie rurale médiévale : constat de la baisse du nombre d'opérations et du peu de renouvellement des programmes. Mais si on analyse les résultats de l'archéologie préventive, on peut fortement nuancer cette impression. Certes, les données ont été recueillies de manière aléatoire, au gré des aménagements, mais leur exploitation relève bien d'une programmation raisonnée de la recherche scientifique, pour peu que les auteurs des découvertes reprennent les analyses, poussent les interprétations et arrêtent des choix de publication.

L'archéologie rurale régionale a d'abord été le domaine de l'archéologie programmée, autour des thématiques privilégiées que sont les sites castraux, les résidences aristocratiques, les villages désertés et les établissements religieux (voir les autres contributions du bilan régional). Toutes ces formes d'occupation de l'espace rural se distinguent des habitats « ordinaires » évoqués dans les pages qui suivent, mais l'appartenance au même fond culturel permet des rapprochements possibles dans différents domaines comme les modes de constructions, les équipements domestiques, les modes de subsistances..., si bien que toutes ces recherches se nourrissent mutuellement. C'est la raison pour laquelle la bibliographie réunit des titres issus de l'ensemble de ces recherches (annexe 2, page 32).

Durant la période considérée ici (1999-2010), à la suite ou autour de la fouille programmée de la *villa* du Vernai à Saint-Romain-de-Jalionas (Royet et al. 2004 et 2006), se sont développés plusieurs programmes de prospections inventaire transchronologiques dédiés à l'occupation du sol, en particulier en nord Isère, à l'instar du PCR « Milieu et peuplement en plaine du Bas Dauphiné (Isle Crémieu), de l'apparition de l'agriculture à l'époque moderne » coordonné par Jean-François Berger (CNRS, UMR 6130, Valbonne). Les questions paléoenvironnementales tiennent une grande place dans ces enquêtes d'archéologie spatiale. D'autres prospections, en cours ou inédites, dans l'Ain et l'Isère (Stéphane Bleu, Guillaume Varennes, Alain Mélo, etc.), mériteraient à elles seules un bilan spécifique pour en faire ressortir les acquis pour la période médiévale (cantons de Crémieu, de Morestel, Isle-d'Abeau, Beaurepaire, arrondissement de Gex, bassin de Malville...). On attend beaucoup de leurs résultats pour éclairer le contexte naturel et

humain des établissements agricoles fouillés ponctuellement dans ces zones et envisager leurs liens avec ce qui les a précédés ou leur a succédé.

Tandis que les principaux programmes sur les mottes castrales, châteaux et maisons fortes sont clos ou en voie d'achèvement et que la fouille du « village » fortifié de Charavines Colletière connaît ses dernières campagnes, que vient de sortir la monographie des fouilles du domaine de Larina à Hières-sur-Amby (Isère) (Porte 2011), d'autres catégories d'habitats dispersés ou groupés ont été prospectées ces dernières années dans des aires géographiques jusque là peu ou pas explorées, mettant en évidence un important potentiel régional : citons l'inventaire des hameaux de haute montagne sur la commune de Saint-Christophe-en-Oisans (Mazard 2001) ; les repérages de structures agro-pastorales en Haute-Tarentaise (F. Faucher, P.-J. Rey) et en Vanoise (R. Excoffier) ; les habitats troglodytiques (Corbière de la 2007 ; Navetat 2007) ; les agglomérations perchées des terrasses de la moyenne vallée du Rhône (Ode 1995 et 1999 ; Clément 2006 a, b et c, 2008 et 2009).

C'est la raison pour laquelle ce bilan présente, en contrepoint des acquis de l'archéologie préventive, les apports contrastés et complémentaires de la recherche programmée à travers une étude de cas, les habitats dits de hauteur dans le territoire de l'ancienne cité d'Alba, entre le Ve et le XIe s. (Nicolas Clément). Cette enquête se situe précisément en Ardèche, département qui ne compte aucun exemplaire dans le corpus des sites présentés ci-dessous (voir texte encadré p. 24 - 25).

1. Habitats ruraux et établissements agricoles : enrichissement du corpus des sites fouillés durant la dernière décennie

Concernant l'archéologie préventive, la collecte de la documentation s'est appuyée sur une liste initiale établie à partir d'une interrogation de la base de données Patriarche qui a orienté le dépouillement des *Bilans scientifiques régionaux* et le retour aux rapports d'opéra-

tion en tant que de besoin. Il faut souligner l'avantage que représente la publication régulière et complète des BSR par le Service régional de Rhône-Alpes. Pour les opérations de ces toutes dernières années, nous avons en outre collecté l'information directement auprès des responsables d'opération par le moyen d'une fiche de renseignements à compléter et d'illustrations à transmettre. Nous tenons à remercier bien sincèrement tous ceux qui ont contribué à cette documentation inédite qui permet un bilan sérieux (1). Notre gratitude va également aux collègues du SRA qui ont apporté des informations et qui ont établi les cartes présentées ici (2).

Aspects quantitatifs et répartition géographique

Les publications de synthèse mentionnées plus haut ont fait connaître un premier échantillon de 25 établissements répartis entre le Ve et le XIIIe s. et situés dans des secteurs de faible altitude : zones de vallées ou terrasses fluviales de la Saône, de l'Ain et du Haut Rhône ; plaine morainique de l'Est Lyonnais ; secteur des terrasses du Rhône moyen et de l'Isère. Durant la dernière décennie, le répertoire s'est enrichi d'une soixantaine de mentions relatives à des occupations en contexte rural (tableau ci-dessous et annexe 1 p. 26 à 31).

Les données récentes renforcent la densité des sites déjà reconnus dans les secteurs précités : Ain, Drôme, Isère et Rhône qui totalisent 39 sites, soit environ 50%. Mais on constate surtout qu'elles offrent une échappée vers le nord-ouest de la région dans le département de la Loire, avec 19 sites (effet des tracés de l'A89, La Tour-de-Salvagny/Balbigny et RN7, Changy/La Pacaudière) ; les découvertes s'étalent de la plaine du Forez jusqu'aux reliefs plus marqués de la partie septentrionale des monts du Lyonnais. Enfin, quelques données concernent désormais la Savoie et la Haute-Savoie. Des 8 départements rhônalpins, seule l'Ardèche n'a pas livré de découvertes (diagramme fig. 13).

Le répertoire en question fait feu de tout bois : résultats de diagnostics et de fouilles d'ampleur très diverses, n'as-

	Ain	Drôme	Isère	Loire	Rhône	Savoie	Haute Savoie
Diagnostics	2	3	6	9	8		1
Fouilles	4	3	3	7	10 (*)	1	
Autres		1	1	3			
Total :	6	7	10	19	18	1	1

(*) NB. Les différentes interventions à Anse, à Lyon - Vaise et à Vénissieux comptent pour un seul site.

surant pas partout des interprétations également solides. Près de la moitié des mentions demeureront des « indices de sites » ou seront mieux compris lors de fouilles ultérieures. De fait, les commentaires qui suivent se fondent sur les découvertes les plus parlantes, soit un corpus d'un peu plus d'une trentaine de sites (carte n° 2, cahier couleur).

Aspects chronologiques

En matière de chronologie aussi, le panorama s'est sensiblement diversifié. Certes, partout se confirme la prédominance (près de la moitié) des occupations du Moyen Age central (Xe-XIIe s.). Mais la nouveauté pour la région est la bonne représentation des occupations du bas Moyen Age (XIIe-XIe s.), redevable aux sites « foréziens » du tracé de l'A89. En revanche, le nouveau corpus est faible en occupations du haut Moyen Age et très peu de sites renseignent les processus de transition avec l'Antiquité tardive.

Diversité des formes d'occupation et des procédés architecturaux

Les données archéologiques réunies durant la dernière décennie renforcent la diversité morphologique des établissements ruraux connus jusque là. Pour le Moyen Age central (Xe-XIe s.), la partition déjà observée est encore plus nette entre des sites bien structurés, comportant des bâtiments d'habitation et annexes, et des occupations de plein air dont subsistent les dispositifs voués au stockage des denrées et à leur traitement, parfois associés à de modestes constructions de bois. Le constat d'une forme d'occupation du territoire selon une organisation spatiale peu hiérarchisée et polymorphe se confirme donc pour ces établissements en général situés en marge des noyaux de peuplement.

Le fait le plus nouveau est l'enrichissement du répertoire des formes et des techniques de construction, montrant des procédés mixtes et complexes, dont témoignent le groupe des établissements foréziens : la « maison paysanne » recourant à des matériaux pérennes est désormais bien illustrée parmi l'échantillon régional.

Globalement, des sources archéologiques disparates

Si l'on cumule les données recueillies depuis les premières fouilles préventives en zone rurale dans les années 1980, la région Rhône-Alpes jouit d'une documentation abondante. Il faut toutefois relativiser la qualité de ces sources avant d'en tirer enseignement à valeur particulière (à l'échelle du site) et à valeur générale (micro-région ou région).

Le caractère disparate de l'échantillon et la difficulté de lecture des vestiges sont les écueils principaux :

- les conditions de découverte et donc d'étude sont variables : diagnostics, évaluations, fouilles ;
- les surfaces explorées et fouillées varient de quelques centaines de mètres carrés à plusieurs hectares ;
- l'emprise réelle des sites est rarement connue ;
- pour ces sites très rarement stratifiés, les attributions chronologiques reposent sur des indices ténus et rare-

ment précis ; par conséquent, l'attribution des structures en fonction des phases d'occupation est difficile à établir ; - enfin, la représentativité de l'échantillon est relativement faible par rapport à la taille de la région compte tenu de l'amplitude de la tranche chronologique considérée.

Caractérisation des établissements ruraux : essai de définition

Dans les publications consacrées aux découvertes antérieures à 1999 dans le centre et le centre-nord de la région (Bouvier 1994 ; Bouvier 2001 ; Faure-Boucharlat 1998 ; Faure-Boucharlat dir. 2001 ; Maufra éd. 2006), puis en juin 2008 (séminaire d'Archéologie Médiévale Méditerranéenne et Métropolitaine, Habitat, Espace, Société, tenu à Lyon), une définition de ces établissements s'est progressivement forgée que les découvertes récentes ne contredisent pas et permettent de préciser. Il s'agit d'établissements que l'on peut qualifier d'« ordinaires », en ce sens qu'ils ne connaissent pas de fonction religieuse ou ecclésiastique, défensive, militaire ou de pouvoir. Ces établissements sont voués, pour autant que l'archéologie le démontre, aux activités agricoles. Il s'agit donc d'habitats ruraux et d'occupations, principalement à vocation agricole, isolés ou en marge des agglomérations. Dès lors on pourra parler d'habitats et établissements paysans. La littérature archéologique les désigne comme habitats isolés, dispersés ou intercalaires.

Sources écrites : archéologues et historiens

L'apport très réduit des sources écrites à l'étude des sites ruraux et de la société paysanne de la fin du haut Moyen Age et du Moyen Age central est une limite de plus à la compréhension des phénomènes révélés par l'archéologie. Pour le bas Moyen Age, il est parfois possible d'envisager un lien entre des mentions textuelles (ex. chartes du Forez) et un habitat fouillé. En général, les textes sont sollicités par les archéologues pour planter le décor territorial et dresser le cadre des pouvoirs politiques et religieux. Mais pour établir une réelle complémentarité entre textes et sources archéologiques contribuant à l'interprétation, il faut se livrer à un travail spécifique qui peut se révéler fructueux sur un petit territoire cohérent, où la densité des sites reconnus le justifierait, à l'instar du travail réalisé sur le Velin (Est lyonnais) par A. Bouvier (Bouvier 2001). Estimer l'intérêt de ce type de travail, très chronophage, fait partie des choix de publication. Mais le plus efficace serait de mieux diffuser les résultats au-delà du cercle fermé des archéologues pour atteindre les historiens médiévistes. En contrepartie, les archéologues, doivent prêter davantage attention aux travaux des historiens sur les territoires où ils travaillent. Un exemple : l'ouvrage consacré au monde paysan vers l'an mil en Dauphiné (Falque-Vert 2004) apporte un éclairage précieux à l'interprétation du statut social et économique de certains sites fouillés. Autre exemple : les travaux sur les campagnes lyonnaises et foréziennes à partir des textes de la fin du Moyen Age méritent d'être lus ou relus à la lueur des faits archéologiques dont nous disposons désormais pour ce secteur (Lorcin 1974, 2002, 203, 2004).

2. Une typologie provisoire des établissements ruraux

On l'a dit, plus du tiers des opérations entre 1999 et 2010 fournissent des informations tronquées et difficiles à interpréter quant à la nature des installations détectées. Mais ces indices ténus de fosses, de négatifs de poteau, de fossés, parfois de vestiges de maçonneries, radiers, rejets domestiques..., signalent des occupations rurales médiévales et contribuent à l'approche spatiale du peuplement. D'autres sites, en revanche, offrent une lecture suffisamment assurée des vestiges et de la datation de l'occupation ou des phases de celle-ci pour que l'on établisse plusieurs groupes ou « familles »(3).

Les aires agricoles de plein champ

Ce groupe se manifeste essentiellement par une ou des aires de stockage collectif des récoltes. Il s'agit de sites localisés dans des zones de peuplement ancien traversées par des axes de communication importants, mais à l'écart du réseau de peuplement fixé, lorsqu'on le connaît. Ils sont datés de la fin du haut Moyen Age et du Moyen Age central (IXe-XIIe), en l'état de nos connaissances, même si, souvent, une occupation antérieure est repérée, dont la nature et la chronologie sont difficiles à caractériser. Les sites en question se matérialisent par des structures liées aux activités agraires et, plus particulièrement à la céréaliculture, essentiellement des fosses silos (ex. 150 à Saint-Priest, 175 à Beynost) généralement réparties en plusieurs aires, groupes ou batteries. D'autres fosses, des foyers et des fours excavés dans le substrat, isolés ou en batterie, sont sans doute en rapport avec le traitement des récoltes (ex. de Fareins). Ces installations sont parfois associées à des traces de constructions légères, le tout évoquant une gestion collective de l'espace. Des petits groupes de sépultures peuvent être dispersés sur le même espace. L'hypothèse que ces aires agricoles se situent à la marge d'un habitat est alimentée par le mobilier retrouvé dans le comblement des fosses après utilisation, mais elle n'a jamais été vraiment démontrée. C'est plutôt le phénomène de la disjonction entre le terroir mis en valeur et le ou les lieux d'habitation qui ressort le plus souvent et distingue ces aires « d'ensilage groupé » des établissements agricoles plus anciens ou plus récents. Le phénomène concerne toute la région, hors zones montagneuses. Les fouilles récentes d'Anse - Zac de la Citadelle, de Décines - le Montout et de Beynost - Creux Marceau, pour ne citer qu'elles, en offrent des exemples saisissants.

Totalement ignorée il y a 20 ans, mise en évidence dans les synthèses régionales publiées en 2001 et 2006, cette forme d'installations agricoles lâches et polymorphes dévolues au traitement, à la conservation des récoltes et, probablement, à leur redistribution est désormais largement répertoriée dans la région et bien au-delà, grâce aux grands décapages. Elle constitue un phénomène quasiment à l'échelle du pays et les publications récentes qui analysent ce phénomène en Languedoc, en Roussillon, en vallée du Rhône, en Toulousain, montrent le très grand intérêt historique de ces découvertes. Les archéologues médiévistes s'entendent pour y voir des espaces à voca-

tion agro-pastorale, à caractère communautaire, témoignant de la vitalité des campagnes dès la fin de la période carolingienne et dont on entrevoit le rôle dans la fameuse « mutation de l'An mil ». Apprécier la position de ces greniers souterrains collectifs dans le terroir, comprendre de quel contrôle, laïc ou ecclésiastique, ils relèvent, sont les objectifs de l'exploitation des données archéologiques disponibles et des fouilles à venir.

Les sites suivants peuvent se raccorder clairement à cette catégorie : Mogneneins, Clos Verger ; Fareins, la Gravière ; Beynost, Creux Marceau (Ain) ; Romans-sur-Isère, les Meilleux, Les Prêles (Drôme) ; Saint-Clair-du-Rhône, Varambon ; Villette-d'Anthon, Grand Mallier (Isère) ; Anse, Zac de la Citadelle ; Décines, le Montout ; Saint-Priest, Hauts de Feuilly (Rhône).

Les établissements en relation avec un pôle d'habitat

La deuxième catégorie se rapproche de la précédente par la nature des vestiges (équipements de plein air liés à la céréaliculture), mais s'en distingue par la topographie : ces établissements se trouvent en relation avec un pôle de peuplement plus ou moins développé, organisé autour d'une motte castrale (Villars-les-Dombes), d'un édifice religieux (Optevoz), d'une petite agglomération fossoyée ou non (Vénissieux, Mions, Ecully)...

Les sites suivants peuvent se raccorder à cette catégorie : Villars-les-Dombes, Zac de la Poype (Ain) ; Albon (Drôme) ; Optevoz, Bataillier (Isère) ; Ecully, République ; Mions, Zac du Centre ; Vénissieux, Zac du Vieux Bourg (Rhône).

Les sites à organisation complexe et architecture dominante

Un troisième groupe, désormais bien mis en évidence par les découvertes récentes du nord-ouest de la région, est composé de sites à occupation dense (ex. Néronde : 800 structures sur 1,4 ha), structurée par des bâtiments de bonne taille et de construction élaborée (pierre, bois, terre), dont assurément des habitations. Divers équipements agricoles sont disposés à proximité (fosses, puits, fours, greniers). Dans plusieurs cas (ex. Balbigny, Saint-Marcel-de-Félines), des espaces fonctionnels sont délimités par des enclos ou fossés. Ils constituent un ensemble assez cohérent que renforce leur proximité géographique sur le tracé de la future A89. Dans l'ensemble, l'horizon chronologique est large, l'occupation du Moyen Age central, presque partout présente, pouvant se prolonger (ou reprendre) durant le bas Moyen Age. Ces établissements sont situés à l'écart des noyaux de peuplement médiévaux et leur fonction agricole est attestée par le mobilier.

Les sites suivants peuvent se raccorder à cette catégorie : Saint-Just, la Chantelarde (Ain) ; Villette-d'Anthon, Charvas (Isère) ; Montrond-les Bains, Bergère ; Marclopt ; La Pacaudière, RN7 zone de dépôt, Changy, Rossignol ; Saint-Laurent-la-Conche, Bel Air ; Balbigny, Marigny ; Saint-Marcel-de-Félines, Ronzière 1 et 2 ; Néronde, Chazelle ; Sainte-Colombe-du-Gand, le Moine (Loire) ; Joux, Boussuivre (Rhône).

Les sites avec structures artisanales

Sans composer un groupe spécifique, quelques sites se distinguent par les témoins d'une activité artisanale, sans qu'on puisse dire qu'elle est exclusive d'autres activités, notamment agricoles. Le cas du four de potier de La Pacaudière, Pannetier reste exceptionnel. La métallurgie du fer se signale uniquement par des ateliers de forge (La Ravoire, La Pacaudière, Martel et Joux). D'un point de vue général, la rareté des vestiges d'activités artisanales constitue une source d'étonnement. On constate que les deux ateliers de forges signalés sont datés du haut Moyen Age, confirmant le constat déjà établi en 2001 de la raréfaction des indices de métallurgie après cette période en contexte rural. [Se reporter aux réflexions sur ce sujet dans le bilan du programme 25, sous-thème mines et métallurgie, § 5 « la métallurgie secondaire »].

Les sites suivants peuvent se raccorder à cette catégorie : La Pacaudière, Pannetier ; La Pacaudière, Martel (Loire) ; Joux, Enversin (Rhône) ; La Ravoire, Léchaud (Savoie).

3. La question des attributions chronologiques et des rythmes de l'occupation

On l'a dit, les données réunies ces dix dernières années n'échappent pas à la difficulté des attributions chronologiques sur des sites peu ou pas stratifiés. Ces attributions se fondent en général sur le mobilier céramique, dont on connaît les limites en la matière. Une grande prudence s'impose donc quant à l'utilisation des sources archéologiques pour restituer les séquences de l'occupation des espaces ruraux. La datation par comparaison avec d'autres sites, eux-mêmes datés par la céramique, comporte le risque de raisonnement circulaire et de la reproduction des approximations. Le recours plus répandu aux datations numériques pourrait amener à reconsidérer des idées reçues, dans la mesure où les résultats seraient mis en commun, confrontés et critiqués entre archéologues, céramologues et archéomètres à l'échelle de la région.

Les liens des établissements du haut Moyen Age avec l'Antiquité

Au cours de cette dernière décennie, peu de données nouvelles ont été réunies sur les rapports des établissements isolés du haut Moyen Age avec les aménagements construits ou paysagers de l'Antiquité. Des occupations antérieures (protohistoriques, gallo-romaines) sont mentionnées à proximité ou sur le même emplacement que des installations médiévales, mais il n'y a pas démonstration de continuité ou de lien. C'est l'hypothèse d'installations *ex nihilo* qui prévaut. Ainsi, la réflexion sur le hiatus ou la continuité du peuplement des espaces ruraux n'a guère été alimentée dans la région, au contraire d'autres régions françaises et au contraire des progrès enregistrés ici dans les années 1990. Mais les fouilles récentes sur des espaces très vastes (par ex. à Anse et à Décines dont les résultats sont en cours d'élaboration) permettront de préciser le lien entre les périodes (parcellaire, réseau viaire, espaces récupérés...).

L'archéologie programmée est en général plus disert sur

ces processus, parfois observables dans l'espace même des *villae* : les fouilles des centres domaniaux de Saint-Romain-de-Jalionas (Isère, R. Royet) et de Saint-Laurent-d'Agnay (Rhône, M. Poux) s'attachent à relever les manifestations complexes de cette continuité jusqu'au plein Moyen Age. C'est toutefois une opération préventive à Saillans (Drôme) qui a mis en évidence une occupation continue entre le changement d'ère et le VIIIe s. dans l'espace bâti d'un vaste établissement rural.

Haut Moyen Age (période mérovingienne)

Peu de fouilles, entre 1999 et 2010, ont restitué des vestiges structurés pour cette période. Dans la plupart des cas, les premiers siècles du Moyen Age se signalent par des indices diffus (rejets domestiques, fosses, foyers), rarement par des constructions. Ces indices apparaissent souvent comme le « préliminaire » aux occupations plus denses et mieux structurées du Moyen Age central. C'est la raison pour laquelle l'habitat péri-urbain de la rue des Chartreux (Lyon 4e) et l'établissement rural constitué d'une demi-douzaine de bâtiments regroupés à Néronde – Chazelle, Loire, font figures d'exception pour le VIIe s. ; mais aussi, les bâtiments à sol excavé et solins de pierre des Ve-VIe s. à La Côte-Saint-André (Isère), ainsi que deux constructions dévolues à la métallurgie (La Ravoire, Savoie, et Joux – Enversin, Rhône).

Haut Moyen Age (période carolingienne)

Comme lors des synthèses régionales établies en 2001 et 2006, la période carolingienne est particulièrement difficile à cerner ; c'est là que se concentrent les difficultés des archéologues : vestiges archéologiques souvent ténus, mobilier céramique peu discriminant entre la fin du VIIIe et le Xe s., numéraire rare, datations radiocarbones délicates à manipuler... Déprise réelle de l'occupation rurale ou biais archéologique ? C'est sans doute l'une des questions majeures pour l'archéologie rurale actuellement et les avancées de cette dernière décennie sur cette question mériteraient d'être réunies, critiquées et mises en valeur. A cet égard, il serait fructueux de confronter les résultats d'une série de fouilles : Romans-sur-Isère (Drôme), La Pacaudière (Loire), Saint-Priest, Vénissieux, Anse (Rhône) et de faire ressortir ce qui illustre la période carolingienne.

Moyen Age central

Plus de la moitié des données de cette dernière décennie porte sur les siècles qui encadrent l'An mil. La datation des phases d'occupation des sites est toujours une difficulté pour le Moyen Age central où la prudence invite les archéologues à adopter une fourchette large de deux ou trois siècles. A noter que quelques rares sites offrent des possibilités de chronologie relative pour les Xe-XIe s. (ex, Sainte-Colombe-sur-Gand, Loire). La supériorité numérique des sites de cette période a été observée antérieurement, mais le nouveau corpus en livre une confirmation appuyée. Il confirme aussi que la majorité appartient au groupe des établissements de plein air, dont la vocation agricole et de stockage des récoltes est la plus évidente.

Bas Moyen Age

La bonne représentation des établissements ruraux isolés du bas Moyen Age est un fait notable qui apporte au nouveau corpus régional le pan chronologique qui lui faisait défaut. Les occupations des XIIIe-XIVe s., lorsqu'elles donnent lieu à constructions, installent la pierre comme matériau indispensable à la maison paysanne (ex. La Pacaudière-Martel, Saint-Marcel-de-Félines, Néronde, Marclopt, Loire). Certains sites, déjà densément occupés durant le Moyen Age central, le sont à nouveau à la fin du Moyen Age (ex., Saint-Marcel-de-Félines, Loire). Les données réunies pour le bas Moyen Age régional ces dernières années restent cependant disparates et mériteraient un inventaire critique plus développé que dans ce bilan.

4. Perspectives

La très grande majorité des opérations prises en compte dans ce bilan est redevable aux chercheurs de l'Inrap. Trois opérations ont été réalisées par un autre opérateur agréé, en l'occurrence Archeodunum. L'établissement public, au premier chef, doit donc faire face aux suites à donner à la moisson d'informations, d'autant que peu de publications ont vu le jour depuis les ouvrages cités plus haut (sauf Lyon, rue des Chartreux dans Archéologie Médiévale). L'exploitation des résultats d'un tel ensemble de données requiert une organisation collective où faire circuler l'information, confronter les découvertes, discuter les interprétations, établir des choix de publication. A la faveur de ce bilan, nous pouvons proposer quelques pistes. La plupart reposent sur le postulat que les résultats ne pourront fructifier que si les archéologues confrontés à ce type de gisement s'organisent pour travailler ensemble.

Constituer des « dossiers » pour les secteurs représentatifs. Réunir et diffuser les résultats selon des ensembles géographiques ou typologiques cohérents :

Chaque site comporte, certes, sa propre valeur documentaire, mais se trouve vraiment son sens que dans la mise en perspective avec d'autres sites proches géographiquement, chronologiquement ou morphologiquement. Il s'agit bien d'établir un échantillonnage raisonné permettant la synthèse. Ainsi des « dossiers scientifiques » ressortent presque naturellement ; par exemple, les sites des monts du Lyonnais-Beaujolais (tracé A89) ou de la côtière de Dombes (autour de Fareins). Des ensembles s'imposent aussi par le regroupement topographique et/ou fonctionnel des informations : La Pacaudière-Changy (tracé RN7), Anse, Décines, Vénissieux, Villars-les-Dombes... Sans oublier un nécessaire bilan des indices et découvertes dans le quartier de Vaise en périphérie lyonnaise. Cette démarche est d'autant plus indispensable que la diversification des opérateurs d'archéologie préventive comporte le risque d'une parcellisation des informations : seuls des regroupements inter institutionnels, type PCR, permettront d'aboutir à des publications de qualité. L'exemple du groupe de travail « Les formes de l'habitat rural en basse Auvergne et Bourbonnais au Moyen Age : un 1er bilan » qui s'est donné pour objectif la réalisation d'un ouvrage regroupant monographies et synthèses thé-

matiques (coord. J. Chamoillaux et S. Gaime) devrait faire des émules.

Elaborer des sortes de standards pour l'étude de ces sites (nomenclatures, choix des analyses spécialisées, datations) ;

Il faudrait éviter que chaque équipe travaille isolément et refasse le parcours déjà connu par d'autres. Les problématiques doivent être partagées en amont des publications, pour sortir de l'approche au cas par cas :

- convenir d'une terminologie pour la désignation des structures rencontrées : bâtiment, cabane, grenier, annexe, fossé, drain, palissade, silo, fosse, four, foyer...
- harmoniser les définitions architecturales : bâtiments sur poteau, à ossature de bois, sur sablière, sur solins de pierre...

- prêter attention au mobilier significatif des activités domestiques, agricoles, artisanales ; cumuler les expériences pour établir une sorte de catalogue des indices de terrain (mouture, métallurgie, tissage...).

- établir des « bases de données » pour les études spécialisées (environnement, faune, flore, mobilier domestique) à l'échelle de la région.

- réfléchir à des protocoles de discussion des attributions chronologiques afin de réduire la marge d'incertitude qui handicape l'interprétation des sites entre le IXe et le XIIe s. (croisement céramiques et ¹⁴C).

Replacer le corpus régional dans une vision élargie

Pour ces habitats et établissements paysans, la question de la zone d'étude considérée, comme celle de l'appartenance chronologique du ou des établissements étudiés est essentielle pour la recherche médiévale. Il faut se méfier des approches globalisantes qui gommant les diversités morphologiques locales et les nuances temporelles, mais il faut tout autant considérer les faits ponctuels comme la partie d'un tout qui offre le niveau d'interprétation satisfaisant (ex. les relations : occupations haut médiévales/antiques, habitats dispersés/noyaux villageois et paroissiaux, implantation des établissements paysans/sites de pouvoir, etc.). Pour exploiter les résultats, il est utile de replacer le corpus rhônalpin dans un espace élargi. Quelques exemples :

- les aires de stockage de plein champ du Moyen Age central sont à considérer à l'échelle interrégionale ; surgit la problématique du rapport topographique entre ces aires agricoles collectives de plein champ et les habitations paysannes ainsi que le rapport hiérarchique entre ces aires et les pôles de regroupement et d'encadrement des populations ;

- les sites à structures bâties dominantes du nord-ouest de la région forment le pendant d'une série d'établissements fouillés depuis une quinzaine d'années en Auvergne et dont la publication est en cours de préparation ; des contacts seraient à prendre entre les équipes.

- la relative rareté des « fonds de cabanes » dans la région, par comparaison au nord-est de la France et à l'Île-de-France, par exemple, traduit un fait culturel qui mérite réflexion à l'échelle nord-européenne.

Les fouilles à venir : définir les enjeux

Enfin, on ne saurait clore les perspectives d'exploitation des résultats des opérations de la dernière décennie sans évoquer les fouilles à venir. L'avancée des connais-

sances doit nourrir les choix scientifiques des interventions futures. Que recherche-t-on désormais ? Quelles questions prioritaires ? Quelles périodes privilégier ?

A la suite du panorama qui vient d'être présenté, quelques pistes pourraient s'imposer pour le domaine rural :

- mieux comprendre le fonctionnement des « aires agricoles de plein champ » du Moyen Age central : espèces végétales stockées/cultivées, typologie des batteries de silos, chronologie relative, etc. ;
- adapter les méthodes de fouille (exhaustivité, échantillonnage, fouille manuelle ou mécanisée) en fonction des questionnements de départ ;
- plus généralement, envisager les rapports de ces aires agricoles avec le réseau d'habitats dispersés et groupés ;
- établir une problématique pour définir la place et les objectifs des analyses spécialisées (environnement, faune, flore) et utiliser efficacement leurs résultats dans l'interprétation générale du site ;

- privilégier les sites susceptibles d'apporter des enseignements sur la transition avec les occupations de l'Antiquité ;
- privilégier les sites susceptibles de renseigner la période carolingienne ;
- établir un corpus des formes et procédés architecturaux des constructions « paysannes » à l'échelle de la région ;
- d'une manière générale, s'organiser pour préciser les attributions chronologiques ; développer le recours aux datations numériques.

1 - C. Bellon (Inrap), F. Bonhomme (Archeodunum), J.-F. Berger (CNRS), S. Bleu (Inrap), N. Clément (Univ. Lumière Lyon 2), M. Goy (Inrap), J.-M. Lurol (Inrap), P. Martin (Archeodunum), V. Monnoyeur (Inrap), S. Motte (Inrap), A. Pranyes (Archeodunum), A.-C. Rémy (Inrap), T. Silvino (Archeodunum), T. Vicard (Inrap).

2 - F. Cocco, M. Fresne, M. Lenoble, L. Ollivier, C. Thollon-Pommerol, R. Royet

3 - Les références exactes des sites mentionnés ci-dessous sont présentées dans le tableau annexe 1.

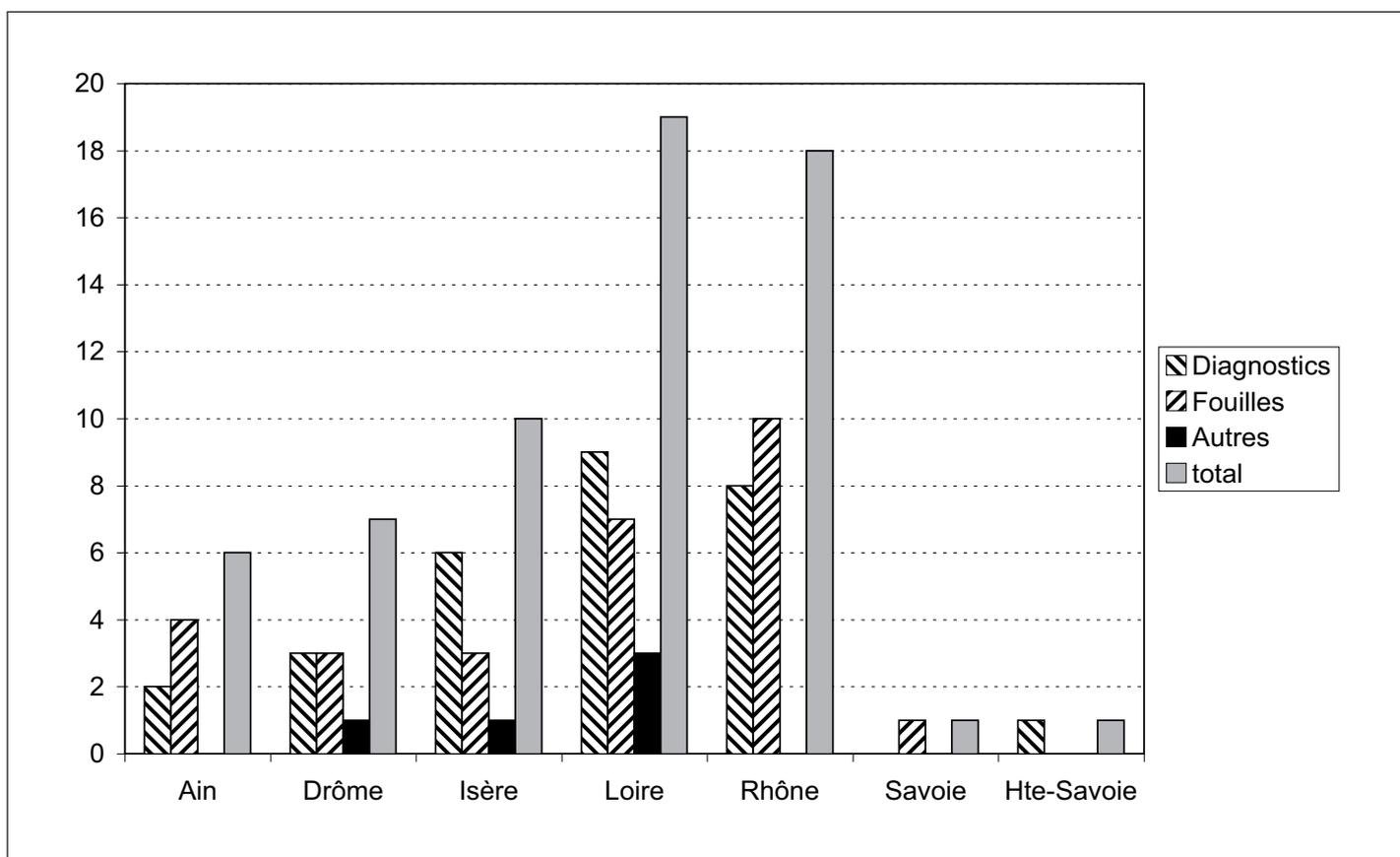


Figure n° 13 : Diagramme des établissements ruraux médiévaux reconnus par départements et par catégories d'opérations archéologiques

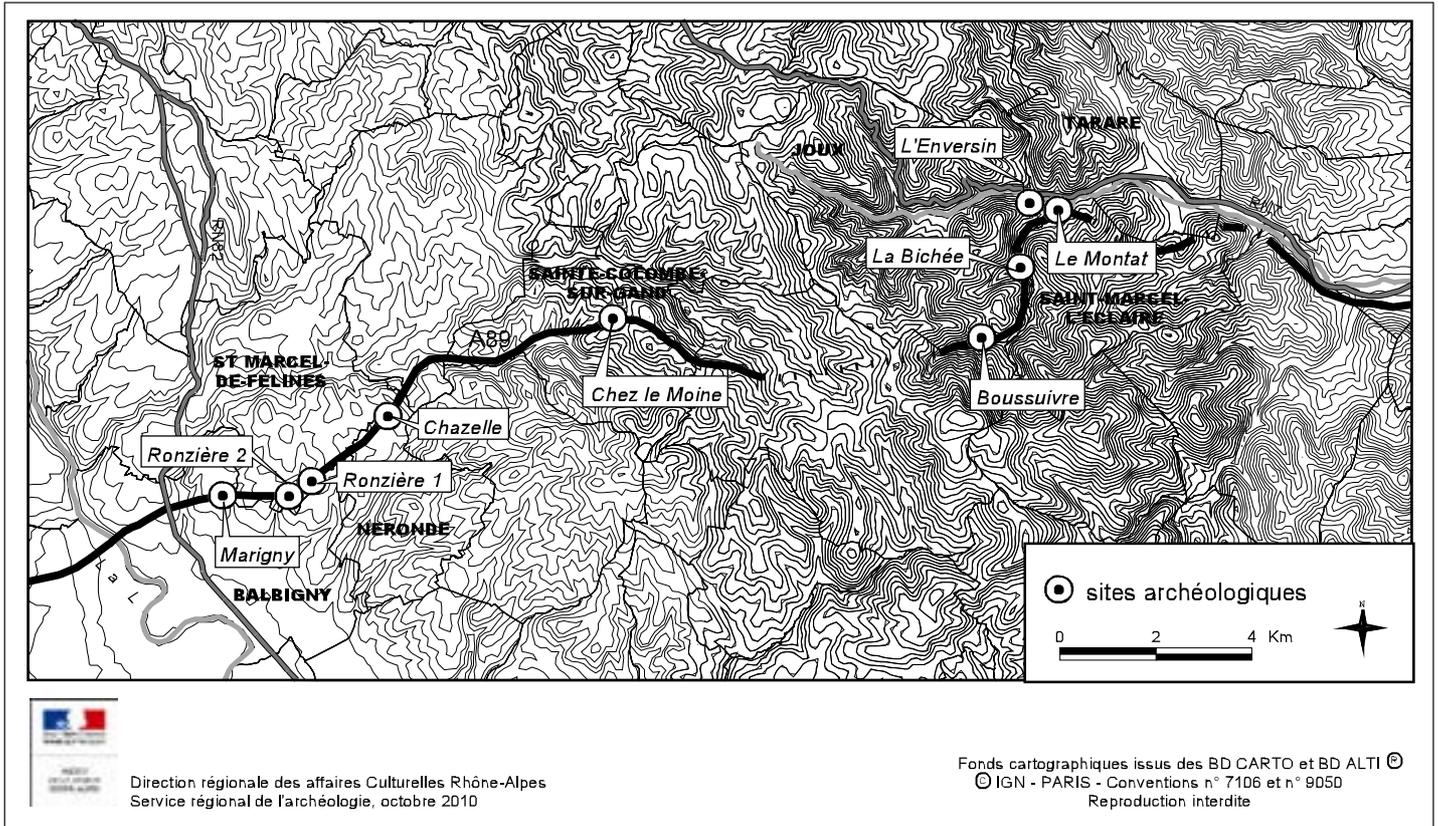


Figure n°14 : Les sites médiévaux fouillés sur le tracé de l' A 89 entre Balbigny et Tarare



Figure n°15 : Autoroute A 89 - Sainte-Colombe-sur-Gand "Chez Le Moine" : plan d'ensemble des bâtiments restitués pour les Xe-XIe siècles

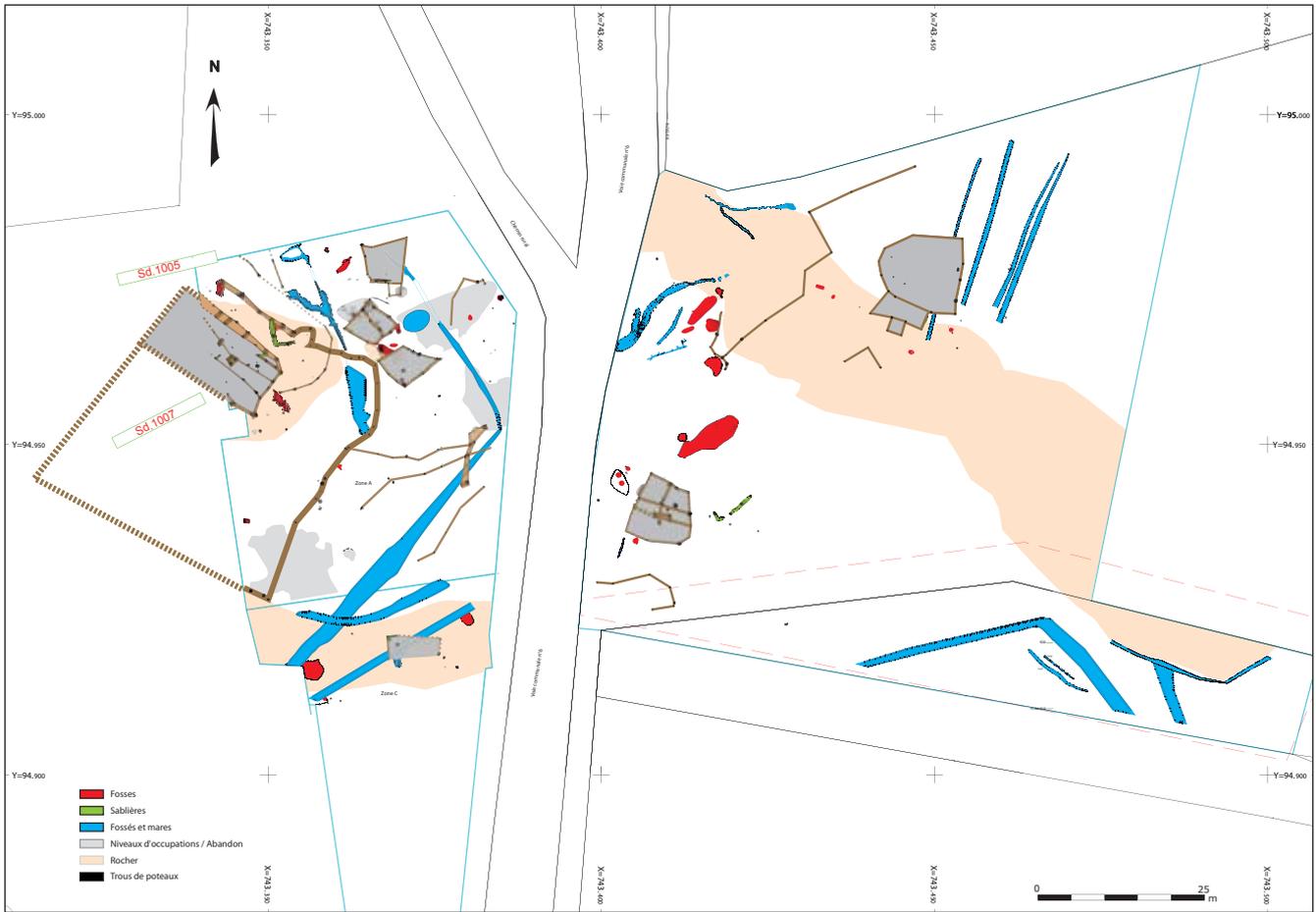


Figure n°16 : Autoroute A 89 - Balbigny "Marigny" : essai de restitution des structures IXe-XIIIe siècle

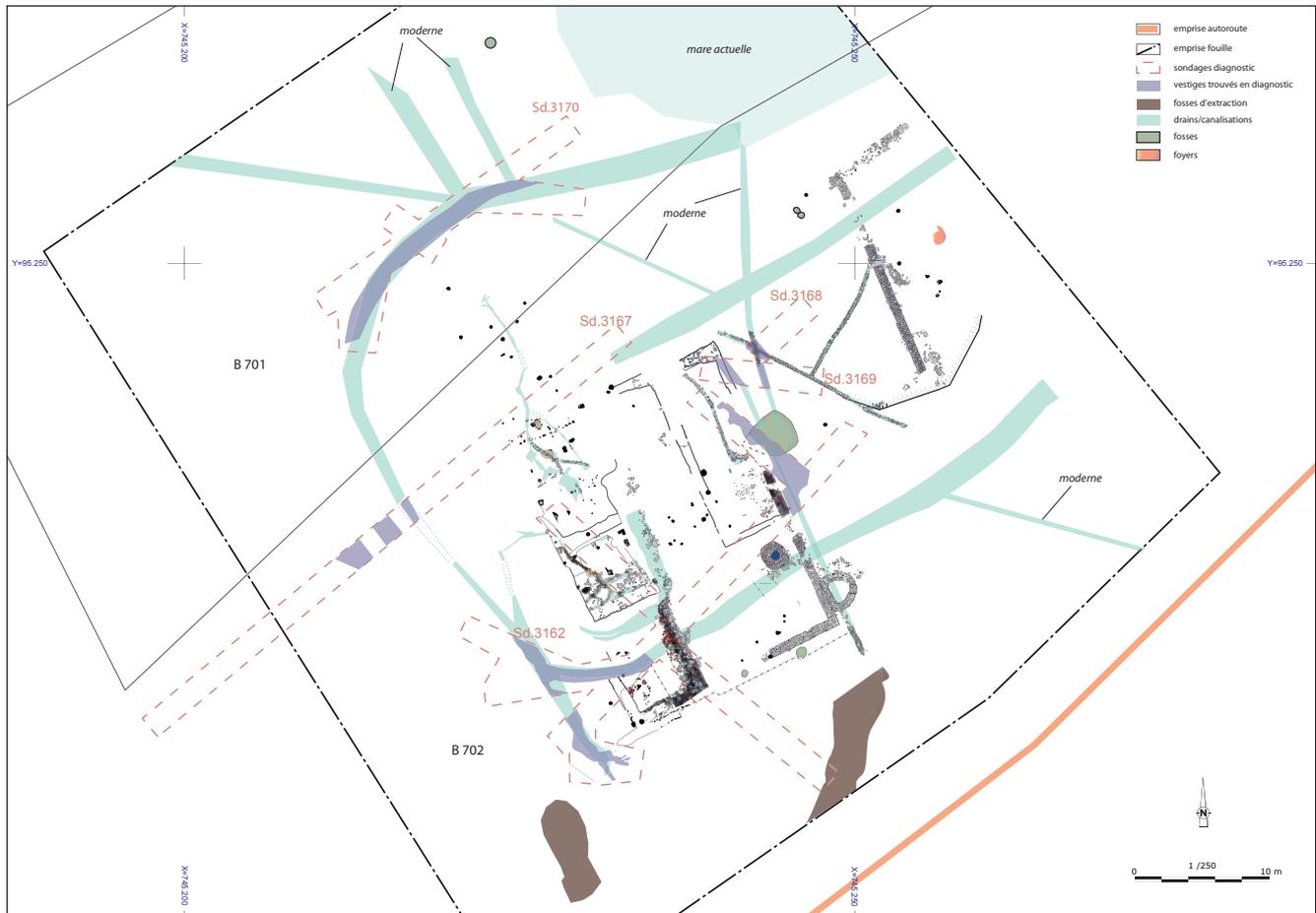


Figure n°17 : Autoroute A 89 - Balbigny "Marigny" : plan général des vestiges mis au jour sur les parcelles B 701 et 702

Les habitats de hauteur de l'ancienne cité d'Alba (Ardèche)

Nicolas Clément

Docteur en archéologie médiévale

Université Lumière Lyon II - CIHAM - UMR 5648

En l'état des connaissances, le bilan qui précède signale la faible représentation des établissements attribués au haut Moyen Age parmi le corpus livré par l'archéologie préventive dans les régions de plaine ou de faible relief. Les explications sont certainement diverses et les biais archéologiques ne sont pas à exclure. En tout état de cause, les recherches conduites dans un contexte géographique différent apportent un éclairage complémentaire pour cette période. Ainsi, dans le cadre d'une thèse traitant de l'occupation du sol dans le territoire de la cité d'Alba/Viviers au cours du premier Moyen Age (Ve-XIe s.), une série de sondages a été programmée sur les sites de hauteur (plateaux ardéchois et reliefs du Rhône moyen). Ces recherches se sont déroulées entre 2004 et 2006 et ont permis d'appréhender cinq sites : le Bois Saint-Martin (Labeaume), les Rochers de Carabasse (Beaulieu), la Ferme de Retz (Lagorce), la Tuilière (Sampzon) et le Castelas de Baravon (Gras). En outre, la documentation des fouilles anciennes de Saint-Etienne-de-Dions (Saint-Marcel-d'Ardèche) et de la Dent de Retz (Gras) a été réexaminée. (cf. fig. 18)

Si les fouilles particulièrement difficiles en ces lieux escarpés et forestiers ne concernent encore que des surfaces réduites par rapport à l'emprise des sites, des informations essentielles ont été réunies sur la topographie, la nature et la chronologie des occupations. Les constructions et niveaux médiévaux s'installent sur des reliefs occupés dès le Néolithique-âge du Bronze (Beaulieu) ou à la Protohistoire (Lagorce, Saint-Marcel). De fait, ils reprennent la position dominante de ces *oppida* et connaissent une organisation dictée par la topographie accidentée. En matière de chronologie, la phase de plus forte densité d'occupation se situe dans la première partie du Moyen Age (entre le Ve et le VIIIe s.). Les lieux de cultes ont pu connaître une mise en place plus tardive (IXe-Xe s.) (Beaulieu) et une durée d'utilisation au-delà de celle de l'habitat (Saint-

Marcel). Enfin, certains indices suggèrent parfois une réoccupation brève au Moyen Age central (Labeaume). A l'heure actuelle, deux formes d'occupation sont signalées. La première catégorie se caractérise par des places fortifiées abritant diverses constructions agglomérées. La présence de solides constructions de pierre est un trait commun aux bâtiments résidentiels (Samzon, Gras-le Castelas, Saint-Marcel), aux édifices religieux (Labeaume, Beaulieu) et aux fortifications (Labeaume, Saint-Marcel). Ces sites livrent un mobilier abondant et diversifié (céramique, métal, verre). Les importations d'amphores africaines (Samzon, Saint-Marcel) situent le statut social des occupants. La seconde catégorie, en l'état des connaissances, correspond à de vastes enceintes non défensives qui ont pu abriter des activités d'élevage et artisanales comme la métallurgie (Lagorce, Gras-la Dent de Retz). La métallurgie du fer est d'ailleurs un trait important de ces sites.

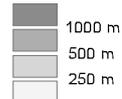
Les découvertes récentes sur les sites de hauteur de la cité d'Alba complètent avantageusement les informations jusque là limitées dont disposait la région Rhône-Alpes (travaux anciens de Paul Courbin et de Gilles Saumade, déjà cités, et plus récents de Benoît Ode à Saint-Saturin et Château-Porcher, Drôme, en rive gauche du Rhône (Ode 1995 et 1997), sans oublier l'opération préventive du Couvent des Chèvres au Pouzin, Ardèche (Darnaud et al. 2008). Les plus structurés et les plus densément bâtis d'entre eux s'inscrivent dans un vaste mouvement de création d'agglomérations fortifiées, sorte d'*oppida* tardo-antiques dont l'occupation semble perdurer, dans certains cas, jusqu'à la fin du haut Moyen Age. L'archéologie programmée a beaucoup apporté ces dernières années à la compréhension du phénomène en France méditerranéenne mais aussi dans l'est de la France et dans le Jura.

Répartition des sites de hauteur dans le territoire de la cité d'Alba-Viviers

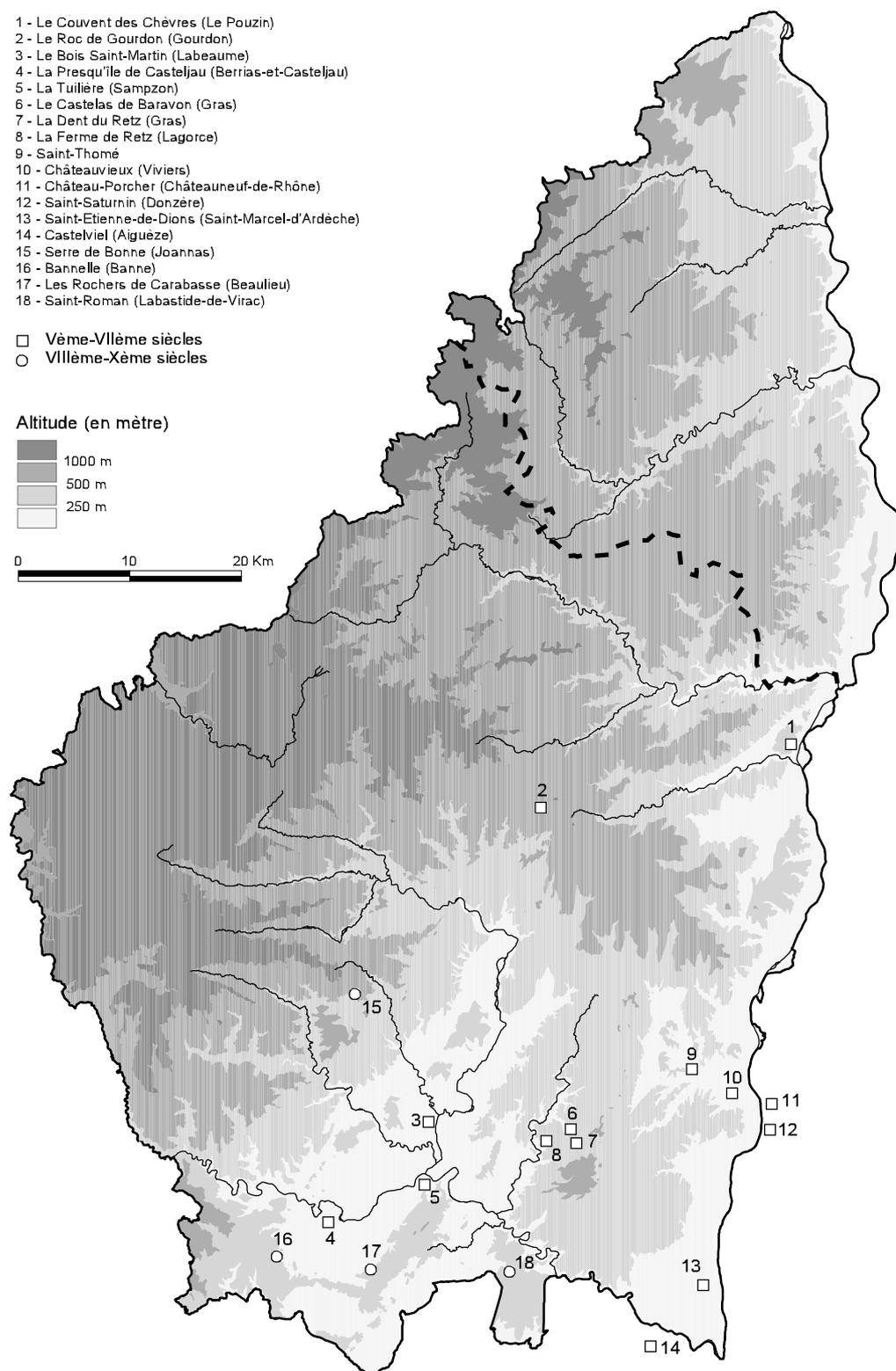
- 1 - Le Couvent des Chèvres (Le Pouzin)
- 2 - Le Roc de Gourdon (Gourdon)
- 3 - Le Bois Saint-Martin (Labeaume)
- 4 - La Presqu'île de Casteljau (Berrias-et-Casteljau)
- 5 - La Tuilière (Sampzon)
- 6 - Le Castelas de Baravon (Gras)
- 7 - La Dent du Retz (Gras)
- 8 - La Ferme de Retz (Lagorce)
- 9 - Saint-Thomé
- 10 - Châteaueux (Viviers)
- 11 - Château-Porcher (Châteauneuf-de-Rhône)
- 12 - Saint-Saturnin (Donzère)
- 13 - Saint-Etienne-de-Dions (Saint-Marcel-d'Ardèche)
- 14 - Castelviel (Aiguèze)
- 15 - Serre de Bonne (Joannas)
- 16 - Bannelle (Banne)
- 17 - Les Rochers de Carabasse (Beaulieu)
- 18 - Saint-Roman (Labastide-de-Virac)

- Vème-VIIème siècles
○ VIIIème-Xème siècles

Altitude (en mètre)



0 10 20 Km



Direction régionale des affaires Culturelles Rhône-Alpes
Service régional de l'archéologie, septembre 2013

Fonds cartographiques issus des BD CARTO et BD ALTI ©
© IGN - PARIS - Conventions n° 7106 et n° 9050
Reproduction interdite

Figure n°18 : Répartition des sites de hauteur dans la cité d'Alba-Viviers

Etablissements agricoles et habitats ruraux, période médiévale

A N N E X E 1

Avertissement

La liste qui suit est indicative. C'est davantage un aide-mémoire qu'un document scientifique. Elle résume l'essentiel des informations fournies par le SRA en 2008 à partir de la base Patriarche et des BSR jusqu'à 2010. Depuis cette date, de nouvelles opérations archéologiques, notamment sur de grandes emprises, ont révélé des sites d'habitat ruraux de la période médiévale. On citera par exemple :

- Villette d'Anthon (Isère), ZAC de Charvas ;
- Quincieux (Rhône), Les Forgettes (travaux A 466) ;
- Quincieux (Rhône), La Grange-Rouge (travaux A 46 Nord) ;
- Cleppé (Loire), ZAC de la Font de l'Or ;
- Néronde (Loire), Chazelle (A89) ...

Certaines opérations ont pu nous échapper. Les rubriques sont très schématiques et il n'a pas toujours été possible de les renseigner toutes. En l'état, cette liste donne une bonne idée du travail de terrain accompli depuis 1999, de la richesse de la documentation disponible et du travail d'interprétation à accomplir.

Liste des abréviations : Tp : trou de poteau ; FdC : fond de cabane ; bât : bâtiment ; GR : gallo-romain ; MA : Moyen Age.

OPERATIONS PREVENTIVES 1999-2010

Commune Lieu dit Aménagement Altitude	Opération Année RO	Surface sondée ou fouillée (surface site)	Attributions chronologiques	Types structures	Occupations antérieures
AIN					
Beynost Creux Marceau A 432 310 m	Fouille 2009 2010 A.-C. Rémy	1,7 ha (indéterminée)	Vle-VIle Xe-XIe	Grandes fosses d'extraction ? 179 silos, fosse, Tp, solins	GR
La Boisse Sélan A 432 305 m	Fouille 2009 2010 A.-C. Rémy	4200 m2 (indéterminée)	Vle-VIle	Tp, fosses, four	

Commune Lieu dit Aménagement Altitude	Opération Année RO	Surface sondée ou fouillée (surface site)	Attributions chronologiques	Types structures	Occupations antérieures
Fareins La Gravière ZAC	Fouille 2006- 2007 T. Silvino	2 ha (indéterminée)	Xe-XIe	Batteries de silos et Tp (bât ?), fours	GR et âge du Fer à prox.
Mogneneins Clos Verger ZAC	Diag. 2003 J.-L. Joly	7200 m2 (indéterminée)	Moyen Age	Fosses, Tp, fossé parcellaire ?	GR à prox.
Saint-Just Chantelarde Déviation 250 m	Fouille 2009 A. Pranyies	2,5 ha (3000 m2 site cerné sur trois côtés)	Xe-XIe	4 bât/poteaux, silos, fonds de cabanes ?	Bronze final et 1er âge du Fer
Villars-les-Dombes Îlot de la Poype Ecole	Diag. 2002- 2003 S. Motte		Xe-XIe	Silos, fossés à prox. motte castrale	

DROME

Albon Terre du Bancel Salle polyvalente	SU 2009 P. Réthoré J.M. Poisson		Xe-XIe	Fond de cabane ?	Sur fondations antiques
Montjoyer Eoliennes	Diag. 2002 C. Ronco		XIIIe-XIVe	Mur enceinte ? fosse, habitat de plateau	Néo et Proto
Portes-les-Valence Le Colombier	Diag. 2003 C. Ronco	6120 m2 (indéterminée)	Moyen Age	Angle mur, silos fosses, Tp, foyers	Jouste une nécropole VIe-XIe
Romans-sur-Isère Les Meilleux Les Prêles Contournement	Fouille 2008 M. Le Nézet- Célestin	3000 m2 (2 ha estimés)	Céram = XIe ¹⁴ C = VI à Xe	50 silos en 3 aires (est. 2000 silos)	1 silo recoupe une sépulture ht MA Occup quasi continues depuis l'âge du Bronze
Saillans Maladrerie Lotissement	Fouille 2010 L. Le Roy	1500 m2	Ve-VIe VIe-VIIIe	Bât habitation de 4 pièces, foyers. Construit sur vestiges <i>villa</i> antique	Néo, âge du Bronze, GR
Saint-Uze Montaclar Canalisation	Diag. 2003 F. Cordier		Xe-XIVe	Epandage de mobi- lier et sol ?	
Valence Boulevards Aménagement urbain	Fouille 2007 C. Ronco	600 m2	Xe	Structures en creux, silos	Voie antique Sépultures IIIe-IVe

ISERE

Aoste Cultieu	Diag. 2006 S. Bleu		Xe-XIe	Tp. fosses, sol ?	Ruines monument funéraire antique ?
La Balme-les-Grottes Travers sud	Fouille 2000 S. Motte	200 m2 (indéterminée)	Xe-XIe	13 silos	

Commune Lieu dit Aménagement Altitude	Opération Année RO	Surface sondée ou fouillée (surface site)	Attributions chronologiques	Types structures	Occupations antérieures
La Côte-Saint-André Le Rival ZAC	Diag. 2010 S. Bleu		Ve-VIe	Bât poteaux sur solins de pierre, fours et silos	Proto, GR
			IXe-XIe	Aire d'ensilage (600 m ²) scories	
Courtenay St-Roch Salle Municipale Lotissement	Fouille éval. 1999 C. Coquidé	2500 m ² (indéterminée)	MA central et Bas MA	Séries de fosses réparties en 2 zones (pas des silos)	Bât antiques à prox. Proche village
Optevoz Champ Batailler	Diag. 2003 C. Coquidé	1500 m ² (indéterminée)	MA central	Dizaine de Tp et fosses ; fossés et mur (enclos paroissial ?)	Contexte bourg ancien
Optevoz Camille Corot	Diag. 2006 C. Coquidé		Xe-XIIe	2 fosses et Tp.	Bâtiment Ier s. à prox.
Passins Champ Lévrier Lotissement 275 m	Fouille 2006 S. Bleu	1130 m ² (indéterminée)	Xe-XIIe	Tp., fosse	Villa GR à prox. Récup. matériaux au MA
St-Clair-du-Rhône Varambon ZAC	Diag. 2002 F. Jallet	1,5 ha (indéterminée)	VIIe-XIIe	7 fours en plein air en deux batteries	Zone funéraire à incinérations Antiquité
Villette-d'Anthon Parc de Charvas Zac	Diag. 2008 C. Bellon	34 ha sondés Vestiges concentrés sur 10 ha Occup MA = 2,5 ha	Ve-VIIIe	3 petits bât. Fondations maçon- nées et fossés et sols	Proto et antique
			Xe-XIe	Structures excavées, 2 tombes	
			Bas MA	Bâti	
Villette-d'Anthon Grand Mallier Canalisation	Suivi de travaux 2002 A. Bouvier	160 m ² (indéterminée)	Xe-XIe	8 silos et une dizaine d'autres structures en creux	
LOIRE					
Balbigny, Marigny A 89 380 m	Fouille 2009 2010 T. Vicard	1,16 ha	IXe-XIIe	Grand bât bois dans enclos, 6 autres bât bois, 2 silos, fossés, drains...	
			XVIe	Maison forte	
Cleppé Font de l'Or ZAC	Diag. 2010 V. Georges	500 m ²	Xe-XIIIe	FdC, silos, fossés	
Feurs La Péchoire 1 Lotissement 340 m	Diag. 2004 P. Réthoré		Xe-XIVe	Solins de 2 murs (bât ?), 4 silos	

Commune Lieu dit Aménagement Altitude	Opération Année RO	Surface sondée ou fouillée (surface site)	Attributions chronologiques	Types structures	Occupations antérieures
Mably Bonvert ZAC	Diag. 2010 V. Georges	56 ha explorés (indéterminée)	Ve-VIe (?)	Fosses silos, aire de chauffe	La Tène, GR
Marclopt La Chatre Carrière	Diag. 2006 V. Georges	1,5 ha	Haut MA ?	Bât solins	Néo, proto
			XIIIe-XIVe	Plateforme empier- rée, drains	
Montrond-les-Bains Bergères ZAC	Diag. 2007 V. Georges	3500 m2	XIe-XIIe	6 structures excavées 20 m2 (FdC ?) ; Bât. sur solins à abside	Paléosol Bronze
Néronde Chazelles A89 500 m	Fouille 2010 P. Martin	1,4 ha (indéterminée)	VIIe-VIIIe	Divers bât sur poteaux, habitat et dépendances, foyer ext, fossés	Bâtiment Ier s. à prox.
			IXe-XIIe (la plus dense)	Grands bât. répartis (60 à 100 m2) en pôles sur sablères et solins FdC, chemin...	
			Bas MA	2 fosses sablières	
La Pacaudière Pannetier RN7, OA1	Eval compl. 2002 A.-C. Rémy	300 m2 (indéterminée)	VIIIe-IXe	4 fosses, Tp, four de potier (médiéval ?)	GR
La Pacaudière Zone dépôts RN7	Diag. 2007 E. Thévenin	1,2 ha	VIIIe-IXe	Bât excavés partiellement en pierre, silos ?	La Tène
La Pacaudière Dom. des Bardons	Diag. 2002- 2003 A.-C. Rémy		Moyen Age	Epierrément, sol, fosse	
La Pacaudière Martel RN7	Fouille 2004 S. Bocquet		XIIIe-XIVe	Bât bois, épierrément, chemin, drain, syst. fossés, Forge	
Changy Rossignol RN7 OA7	Fouille 2004 S. Gaimé	500 m2	XIIe-XIVe	3 ou 4 bât. comp : bois, terre, pierre. Palissades, fossés, drain	
Ste-Colombe/Gand Le Moine A89 580 m	Fouille 2009 T. Vicard	2000 m2	Xe-XIe	3 bât mixtes pierre, terre, bois, foyers Tp, silos	
			XIVe	Bât unique, solins, radier, poêle.	

Commune Lieu dit Aménagement Altitude	Opération Année RO	Surface sondée ou fouillée (surface site)	Attributions chronologiques	Types structures	Occupations antérieures
St-Laurent-la-Conche Bel Air Carrière	Diag. 2001 V. Georges	2 ha (2200 m2)	Xe-XIe	3 FdC, Tp, foyer, silos, solins, fossés	Age du Bronze
St-(Marcel-de-Félines Ronzière 1 A89 435 m	Fouille 2008 S. Motte	4600 m2	XIIIe-XIVe XVe-XVIe	1 bât en pierre et tuiles semi enterré, foyer ; ensembles de dépendances (Tp, solins)	
St-Marcel-de-Félines Ronzière 2 A89	Fouille 2009 V. Monnoyeur	4200 m2	Xe-XIe s	Fossé d'enclos, Tp, fosses, foyers	
			XIIIe-XIVe Plusieurs phases	Bât mixte bois, terre, pierre ; foyers ; puits ; clôture...	
St-Martin-d'Estreaux RN7	Eval. 2000 M.-O. Lavendhomme		Xe-XIIe	Solins, fossés, foyer	Ages Bronze et Fer
St-Romain-la-Motte Fultière 300 m	Eval 1999 C. Coquidé	460 m2 (indéterminée)	IXe-XIIe	Sol. d'occup. Bât bois avec silo, sablière, foyer	
Veauche Volvon Lotissement	Diag. 2009 V. Georges Fouille 2010 T. Argant		Xe-XIe	Atelier potier	2e âge du Fer, GR
			XIIIe-XIVe	Bât sur solins pierre, foyer, mur clotûre	
RHÔNE					
Anse La Citadelle ZAC	Diag. et fouilles 2005 et 2008 C. Coquidé A. Bouvier	12,5 ha	Ve-XIIe XIIIe-XVe	Batteries de silos, voirie, fossés, drains, fosses, four, bâti, sépultures	Proto GR
Colombier-Saugnieu Contournement	Diag. 2010 A. Bouvier		Haut MA	Sépulture, fosse, murs	Proto, GR
			MA Central	Tp, silos, niveau sol, fossés	
Communay Malaguet-Charvas ZAC 243 m	Diag. 2010 C. Landry	1500 m2 estimés	Xe-XIe	Bât excavé ? Fosse, foyer, batterie silos	
Corbas Les Verchères	Diag. 2006 C. Ramponi	1,2 ha	XIIIe-XVe	Four circulaire Fossé	
Décines Les Ruffinières	Diag. 2001 C. Cécillon	3000 m2	Xe-XIIe	Bases de murs, fosses	
Décines Le Montout (Stade) 205 m	Diag. 2010 J. Grasso	35 ha	Xe-XIe s XIIIe-XIVe XVIe	Silos, foyers, drains, Tp, fossé, sépulture	

Commune Lieu dit Aménagement Altitude	Opération Année RO	Surface sondée ou fouillée (surface site)	Attributions chronologiques	Types structures	Occupations antérieures
Ecully République Aménagement urbain 250 m	Fouille 1999 T. Vicard	3200 m2	Xe-XIe	Fossé annulaire (village ? enclos paroissial ? Silos, fosses, mur ?	
			XIIIe-XIVe	Fossé comblé, silos, Tp, FdC	
Genay Pré de Ménime A46	Diag. 2006 S. Motte		XIVe	Bâti sur galets, fosses, fossé	
Joux Boussuivre A89 580 m	Fouille 2008 C. Bellon	3000 m2	Xe-XIe s. (2 phases)	Aire 14 silos en 2 groupes et 3 fours. Bât mixte pierre, terre, bois ; foyer dom ; enclos ; 2 FdC	Pré et Proto, La Tène
Joux Enversin A89	Fouille 2009 J.-M. Lurol	1,4 ha	VIIe	Atelier de forge	GR
Lyon Rue des Chartreux Immeuble	Fouille 2000 G. Ayala	1200 m2	VIIe	Bât sur solins, foyer, four, fosses, sépultures	
Lyon Quartier de Vaise Divers	Sites divers		Haut MA MA Central Bas MA		
Mions ZAC du Centre	Diag. 2004 S. Bleu	3200 m2 (500 m2)	VIe-VIIe	1 FdC	GR
			Xe-XIIe	Fosses, silos	
St-Priest Hts de Feuilly ZAC	Fouille 2000 G. Ayala	1100 m2 (20 000 m2 supposés)	Xe-XIe (2 phases)	Vaste aire silos, FdC, grenier, bât/poteaux Artisanat	Proto, GR
Solaise Les Eparviers	Fouille 2001	1000 m2	XIVe-XVe	Fosses, silos	
Vénissieux Divers sites (ZAC Vieux-Bourg, quartier Gambetta, pl. Libération)	Diag. et fouilles 1998-2009 J.-L. Joly, T. Vicard, S. Nourissat, C. Bellon		VIe-VIIe Xe et XIe XIVe	Aire silos, fosses, bât sur poteaux, bâti maçonné, fours, foyers...	Depuis Néo Contexte bourg ancien
SAVOIE					
La Ravoire Léchaud ZAC	Fouille 2000 F. Gabayet	3000 m2	Ve-VIIIe s. ¹⁴ C	Bâti pierre complexe 5 pièces, fosses, foyers dom. et grand foyer métallurgique ; 5 tombes à prox.	Occup. GR
HAUTE-SAVOIE					
Chens/Léman Véreitre Lotissement	Diag. 2003 Ph. Hénon	2 ha	Moyen Age	FdC ? Tp ; silo ; radier de sol	Occup Néo.

Etablissements agricoles et habitats ruraux, période médiévale

A N N E X E 2

Bibliographie régionale (1990-2010)

Avertissement

La bibliographie qui suit pourra sembler quelque peu éclectique. Elle dépasse le thème et la séquence précisément traités dans le bilan. En effet, les établissements ruraux et habitats dispersés du Moyen Age, hors contexte castral, défensif ou religieux, découverts en fouille préventive, ont donné lieu (ou donneront lieu) à des rapports finaux d'opération mais à bien peu de publications qui viendraient compléter les deux ouvrages sortis en 2001 et 2006 et consacrés à des découvertes antérieures à 1999 (DARA 21 et le DAF 98). On a donc pris le parti d'élargir la collecte bibliographique à d'autres catégories d'habitats, notamment les habitats de hauteur, les sites défendus et les résidences dites aristocratiques, dans la mesure où ces études, la plupart des fouilles programmées, renseignent les manières d'habiter et les modes de vie dans les campagnes médiévales. On y a ajouté les rares cas de sites antiques (en général *villae*) présentant des occupations de l'Antiquité tardive. Enfin, on a choisi de débiter cette liste à 1990, pour permettre une meilleure appréciation des problématiques des recherches médiévistes aujourd'hui.

Alexandre-Bidon 2006 : ALEXANDRE-BIDON (D.) – Le confort de la maison médiévale une synthèse des données. In : ALEXANDRE-BIDON (D.), PIPONNIER (F.), POISSON (J.-M.) dir. – *Cadre de vie et manières d'habiter (XIIe-XVIe siècles)* : Actes du 8e congrès de la Société d'archéologie médiévale, Paris, 11-13 oct. 2001. Caen : Publications du CRAHM, 2006, p. 129-144.

[Montbrison, Essertines (42) et Huez (38)]

Alexandre-Bidon, Piponnier, Poisson 2006 : ALEXANDRE-BIDON (D.), PIPONNIER (F.), POISSON (J.-M.) dir. – *Cadre de vie et manières d'habiter (XIIe-XVIe siècles)* : Actes du 8e congrès international de la Société d'archéologie médiévale, Paris, 11-13 oct. 2001. Caen : Publications du CRAHM, 2006, 326 p.

Ayala et al. 2003 : AYALA (G.), BLAIZOT (F.), HORRY (A.), ARGANT (T.) – Un habitat et des sépultures du haut Moyen Age sur les pentes de la Croix-Rousse à Lyon. *Archéologie Médiévale*, t. 33, 2003, p. 33-62.

Bailly-Maître 1998 : BAILLY-MAITRE (M.-C.) – Habiter la montagne. In : *le village médiéval et son environnement*. Etudes offertes à Jean-Marie Pesez, Paris : Publications de la Sorbonne, 1998, p.31-42.

Bailly Maître 2001 : BAILLY MAITRE (M.-C.) – le village minier de Brandes-en-Oisans. In : *Patrimoine en Isère : Oisans*. Grenoble : musée Dauphinois, conservation du patrimoine de l'Isère, p. 67-71.

Bailly Maître 2006 : BAILLY MAITRE (M.-C.) – Les forges de la section rhône-alpine. In : *Habitats, nécropoles et paysages dans la moyenne vallée du Rhône (VIIe -XVe s.) contribution des travaux du TGV-Méditerranée à l'étude des sociétés rurales médiévales* textes réunis par O. Maufras. Paris : Maison des sciences de l'homme, p. 277-280. (*Documents d'archéologie française*, 98).

Bailly-Maître 2007 : BAILLY-MAITRE (M.-C.) – Se nourrir aux XIIIe et XIVe siècles en montagne. L'exemple d'un village permanent à 1800 m d'altitude. In : *Alimentation et Montagne, produire, transformer, conserver, consommer* : 9e Université européenne d'été, anthropologie des populations alpines UMR 6578, Vallouise, juillet 2006, p. 67-86 (*coll. Anthropologie des populations alpines*).

Bailly-Maître, Benoit 2006 : BAILLY-MAITRE (M.-C.), BENOIT (P.) – *L'habitat des mineurs : Brandes-en-Oisans et Pampailly*. In : ALEXANDRE-BIDON (D.), PIPONNIER (F.), POISSON (J.-M.). – *Cadre de vie et manière d'habiter* : 8e congrès de la société d'archéologie médiévale, Paris, 11-13 oct. 2001. Caen : CRAHM, 2006, p. 259-265

Beck et al 1993 : BECK (C.), FOREST (V.), OLIVE (C.), DE ROGIN (L.) – Animaux, techniques et paysages d'élevage dans les pays bourguignons et rhodano-alpins (Ier-XVIIe s.). In : BECK (C.), DELORT (R.) dir. — *Pour une histoire de l'environnement : travaux du programme interdisciplinaire de recherche sur l'environnement* : Actes du programme et du colloque, mars 1991. Paris : CNRS Editions, 1993, p. 127-134.

Berger, Brochier 2006 : BERGER (J.-F.), BROCHIER (J.-L.) – Paysages et climats en moyenne vallée du Rhône : apports de la géo-archéologie. In : *Habitats,*

nécropoles et paysages dans la moyenne vallée du Rhône (VIIe -XVe s.) contribution des travaux du TGV-Méditerranée à l'étude des sociétés rurales médiévales textes réunis par O. Maufras. Paris : Maison des sciences de l'homme, p. 164-208. (*Documents d'archéologie française*, 98).

Blaizot 2006 : BLAIZOT (F.) – Ensembles funéraires isolés dans la moyenne vallée du Rhône. In : *Habitats, nécropoles et paysages dans la moyenne vallée du Rhône (VIIe -XVe s.) contribution des travaux du TGV-Méditerranée à l'étude des sociétés rurales médiévales* textes réunis par O. Maufras. Paris : 281-362. (*Documents d'archéologie française*, 98).

Bois 2000 : BOIS (M.) – Peut-on parler de vignoble au XIIe et au début du XIIIe siècle, dans la région de Saint-Paul-Trois-Châteaux ? *Revue Drômoise*, 497, 2000, p. 309-314.

Bois, Poisson 2002 : BOIS (M.), POISSON (J.-M.) – Le paysage agraire du terroir d'Allan (Drôme) : apport du traitement informatique à l'étude du terroir de 1483. In : BRUNEL (G.), GUYOTJEANNIN (O.), MORICEAU (J.-M.) éd. – *Terriers et plans-terriers du XIIIe au XVIIIe siècle* : actes du colloque de Paris, sept. 1998. Rennes : association d'histoire des sociétés rurales. Paris : Ecole nationale des Chartes, 2002 (*Mémoires et documents de l'Ecole des Chartes*).

Borel et al. 1996 : Borel (J.-L.), BROCHIER (J.-L.), DRUART (J.-C.) – Séquences climatiques et occupations du sol du VIIIe au IXe siècle dans le terroir de Colletière. In : COLARDELLE (M.) dir. – *L'homme et la nature au Moyen Age : paléoenvironnement des sociétés occidentales* : actes du Ve congrès international d'archéologie médiévale, Grenoble, oct. 1993. Paris : Errance, 1996, p. 191-196 (*Archéologie aujourd'hui*).

Bouby 2001 : BOUBY (L.) – Approche carpologique d'un habitat rural du Moyen Age central (XII^e-XIII^e siècles) : Chateaufort-sur-Isère, Beaume (Drôme). In : MARINVAL (P.) dir. – *Histoires d'hommes, histoires de plantes : hommage au professeur Jean Erroux*. Rencontres d'archéobotanique de Toulouse, 2001, p. 163-192.

Bouvier 1994 : BOUVIER (A.) – Eclairages sur l'habitat rural et l'évolution du peuplement du VIe au XIe siècle dans l'Est lyonnais et le Nord viennois d'après des fouilles récentes. *Pages d'archéologie médiévale en Rhône-Alpes*, 1, 1994, p.21-32, 7 fig.

Bouvier 2001 : BOUVIER (A.) – Le peuplement du Velin : archéologie et autres sources. In : Faure-Boucharlat E. (dir.). - *Vivre à la campagne au Moyen Age. L'habitat rural du Ve au XIIe s. (Bresse, Lyonnais, Dauphiné) d'après les données archéologiques*, Lyon, ALPARA, p. 37-52. (*Documents d'Archéologie en Rhône-Alpes et en Auvergne* ; 21).

Bouvier et al. 1992 : BOUVIER (A.), FAURE-BOUCHARLAT (E.), MONNIER (J.), LAFFONT (J.-Y.) – La motte castrale de Décines-Charpieu (Rhône). *Archéologie Médiévale*, 22, 1992, p. 231- 307, 39 fig.

Brochier, Borel, Druart 2007 : BROCHIER (J.-L.), BOREL (J.-L.), DRUART (J.-C.) – Les variations paléoenvironnementales de 1000 avant à 1000 après J.C et la question des " optima " climatiques de l'Antiquité tardive et du Moyen Age sur le piémont des Alpes du Nord à Colletière, lac de Paladru, France. *Quaternaire*, 18-3, p. 253-270.

Chalmin-Sirot 2003 : CHALMIN-SIROT (E.). – Lieux de résidence de la petite aristocratie en territoire genevois du XIIe au XIVe siècle. *Archéologie médiévale*, 33, 2003, p. 115-137.

Charmoillaux, Faure-Boucharlat 2006 : CHARMOILLAUX (J.), FAURE-BOUCHARLAT (E.) – Les sites fossoyés du Roannais (Loire) à la fin du Moyen Age : état de la question. In : *Château et peuplement* : Actes du XXIIème colloque international Château Gaillard, 27 août-4 septembre 2004 à Voiron (Isère), textes réunis par P. Ettel, A.-M. Flambard Héricher, T.E. McNeil. *Château-Gaillard*, 22, 2006. Caen : publications du Crahm, 2006, p. 65-74.

Chomel 1997 : CHOMEL (V.). – Seigneuries et communautés paysannes en Dauphiné au XIIIe siècle d'après un livre récent. *La Pierre et l'Écrit*, 1997-1998, p. 27-32.

Clavier 2002 : CLAVIER (E.). – Les souterrains annulaires, perspectives de recherche et approche morpho-typologique. In : *Actes du 25e Congrès de la Société française d'étude des souterrains*, 2002, p. 89-98.

Clavier, Montrobert 2005 : CLAVIER (E.), MONTROBERT (L.) – Les souterrains annulaires, regards sur un phénomène rural de l'Europe médiévale. In : *Souterrains, vie et organisation. Dossier d'Archéologie*, 301, p. 56-61.

Clément 2004 : CLEMENT (N.). – L'évolution de l'occupation du sol du terroir de Grospièrres au cours du premier Moyen Age (Ve-XIe siècle). In : *Chroniques de CARTA, Ardèche Archéologie*, n° 21, 2004, p. 35-37.

Clément 2006 a : CLEMENT (N.). – Beaulieu et ses compoix. In : *Beaulieu, Monographie d'une commune du Bas-Vivarais*, ouvrage collectif publié par la Société de sauvegarde de Grospièrres (Ardèche), cahier hors-série, 2006, p. 95-103.

Clément 2006 b : CLEMENT (N.). – Sites de hauteur au Moyen Age, *Bilan scientifique 2004*, SRA, DRAC Rhône-Alpes, 2006, p. 56-58.

Clément 2006 c : CLEMENT (N.). – Recherches archéologiques aux Rochers de Carabasse. In : *Beaulieu, Monographie d'une commune du Bas-Vivarais*, ouvrage collectif publié par la Société de sauvegarde de Grospièrres (Ardèche), cahier hors-série, 2006, p. 86-94.

Clément 2008 : CLEMENT (N.). – Le haut Moyen Age (Ve-Xe siècle). In : *De la Dent de Retz aux Gorges de l'Ardèche*, ouvrage collectif édité par le Syndicat de gestion des gorges de l'Ardèche, 2006, p. 217-225.

Clément 2009 : CLEMENT (N.). – Le site de hauteur des Rochers de Carabasse (Beaulieu). *Bulletin de la Société géologique de l'Ardèche*, 2009, n° 2.

Clément 2009 : CLEMENT (N.). – Un habitat rural du haut Moyen Age à Authijol (Saint-Alban-Auriolles). *Ardèche Archéologie*, 27, 2010, p. 38-41.

Colardelle 1992 : COLARDELLE (M.). – L'habitat littoral de Charavines (Isère) : une colonisation de terroir au Moyen Age (XIe s.). In : PARISSÉ (M.), BARRAL I ALTET (X.) dir. – *Le roi de France et son royaume autour de l'An mil*. Actes du colloque Hugues Capet, Paris-Senlis, 1987. Paris : Picard, 1992, p. 235-241.

Colardelle 2003 : COLARDELLE (M.). – Ethnologie, archéologie et histoire. Pour une compréhension sociale de l'outillage agricole. In : COMET G. (dir.). – *L'outillage agricole médiéval et moderne et son histoire*. Actes des XXIII^e journées internationales d'histoire de l'Abbaye de Flaran, 7-9 septembre 2001, Presses Universitaires du Mirail, p. 17-40.

Colardelle, Verdel 1993a : COLARDELLE (M.), VERDEL (E.). – *Chevaliers-paysans de l'an mil au lac de Paladru*, éd. Errance-Musée Dauphinois, 1993, 120 p.

Colardelle, Verdel 1993b : COLARDELLE (M.), VERDEL (E.) dir. – *Les habitats du lac de Paladru (Isère) dans leur environnement. La formation d'un terroir au XIe siècle*. Paris : Editions de la Maison des sciences de l'homme, 1993, 416 p. 294 ill. (DAF ; 40).

Colardelle, Verdel 2004 : COLARDELLE (M.), VERDEL (E.) – Les sociétés de l'an Mil. Quelques apports et questionnements de l'archéologie. In : BONNASSIE (P.) et TOUBERT (P.) dir. – *Hommes et Sociétés dans l'Europe de l'an Mil* : Actes du colloque international organisé par le Collège de France, l'Université de Toulouse-Le Mirail et le Centre européen d'Art et Civilisation médiévale, Conques, 19-21 mai 2000, Presses Universitaires du Mirail, Tempus, Toulouse, p. 31-72.

Colardelle, Verdel 2006 : COLARDELLE (M.) et VERDEL (E.). – L'habitat médiéval immergé de Colletière à Charavines (Isère). In : DUMONT A. dir. – *Archéologie des lacs et des cours d'eau*, Paris : Errance 2006, page 127-128.

Colardelle et al. 2002 : COLARDELLE (M.), MOYNE (J.-P.) et VERDEL (E.), 2002 – Les étapes du peuplement dans la région du lac de Paladru (Isère) jusqu'au milieu du XIV^e siècle. In : ETTTEL (P.), FRIEDRICH (R.), SCHIER (W.) dir. –

Interdisciplinaire Beiträge zur Siedlungsarchäologie, Gedenkschrift für Walter Janssen, Rahden/Westf., Verlag Marie Leidorf GmbH, p. 25-37.

Colardelle et al. 2006 : COLARDELLE (M.), MOYNE (J.-P.) VERDEL (E.). – Le matériel agricole et le terroir de Colletière au XIe siècle, *Les Cahiers de l'Urbanisme*, Mélanges d'archéologie médiévale, *Liber amicorum* en hommage à André Matthys, Ministère de Région Wallonne, hors-série septembre 2006, p. 36-45.

Collectif 1999 : *Patrimoine en Isère : Chambaran*. Grenoble : musée Dauphinois, conservation du patrimoine de l'Isère, 1999, 235 p.; ill. (Patrimoine en Isère ; 1999).

Collectif 2001 : *Patrimoine en Isère : Oisans*. Grenoble : musée Dauphinois, conservation du patrimoine de l'Isère, 2001, 231 p.; ill. (Patrimoine en Isère ; 2001).

Collectif 2003 : *Patrimoine en Isère : Pays de Roussillon*. Grenoble : musée Dauphinois, conservation du patrimoine de l'Isère, 2003, 208 p.; ill. (Patrimoine en Isère ; 2003).

Coquidé 1999 : COQUIDE (C.) – Meyzieu, la Chapelle, un établissement rural de l'Est lyonnais (Xe-XIe s.). *Pages d'archéologie médiévale en Rhône-Alpes*, 4, 1997, p. 21-35.

Coquidé 2003 : COQUIDE (C.) – Les structures linéaires fossoyées issues de l'archéologie préventive dans l'Est lyonnais : essai de synthèse. *Revue archéologique de Narbonnaise*, 36, 2003, p. 7-24.

Corbière (de la) 2006 : CORBIÈRE de la (M.) – Premières observations sur les habitats rupestres et troglodytiques médiévaux dans le nord rhône-alpin. In : GUILLOT (F.) dir. – *De la spelunca à la roca : l'habitat troglodytique au Moyen Age*. Actes du 1^{er} colloque pluridisciplinaire de Saint-Martin-le-Vieil 11 et 12 juin 2005, Carcassonne, 2006, p. 70-86.

Corbière (de la) 2007 : CORBIÈRE de la (M.) – L'habitat troglodyte au Moyen Age dans l'Ain et la Haute-Savoie. *La Rubrique des patrimoines de Savoie*, 19, juillet, 2007, p. 18-20.

Darnaud et al. 2008 : DARNAUD (O.), FERBER (E.), RIGAUD (P.) – Le couvent des Chèvres au Pouzin (Ardèche) : découverte d'un site fortifié de hauteur tardo-antique. *Archéologie du Midi médiéval*, 26, 2008, p. 17-43.

Falque-vert 1997 : FALQUE-FERT (H.) – *Les hommes et la montagne en Dauphiné au XIIIe siècle*. Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1997, 517 p. (La Pierre et l'Écrit).

Falque-Vert 2004 : FALQUE-VERT (H.) – *Les paysans et la terre en Dauphiné vers l'an mil*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 2004, 323 p.

Faure-Boucharlat 1998 : FAURE-BOUCHARLAT (E.) – Les habitats ruraux du nord de la région Rhône-Alpes (Bresse, Lyonnais, Dauphiné) du Ve au XIIe siècle. In : FRIDRICH (J.) et al. éd. – *Aspects sociaux et économiques du peuplement rural* : Actes de la Conférence Ruralia II, Spa, 1-7 sept. 1997, *Pamatky archeologické*, suppl. 11. Prague : Academy of Sciences of Czech Republic, 1998, p. 113-125.

Faure-Boucharlat 2001 dir. : FAURE-BOUCHARLAT (E.) dir. – *Vivre à la campagne au Moyen Age : l'habitat rural du Ve au XIIe siècle (Bresse, Lyonnais, Dauphiné) d'après les données archéologiques*. Lyon : Association Lyonnaise pour la Promotion de l'Archéologie en Rhône-Alpes, 2001, 432 p. : ill. (*Documents d'Archéologie en Rhône-Alpes et en Auvergne*, 21).

Faure-Boucharlat, Forest 2001 : FAURE-BOUCHARLAT (E.), FOREST (V.) avec coll. C. Olive, D. Lalaï. – *Vivre et travailler à la campagne*. In : FAURE-BOUCHARLAT (E.) dir. – *Vivre à la campagne au Moyen Age. L'habitat rural du Ve au XIIe s. (Bresse, Lyonnais, Dauphiné) d'après les données archéologiques*, D.A.R.A., 21, Lyon, A.L.P.A.R.A., 2001, p. 93-126 (*Documents d'Archéologie en Rhône-Alpes et en Auvergne*, 21).

Faure-Boucharlat, Brochier 2006 : FAURE-BOUCHARLAT (E.), BROCHIER (J.-L.) – Les établissements ruraux : implantation, organisation et architecture. In : MAUFRAS (O.) éd. – *Habitats, nécropoles et paysages dans la moyenne vallée du Rhône (VIIe -XVe s.) contribution des travaux du TGV Méditerranée à l'étude des sociétés rurales médiévales*. Paris : Maison des sciences de l'homme, p. 263-275 (*Documents d'archéologie française* ; 98).

Faure-Boucharlat, Horry 2005 : FAURE-BOUCHARLAT (E.), HORRY (A.) – La maison des champs entre Rhône et Alpes (Xe-XIIe s.) : architecture et équipement domestique. In : FIZELLIER-SAUGET (B.) éd. – *L'habitation à l'époque romane* : Actes du XIIe colloque international d'art roman, Issoire octobre 2002. *Revue d'Auvergne*, 574, 2005, p. 201-219.

Faure-Boucharlat, Maccari-Poisson 1993 : FAURE-BOUCHARLAT (E.), MACCARI-POISSON (B.) – Le mobilier céramique. In : COLARDELLE (M.), VERDEL (E.). – *Les habitats du lac de Paladru (Isère) dans leur environnement : la formation d'un terroir au XIe siècle*. Paris : MSH, 1993, p. 189-203. (*Documents d'archéologie française* ; 40).

- Faure-Boucharlat, Oberlin 2003** : FAURE-BOUCHARLAT (E.), OBERLIN (C.) – L'apport des datations par le carbone 14 à la chronologie du haut Moyen Age régional. In : *Rencontre Rhône-Alpes d'archéologie médiévale* sous la dir. de J.-M. POISSON. Actes des 5ème et 6ème Rencontres Rhône-Alpes d'archéologie médiévale, 2003. *Pages d'archéologie médiévale en Rhône-Alpes*, 5, 2003, p. 113-119 ill.
- Forest 1998** : FOREST (V.) – Des restes osseux aux types d'élevage. In : BECK (P.) dir. – *L'innovation technique au Moyen Age*. Actes du VIe congrès international d'archéologie médiévale. Paris : Editions Errance, 1998, p.15-20.
- Forest, Olive 2006** : FOREST (V.) – Etudes archéozoologiques. In : MAUFRAS (O.) éd. – *Habitats, nécropoles et paysages dans la moyenne et la basse vallée du Rhône (VIIe-XVe s.) contribution des travaux du TGV Méditerranée à l'étude des sociétés rurales médiévales*. Paris : Maison des sciences de l'homme, p. 242-261 (*Documents d'archéologie française* ; 98).
- Gisclon, Jallet 2003** : GISCLON (J.-L.), JALLET (F.) – Une fouille récente a dégagé des fours du Moyen Age à Saint-Clair-du-Rhône. In : *Patrimoine en Isère : Pays de Roussillon*. Grenoble : musée Dauphinois, conservation du patrimoine de l'Isère, 2003, p. 59.
- Laffont 2007** : LAFFONT (P.-Y.) avec la coll. BRECHON (F.), DEFIVE (E.), GIROUX (Ch.) – *Le rocher de Brion : histoire et archéologie d'un château et d'un habitat médiéval oubliés*. Montpezat-sous-Bauzon : Parc naturel régional des monts d'Ardeche, 2007, 68 p.
- Lorcin 1974** : LORCIN (M.-T.) – Les campagnes de la région lyonnaise aux XIVe et XVe siècles. Thèse de doctorat d'Etat. Lyon, Bosc, 1974, 548 p.
- Lorcin 2002** : LORCIN (M.-T.) – Vignes, vigneron et vins du lyonnais à la fin du Moyen-Age (XIIe-XIVe siècles). *L'araire*, 129, été 2002, p. 11-32.
- Lorcin 2003** : LORCIN (M.-T.) – L'élevage dans le Forez des XIVe et XVe siècles au miroir des testaments, *Histoire et Sociétés rurales*, 20, 2e semestre 2003, p. 11-35.
- Lorcin 2004** : LORCIN (M.-T.) – La campagne aux environs de Lyon à la fin du Moyen Age. In : (J.) PELLETIER et (C.) DELFANTE. – *L'Atlas Historique du Grand Lyon, formes urbaines et paysages au fil des temps*. Lyon : ed. Xavier Lejeune Libris, 2004, p.52-55.
- Luro 2002** : LUROL (J.-M.) – Le site médiéval des Vignarets à Upie (Drôme). In : *Archéologie du TGV Méditerranée : fiches de synthèse - tome 3 : Antiquité, Moyen Age, Epoque moderne*. Lattes, Association pour la recherche archéologique en Languedoc oriental, 2002, p. 665-674.
- Maufras 2006** : MAUFRAS (O.) éd. – *Habitats, nécropoles et paysages dans la moyenne vallée du Rhône (VIIe -XVe s.) contribution des travaux du TGV Méditerranée à l'étude des sociétés rurales médiévales*, textes réunis par O. Maufras. Paris : Maison des sciences de l'homme, 263-275. (*Documents d'archéologie française*, 98).
- Mazard 2001** : MAZARD (C.) – Les habitats désertés de Saint-Christophe-en-Oisans. In : *Patrimoine en Isère : Oisans*. Grenoble : musée Dauphinois, conservation du patrimoine de l'Isère, 2001, p. 72-79.
- Mazard 2004** : MAZARD (Ch.) – Mottes castrales et premiers châteaux dans le nord de la Drôme au XIe siècle. In : (M.) BOIS et (C.) BURGARD dir. – *Fortifications et châteaux dans la Drôme, des premières positions défensives aux châteaux de plaisance*. Paris : Editions Creaphis, 2004, p. 35-45.
- Mélo 2007** : MELO (A.) – Chemins et aménagements de la montagne bugiste au Moyen Age. *Le Bugey*, 94, 2007, p. 109-128.
- Mille et al. 1993** : MILLE (P.), COLARDELLE (M.), VERDEL (E.). – Les objets de bois. In : *Les habitats du lac de Paladru (Isère) dans leur environnement : la formation d'un terroir au XIe siècle*. Paris : MSH, 1993. (*Documents d'archéologie française* ; 40).
- Montjoye de 2002** : MONTJOYE (A. de) – La maison médiévale en brique (XIIe-XIVe siècles) en France méridionale. In : *La Maison au Moyen Age dans le midi de la France*. Actes des journées d'étude de Toulouse mai 2000. Toulouse : *Mémoires de la société archéologique du midi de la France*, 2002, p. 109-128.
- Motte 1992** : MOTTE (S.) – Le site médiéval du "Creux Marceau" à Beynost (Ain). *Revue Archéologique de l'Est et du Centre Est*, t. 43, fasc.1, 1992, p.159-162.
- Motte 1999** : MOTTE (S.) – Un établissement agricole du XIIe siècle à Bény (Ain), domaine de Garavand. *Pages d'archéologie médiévale en Rhône-Alpes*, 4, 1997, p. 37-45.
- Moyné 1996** : MOYNE (J.P.) – Voiron (Isère), paysage et terroir du Moyen Age à l'époque contemporaine. In : *L'homme et la nature au Moyen Age*. Actes du Ve Congrès international d'archéologie médiévale, Grenoble, 6-9 octobre 1993. Paris : Errance, 1996, p. 109-112.
- Navetat 2007** : NAVETAT (M.) – Habiter la roche dans le département de la Drôme. In : *Pierres de la Drôme, de la géologie à l'architecture*. Sous la direction scientifique de la conservation du patrimoine de la Drôme. Pont-Saint-Esprit : La Mirandole, 2007. p. 92-95 (*collection Histoires de patrimoines*).
- Ode 1995** : ODE (B.). – Saint-Saturnin, un site fortifié de l'Antiquité tardive. *Recherches Donzéroises*, 21, 1995, p. 1-14.
- Ode 1999** : ODE (B.). – Château-Porcher et Saint-Saturnin, deux forteresses protomédiévales dans le défilé de Donzère. *Pages d'archéologie médiévale en Rhône-Alpes*, 4, 1997, p. 3-18.
- Odiot, Berger 1995** : ODIOT (T.), BERGER (J.-F.) – L'évolution du peuplement depuis le 1er siècle de notre ère et la mise en place des structures protomédiévales dans le Tricastin. *Pages d'archéologie médiévales*, II, 1995, p. 119-123.
- Poisson (dir.) 1992** : POISSON (J.-M.) dir. – *Le château médiéval, forteresse habitée (XIe-XVIIe s.)*, *Archéologie et histoire : perspectives de la recherche en Rhône-Alpes* : actes du colloque de Lyon, (1988), Paris : Maison des sciences de l'homme, 1992, 174 p. (*Documents d'Archéologie Française* ; 32)
- Poisson, De Meulemeester 2004** : POISSON (J.-M.), DE MEULEMEESTER (J.). – *Le château des comtes d'Albon, berceau du Dauphiné*, Namur : ministère de la région Wallonne, 2004, 40 p. (*Carnets du Patrimoine* ;37).
- Poisson 1998** : POISSON (J.-M.) – De la villa au castrum : l'habitat rural dans la châtellenie dauphinoise d'Albon, de la fin de l'Antiquité au XIIe siècle. In : *Le village médiéval et son environnement*: Etudes offertes à Jean-Marie Pessey. Paris : Publications de la Sorbonne, 1998, p.571-586.
- Porte 2005** : PORTE (P.) – Le domaine rural de Larina de l'Antiquité tardive au haut Moyen Age (Hières-sur-Amby, Isère). In : DELESTRE (X), PERIN (P.), KAZANSKI (M.) éd. - *La Méditerranée et le monde mérovingien, témoins archéologiques* : Actes des XXIIIe journées internationales d'archéologie mérovingienne, Arles, 11-13 octobre 2002. *Bulletin archéologique de Provence*, suppl. 3, 2005, p. 219-226.
- Porte 2011** : PORTE (P.) – *Larina de l'Antiquité au Moyen Age*. Paris, Séguier 2011, 2 vol. 512 et 316 p. (Mémoires de l'AFAM ; XXV).
- Rémy 2002a** : REMY (I.) – Le gisement médiéval des Treilayes à La Roche-sur-Grane (Drôme). In : *Archéologie du TGV Méditerranée : fiches de synthèse - tome 3 : Antiquité, Moyen Age, Epoque moderne*. Lattes, Association pour la recherche archéologique en Languedoc Oriental, 2002, p. 729-734.
- Rémy 2002b** : REMY (I.) – Le site de Constantin (Montboucher-sur-Jabron) : Une maison de terre et de bois incendiée au XIe siècle. In : *Archéologie du TGV Méditerranée : fiches de synthèse - tome 3 : Antiquité, Moyen Age, Epoque moderne*. Lattes, Association pour la recherche archéologique en Languedoc oriental, 2002, p. 755-766.
- Réthore 2002** : RETHORE (P.) – L'établissement médiéval de l'Hortal à Chabrillan (Drôme). In : *Archéologie du TGV Méditerranée : fiches de synthèse - tome 3 : Antiquité, Moyen Age, Epoque moderne*. Lattes, Association pour la recherche archéologique en Languedoc Oriental, 2002, p. 723-727.
- Royet et al. 2004** : ROYET (R.), BERGER (J.-F.), BERNIGAUD (N.), ROYET (E.) avec la coll. ARGANT (J.), LOPEZ-SAEZ (A.), FOREST (V.), THI MAI (B.), BOUBY (L.), PLOTON (M.) – La gestion d'un milieu humide : le site du Vernai et le marais du Grand-Plan à Saint-Romain-de-Jalionas (Isère) de la Tène au haut Moyen Age. In : *Fleuves et marais, une histoire au croisement de la nature et de la culture* sous la dir. de J. BURNOUF et Ph. LEVEAU : Actes du Colloque Aix-en-Provence, juin 2002. Paris : Ministère de l'éducation nationale, Editions du CTHS, 2004, p. 253-281 (*Archéologie et histoire de l'art*, 19).
- Royet et al. 2006** : ROYET (R.), BERGER (J.-F.), LAROCHE (C.), ROYET (E.), ARGANT (J.), BERNIGAUD (N.), BOUBY (L.), BUI THI (M.), FOREST (V.), LOPEZ-SAEZ (A.). – Les mutations d'un domaine de La Tène au Haut Moyen Age, le Vernai à Saint-Romain-de-Jalionas. *Gallia*, 63, 2006. Paris : Editions du CNRS, 2006, p. 283-325.
- Valour 2002** : VALOUR (N.) – Bâtiments et nécropole médiévaux de Beaume à Chateaufort-sur-Isère. In : *Archéologie du TGV Méditerranée : fiches de synthèse - tome 3 : Antiquité, Moyen âge, Epoque moderne*. Lattes, Association pour la recherche archéologique en Languedoc oriental, 2002, p. 627-630.
- Vermeulen 2002** : VERMEULEN (C.) – Le chemin médiéval de Gontardin ou Costardin sur le site des Hayes à Montboucher-sur-Jabron (Drôme). In : *Archéologie du TGV Méditerranée, fiches de synthèse, tome 2 : la Protohistoire*. Lattes, Association pour la recherche archéologique en Languedoc oriental, 2002, p. 741-743.
- Vicherd 1995** : VICHERD (G.) – Eléments archéologiques et historiques sur l'évolution de l'habitat rural dans le nord de la région Rhône-Alpes (France). In : *Ländliche Siedlungen zwischen Spätantike und Mittelalter*. Colloque de Liestal (Suisse), mars 1995. Bâle: Berichte aus Archäologie und Kantonmuseum Baselland, 33, 1995, p. 83-88.

Travaux universitaires

Charrel (V.) – *L'occupation du sol sur le rivage rhodanien et dans son arrière-pays entre l'Eyrieux et la Payre, du 1er s. av. J.-C. au Moyen Âge* (communes de La Voulté, Rompon, Saint-Julien-en-Saint-Alban, Le Pouzin, Saint-Symphorien-sous-Chomérac, Baix). Mémoire de quoi ? Université ?? 87 p.

Charmoillaux (J.) – *Le peuplement rural au haut Moyen Âge dans le diocèse de Lyon*, DEA Université de Lyon II, 1999, 291 p.; ill.

Clément (N.) – *Occupation du sol dans le bas Vivarais au cours du premier Moyen Âge (V^{ème}-X^{ème} siècles) : bilan et perspectives*. Mémoire de D.E.A., Université Lumière-Lyon 2, 2002, 2 vol.

Clément (N.) – *L'occupation du sol dans le pagus d'Alba-Viviers (Ardèche) entre le Ve et le Xe siècle*. Thèse de doctorat, EHESS – université Lumière-Lyon 2, 2011, 5 vol.

Forest (V.) – *Les faunes médiévales de la vallée du Rhône (Xe-XIIIe siècles)*. Thèse pour le doctorat vétérinaire, Ecole nationale vétérinaire de Lyon, 1987.

Gaime (S.) – *Les maisons fortes du mandement de Quirieu (Isère)*. Mémoire de maîtrise, EHESS - université Lumière-Lyon 2, 1990-1991, 152 p.

Guillaume (B.) – *L'habitat médiéval dans le Tricastin et ses abords*. Mémoire de DEA, université Lyon 2, 1993, 88 p.

Matichard (F.) – *Espace et peuplement dans les massifs montagneux situés au nord du Forez, dans l'ancien diocèse de Clermont, durant la période médiévale, Ve - XVe siècle. Prospection et enquête du bâti*. Mémoire de master 2, université de Clermont-Ferrand 2, 2005.

Navetat (M.) – *L'habitat troglodytique dans la Drôme au Moyen Âge*. Mémoire de master 2 d'Histoire et d'archéologie Médiévales, EHESS- université Lumière Lyon 2, 2005.

Ode (B.) – *Le défilé de Donzère à la fin de l'Antiquité et aux débuts du Moyen Âge*. Mémoire de Maîtrise, université Lumière - Lyon 2, 1995.

Etablissements religieux

Anne BAUD

Maître de Conférence l'Université Lyon II - UMR 5138

Joëlle TARDIEU

Ingénieure d'études - DRAC Rhône-Alpes, Service

Régional de l'Archéologie - UMR 5138

La programmation scientifique inter-régionale a permis de dresser un bilan de l'activité archéologique sur le monde religieux de 1991 à 2008 en région Rhône-Alpes. Celui-ci met en évidence les points forts et la diversité des programmes mis en oeuvre, mais également les faiblesses qui sont nombreuses. Car les interventions sur les édifices religieux restent tributaires de la composition des équipes de recherches et n'ont concerné que très rarement les interventions préventives : seules les restaurations des Monuments Historiques pourraient donner lieu à des opérations sur des bâtiments religieux, or par manque de financement ou de concertation préalable, ces études restent des cas isolés.

On doit souligner, en premier lieu, la variété géographique de la région Rhône-Alpes tant par son relief que par son implantation stratégique. Composée en grande partie de montagnes, la région est traversée depuis la Suisse par le grand axe rhodanien prolongé au nord de Lyon par la Saône. Ces vallées et leurs affluents constituent un important réseau de voies de communications auquel il faut ajouter de vastes plaines (Ain, Forez, plaines de Valence et de Montélimar...). Cette topographie exceptionnelle explique en grande partie la diversité des installations religieuses.

Entité administrative récente, Rhône-Alpes n'est pas une région historique. Sa formation est issue d'une longue histoire étroitement associée à la vie politique des régions dont elle est limitrophe : Bourgogne, diocèse de Genève, Provence, Auvergne. A l'origine du Royaume d'Arles, elle se situe entre Terre d'Empire, Royaume de France et Dauphiné. Cette situation suscite, tout au long du Moyen Age, convoitises, politiques expansionnistes et guerres seigneuriales.

La région, a été, par ailleurs, fortement romanisée et précocement christianisée suscitant l'émergence, dès le IV^e siècle, de nombreuses cathédrales placées à la tête de diocèses (carte hors texte n° 3, cahier couleur). Ceux-ci sont plus ou moins étendus en commençant par Lyon et Vienne, puis Valence, Grenoble, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Die, Saint-Jean de Maurienne, Moûtiers, Annecy et Belley. A Grenoble comme à Valence, les fouilles de F. Gabayet ont montré qu'une communauté religieuse était bien organisée depuis au moins le milieu du IV^e siècle. Ces diocèses ont naturellement favorisé le réseau des paroisses, collégiales, chapitres-cathédraux et autres chapelles sans compter les églises funéraires pour les plus anciennes cités.

Ces mêmes diocèses accueillent de très nombreux établissements religieux qui fournissent la plupart des évêques. On évoquera les grandes abbayes bénédictines carolingiennes du Lyonnais comme Ainay, Nantua, Savigny, l'Île-Barbe, Cruas (Ardèche) et Donzère (Drôme) dans la moyenne vallée du Rhône et enfin Saint-Rambert-sur-Loire. La région est également fortement marquée par la Réforme grégorienne qui, portée par les papes du XI^e siècle, s'appuie sur les monastères bénédictins (Cruas). Ce renouveau du monachisme se manifeste par la multiplication des prieurés notamment ceux de l'abbaye de Cluny en Bourgogne qui essaient dans la région plus particulièrement dans la Drôme, en Ardèche et en Savoie. Mais d'autres grandes abbayes, extérieures à notre région, telles Tournus (Saône et Loire), la Chaise-Dieu (Haute-Loire), Villeneuve-les-Avignon, Montmajour (Gard) et Saint-Victor de Marseille (Bouches-du-Rhône) maillent également notre territoire dont les deux départements méridionaux seront le lieux de rivalités expansionnistes.

Au début du XII^e siècle, de nouveaux ordres issus directement de la Réforme sont fondés et se diffusent rapidement dans la région. On nommera l'ordre des Cisterciens, des Casadéens (Loire et Ardèche), des Augustiniens (Drôme et Savoie), des Chartreux et des Chalaisiens dans les Alpes. Dans cette génération, la région est le berceau de trois abbayes-mère : la Grande Chartreuse, Saint-Ruf de Valence et Chalais (Commune de Voreppe, Isère), cette dernière étant rapidement intégrée aux Cisterciens puis aux Chartreux. Après la proclamation de la première croisade en 1095 par Urbain II à Clermont, des ordres hospitaliers voient le jour (cf. les commanderies de Montbrison dans la Loire, Jallès en Ardèche et Moussy en Haute-Savoie)... Au XIII^e siècle, le phénomène d'urbanisation entraîne un maillage du territoire à proximité des grands axes et des villes par les ordres mendiants (Franciscains et Dominicains).

1 - Les opérations archéologiques

1-1. Les opérations avant et après la réforme archéologique (carte fig. 19, 20)

Les opérations archéologiques sur les établissements religieux ont été générées soit par les grands travaux de restaurations (églises de Lyon, Saint-Laurent et cathédrale de Grenoble, abbatale de Cruas, crypte de Saint-Jean-de-Maurienne...) ou par des aménagements urbains (les baptistères de Grenoble et de Roanne...). Si l'on compare la carte des opérations préventives avant et après la réforme de l'archéologie, on constate un déplacement des interventions archéologiques vers le nord autour de Lyon et une légère baisse avec toutefois une

répartition similaire dans les vallées, le long des axes de circulation. En revanche, pour les fouilles programmées, on note curieusement, une nette diminution depuis cette réforme : cette dernière a-t-elle engendré un déplacement des centres d'intérêts ?

Parmi les huit départements, certains comme l'Ardèche et dans une moindre mesure la Savoie, le Rhône et l'Ain, ont dès lors, été moins concernés par les opérations d'archéologie médiévale.

1-2. L'archéologie religieuse et l'exploitation des résultats

L'archéologie religieuse et l'exploitation des résultats sont essentiellement liées aux programmes de recherche initiés par différentes structures. De 1994 à 1998, le PCR «*chantier de construction médiéval*» dirigé par J. Tardieu (DRAC-SRA) et N. Reveyron (Paris IV), est essentiellement issu des études qui ont accompagné les travaux de restauration des Monuments Historiques. De même, le programme «*abbayes et prieurés*» sous la responsabilité de J.-F. Reynaud (Lyon 2, ERA 26 et UMR 5648) procède de synthèses souvent élaborées à partir de restaurations ou de travaux divers réalisés sur des édifices protégés. Les recherches pluriannuelles et programmées, menées sur Saint-Laurent de Grenoble (R. Colardelle, CAMGHI de Grenoble) ont bénéficié des mêmes circonstances. L'étude du palais épiscopal de Valence par I. Parron à l'occasion de la rénovation du musée des Beaux-arts et d'archéologie a donné lieu à une synthèse de toutes les opérations portant sur le secteur du groupe épiscopal : fouille de la place des Ormeaux (INRAP), reprise de la fouille du baptistère (CERIAH), sondages dans le cloître (CERIAH)... De nouvelles thèses en archéologie médiévale (Lyon 2) peuvent également s'ouvrir sur des programmes de recherche plus larges comme pour l'abbaye de Savigny (O. Puel)...

De nouveaux programmes de recherches (Action Collective de Recherche) ayant été proposés par le Ministère de la Culture en 2002, les membres de l'UMR 5138, ont saisi l'occasion pour présenter le thème de la «*Morphogénèse de l'espace ecclésial au Moyen Age*» et l'ont traité dans un cadre interrégional (Rhône-Alpes/Auvergne). Cette équipe regroupait des chercheurs issus de différents organismes : Université, Ministère de la Culture, collectivités territoriales, INRAP et autres opérateurs agréés. En 2006, ce travail collectif a suscité un colloque «*Espace ecclésial et liturgie*» à Nantua (publié en 2010).

Par ailleurs, en 1994, un certain nombre de chercheurs sur ces thèmes religieux ont intégré des thèmes nationaux de recherche comme le GDR du CNRS (1), sur «*les matériaux de construction et leur mise en oeuvre*», dirigé par Y. Esquieu et C. Sapin... Plus récemment, l'ANR sur «*les fondations religieuses avant l'an Mil*», dirigé par P. Chevalier et C. Sapin a été l'occasion pour les chercheurs de la région de participer à l'élaboration d'un nouveau corpus international.

1-3. Fouilles programmées

Les demandes de fouilles programmées émanent essentiellement de l'Université. Ces fouilles permettent d'accueillir et de former les étudiants sur le terrain : Salaise-sur-Sanne (Isère), Saint-Jean d'Aulps (Haute-Savoie) Saint-André-le-Haut à Vienne (Isère), Savigny (Rhône). Des diplômes universitaires ont également donné lieu à des opérations programmées : Rancé (Ain), Savigny, Saint-Bel (Rhône), Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), Charrière (Drôme), mausolée de Sainte-Colombe-lès-Vienne (Rhône)... De nombreuses églises de l'Ain ont dans ce cadre également fait l'objet de monographies.

De grands chantiers ont été portés par le service de collectivité territoriale de l'Isère en raison de la présence de médiévistes actifs au sein de leur équipe : l'église Saint-Laurent et la cathédrale de Grenoble, Saint-Pierre de Moirans, Saint-Antoine-l'abbaye, Saint-André-le-Haut à Vienne... Le Ministère de la culture est quant à lui présent à travers l'étude du prieuré de Vagnas (Ardèche) et de Saint-Eugénie à Moingt (Loire). Le CNRS reste le grand absent de ces travaux en région Rhône-Alpes puisqu'aucun chercheur médiéviste ne s'y est investi.

1-4. Fouilles préventives et sauvetages urgents :

Les sites religieux médiévaux restent peu concernés par l'archéologie préventive en raison de leur nature : monastère, églises, cimetières...

Les interventions les plus nombreuses seraient celles menées sur les monuments historiques dans le cadre de leur restauration. Le constat est clair : hors prescription pas d'étude. En outre ces travaux archéologiques relèvent le plus souvent de l'archéologie du bâti qui actuellement fait débat et beaucoup d'opérations financées par la conservation des Monuments Historiques dans les années 90, ne le seraient plus aujourd'hui. Les conséquences pour l'histoire des monuments, pour la recherche et pour les choix de restauration (nature des matériaux, stratigraphie des enduits, couvertures, restitutions...) sont considérables.

Il faut également noter une certaine ambiguïté, surtout avant la réforme de 2001, entre les opérations purement préventives et celles qui relèvent de travaux à venir.

Le bilan des différentes opérations préventives affectant les monuments ou vestiges religieux entre 1991 et 2008 est peu important, voire décevant. Les fouilles du TGV constituant l'intervention la plus conséquente en matière de préventif et de résultats toutes périodes confondues, n'ont pas apporté de données nouvelles, ou très peu (prieurés de Beaulieu dans l'Isère et de Chabrillan dans la Drôme).

Dans la plupart des cas, les fouilles sont souvent ponctuelles, car liées à des travaux d'entretien ou d'amélioration (travaux menés sous la conduite du service départemental de l'Architecture et du Patrimoine ou de la conservation régionale des Monuments historiques). Les opérations se limitent souvent au seul diagnostic et restent sans suite. Par conséquent, faute de fouilles, on enregistre peu de découvertes nouvelles notamment sur la chris-

tianisation rurale, excepté bien sûr, le baptistère de Roanne et quelques vestiges construits ou funéraires mais qui ne débouchent pas ou très peu sur des études spécifiques. Notons cependant le prieuré-hôpital Sainte-Marie-Madeleine sur le tracé de l'autoroute A43, la maladrerie de Balmont sur le boulevard périphérique nord de Lyon, le couvent des Cordeliers à Villefranche ou l'abbatiale de Cruas...

Il est important de souligner ici l'intérêt scientifique du suivi des chantiers de grands sites, ayant connu une succession d'opérations, par le même responsable que la formation universitaire ou l'intérêt scientifique ont prédisposé à l'élaboration d'une véritable synthèse : ce sont les cas de Charlieu, Pommier-en-Forez dans la Loire, de Saint-Laurent et du groupe cathédral de Grenoble, de Saint-Jean, Saint-Paul et Saint-Nizier à Lyon, Sainte-Marie-d'Aulps en Haute-Savoie et Cruas en Ardèche. On constate, en revanche, que la multiplicité des intervenants sur un même site, nuit à sa connaissance.

Enfin, on doit souligner l'importance et l'ancienneté de l'archéologie du bâti en Rhône-Alpes. Un effort particulier a été porté sur la méthodologie comme en témoignent différentes manifestations ouvertes aux autres chercheurs : la table ronde organisée par CÉRIAH⁽²⁾ et la Bibliothèque municipale de Lyon en 1997 : «*Archéologie du bâti en Rhône-Alpes : les techniques du relevé d'élévation*», la table-ronde organisée par CERIAH, la DRAC Rhône-Alpes et la Maison de l'Orient en 1998 : «*Les sciences appliquées à l'archéologie monumentale*» ; et surtout la table-ronde du Musée de Saint-Romain-en-Gal en 2001 : «*Archéologie du bâti : pour une harmonisation des méthodes*».

Les opérations d'archéologie du bâti, cette dernière étant mal définie, apparaissent sous diverses appellations : sauvetages urgents, sondages, fouilles, fouilles de sauvetage... Cependant, elles sont assez représentatives de la spécialisation comme nous le montrent les exemples suivants : Allan (Drôme), Cruas (Ardèche), Saint-André de Chavanne (Haute-Savoie), Sainte-Catherine (Annecy), Saint-Rambert-sur-Loire (Loire), Vagnas (Ardèche), Saint-Didier-de-Formans et Neuville (Ain), et les églises de Lyon (Saint-Jean, Saint-Nizier, Saint-Paul, Ainay...).

Cette rapide analyse permet de dresser un premier bilan dans lequel on peut mettre en évidence dans un premier temps, les aspects positifs, suivis, dans un second temps, d'un constat plus mitigé.

2 - Le bilan positif

Parmi les grands ensembles, il s'avère que les groupes épiscopaux et les cathédrales de la région ont relativement bien été étudiés : Grenoble, Lyon, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint-Jean de Maurienne, Moûtiers, Valence, Viviers. On peut regretter l'absence d'étude sur Die et sur Vienne, retard que l'on peut espérer être comblé par les études à venir.

Les monastères ont été diversement étudiés en fonction des opportunités : les cisterciens ont fait l'objet de plu-

sieurs études archéologiques : Aiguebelle (Drôme), Bonlieu (Haute-Savoie), Léoncel (Drôme), Saint-Sulpice en Bugey (Ain), Sainte-Marie d'Aulps (Haute-Savoie), Valcroissant (Drôme)... néanmoins, ces études ne sont guère exhaustives car il y a eu peu de fouilles. Les recherches sur l'hydraulique monastique ont été entreprises tardivement dans le cadre de diplômes.

Sur la période concernée par ce bilan, les chercheurs ont commencé à s'intéresser aux grandes abbayes carolingiennes (Cruas, Savigny, Nantua, Ainay). Certaines font actuellement l'objet d'études poussées dans le cadre de travaux universitaires (Savigny, Nantua, l'Île Barbe). On note un plus grand intérêt pour l'espace liturgique et conventuel, tendance qui tend à se développer aujourd'hui.

L'archéologie du bâti et les groupes de recherche (PCR) sur le thème du chantier médiéval se sont particulièrement développés dans cette période et cela dans le cadre des grands travaux de restaurations. Beaucoup ont été suivis de publications ou ont fait l'objet de participation à de grands colloques nationaux (cf. «*Avants-nefs et espaces d'accueil dans l'église entre le IV^e et le XIII^e s.*» sous la dir. de Ch. SAPIN, Auxerre 1999)

Les publications sont relativement nombreuses. Outre les articles dans les revues spécialisées, on retiendra dans la collection Documents d'Archéologie Rhône-Alpes/Auvergne (DARA), 6 ouvrages sur le thème religieux : *L'échafaudage dans le chantier médiéval* (DARA n°13, 1996, rééd. 2002), *Autour du groupe épiscopal de Grenoble, deux millénaires d'histoire* (DARA n° 16, 1998), *la cathédrale Saint-Pierre en Tarentaise et le groupe épiscopal de Maurienne* (DARA n° 32, 2002), *Espaces monastiques ruraux en Rhône-Alpes* (DARA n° 23, 2002), *Chantiers lyonnais du Moyen Age* (Saint-Jean, Saint-Nizier, Saint-Paul), *archéologie et histoire de l'art* (DARA n° 28, 2005), *Sainte-Marie d'Aulps. Une abbaye cistercienne en pays savoyard* (DARA n° 33, 2010).

D'autres sites ou d'autres thèmes ont donné lieu à des publications comme «*Autour de nos cathédrales. Quartiers canoniaux du sillon rhodanien et du littoral méditerranéen*» (CNRS, 1992), «*Saint Rambert. Un culte régional depuis l'époque mérovingienne. Histoire et archéologie*» (CNRS, 1995), «*Le prieuré de Saint-Romain-le-Puy*» (Univ. Saint-Etienne, 1992), nombreuses notices dans les Actes du Congrès Archéologique de France, Moyenne vallée du Rhône (1992), Société Française d'Archéologie (1996), «*Lugdunum christianum. Lyon du IV^e au VIII^e siècle : topographie, nécropoles et édifices religieux*», (DAF, n° 69, 1998), «*De mémoires de palais. Archéologie et histoire du groupe épiscopal de Valence*», (Musée de Valence, 2006), «*La ville et la mort : Saint-Laurent de Grenoble, 2000 ans de traditions funéraires*» (Brépols, 2008), «*L'abbaye d'Ainay, des origines au XIII^e siècle*» (PUL, 2008).

3 - Le bilan négatif

Mais ce bilan positif est à nuancer en raison de nombreuses lacunes. On constate, que si on soustrait, en effet, les études de bâti, très peu d'églises et monastères ont été fouillés au cours de ces 20 dernières années. En outre, les études spécifiques à chaque Ordre restent à

faire, car pour nombre d'entre eux, les connaissances sont limitées. Les Ordres hospitaliers n'ont pas été étudiés, exceptée la commanderie de Montbrison (Loire). Il en est de même pour les chartreuses, sauf Sainte-Croix en Jarez (Loire) et Pierre-Châtel (Ain), alors que l'origine de l'Ordre est situé dans la région. Les augustiniens dont Saint-Ruf ont commencé à être abordés (table ronde en 2010). Les Ordres mendiants ont été à peine étudiés (Couvent de Charrière dans la Drôme). Par ailleurs, les églises urbaines (collégiales, chapelles des pénitents, basiliques funéraires (exceptés Lyon et Grenoble) ne sont pas traitées. Quant aux églises rurales, elles ne sont ni inventoriées, ni fouillées ou alors elles ont été étudiées en dehors de tout contexte, contrairement aux recherches menées dans d'autres régions.

En raison de la nature du sujet religieux, on doit noter un problème général de culture et de vocabulaire concernant les édifices étudiés. Beaucoup de fouilleurs sont totalement démunis devant le fait religieux. Que dire de la liturgie... Ainsi, nombre de petites priorales isolées en campagne sont qualifiées de «chapelles», aucune différence n'est faite entre une basilique, une collégiale et une paroissiale et une abbatale... L'ordre est rarement signalé ce qui rend difficile la moindre synthèse.

Conclusion

Il ressort de ce bilan que les fouilles préventives en archéologie religieuse médiévale n'ont pas été déterminantes dans l'avancée des recherches mis à part les travaux effectués dans la cadre de restaurations de Monuments Historiques où les interventions archéologiques seraient à redévelopper de manière plus systématiques. Le suivi des fouilles sur un site doit, dans la mesure du possible, être assuré par le même responsable qui s'engage à publier une synthèse au-delà de la notice du BSR.

Les grands acquis de ces 10 dernières années proviennent essentiellement des programmes de recherches mis en oeuvre dans diverses structures (DRAC, Université). Néanmoins, dans le cadre de diplômes universitaires, plusieurs critères entrent en ligne de compte tels la faisabilité sur le terrain ou en archives et les débouchés vers un poste futur.

Pour développer la recherche en archéologie médiévale, il est indispensable de proposer de nouveaux programmes de fouilles en relation avec les thèmes nationaux et européens.

Bibliographie

Outre les ouvrages cités dans le texte, nous renvoyons aux bibliographies régulièrement publiées dans les BSR annuels et plus particulièrement à celle de l'ACR dirigée par Anne Baud. Cette dernière sera reprise dans l'ouvrage à paraître "*Organiser l'espace sacré au Moyen Age : topographie, architecture et liturgie (Rhône-Alpes/Auvergne)*" sous la direction d'Anne Baud et la coordination de Joëlle Tardieu (DARA MOM n° 39).

Pour les études régionales récentes, on peut également se reporter aux bibliographies accompagnant les notices de l'ouvrage : REVEYRON (N.), PUEL (O.), GAILLARD (C.). *Architecture, décor, organisation de l'espace. Les enjeux de l'archéologie médiévale*. Mélanges d'archéologie et d'Histoire de l'Art du Moyen Age offerts à Jean-François Reynaud (DARA n° 38), ALPARA, MOM, Lyon, 2013.

1 - Le G.D.R. 94 "Sociétés et cadres de vie au Moyen Age : approches archéologiques", groupe 10.

2 - Centre d'étude, de recherche et d'information en Archéologie et Histoire (Lyon).

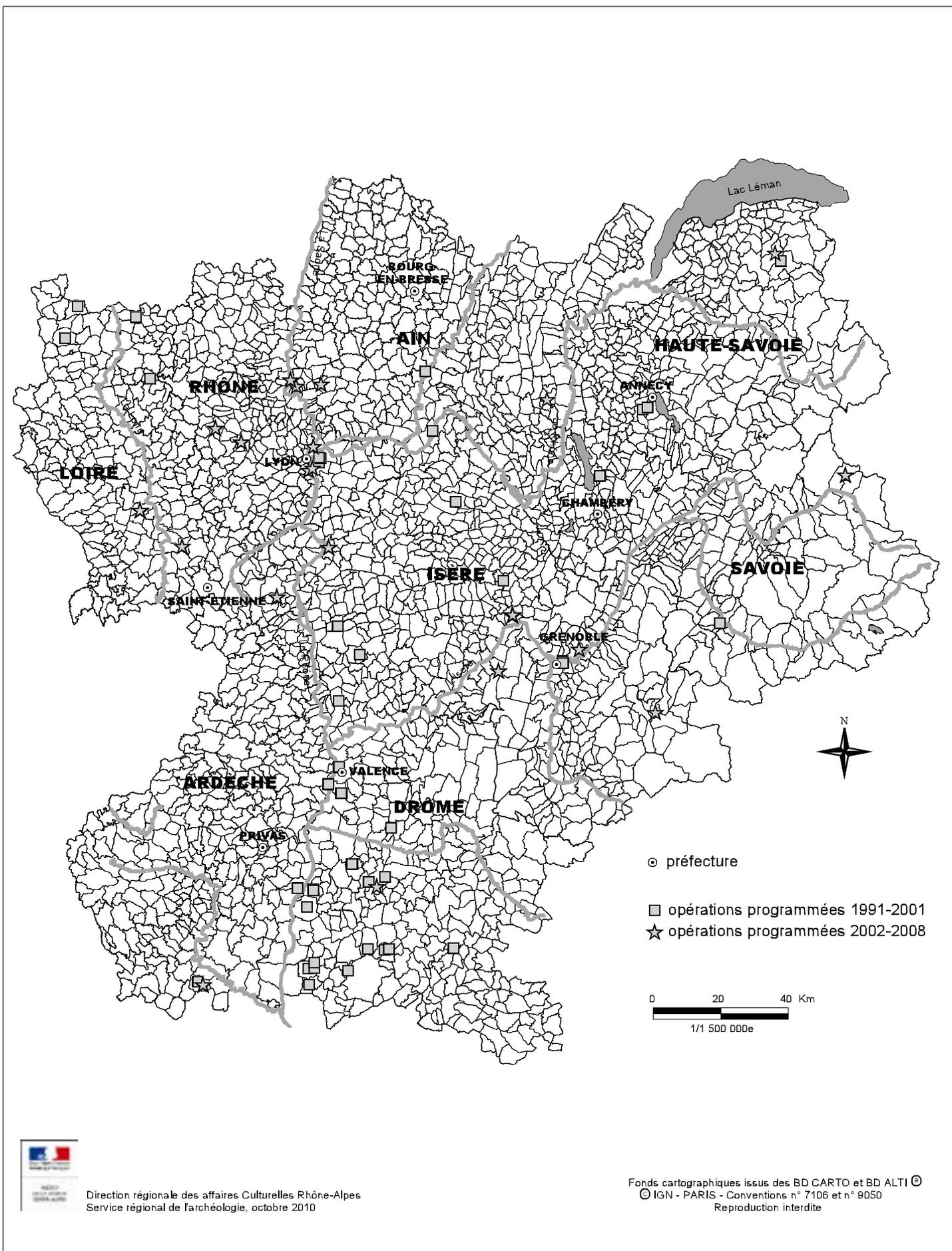
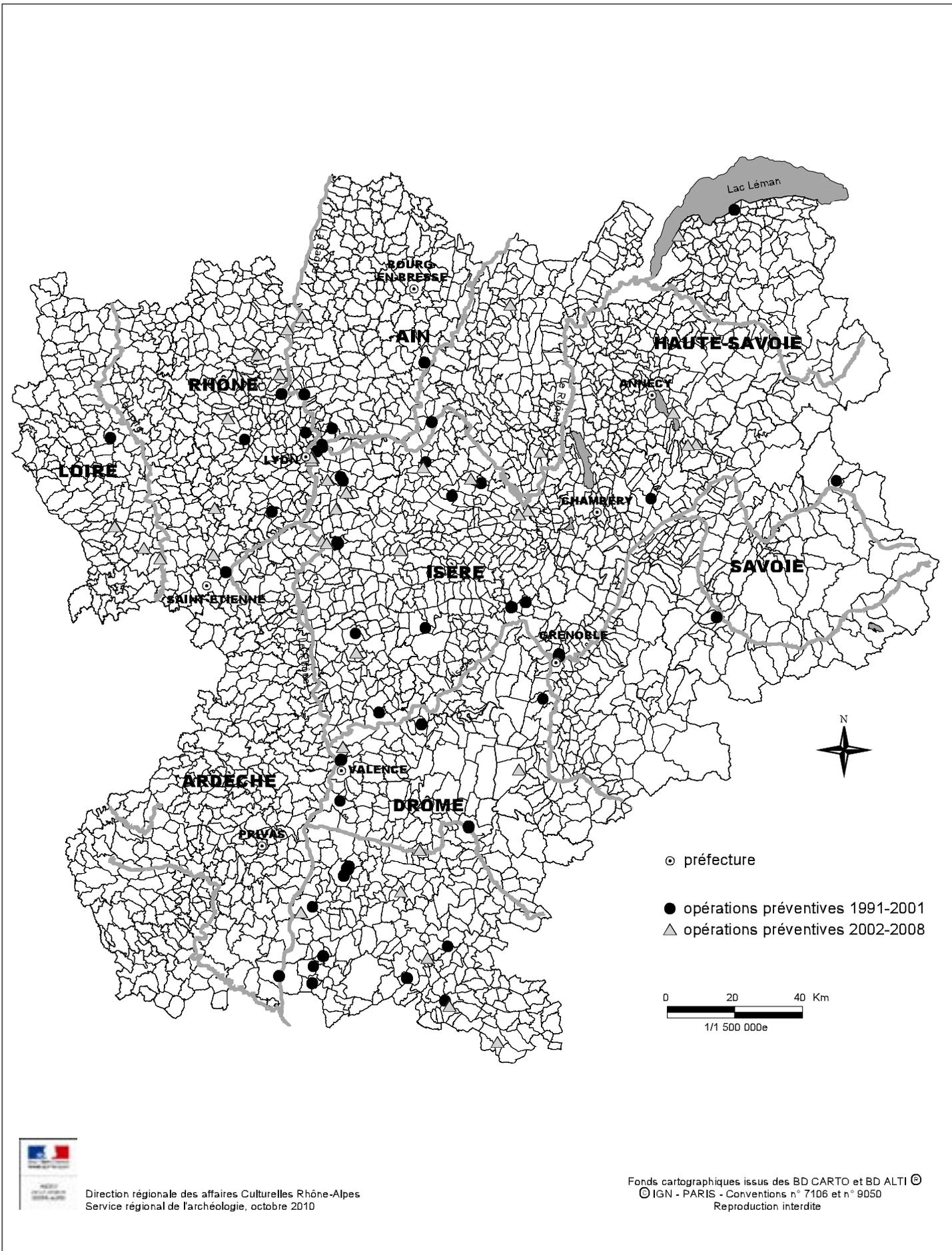


Figure n°19 : Région Rhône-Alpes - cartographie des opérations archéologiques programmées 1991 - 2008 (cartographie SRA - Rhône-Alpes)



Direction régionale des affaires Culturelles Rhône-Alpes
Service régional de l'archéologie, octobre 2010

Fonds cartographiques issus des BD CARTO et BD ALTI ©
© IGN - PARIS - Conventions n° 7106 et n° 9050
Reproduction interdite

Figure n°20 : Région Rhône-Alpes - cartographie des opérations archéologiques préventives 1991 - 2008 (cartographie SRA - Rhône-Alpes)

L'archéo-anthropologie funéraire des époques médiévales et modernes

Frédérique Blaizot, Yves Gleize
INRAP et UMR 5199, PACEA-LAPP

Établir un bilan ayant trait à la fois à la pratique archéologique et aux résultats scientifiques s'est avéré représenter un exercice difficile, parce qu'il ne nous était bien entendu, pas possible de consulter toute la documentation établie sur 20 ans.

Par ailleurs, le corpus documentaire qui nous est fourni s'avère être difficile à utiliser dans l'objectif que nous nous étions fixé.

Dans ce corpus, nous avons relevé quelques inexac- titudes, relatives à la chronologie des vestiges ; certains cas où l'opération nous est connue révèlent que les résultats des radiodatations, parvenues après le rendu du rap- port, ne sont pas transmis au Service régional de l'ar- chéologie.

Parfois le site est enregistré sur la seule base du diag- nostic archéologique, alors que ce dernier a été suivi d'une fouille.

Les codes relatifs à la nature des opérations nous ont aussi posé problème ; par exemple, quelles différences établit-on entre « fpv » et « su » ? Ou entre « d et s » ? Nous avons également été confrontés à des questions de nomenclature (problème des mots clés) ; les termes de « nécropole », « cimetière », « sépulture », « inhumation », « caveau », semblent employés dans la base de données pour définir des réalités très différentes selon les cas, alors que sépulture et inhumation ne sont pas synonymes, et que les notions de nécropole et de cime- tière méritent d'être explicitées. En effet, certains archéo- historiens médiévistes désignent par le terme de « cime- tière » un espace funéraire intégré à l'habitat groupé, au contraire de « nécropole » (Colardelle 1996, p. 306 et 308) ; or, nous avons appris que dans la base de don- nées, le second est employé pour les ensembles funé- raires antérieurs au Ve s., « cimetière » s'appliquant aux occupations funéraires groupées à partir du début du haut Moyen Âge.

Enfin, la dernière difficulté vient du fait que la représenta- tivité de l'échantillon fouillé n'est jamais précisée. S'agit- il de quelques sépultures isolées, ou d'un ensemble de plusieurs dizaines ou encore de centaines de tombes fouillées partiellement ou exhaustivement ? Les opéra- tions archéologiques strictement funéraires ne sont pas distinguées des opérations ayant livré des sépultures. Ce niveau « intermédiaire » de données, nécessaire aux recherches effectuées dans la perspective d'études com- paratives et synthétiques, n'est pas renseigné.

À notre sens, ces constats posent la question de l'enre- gistrement du fait funéraire dans les bases de données nationales.

Nous avons classé les sites selon les critères suivants :

1) Opérations préventives ; elles regroupent fpv, d, s, su, même si en supposant qu'il puisse se pratiquer des son- dages et des diagnostics dans le cadre programmé, mais cette distinction n'est pas opérée dans la base de don- nées, ou alors nous ne l'avons pas perçue ; à l'intérieur de cette catégorie, nous avons séparé les fouilles, des sondages et diagnostics, sachant que nous avons, autant que faire se peut, comptabilisé comme diagnos- tics, uniquement ceux qui n'ont pas conduit à une fouille.

2) Fouilles programmées et PCR

3) Monuments Historiques

Les prospections, thématiques et aériennes, inventaires qui regroupent 20 sites, n'ont pas été prises en compte.

Par ailleurs, il nous a paru intéressant de repartir du bilan effectué pour l'archéologie funéraire en Rhône-Alpes (1995) publié en 1997 dans les Nouvelles de l'Archéologie (Blaizot 1997), même si celui-ci ne concer- nait pas seulement l'archéologie médiévale, mais l'ar- chéo-anthropologie en général, afin de mettre en évi- dence ce qui a évolué dans les pratiques (la mise en oeuvre de l'anthropologie) et les problématiques. Dans ce cadre, nous avons jugé opportun de redéfinir l'une des disciplines majeures impliquée dans l'étude du phé- nomène funéraire, à savoir l'archéo-anthropologie et l'anthropologie biologique.

Concernant les thèmes, nous les avons dégagés à la fois sur la base du corpus en prenant le critère du milieu et du contexte dans lequel se trouvent les sépultures (milieu : rural ou urbain ; contexte : habitat au sens large, église, conventuel...). Nous avons tenté pour chacun d'entre eux, d'extraire les points forts en prenant en compte le potentiel régional et les orientations de la recherche nationale.

1- Evolution des opérations, évolution des mentalités

La part de l'archéologie funéraire dans l'archéologie médiévale en Rhône-Alpes

En dépit des écueils énoncés ci-dessus, nous avons tenté de dresser un bilan général pour la période de 1991 à 2006.

La répartition des opérations laisse apparaître une pro- portion nettement plus importante de sites ayant livré des sépultures dans la vallée du Rhône, notamment au sud, près de Valence et autour de Lyon (carte hors texte n° 4,

cahier couleur). Les trois-quarts des opérations funéraires sont regroupés entre les départements du Rhône, de l'Isère et de la Drôme (fig. 21), avec une forte proportion d'opérations dans les villes (Lyon, Grenoble, Vienne et Valence ; carte hors texte n° 4, cahier couleur). On notera la prévalence des fouilles programmées dans le département de l'Isère.

Dans la partie orientale de la région, où les opérations funéraires sont beaucoup moins nombreuses, les fouilles préventives apparaissent en proportion nettement plus élevée que les fouilles programmées, ce qui ne fait que refléter la réalité de la pratique archéologique. Cette différence entre l'ouest et l'est, est ainsi plutôt fonction des choix des chercheurs. À cet égard, on peut souligner la faible représentation des contextes de montagne en Rhône Alpes, hormis le site de Brandes-en-Oisans dont une petite partie du cimetière a été fouillée anciennement (Baillly-Maître 1994), sachant que ces contextes sont très rarement touchés par l'archéologie préventive.

Les opérations ayant livré des sépultures entre 1991 et 2006 sont largement majoritaires dans le cadre préventif ; d'après les chiffres issus de la base, les fouilles et les diagnostics réalisés dans ce contexte ont une part équivalente (fig. 22). Ce résultat ne signifie pas forcément que toutes les opérations de diagnostic ont conduit à une prescription de fouille, puisque sont englobées les sépultures découvertes sur des sites pour lesquels la prescription porte sur un autre type de vestige. Pour l'archéologie funéraire, cette nette prévalence des fouilles préventives sur les fouilles programmées apparaît dès 1992, (les Nouvelles de l'Archéologie n°66, 1997).

Entre 1991 et 1994, les opérations funéraires toutes périodes chronologiques confondues, constituaient, pour l'ensemble des périodes chronologiques entre 16 et 24% des opérations préventives (Blaizot 1997). Pour la période médiévale, entre 1992 et 1995, elles correspondent à 19% des opérations préventives. Cette proportion est proche pour 2005-2008 où elles en représentent 15 % (fig. 23).

Dans la base de données, les deux seules opérations funéraires réalisées dans le cadre des interventions des Monuments Historiques correspondent à l'église Saint-Martin à Ambierle (42) et à l'église Saint-Jean-Baptiste à Meyssse (07) et datent de la fin des années 1990. Ce faible chiffre traduit-il un biais dans l'enregistrement de ce type d'interventions, ou bien les sépultures rencontrées n'ont-elles plus jamais été traitées dans ce cadre ?

Depuis les années 2000, les opérations programmées accusent une chute notable : on passe, tous thèmes confondus, de 121 mentions à 93, au contraire des opérations préventives qui augmentent (de 180 à 202). Les dernières fouilles réalisées en contexte funéraire concernent la chapelle de Saint-Ferréol à Saint-Romain-en-Gal (2001), le couvent de Saint-André-le-Haut à Vienne en Isère (2003), et des cimetières en relation avec des églises, comme Saint-Didier-de-Formans (Ain) en 2002 et Moirans (Isère) toujours en cours. Ces opérations couvrent principalement la deuxième moitié du Moyen Age. D'après le bilan chiffré réalisé par le Service régional de l'archéologie pour la période 2005-2008, les opérations

programmées livrant des sépultures seraient en augmentation par rapport aux années comprises entre 1992 et 1995 (fig. 23). Ce constat, établi à partir des données des Bilans scientifiques régionaux, s'explique par la part prise par les sépultures dans les opérations portant sur les édifices religieux, et devrait cependant être nuancé puisque ces dernières diminuent presque de moitié.

En conclusion, l'archéologie préventive constitue la part dominante du domaine funéraire pour la période médiévale, ce qui est sans surprise. À l'heure actuelle, il n'existe aucun programme régional portant spécifiquement sur le thème funéraire ou associant une problématique funéraire ciblée ; les sépultures fouillées dans le cadre programmé ne sont que les hôtes indésirables des édifices sur lesquels portent les programmes. L'émergence de recherches programmées sur les ensembles funéraires, s'avère donc nécessaire, d'une part pour faire émerger des thématiques actuellement en souffrance, affiner nos stratégies et nos méthodologies, et d'autre part pour former des étudiants. Encore faudrait-il être en mesure d'impliquer des laboratoires d'anthropologie investis depuis longtemps dans les problématiques archéologiques.

1.1.2. La perception de l'archéo-anthropologie funéraire chez les archéologues et les historiens

Le bilan régional de l'archéo-anthropologie funéraire de 1994 (Blaizot 1997), montrait que 62 % des sites funéraires rhônalpins étaient traités dès le terrain, par un anthropologue ou par une personne formée à l'étude des sépultures. Cette proportion atteint aujourd'hui plus de 90%, voire 100 % dans le cadre préventif. Un changement s'est également opéré pour ce qui concerne les opérations programmées ; jusqu'en 1994, l'anthropologue intervenait presque uniquement a posteriori sur l'étude des séries de squelettes, alors qu'aujourd'hui, des archéo-anthropologues de terrain sont présents lors de la fouille. Se pose cependant la question du traitement des sépultures découvertes fortuitement en contexte programmé ; à noter que ce problème a récemment ressurgi dans les opérations préventives, les conditions d'intervention à l'Inrap se révélant moins souples que celles de l'Afan, en tous cas dans la région. D'après les discussions que nous avons eues avec nos collègues des opérations programmées, leur difficulté réside principalement dans la recherche et la fidélisation de personnes susceptibles de prendre en charge les sépultures rencontrées sur leurs sites.

Comme nous l'avons fait dans le cadre du bilan de 1994, nous avons posé un certain nombre de questions à nos collègues, relatives à leur rapport avec l'archéologie et l'anthropologie funéraires : pratique, problématique, résultats, attentes. Précisons toutefois que nous avons sollicité uniquement nos collègues de l'Inrap, par facilité, ce qui infléchit les résultats.

En 1994, la moitié des archéologues consultés affirmaient avoir été confrontés souvent ou par hasard à des sépultures. Les réponses au questionnaire mettaient en évi-

dence une confusion entre l'archéologie funéraire et la discipline anthropologique dans son ensemble (un tiers de réponses erronées), une méconnaissance des anthropologues et des laboratoires (20% ne savaient pas à qui s'adresser), que 38% des archéologues estimaient la présence d'un anthropologue superflue sur le terrain, et que 19% considéraient que le travail de l'anthropologue consistait à caractériser les populations du point de vue morphologique. Les réponses reçues dans le cadre de ce bilan indiquent que tous les archéologues de l'Inrap ont un jour été confrontés à une sépulture. La moitié des personnes peine encore à faire la distinction entre les objectifs de l'archéologie funéraire et ceux de l'anthropologie biologique et, a fortiori, entre les anthropologues et les archéologues formés à l'étude des sépultures ; néanmoins, ils semblent, pour la plupart, avoir compris le rôle essentiel sur le terrain, d'un anthropologue ou d'un archéologue formé, et tous considèrent que l'archéo-anthropologie doit contribuer à l'analyse des sociétés archéologiques (seules deux personnes évoquent aussi les études de population).

Si l'archéo-anthropologie funéraire fait dorénavant partie du paysage archéologique, en tout cas dans sa pratique, et qu'elle est globalement bien appréhendée par nos collègues « archéologues-praticiens », force est de constater qu'elle reste globalement effleurée dans les bilans scientifiques et sous-représentée dans les commissions à l'échelle nationale. À commencer par la quasi absence d'évaluation des travaux archéo-anthropologiques dans les CIRA (membres permanents et experts extérieurs), ce qui pose un réel problème (un membre dans l'ouest pour la quadriennale 1995-1998 ; un membre dans l'est pour les années 2003-2006 et 2007-2010 ; un membre au CNRA dans ce dernier mandat).

En 2001, l'un d'entre nous a été sollicité par le CNRA pour mener une réflexion sur le sujet ; malheureusement, cette réunion a produit un avis (n°20 du 6 janvier 2003), dont peu d'archéologues ont connaissance, mais aucun bilan détaillé.

Le dernier bilan du CNRA, rédigé pour les années 1995-1999, a été publié en 2002 (Les Nouvelles de l'Archéologie n°88 p. 50-56). Il consacre, pour les périodes médiévale et moderne, au moins 3 pages sur 7 à la question de l'environnement (archéologie du paysage, relation Homme/milieu), très en vogue dans ces années-là. À noter que dans ce texte, l'archéologie funéraire ne fait l'objet que de deux citations d'une à deux lignes chacune ; elle n'est pas développée dans certaines thématiques majeures dégagées, à savoir les pratiques sociales, les espaces de vie et de pouvoir, et l'émergence du Xe s., et n'intervient que très sporadiquement dans celles de l'espace rural et de la ville, où les morts sont indéfectiblement liés à la question des églises (op. cit. p. 52 et 54).

Un bilan portant sur l'archéologie funéraire, rédigé par C. Treffort pour l'époque médiévale sous la direction de J. Chapelot et publié en 2010, offre une vision mitigée et sévère de la situation de l'archéologie funéraire nationale (Treffort 2010). Si l'auteur reconnaît que des avancées ont été réalisées dans certains domaines, elle déplore l'absence de synthèse ayant pu jouer un rôle majeur dans

l'approche des sociétés médiévales, dénonce la prévalence des articles méthodologiques sur la publication d'études de cas, et l'enfermement de la thématique sur elle-même au détriment des enjeux scientifiques de l'archéologie médiévale.

Les réponses obtenues au questionnaire soumis cette année à nos collègues montrent que la problématique funéraire est plutôt mal appréhendée par les archéologues médiévistes ; on n'obtient qu'une seule réponse précise ou correcte aux questions portant sur la manière dont s'inscrivent les sépultures et les ensembles funéraires dans les problématiques générales des époques médiévales et modernes, tandis que les meilleures réponses émanent de néolithiciens et protohistoriens. Les publications ou les travaux d'archéologie funéraire médiévale sont en outre loin d'avoir marqué les esprits. En effet, les spécialistes des périodes antiques et médiévales ayant répondu ne sont pas en mesure de citer un article ou un ouvrage : le seul ayant proposé des titres se réfère à des publications larges sur la discipline, mais à aucune étude de cas ; saluons une fois de plus, deux collègues pré et protohistoriens qui citent des études plus précises et récentes portant sur les époques médiévales.

Un coup d'oeil à la littérature générale montre que les synthèses relatives aux expressions funéraires s'appuient encore bien souvent sur des travaux d'historiens, qui eux-mêmes reposent sur des études issues d'opérations archéologiques antérieures à 1990. Par exemple, les travaux de B. Effros (2003), pour le haut Moyen Âge, n'intègrent presque aucune étude provenant de l'archéologie préventive et ne prennent pas en compte la variabilité des contextes, qui constituent un apport fort de l'archéologie préventive. De même, M. Lauwers dans un ouvrage de référence mélange, dans certains cas, différents contextes archéologiques, et intègre au même niveau des études plus ou moins pertinentes (Lauwers 2005).

2 - La production de l'archéologie funéraire en Rhône-Alpes : bilan et analyse

2.1. Bilan général des données

Un premier tour d'horizon dans la bibliographie produite entre 1991-2008 montre un nombre important de publications en rapport avec l'archéologie funéraire. Toutefois, cette production s'avère inégale (fig. 24). Rappelons tout d'abord plusieurs recueils collectifs comme l'ouvrage lié à une exposition « *À réveiller les morts* » (Treffort 1993)... qui ont eu un impact dans l'ouverture de la thématique au plus grand nombre. Le milieu des années 1990 est marqué par deux publications majeures, liées à deux GDR du CNRS, qui sont « *Archéologie du cimetière chrétien* » (Galinié, Zadora-Rio 1996) et, pour les archéo-anthropologues « *Les ensembles funéraires : du terrain à l'interprétation* » (Castex et al., 1996). Ces deux publications marquent un tournant concernant l'archéologie funéraire pour la période médiévale (interprétatif pour le premier et méthodologique pour le second).

Concernant la production propre à la région Rhône Alpes, nous avons classé les titres fournis par le Service régional de l'archéologie, après avoir en partie complété la liste, en

quatre catégories. Même si cette bibliographie n'est pas exhaustive, elle rend compte de certaines évolutions.

- La première catégorie correspond aux études que l'on qualifiera de classiques. Il s'agit de travaux généralement orientés sur les architectures funéraires, restituées au moyen des seuls éléments visibles et pérennes des fosses sépulcrales. Les tombes sont généralement abordées « topographiquement » les pratiques funéraires restent superficiellement étudiées, et les données biologiques des squelettes ne sont pas intégrées. En d'autres termes, la dynamique de l'ensemble funéraire est traitée au moyen des seules données de stratigraphie relative directe entre des tombes pas toujours bien définies et sans impliquer l'analyse des os en situation secondaire, tandis que les données sexe/âge peuvent être présentes mais ne sont pas mises en oeuvre dans l'objectif de comprendre comment est constituée la population inhumée (étude du recrutement).

- La deuxième catégorie regroupe des études radicalement tournées vers l'analyse physique et biologique des restes humains. Bien souvent, l'étude des ossements ne prend pas en compte les données archéologiques. On recherche à identifier et à caractériser une « population » sans s'interroger préalablement sur la structuration du site.

- La troisième catégorie, dite méthodologique, réunit des articles traitant de l'anthropologie de terrain (méthodologie et stratégies) et de l'implication de l'anthropologie biologique, et émane uniquement d'une seule personne issue de l'archéologie préventive. Cette littérature, dont l'abondance, à l'échelle nationale, a laissé les médiévistes sur leur faim, est justifiée par le fait que la jeune discipline archéo-anthropologique se construit au fur et à mesure qu'elle s'applique et se développe.

- Enfin la quatrième correspond aux études dites archéo-anthropologiques où les sépultures sont appréhendées en analysant l'ensemble de la sépulture dans l'optique de définir les modes d'inhumations, et où les données biologiques sont utilisées pour réfléchir à l'organisation et au développement de l'espace funéraire.

Il apparaît clairement que les études « classiques » et d'anthropologie physique correspondent à une large majorité des publications avant les années 2000, avec un pic au milieu des années 90. Cela correspond à l'aboutissement d'une période où la mort est à la mode chez les archéo-historiens, et aux dernières années durant lesquelles se pratiquait la biométrie à tout crin. Si la bibliographie dont on dispose est réellement significative de la recherche, une diminution de ces études est notable sur l'ensemble de la chronologie examinée. On peut se demander si la publication des différentes synthèses évoquées plus haut n'a pas « stoppé » l'intérêt pour ces questions. Ce phénomène peut aussi être mis en relation avec la diminution des opérations funéraires programmées au début des années 2000, et avec les réorientations du sujet sous l'impulsion de l'archéologie préventive dès le début de la décennie précédente. Enfin, l'arrêt, par le Service régional de l'archéologie, du programme sur les populations de la vallée du Rhône, a également beaucoup contribué à changer d'objectifs dans la région.

Les publications abordant une réflexion archéo-anthropologique sont peu nombreuses pour la période médiévale

en Rhône-Alpes, avant le début des années 2000. Les publications de monographies de site constituent le point le plus faible. Dans les numéros de la Revue Archéologique de l'Est qui couvrent la période 1991-2009, aucun article ne porte sur des vestiges funéraires de Rhône-Alpes pour la période médiévale, tandis que dans les 6 numéros des Pages d'archéologie médiévale en Rhône Alpes, qui correspondent aux actes des rencontres rhônalpines d'archéologie médiévale, seuls trois articles abordent des sépultures, mais un seul traite réellement des pratiques funéraires (Serralongue, Treffort 1995).

Soulignons que l'on assiste, ces dernières années, à un retour des études d'anthropologie biologique systématiques dans le cadre des opérations programmées. Certes moins « classiques » que les précédentes dans leurs perspectives, dans la mesure où elles abandonnent la biométrie, ces études restent en partie déconnectées de la problématique des sites, utilisant les cimetières comme des « réservoirs à squelettes » en privilégiant d'emblée les études menées à l'échelle des populations. Au contraire, les études biologiques menées en contexte préventif sont le plus souvent réduites à l'estimation du sexe et de l'âge au décès et, lorsque l'intervenant est un anthropologue biologiste qui traite *ipso facto* l'ensemble de la problématique funéraire, sur l'analyse du recrutement selon les données de la paléodémographie.

2.2. Analyse des faits, objectifs et état des lieux de l'archéo-anthropologie

Le premier constat que l'on peut faire sur la base de ce bilan des productions, est que les (rares) grosses publications monographiques de sites n'ont pas été réalisées par des archéologues qui oeuvrent dans le cadre préventif. Quelles en sont les raisons ? Doit-on supposer que les ensembles funéraires médiévaux, à de rares exceptions près, fouillés en archéologie préventive, ne concernent que de trop petites surfaces pour pouvoir être exploités ? Ou bien que l'aspect funéraire ne peut être extrait d'un site plus élargi sans perdre de son sens, tandis que l'équipe ne parvient pas à se structurer pour publier ? Ou encore sommes-nous confrontés tout simplement à des intervenants qui ne publient pas ?

Les articles monographiques archéo-anthropologiques portent principalement sur des petits ensembles ruraux, alors que ceux traitant des espaces funéraires liés à des bâtiments ecclésiastiques sont plus rares. Les fouilles ponctuelles menées en archéologie préventive sur les contextes liés à des églises, portent le plus souvent sur des surfaces inexploitable d'un point de vue funéraire, ce qui explique *a contrario* qu'ils soient utilisés préférentiellement pour développer des aspects méthodologique et stratégique. Ce point constitue en effet le deuxième constat : les acteurs de l'archéologie préventive collaborent assez fréquemment à des colloques thématiques dans lesquels ils produisent plus volontiers des articles portant sur des aspects particuliers (méthodologiques ou des études de cas).

La troisième remarque, qui rejoint en partie la précédente, porte sur l'éclatement de données dans les rapports de

fouille, restées en l'état, qui peinent à émerger et à être propulsées dans une réflexion de fond sur les sociétés médiévales. Ce problème est tout d'abord observé à l'échelle du seul site : l'archéo-anthropologie se cantonne, dans certains cas, à la mise en oeuvre de ses méthodologies et ne dépasse pas l'échelle de la tombe en intervenant parallèlement à une étude « classique » de l'ensemble funéraire, à savoir la chronologie globale et l'organisation manifeste des sépultures. La fréquente dissociation relevée dans certains rapports de fouille, entre l'étude archéo-anthropologique des sépultures et celle du contexte, dès lors que l'archéo-anthropologue ne conduit pas lui-même l'opération, constitue de toute évidence un frein à la publication de l'ensemble des résultats dans une optique d'archéologie funéraire (démarche intégrée). Rappelons que l'archéo-anthropologie n'étant pas une méthode mais une thématique, il ne suffit pas de savoir fouiller et de restituer plus ou moins une architecture funéraire pour répondre à la question des ensembles funéraires, qui ne sont en aucun cas une addition de tombes, mais un système, ou l'empilement de plusieurs systèmes synchrones, successifs et emboîtés.

Le quatrième constat repose sur des faits isolés relevés dans certaines fouilles programmées, mais mérite d'être souligné. Les séries de squelettes sont confiées à des anthropologues biologistes pour répondre à des questions portant sur la caractérisation des populations, alors que les études préalables à la mise en oeuvre de ces analyses, relative aux pratiques funéraires, à l'organisation des morts, à la dynamique du site, n'ont pas été réalisées. Ainsi l'étude biologique se fait de façon dissociée de l'analyse archéologique de l'ensemble funéraire, traité de manière classique. Dans les pires des cas, les résultats sont faussés d'avance par des regroupements chronologiques effectués par les anthropologues en fonction des effectifs sans tenir compte des réalités historiques (on a vu : Ve-IXe s./Xe-XVIe s.), ou par l'introduction de pièces osseuses disloquées associées à une séquence chronologique en raison de leur proximité topographique avec des sépultures primaires, mais dont l'origine est indéterminée faute d'analyse des modalités de constitution de ces amas d'ossements. De manière générale, ces études ne font qu'appliquer de nouveaux outils sur ces échantillons par ailleurs biaisés, puisque ces études extraient les squelettes de leur contexte, ne prenant pas en compte la manière dont l'échantillon est constitué. Or, l'on sait que la population archéologique ne correspond pas à la population inhumée, et que cette dernière n'est pas non plus équivalente à la population décédée (Masset, Sellier 1990). On retrouve, à moindre échelle, un travers qui émergeait déjà lors du bilan publié en 1997 : l'absence d'implication de l'anthropologie dans la problématique du site ; la discipline est mise en oeuvre parallèlement et nourrit des questions qui ont trait à l'étude des populations et pas à celle des sociétés (Blairot, Castex 2005).

Or, les ambitions de la paléoanthropologie funéraire ont bien trait à la gestion des morts et à leur traduction en termes socio-culturels ; comme le rappelle l'avis n°20 du CNRA de 2003 « Seule l'intégralité de ce parcours (ndr : archéo-anthropologique) permet de saisir la contribution

des données funéraires à une lecture du fonctionnement des sociétés d'hier de leur apport à la mort ». Concernant l'apport de l'anthropologie biologique à ces questions, peut-être est-il utile de faire le point. Dès le milieu des années 1980, et plus particulièrement au début des années 1990, les anthropologues ont beaucoup écrit pour expliquer aux archéologues quelles étaient les potentialités de la discipline. Sans doute faut-il admettre aujourd'hui que la relation entre ces dernières et celles du gisement a été peu abordée ; on n'a pas suffisamment expliqué aux archéologues les notions de représentativité des échantillons, de population vivante/population inhumée/population archéologique, et celle de la validation des données biologiques par la structuration du cimetière. Par la suite, l'application de nos méthodes à de grandes séries a contribué à revoir un certain nombre de nos orientations, et à rediriger nos analyses dans des perspectives différentes. Ainsi, ces 10 dernières années, la discipline anthropologique a été marquée par la réévaluation d'une grande partie de ses méthodes et du potentiel de son objet d'étude ; s'en est suivi non pas un appauvrissement des champs d'investigation, mais une réorientation des objectifs et un renouvellement des questions.

- Ce qu'on appelait les « études paléodémographiques » a été redirigé sur la mise en évidence d'anomalies qui témoignent de pratiques particulières ou contribuent à interpréter la nature de l'ensemble funéraire (Sellier 1996 ; Sellier 1997) ;

- Nos ambitions concernant la mise en évidence de regroupements familiaux ont dû être réduites : les caractères discrets se sont révélés inopérants en la matière (le déterminisme exact de la plupart des caractères est inconnu) et plus pertinents à l'échelle populationnelle (Murail 2005) ; les analyses en biochimie moléculaire ont dues être renvoyées dans le domaine de la recherche fondamentale en raison de problèmes techniques rencontrés lors de l'amplification et de la réplication de l'ADN ancien (dégradation et contamination faussant les résultats, nécessité de vérification par plusieurs laboratoires).

- Les études de l'état sanitaire de la population archéologique, entreprises à partir des squelettes sont toutes aussi critiquables ; non seulement nous travaillons sur l'échantillon d'une population dont on ne connaît pas la variabilité ni l'organisation, mais en outre, les marqueurs osseux ne sont pas obligatoirement révélateurs des individus les plus touchés par les pathologies puisqu'ils se sont développés sur ceux ayant résisté aux pathologies (« paradoxe ostéologique » de Wood ; Wood et al., 1992). En conclusion, les marqueurs ostéologiques ne permettent pas, à partir des séries archéologiques, de réaliser une étude de l'état sanitaire, mais peuvent en revanche être utilisés dans la mise en évidence de l'organisation de l'espace funéraire.

Que ce soit dans les attentes des archéologues ou dans la majeure partie des prescriptions en contexte funéraire, on constate que les archéologues sont restés sur l'état de la recherche de la transition 1980/1990 concernant les potentialités générales de l'anthropologie biologique. Plus globalement, il manque une réflexion sur l'adéquation entre les orientations potentielles et la réalité des sites. Les données biologiques doivent d'abord être utilisées pour la compréhension de l'ensemble funéraire.

3. Thématiques pouvant émerger en région

Le champ funéraire ne peut être dissocié des thèmes principaux retenus qui structurent ce bilan régional : la ville, l'habitat rural au sens large, et le monde religieux indéniablement emboîté à ces derniers. Le fait que le thème funéraire soit généralement associé au monde religieux *stricto sensu*, tel qu'il l'est d'ailleurs dans le programme 23 du CNRA pour les périodes historiques (établissements religieux et nécropoles depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions), est symptomatique de la manière dont le sujet est posé. Pourtant, l'enjeu de l'archéologie funéraire, telle qu'elle a été redéfinie depuis le début des années 1990, est bien celui de retranscrire l'histoire des hommes et de leur quotidien, alors que les historiens eux-mêmes, comme le rappelle C. Treffort, s'attachent depuis encore plus longtemps à « faire entrer la mort dans le champ d'une histoire sociale, voire politique plus que religieuse » (Treffort 2010, p. 213).

3.1. La ville

3.1.1. Réflexions sur les méthodologies et les choix d'intervention

Le cas de la ville est une question complexe. Du point de vue funéraire, le cimetière médiéval urbain évoque immédiatement les grands cimetières d'église, peuplés de tombes enchevêtrées se recoupant entre elles, d'ossements épars, caractérisés par des séquences lacunaires, dépourvus d'évidences stratigraphiques et d'éléments de chronologie absolue.

Quelle problématique l'archéologue peut-il définir a priori, à partir de l'échantillon, aléatoire, lacunaire et très restreint, d'un cimetière constitué de milliers d'individus anonymes répartis entre l'époque carolingienne et la Réforme ou la Révolution, dont la caractéristique archéologique est l'absence de chronologie fiable ? Et surtout, quelle est la signification des données archéologiques et biologiques recueillies sur un échantillon dont on ne peut mesurer la représentativité et que l'on ne peut en aucun cas rapporter à une réalité de l'histoire de la population urbaine ? Quelles données nous permettront, à terme, d'apprécier la constitution du peuplement de la ville et l'organisation de ses espaces ? Le flux engendre des remaniements délétères et aboutit à une distorsion importante entre la population inhumée et la population archéologique ; ainsi, les questions générales que l'on peut poser à un ensemble funéraire en théorie (recrutement, organisation...) ne peuvent être posées... à tous les coups.

Au début des années 1980, les cimetières d'église de la région Rhône-Alpes ont été pressentis pour faire l'objet de recherches anthropologiques dans le cadre du programme « Anthropologie historique des populations de la vallée du Rhône » ; l'intitulé parle de lui-même : il s'agissait, pour les anthropologues, d'une recherche sur les populations, alors que les attentes des archéologues étaient toutes autres, « aider à la compréhension de la nécropole elle-même » comme l'écrivait J.-F. Reynaud (Reynaud 1986, p. 30). Un constat d'échec marque les

premières années de 1990 ; la nature du gisement « réservoir à squelettes » et les méthodes de la paléoanthropologie ont été juxtaposées (par exemple, dans Porte : 1986 p. 49), sans se poser la question du potentiel du gisement, de ses limites intrinsèques. L'objectif a finalement été détourné, dans le sens où l'on s'est directement orienté vers la mise en perspective historique, avant même de s'interroger sur l'organisation du cimetière. Or, nous l'avons déjà souligné plus haut, le danger est de réunir, dans ces études de population, des ensembles constitués de manières différentes, ce qui infléchit l'interprétation des résultats obtenus dans le domaine biologique.

Si l'on relit aujourd'hui les articles produits à cette époque en Rhône-Alpes, on constate que la situation n'a guère évolué, en dépit de la réorientation des recherches à mener sur ces contextes ; les interrogations sont toujours les mêmes, à une différence près : au début des années 1980, on se demandait que faire des squelettes, alors qu'aujourd'hui, la question porte plutôt sur la pertinence de la prescription, en l'occurrence que prescrire, que fouiller, et comment fouiller ? De plus en plus, en l'absence de résultats probants obtenus dans ce type de contexte, en Rhône-Alpes comme dans les autres régions d'ailleurs, on recherche des solutions techniques pour éviter la fouille, qu'il s'agisse d'interventions menées dans le cadre des Monuments Historiques ou de projet plus ambitieux.

Il convient de s'interroger sur cette absence de résultats ; est-elle due à l'objet d'étude lui-même ? En partie sans doute, mais également parce que personne ne s'est présenté pour porter la problématique, et peut-être aussi parce que les archéologues attendent des cimetières des réponses que ces derniers ne sont pas en mesure de fournir directement ; face aux vestiges funéraires, les médiévistes paraissent parfois embarqués dans des problématiques qui sont plus historiques qu'archéologiques, et ils ne parviennent pas à définir une réflexion globale, à l'échelle d'une ville, d'un territoire, qui intégrerait les questions funéraires, comme si, embarrassés par le problème des os, ils perdaient de vue que ces cimetières médiévaux constituent l'une des articulations de l'espace urbain. Si les morts sont un jour entrés dans les villes, on peine aujourd'hui à les faire entrer dans l'archéologie urbaine.

Comme nous l'avons suggéré avec Anne Le Bot (Le Bot, Blaizot 1997), une solution serait de s'attacher à une ville en particulier, forte d'un véritable potentiel, et considérer les choses en deux temps. Le premier serait consacré à l'élaboration de la documentation en réalisant un travail de fond sur les données archéologiques et anthropologiques des cimetières, un autre sur les archives et un autre sur l'ensemble des données archéologiques des villes médiévales qui se sont succédées, assorti d'une véritable évaluation du potentiel et des limites de ces données. Dans un second temps seulement, pourrait être entreprise une réflexion commune, interdisciplinaire, sur la base des résultats.

Il n'en reste pas moins qu'en attendant, se pose constamment la question de la prescription, tant sur les petites surfaces, qui mobilisent des forces archéologiques pour des informations d'un intérêt jugé secondaire dans l'en-

semble des opérations archéologiques, que sur les grandes et très grandes surfaces que l'on n'est plus vraiment en mesure aujourd'hui de fouiller ni d'étudier.

Dans ce cadre, le problème du diagnostic se pose sans doute de manière plus cruciale qu'ailleurs ; une réelle évaluation du potentiel d'un tel ensemble funéraire demande des moyens que l'on pourrait juger considérables, comme nous l'avons expérimenté avec A. Le Bot au début des années 1990 aux abords de l'église Saint-André-le-Haut à Vienne : 1 mois à 2 personnes pour 10 m², conduisant à l'estimation d'au moins quatre niveaux sépulcraux ponctués de restructurations parfois destructrices. Actuellement, on constate, à l'échelle nationale, que l'évaluation privilégiant la lecture verticale se fait non pas au moment du diagnostic mais à celui de la fouille, voire qu'elle tient lieu de fouille dans la majeure partie des cas, ce qui est un moindre mal. Il avait été proposé de tirer parti du handicap engendré par le flux des inhumations sur la longue durée, en en faisant la problématique principale, c'est-à-dire en privilégiant la question de la dynamique de constitution du cimetière (Blaizot, 1996). Cette stratégie, qui n'oblige pas à tout fouiller, permet d'obtenir des informations intéressantes sur l'appareil funéraire et la chronologie relative, sans avoir à augmenter l'effort. Elle consiste à travailler sur l'analyse d'une fouille verticale en plusieurs points de l'emprise, avec la possibilité de réorienter les objectifs en fonction de ce que l'on perçoit, par exemple une zone réservée aux enfants à condition d'en avoir un échantillon pouvant être estimé comme représentatif... un charnier complet dont on pourra étudier le mode de constitution, ce qui intéresse la question de la gestion des os (et non plus celle des morts), etc.

Dans la discussion qui a suivi la présentation de ce bilan, la question de l'échantillonnage s'est tout particulièrement posée pour ce qui concerne les fouilles programmées menées autour des édifices religieux, où les intervenants doivent passer par des couches de squelettes postérieurs au Moyen Âge pour parvenir à traiter l'objet de l'opération, compromettant la réalisation des programmes dans les délais impartis. Opter pour la destruction pure et simple de ces vestiges apparaît intolérable en regard des générations futures qui, forcément, porteront un jour sur la Renaissance et l'époque moderne le même regard interrogateur qu'est le nôtre sur les périodes médiévales. En l'absence de problématique spécifique, la seule alternative à la destruction totale, reste la fouille raisonnée sur plusieurs fenêtres judicieusement implantées, de manière à conserver l'information, même si, dans le cadre de ces programmes, les données enregistrées ne sont pas traitées.

En l'état actuel des choses, on ne peut que se limiter à cumuler ce type d'enregistrement. Toutefois, il faut être conscient qu'il compromet toute investigation ultérieure sur des questions faisant intervenir l'anthropologie biologique : travailler sur des échantillons implique de limiter nos questions.

3.1.2. Des thématiques à développer

Les questionnements des archéologues régionaux, qu'ils portent sur des contextes ruraux ou urbains, ont trait

essentiellement à la genèse et l'organisation du cimetière chrétien, à l'organisation funéraire en milieu ecclésial, ainsi qu'à l'organisation funéraire et son évolution à l'échelle d'une ville ou d'un terroir (Tardieu 2010).

Conformément au constat émis ci-dessus, ces thématiques de recherche ont du mal à émerger dans le cadre d'une réflexion interdisciplinaire.

À l'échelle nationale, on peut mentionner la récente publication de l'ensemble funéraire urbain de Saints-Côme-et-Damien à Montpellier, dont l'étude archéo-anthropologique présente en partie le défaut d'avoir trop rapidement privilégié une étude de population (Crubézy et al. 2006). Par ailleurs, ce site ne peut pas résumer à lui-seul, le fonctionnement des ensembles funéraires urbains. De plus en plus de travaux ou de publications portant sur des ensembles particuliers (cimetières d'hôpitaux, de couvents...) voient le jour (Bergeret et Donat, 2004 ; Réveillan 2010). Concernant les établissements hospitaliers, plusieurs études présentées lors d'un colloque récent montrent la pertinence des approches archéo-anthropologiques à la caractérisation des cimetières qui leur sont associés (Le Clech-Chartron, 2010). En Rhône-Alpes, les cimetières d'hôpitaux sont encore moins bien représentés que les autres contextes ; afin de rejoindre la mouvance des recherches en cours sur le territoire national, ils peuvent apparaître comme une priorité régionale pour le bas Moyen Âge.

Au niveau national, émerge une très grande variabilité des ensembles funéraires, tant dans leur nature que dans leurs modalités de constitution. La caractérisation des différents ensembles funéraires urbains (quels critères pour quels ensembles funéraires), leur genèse, leur dynamique et leur gestion constituent à ce jour la problématique fondamentale de l'archéologie funéraire en contexte urbain. Ce n'est que dans un second temps, que ces ensembles peuvent être intégrés dans une réflexion d'ordre topographique, comme cela a été amorcé à Toulouse (Wild 1999 ; Paya, 2008) ; à Lyon, le travail réalisé par J.-F. Reynaud (1998), à partir des travaux sur le groupe cathédral et les églises cimetiérales (St Just et St Laurent) qui tente d'éclairer la compréhension de la ville à l'époque paléochrétienne, pourrait être précisé et élargi en reprenant l'analyse au cas par cas de chacun des ensembles funéraires dans une perspective archéo-anthropologique.

Les données issues des diagnostics et des interventions sur de très petites emprises, constituent la majorité des opérations préventives en contexte funéraire urbain en Rhône-Alpes. Elles apparaissent guère utilisables en soi, sinon pour apporter des informations relatives à la chronologie, à condition de réaliser des radiodatations. À titre d'exemple, la Drôme ne livre que des informations ponctuelles issues de portions de cimetières paroissiales comme à Beaumont-les-Valence, St-Gervais à Portes-les-Valence, le cloître de la cathédrale de Valence). L'Isère totalise cinq sites d'époques différentes (Grenoble : sites de la cathédrale et de Saint-Laurent, Vienne : Saint-André-le-Haut, Saint-Pierre..., Moirans : site de Saint-Pierre) dont certains ont fait l'objet de fouilles étendues, ce qui ne signifie pas pour autant que

l'étude de l'espace funéraire puisse être entreprise : la conservation des niveaux sépulcraux et la situation des emprises de fouille relativement aux édifices, s'avèrent très variables d'un site à un autre. Dans les rares villes ayant fait l'objet de recherches plus systématiques, des informations se rapportant à l'emprise des espaces funéraires, en cumulant l'ensemble des données obtenues au coup par coup, devraient pouvoir être obtenues.

Un travail récent ainsi fondé sur la réunion de données factuelles datées de l'époque carolingienne jusqu'au XVe s. montre que les cimetières paroissiaux et monastiques s'organisent à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment consacré selon des schémas souvent récurrents (ACR dirigée par A. Baud). Il resterait à préciser ces résultats au moyen de l'analyse des squelettes ; par exemple, quelles classes d'âges sont concernées par les regroupements d'enfants, et ces derniers correspondent-ils ou non à une sélection au sein de la population enfantine ? En fonction de l'effectif, pourrait-on préciser le statut des individus inhumés à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments, et dans les différentes parties des bâtiments, au moyen de l'anthropologie biologique, comme cela a été amorcé pour la basilique funéraire d'Albigny à Seyssel (Bizot, Serralongue 1988) ?

Les opérations récemment menées en contexte conventuel sont rares en Rhône-Alpes ; on peut citer celui de Saint-André-le-Haut à Vienne ou celui du couvent des Cordeliers à Villefranche-sur-Saône. D'après les données nationales, les couvents franciscains livrent de grands caveaux dont on appréhende actuellement mal la fonction. L'un d'eux, fouillé sur le site de Villefranche-sur-Saône par l'un de nous, constitue à ce jour le premier exemple de fouille raisonnée de ce type de structure dans la région ; il a montré que la gestion des corps et des ossements a varié au cours du temps et que cette évolution va de pair avec celle de l'organisation du site. D'autres exemples de ce type de caveaux, enregistrés à Narbonne et à Perpignan (Bergeret et Donat, 2004) dans des contextes équivalents, laissent entrevoir de réelles pistes de recherches relatives à la gestion de ces ensembles funéraires.

3.2. Les ensembles funéraires ruraux ou hors agglomérations

Le corpus des ensembles funéraires ruraux est chronologiquement très inégal : les données révèlent en effet une sous-représentation des sites postérieurs aux Xe-XIe s. Ce constat est l'inverse de celui réalisé pour l'habitat qui met en évidence une prédominance du Moyen Âge central (voir Boucharlat et al. dans ce bilan régional).

De nombreux grands ensembles funéraires ruraux du haut Moyen Âge ont été fouillés, notamment dans l'Ain et le Rhône, mais n'ont jamais dépassé le stade du rapport de fouilles. Il pourrait être envisagé que l'un d'entre nous les ressuscite, en prenant la responsabilité d'une publication collective au cours de laquelle les données archéo-anthropologiques et biologiques seraient réactualisées. Il s'agirait de mener une réflexion sur les types d'ensembles funéraires du haut Moyen Âge et leur gestion

(genèse, caractérisation, organisation, évolution), tant les contextes sont variés : implantation sur les ruines d'un habitat antique, implantation autour d'un ensemble funéraire antique remontant parfois jusqu'au Haut-Empire, création *ex nihilo*..., absence ou présence d'un édifice religieux. Soulignons que les grands ensembles funéraires, souvent continus depuis le Bas-Empire et dépourvus d'édifice religieux, apparaissent a priori, localisés dans la partie orientale de la région. L'étude de ces contextes, établis à distance de tout lieu de culte dont ceux de Château-Gaillard (Ain) avec 300 tombes datées entre le Ve et le IXe s., ou celui d'Ambronay (Ain) qui compte 535 tombes entre le IVe et le VIIe s., contribuerait à avancer sur ces questions.

En sélectionnant des zones géographiques bien documentées, ces données pourraient s'intégrer dans une réflexion plus large portant sur la place de ces espaces funéraires au sein du réseau de l'occupation. En effet, au-delà des pratiques, des gestes et de la gestion funéraires, se posent les questions, déjà bien défrichées en Rhône-Alpes (Boucharlat 2001 ; Maufras et al., 2008), relatives à l'évolution des terroirs entre l'Antiquité tardive et le Moyen Âge, et à la structuration des campagnes pour ce qui concerne l'origine, le maintien, le développement et l'abandon des « habitats » au sens large. La topographie des morts, l'organisation, le statut des espaces funéraires, contribuent à la compréhension de ces différents systèmes.

Une attention particulière devrait être portée à l'ensemble funéraire et religieux de Drabuyard, à Varcès, qui présente la particularité de comporter une église élevée sur un mausolée établi dans l'aile d'une *villa* durant l'Antiquité tardive, et abandonnée au XIe s. ; fouillé dans la seconde moitié des années 1990 dans le cadre de la première tranche des travaux liés à l'autoroute A51, il reste à exploiter intégralement.

Pour le haut Moyen Âge, un éclairage a été apporté sur les sépultures dispersées dans le finage des habitats, en réunissant plusieurs contextes fouillés dans le cadre de deux grands travaux (A46 sud et TGV Méditerranée ; Blaizot, Savino 2006). Il apporte une contribution à un phénomène maintenant largement attesté, caractérisé par l'éclatement des espaces funéraires selon l'un des modèles reconnu dans l'Antiquité, qui conduit à nuancer la rigidité du système paroissial sur l'organisation des morts avant la fin du XIe s. Le recours aux radiodatations s'est avéré déterminant pour appréhender le phénomène. L'implication de l'archéo-anthropologie et de l'anthropologie biologique dans ce thème a permis de rejeter les hypothèses alors admises d'exclusion et d'épisodes de crises, et montre une organisation en petits groupes de tombes éparpillés dont le recrutement paraît spécialisé selon l'âge et ou le sexe (regroupement d'enfants, de femmes, d'hommes), à l'image de ce que l'on observe dans certains grands ensembles collectifs. Qu'il s'agisse de ces groupes d'inhumations dispersés ou d'ensembles funéraires plus larges, l'organisation des morts selon le sexe et par l'âge, a priori étonnante pour le haut Moyen Âge, que nous avons appréhendée dans certains ensembles funéraires, constitue à notre sens une orientation de recherche à suivre. Sur ce thème, il a été également largement démontré, une sous-représentation des effectifs

immatures centrée sur les classes 0 et 1-4 ans, fréquemment exclus des espaces collectifs quel que soit le « type » d'ensemble funéraire. Du point de vue des pratiques sociales, ces résultats nous invitent à nous interroger sur l'image que donne cette société d'elle-même, dont l'organisation funéraire n'est pas forcément de type familial, mais regroupe ses membres selon d'autres critères, dont le témoin anthropologique est l'âge et le sexe.

Au regard de découvertes réalisées sur l'ensemble du territoire national, nous devons insister sur la nécessité de procéder à des radiodatations sur les sépultures « isolées » recueillies lors de fouilles et de diagnostics. Ainsi des exemples ont démontré que cette pratique n'est pas limitée à l'Antiquité et au haut Moyen Âge, en témoignent des exemples plus récents au moins un à Lyon (rue M. Berthet, XIVe s.), à Nîmes (fouille du parking Jean Jaurès) ou en région Centre. Par exemple, sur le site des Cochardières à Fondettes (Indre-et-Loire), des tombes d'un petit groupe isolé ont pu être datées jusqu'au XVe siècle (Joly, 2005).

3.4. La tombe

20 ans après le développement de l'archéo-anthropologie, la priorité actuelle de l'anthropologie dite de terrain reste, en tous cas pour l'époque médiévale, encore largement celle de la construction de référentiels typochronologiques régionaux. Même si l'on a bien avancé sur le sujet, relativement aux premières ébauches élaborées au moyen des éléments conservés de l'aménagement sépulcral (Colardelle et al. 1996), grâce aux méthodes d'analyse du squelette *in situ* qui permettent de restituer les architectures périssables, le sujet est loin d'être épuisé. Les difficultés qui ont été les nôtres pendant plusieurs années, pour obtenir des crédits de radiodatations, ont contribué à mettre en sourdine cette problématique. Le fait d'avoir engrangé pendant des années, des résultats qui ne pouvaient pas être mis en perspective de chronologie absolue, nous a conduit à nous tourner vers d'autres contextes. Un travail notable portant sur les restitutions des architectures funéraires reste à exploiter de ce point de vue.

La gestion matérielle des espaces funéraires repose sur l'analyse des ossements en situation secondaire. Un travail récent effectué sur des séries de Poitou-Charentes datées du VIe au VIIIe s., a mis en évidence des procédés différents selon la chronologie (Gleize, 2007). La prise en compte de ces gestes est par ailleurs nécessaire dans la compréhension de l'évolution des ensembles funéraires. Ces questions n'ont été que ponctuellement traitées en Rhône-Alpes, l'un pour le site d'Yvoire en Haute-Savoie (Serralongue, Treffort 1995), et l'autre dans le cadre d'un essai méthodologique destiné à montrer le potentiel de ce type d'analyse et la variabilité de ces pratiques (Blaizot 1996).

3.5. Les contextes de crise

Les contextes de crises épisodiques (épidémies, conflits) constituent actuellement un thème en plein essor (Bizot et al., 2005 ; Castex, Cartron 2007 ; Signoli 2006 ; Castex et al. 2009). La multiplication des fouilles préventives et le

développement de l'anthropologie de terrain ont en effet permis de mieux identifier des fosses contenant des corps déposés en même temps pouvant traduire des contextes de crise, tandis que la réorientation des analyses du recrutement par âge et par sexe contribue à mieux les interpréter.

La région Rhône-Alpes compte peu d'exemples de ce type. On peut citer le cas du site de l'évêché, à Grenoble, où s'est posé un problème de datation en raison d'un mélange entre deux séries mal étiquetées (Blaizot 1998), les sépultures de pestiférés à Vienne (Rigeade et al., 2009). À cela, s'ajoutent plusieurs cas de sépultures modernes « incongrues » en Savoie, supposées être liées à un fait divers ou aux guerres franco-savoyardes (XVIe-XVIIIe s.) ; à Frontenex, deux sépultures masculines des environs du XVIIe siècle se situent dans des ruines à Saint-Marcel, et une série de sépultures, dont une où le squelette repose sur le ventre, ont été fouillées le long des murs d'une tour médiévale ruinée à Hermillon. Rappelons la découverte d'une sépulture liée aux Guerres de Religions rue du Clastre à Saint-Montan, composée de cinq victimes tuées par balle ; elle constitue à ce jour une singularité régionale.

En dépit du faible potentiel avéré dans la région, ces contextes méritent d'être mentionnés, ne serait-ce que pour souligner qu'il s'agit d'un domaine dans lequel la recherche a énormément progressé. Nous précisons que leur traitement nécessite des compétences et des méthodologies spécifiques : mise en évidence de la simultanéité des dépôts (anthropologie de terrain), analyse du recrutement selon les données de la paléodémographie, analyse des traces artificielles sur les os (coups) et, dans le cas d'une épidémie supposée, recours à la paléobiochimie moléculaire (Drancourt et al., 2004). Dans une optique d'étude des sociétés, on s'interrogera sur la gestion des morts en tant de crise, c'est-à-dire sur le traitement du corps et sur la situation de ces faits : sont-ils isolés, se situent-ils dans l'espace funéraire...

Bien que ne résultant pas d'un phénomène de crise à proprement parler, la maladrerie de Balmont, à Lyon, fouillée au début des années 90, mériterait d'être ré-étudiée à la lumière des objectifs et des méthodes actuelles, et des récents travaux d'historiens.

Conclusions et perspectives

Dans notre région, les deuxièmes journées anthropologiques de Valbonne, qui constituent l'une des plus anciennes tentatives d'un rapprochement entre les deux disciplines, datent de juin 1983 (Buchet dir. 1986). Même si symptomatiquement, ce colloque porte pour titre « Le matériel anthropologique provenant des édifices religieux », le dialogue entre archéo-historiens et archéo-anthropologues est parti sur de bonnes bases. En effet, l'objectif était de faire porter la question non plus sur les squelettes, mais sur l'ensemble funéraire, en dégageant des questions qui leur sont propres auxquelles la discipline anthropologique pouvait contribuer : quelles sont les pratiques funéraires, quel est le recrutement de la population, comment s'organisent les espaces, comment évoluent-ils, comment s'inscrivent-ils dans le réseau des

occupations humaines ? Les questions étaient donc correctement définies d'emblée.

Or, les archéologues se sentent déçus par rapport à leurs attentes ; que s'est-il passé ? Sans doute faut-il pointer du doigt le fonctionnement global de l'archéologie, qui pêche par de grandes difficultés à mettre en place des équipes interinstitutionnelles. On assiste à une juxtaposition d'opérations inégales pour ce qui concerne les surfaces d'investigation et leur conservation, avec des intervenants divers dont la qualité varie, sans que leur adéquation aux difficultés du site ait toujours été évaluée. Plus largement, les manques se traduisent au niveau de la mise en perspective archéologique et historique des données recueillies. Au final, les recherches concernent plus la tombe que l'ensemble funéraire, et personne ne porte la problématique générale.

Le bilan des données funéraires de la région ne fait que rejoindre celui mené sur l'ensemble du territoire : il n'y a pas un cimetière médiéval mais des cimetières médiévaux. C'est là toute la difficulté du sujet, comme l'archéologie nous l'a révélé, relativement aux textes ; la variabilité des modèles nécessite de définir des questionnements sur les cimetières médiévaux qui procèdent des données de terrain et du potentiel réel des contextes. Bien en amont des diversités inter-régionales et /ou chronologiques, surgissent les diversités intra-régionales, intra-territoriales. Afin d'aborder et de comprendre ces différences qui coexistent, sans doute faudrait-il se concentrer sur des programmes interinstitutionnels et interdisciplinaires précis, à l'image de celui réalisé lors de l'ACR mené dans la région sur l'espace ecclésial, dans lesquels l'archéologie funéraire préventive pourrait inscrire ses données pléthores recueillies sur un mode aléatoire. Ce constat vaut d'ailleurs pour l'ensemble de l'archéologie. Comme le rappelle l'avis du CNRA de 2003 sur l'anthropologie funéraire, « L'étude des cimetières d'époque médiévale et moderne pose des questions méthodologiques difficiles en raison de l'importance quantitative des données à traiter et de l'absence générale d'éléments en chronologie absolue. Mais le renoncement serait une démarche privée de tout fondement scientifique ». Pour ce qui concerne les grands cimetières d'église, la difficulté reste à ce jour l'absence de référentiel, d'ensembles représentatifs de fouilles exhaustives ; la région offre un véritable potentiel sur la ville de Lyon ou celle de Vienne, dans l'Isère, dont l'exploitation devrait pouvoir être confiée à des doctorants en histoire et en anthropologie dans le cadre de programmes de recherches. À l'heure qu'il est, un tel sujet relève presque de la recherche fondamentale ; une réflexion de fond devrait être menée sur l'échantillonnage, en partant de sites fouillés exhaustivement ou sur de très grandes surfaces sur le territoire national. Plus généralement, il y aurait intérêt à engager un débat entre historiens, anthropologues et archéologues de nature à définir le champ des questionnements. Curieusement, en effet, la fouille des cimetières accuse un retard « théorique » identique à ce que connaissait l'archéologie médiévale en général dans les années 1970, lorsqu'on se demandait à quoi servaient des fouilles puisqu'on disposait de textes. D'une certaine manière, l'ensemble de ces constats souligne nos difficultés générales à organiser la recherche en archéologie.

Dans son bilan de 30 ans d'archéologie funéraire médiévale, C. Treffort (2010) soulève un point essentiel, qui est celui de l'interprétation des faits en regard des réalités historique, religieuse et anthropologique. Ne pas prendre conscience de cette réalité conduit inexorablement à l'échec de la recherche archéologique, et c'est peut-être pour ces raisons que cette archéologie funéraire médiévale peine à émerger, en tout cas dans la région. Chaque archéo-anthropologue ne peut pas s'investir dans toutes les problématiques de l'archéologie régionale, et ne peut porter toutes les thématiques chronoculturelles. Précisons toutefois que la solution, consistant à intégrer des programmes de recherche menés par les archéologues médiévistes, dans l'objectif d'une réflexion commune permettant de mieux intégrer les aspects funéraires dans la recherche sur les sociétés médiévales, n'est pas une simple alternative à nos modes de fonctionnement quotidiens, mais une démarche nécessaire.

Nous insisterons encore sur la question de la datation des tombes et des espaces funéraires, qui apparaît comme l'un des enjeux de ces prochaines années ; il ressort en effet que ces ensembles, dépourvus de mobilier archéologique, restent pour la plupart mal datés faute d'une politique de radiodatations. Etablir la chronologie des occupations apparaît une priorité pour être en mesure de mettre les sites en parallèle.

Enfin, nous concluons sur un point que nous jugeons essentiel. Dans le cadre de la pratique quotidienne de l'archéologie, la mise en oeuvre de l'anthropologie biologique doit être réservée à l'interprétation du site dans l'objectif de le caractériser et d'en comprendre l'organisation et la dynamique ; ce travail doit être mené par des anthropologues biologistes qui sont les seuls à maîtriser les conditions d'application. Les études de populations peuvent intervenir dans un second temps, dans le cadre d'une recherche interinstitutionnelle et interdisciplinaire, sur la base d'une réelle problématique élargie à l'échelle d'un territoire. Les archéologues doivent cesser de se « débarrasser des os » en les confiant à des anthropologues de laboratoire sans avoir défini une problématique spécifique à la série ou à l'échelle territoriale, tout en attendant des résultats ; ce sont le site et le territoire qui déterminent la problématique biologique susceptible de contribuer à l'étude des sociétés : le constat d'échec des archéologues, relativement à l'anthropologie est ainsi sans surprise. À noter que l'Université Lyon 1, qui dispose d'un laboratoire d'anthropologie anatomique et de paléopathologie, produit des travaux strictement « anthropologiques » portant sur des séries archéologiques ; l'absence, bien compréhensible, de ces références dans le listing des publications fourni par le Service régional de l'archéologie, reflète le peu d'implication de ces anthropologues dans les problématiques archéologiques, et d'une certaine manière, la césure entre la recherche universitaire en biologie et celle des archéologues.

Bibliographie

Alexandre-Bidon Treffort 1993 : ALEXANDRE-BIDON (D.), TREFFORT (C.) - *À réveiller les morts. La mort au quotidien dans l'Occident médiéval*. Presses universitaires de Lyon, Lyon, 334 p.

Bailly-Maitre 1994 : BAILLY-MAITRE (M.-C.) - La mine d'argent des Dauphins (XII e-XIV e s.) Isère, *Documents d'Archéologie en Rhône-Alpes*, 9, 172 p.

Bergeret, Donat 2004 : BERGERET (A.), DONAT (R.) - Le couvent des Franciscains à Perpignan. Premiers résultats et perspectives, *Archéologie du Midi médiéval*, XXII, p. 199-207.

Bizot, Serralongue 1988 : BIZOT (B.), SERRALONGUE (J.) - Un édifice funéraire du haut Moyen Âge à Seyssel, Albigny (Haute-Savoie), *Archéologie du Midi Médiéval*, VI, p. 25-49.

Bizot, Castex, Reynaud, Signoli (dir.) 2005 : BIZOT (B.), CASTEX (D.), REYNAUD (P.), SIGNOLI (M.) - *La saison d'une peste* (Avril-Septembre 1590). Le cimetière des Fédons à Lambesc, CNRS éd., Paris, 131 p.

Blaizot 1996 : BLAIZOT (F.) - Le cimetière non stratifié en contexte urbain : les limites de l'objet d'étude comme fondement de la stratégie de recherche *In* : CASTEX (D.), COURTAUD (P.), SELLIER (P.), DUDAY (H.), BRUZEK (J.), *Les ensembles funéraires : du terrain à l'interprétation*, Actes du colloque du GDR 742 du CNRS, Bulletins et Mémoires de la Société d'Anthropologie de Paris, t. 8, fasc. 3-4, p. 141-156.

Blaizot 1997 : BLAIZOT (F.) - La paléanthropologie funéraire : un bilan pour la région Rhône-Alpes (1982-1994), *in* : *La paléanthropologie funéraire aujourd'hui*, Actes de la table ronde du 10 janvier 1996, *Les Nouvelles de l'Archéologie*, 66, p. 43-48.

Blaizot 1998 : BLAIZOT (F.) - L'ensemble funéraire extra-muros, *in* : BAUCHERON (F.), GABAYET (F.), DE MONTJOYE (A.) (dir.) *Autour du groupe épiscopal de Grenoble, deux millénaires d'histoire*, *Documents d'Archéologie en Rhône-Alpes*, 16, p. 109-116.

Blaizot, Castex 2005 : BLAIZOT (F.), CASTEX (D.) - Du bon usage des outils anthropologiques à l'étude des sociétés historiques. *In* : DUTOUR (O.), HUBLIN (J.-J.), VANDERMEERSCH (B.) dir., *Origine et évolution des populations humaines*, Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, Orientation et méthodes n°8, Paris, p. 259-279.

Blaizot, Savino 2006 : BLAIZOT (F.), SAVINO (V.) - Ensembles funéraires isolés dans la moyenne vallée du Rhône. *In* : MAUFRAS O. (éd.) - *Habitats, nécropoles et paysages dans la moyenne et la basse vallée du Rhône (VIIe-XVe s.)*, *Documents d'Archéologie Française*, Maison des sciences de l'homme, 98, Paris, p. 281-362.

Boucharlat 2001 : BOUCHARLAT (E.) - *Vivre à la campagne au Moyen Âge. L'habitat rural du 5e au 12e s. (Bresse, Lyonnais, Dauphiné)* d'après les données archéologiques, *Documents d'Archéologie en Rhône-Alpes et en Auvergne*, ALPARA, Lyon, 429 p.

Buchet 1986 : BUCHET (L.) - *Le matériel anthropologique provenant des édifices religieux*, Actes des deuxièmes journées anthropologiques de Valbonne, 6-8 juin 1983, CNRS éd., Botes et monographies techniques 19, 96 p.

Castex, Courtaud, Sellier, Duday, Bruzek (dir.) 1996 : CASTEX (D.), COURTAUD (P.), SELLIER (P.), DUDAY (H.), BRUZEK (J.) *Les ensembles funéraires : du terrain à l'interprétation*, Actes du colloque du GDR 742 du CNRS, Bulletins et Mémoires de la Société d'Anthropologie de Paris, t. 8, fasc. 3-4, 527 p.

Castex, Cartron (dir.) 2007 : CASTEX (D.), CARTRON (I.) - *Épidémies et crises de mortalité du passé*, Actes des séminaires (année 2005) de la Maison des Sciences de l'Homme, Ausonius éd., études 15, 250 p.

Castex, Georges, Blanchard 2009 : CASTEX (D.), GEORGES (P.), BLANCHARD (P.) - *Complémentarité et discordances entre sources textuelles et sources archéo-anthropologiques en contexte de crises de mortalité par épidémie. études de cas*, *Revue Archéologique du Centre de la France* Tome 47 | 2008, [En ligne], mis en ligne le 18 mai 2009. URL : <http://racf.revues.org/index1218.html>.

Colardelle 1996 : COLLARDELLE (M.) - Terminologie des sépultures antiques et médiévales, *in* : GALINIÉ (H.), ZADORA-RIO (E.) (éd.), *Archéologie du cimetière chrétien*, Actes du 2e colloque ARCHEA Orléans, 29 septembre-1er octobre 1994, 11e supplément à la *Revue Archéologique du Centre de la France*, Tours, p. 305-310.

Colardelle, Demians d'Archimbaud, Reynaud 1996 : COLARDELLE (M.), DEMIANS D'ARCHIMBAUD (G.), REYNAUD (C.) - Typo-chronologie des sépultures du Bas-Empire à la fin du Moyen Âge dans le sud-est de la Gaule, *in* : GALINIÉ (H.), É. ZADORA-RIO (E.) (éd.), *Archéologie du cimetière chrétien*, Actes du 2e colloque ARCHEA, Orléans, 29 septembre-1er octobre 1994, 11e supplément à la *Revue Archéologique du Centre de la France*, Tours, p. 279-303

Crubézy, Duchesne, Arlaud 2006 : CRUBEZY (E.), DUCHESNE (S.), ARLAUD

(C.) - *La mort, les morts et la ville* : Montpellier Xe-XVIe s., Paris, Errance, 448 p., 332 fig.

Drancourt, Roux, La-Vu, Tran-Hung, Castex, Chenal-Francisque, Ogata, Fournier, Crubezy, Raoult 2004 : DRANCOURT (M.), ROUX (V.), LA-VU (D.), TRAN-HUNG (L.), CASTEX (D.), CHENAL-FRANCISQUE (V.), OGATA (H.), FOURNIER (P.-E.), CRUBEZY (E.), RAOULT (D.) - *Genotyping, Orientalis-like Yersinia pestis, and Plague Pandemics*, *Emerging Infectious Disease*, vol. 10, n°9, p. 1585-1592.

Effros 2003 : EFFROS, (B.) - *Merovingian Mortuary Archaeology and the Making of the Early Middle Ages*, University of California press, Berkley, 272 p.

Galinié, Zadora-Rio (éd.) 1996 : GALINIÉ (H.), ZADORA-RIO (E.) - *Archéologie du cimetière chrétien*, Actes du 2e colloque ARCHEA, Orléans, 29 septembre-1er octobre 1994, 11e supplément à la *Revue Archéologique du Centre de la France*, Tours, 310 p.

Gleize 2007 : GLEIZE (Y.) - *Réutilisations de tombes et manipulations d'ossements : éléments sur l'évolution des pratiques funéraires au sein de nécropoles du haut Moyen Âge*. Aquitania, 23, p. 185-205.

July 2005 : JOLY (S.) - Les occupations des Cochardières à Fondettes (Indre-et-Loire) : extraction calcaire antique, habitats du haut Moyen Âge et espace funéraire à recrutement spécifique du Moyen Âge, *Bulletin de la Société Archéologique de Touraine*, 51, p. 75-92.

La recherche archéologique en France : bilan 1995-1999 du Conseil national de la recherche archéologique, *Les Nouvelles de l'Archéologie* n°88, 2e trimestre 2002, Errance, 80 p.

Lauwers 2005 : LAUWERS (M.) - *Naissance du cimetière : lieux sacrés et terre des morts dans l'Occident médiéval*, Paris, Aubier, p. 393.

Le Bot, Blaizot 1997 : LE BOT (A.), BLAIZOT (F.) - L'évaluation du potentiel funéraire des villes, *in* : *La paléanthropologie funéraire aujourd'hui*, Actes de la table ronde du 10 janvier 1996, *Les Nouvelles de l'Archéologie*, 66, p. 52.

Le Clech-Charton 2010 : LE CLECH-CHARTON (S.) - *Les établissements hospitaliers en France du Moyen Âge au XIXe siècle*. Espaces, objets et populations, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, p. 393.

Masset, Sellier (dir.) 1990 : MASSET (C.), SELLIER (P.) - *La paléanthropologie funéraire*, dossier de la revue *Les Nouvelles de l'Archéologie*, 40, Paris, Errance, p. 5-48.

Maufras (dir.) 1995 : MAUFRAS (O.) - *Habitats, nécropoles et paysages dans la moyenne et la basse vallée du Rhône (VIIe-XVe s.)* contribution des travaux du TGV-Méditerranée à l'étude des sociétés rurales médiévales. *Documents d'archéologie française*, 98, Paris, Maison des sciences de l'homme, 2006, 480 p.

Murail 2005 : MURAIL (P.) - Variations anatomiques non métriques : les caractères discrets, *in* : DUTOUR (O.), HUBLIN (J.-J.), VANDERMEERSCH (B.) (dir.), *Objets et méthodes en paléanthropologie*, Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, Orientation et méthodes n°7, Paris, p. 137-151.

Paya 2008 : PAYA (D.) - *Les cimetières médiévaux de Toulouse*. *L'archéologue/Archéologie nouvelle*, 99, p. 22-25.

Porte 1986 : PORTE (P.) - Anthropologie historique et archéologie en Rhône-Alpes, *in* : BUCHET (L.) (dir.), *Le matériel anthropologique provenant des édifices religieux*, Actes des deuxièmes journées anthropologiques de Valbonne, 6-8 juin 1983, CNRS éd., Notes et monographies techniques n°19, p. 47-50.

Réveillas 2010 : REVEILLAS (H.) - *Les hôpitaux et leurs morts dans le nord-est de la France du Moyen Âge à l'époque moderne*. Approche archéo-anthropologique des établissements hospitaliers. Thèse de doctorat, Laboratoire d'anthropologie, Université de Bordeaux 3.

Reynaud 1986 : REYNAUD (J.-F.) - L'archéologue confronté aux problèmes de l'anthropologie, *in* : L. Buchet (dir.), *Le matériel anthropologique provenant des édifices religieux*, Actes des deuxièmes journées anthropologiques de Valbonne, 6-8 juin 1983, CNRS éd., Notes et monographies techniques n°19, p. 27-30.

Reynaud 1998 : REYNAUD (J.-F.) - *Lugdunum christianum, Lyon du IVe au VIIe s. topographie, nécropoles et édifices religieux*, *Document d'Archéologie Française* 69, Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 280 p.

Rigeade, Bizot, Le Bot-Helly, Signoli 2009 : RIGEADE (C.), BIZOT (B.), LE BOT-HELLY (A.), SIGNOLI (M.) - *Une sépulture de pestiférés du haut Moyen Âge à Vienne (Isère)*. *Archéologie du Midi médiéval*, 27, p. 19-29.

Sellier 1996 : SELLIER (P.) - La mise en évidence d'anomalies démographiques et leur interprétation : population, recrutement et pratiques funéraires du tumulus de Courtesoult, *in* : PININGRE (J.-F.) - *Nécropoles et société au premier âge du Fer : le tumulus de Courtesoult (Haute-Saône)*, *Documents d'Archéologie Française*, 54, p. 188-202.

Sellier 1997 : SELLIER (P.) - Le potentiel des études anthropologiques pour l'archéologie : l'exemple de la paléodémographie, *in* : BLAIZOT (F.), TRANOY (L.), LE

BOT (A.), SELLIER (P.), VALENTIN (F.) - *La paléanthropologie funéraire aujourd'hui*, *Les Nouvelles de l'Archéologie*, 66, p. 49-52.

Serralongue, Treffort 1995 : SERRALONGUE (J.), TREFFORT (C.) - Inhumations secondaires et ossements erratiques de la nécropole des Combes, à Yvoire (Haute-Savoie), analyse archéologique et questions historiques. *In : Actes de la 2ème Rencontre Rhône-Alpes d'Archéologie Médiévale*, Lyon, 11 décembre 1994, Pages d'Archéologie Médiévale en Rhône-Alpes, 2, 1995, CIHAM, Lyon, p.105-118, 18 fig., biblio., 3 fig.

Signoli 2006 : SIGNOLI (M.) - *étude anthropologique de crises démographiques en contexte épidémique: aspects paléo- et biodémographiques de la Peste en Provence*, British Archaeological Reports, International Series, n°1515, Oxford, Archaeopress, 156 p.

Tardieu 2010 : TARDIEU (J.) - Les espaces funéraires, *in* : BAUD (A.) (dir.), *Espace ecclésial et liturgie au Moyen Âge*, Travaux de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée n°53, Lyon, p. 231-238.

Treffort 2010 : TREFFORT (C.) - Une archéologie très « humaine » : regard sur trente ans d'étude des sépultures médiévales en France, *in* CHAPELOT (J.) dir., *Trente ans d'archéologie médiévale en France : un bilan pour l'avenir*, Caen, CRAHM, p. 213-226.

Wild 1999 : WILD (G.) - *La genèse de cimetière médiéval urbain : l'exemple de la topographie funéraire de Toulouse (vers 250-vers 1350)*, *Archéologie du Midi Médiéval*, 17, p. 1-24.

Wood, Milner, Harpending, Weiss 1992 : WOOD (J.W.), MILNER (G.R.), HARPENDING (H.C.), WEISS (K.M.) - *The Osteological Paradox: problems of Inferring Prehistoric Health from Skeletal Samples*, *Current Anthropology*, 33, n°4, p. 343-370.

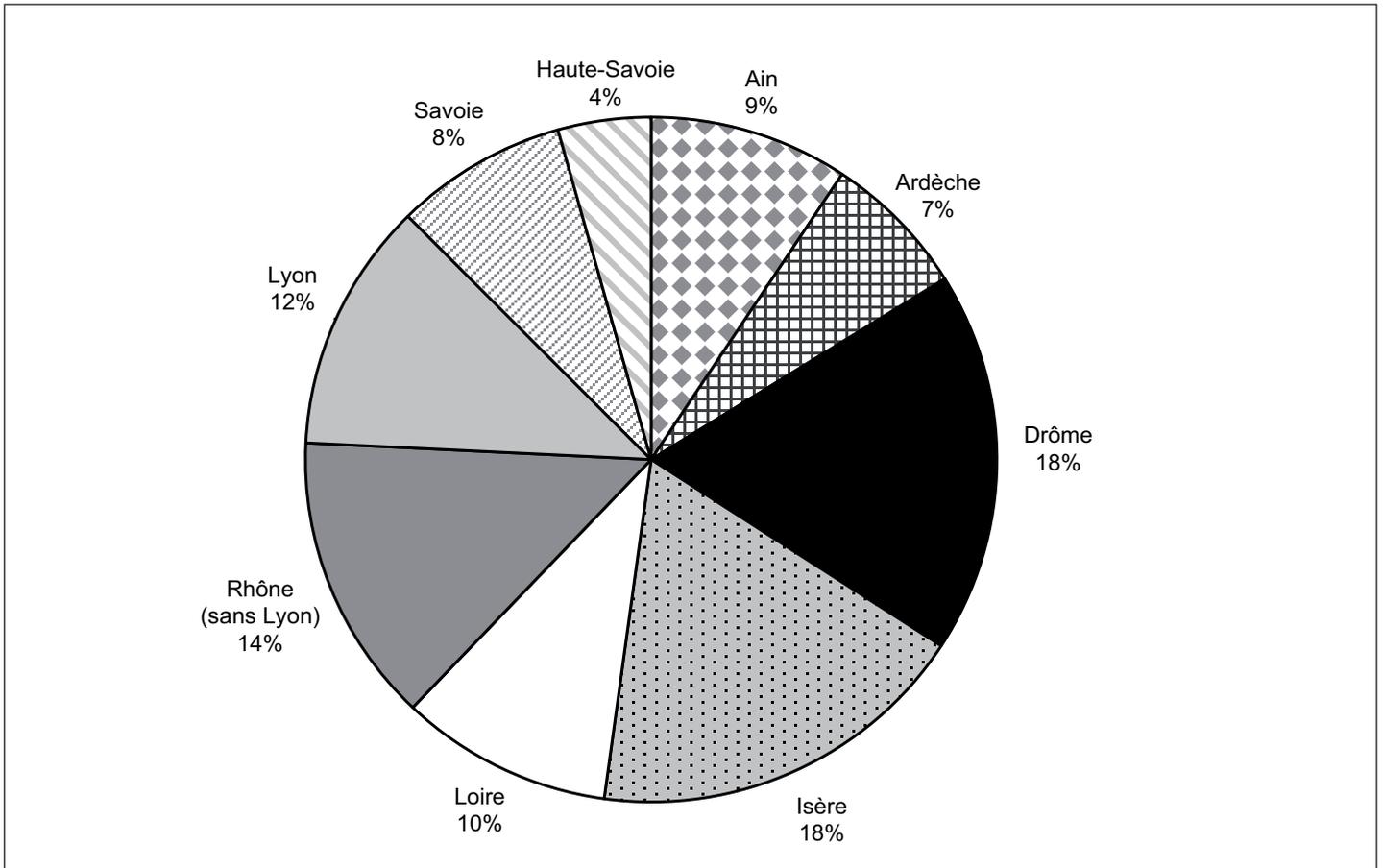


Figure n°21 : Répartition des opérations funéraires ou ayant livré des sépultures dans la région Rhône-Alpes (DRAC - SRA)

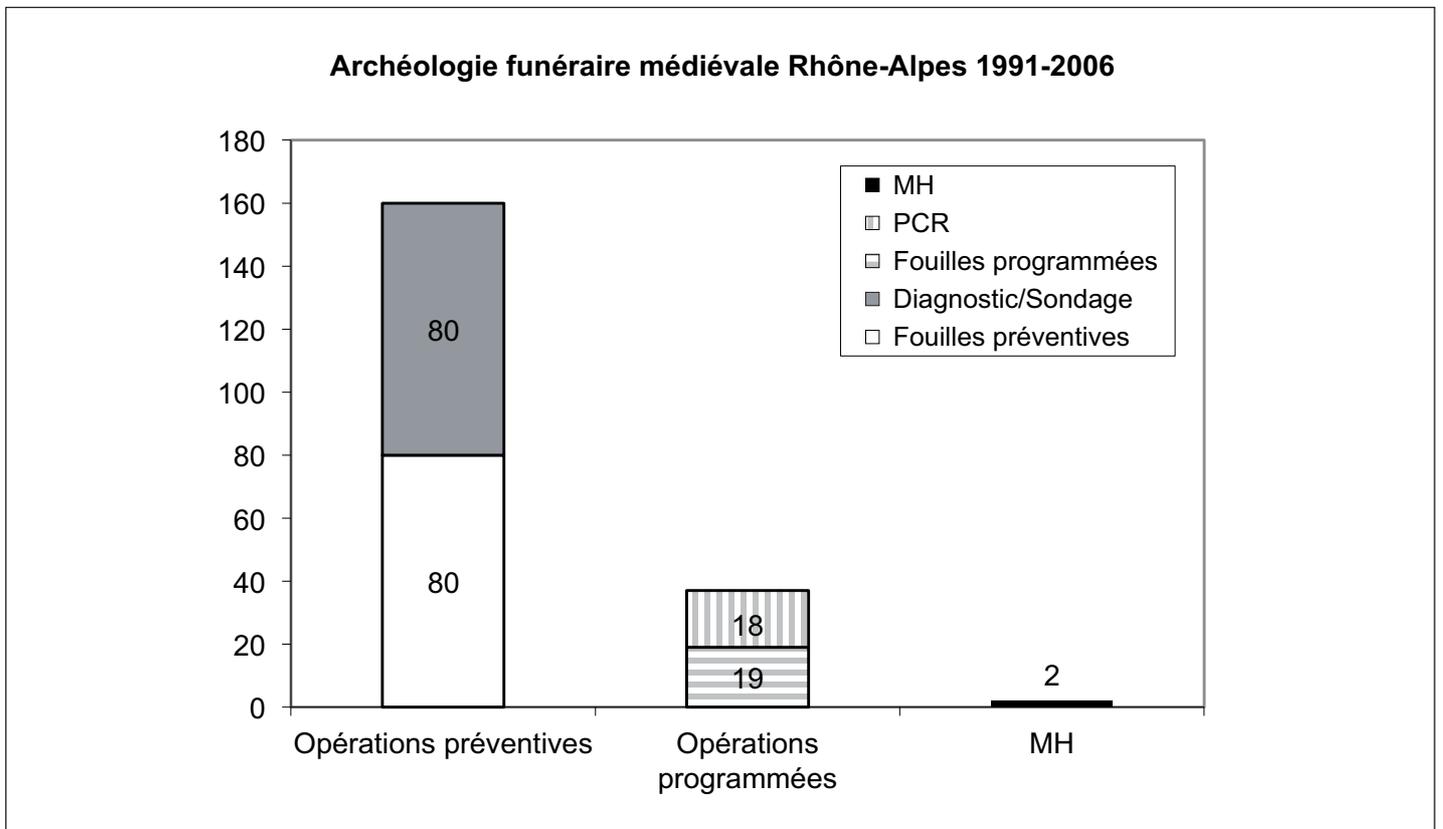


figure n° 22 : Part des opérations traitant des sépultures en fonction de la nature des opérations (fouilles préventives, diagnostics et sondages, fouilles programmées, PCR, interventions dans le cadre des monuments historiques (1991 - 2006) (Yves Gleize, d'après les informations de la base de données complétées du SRA)

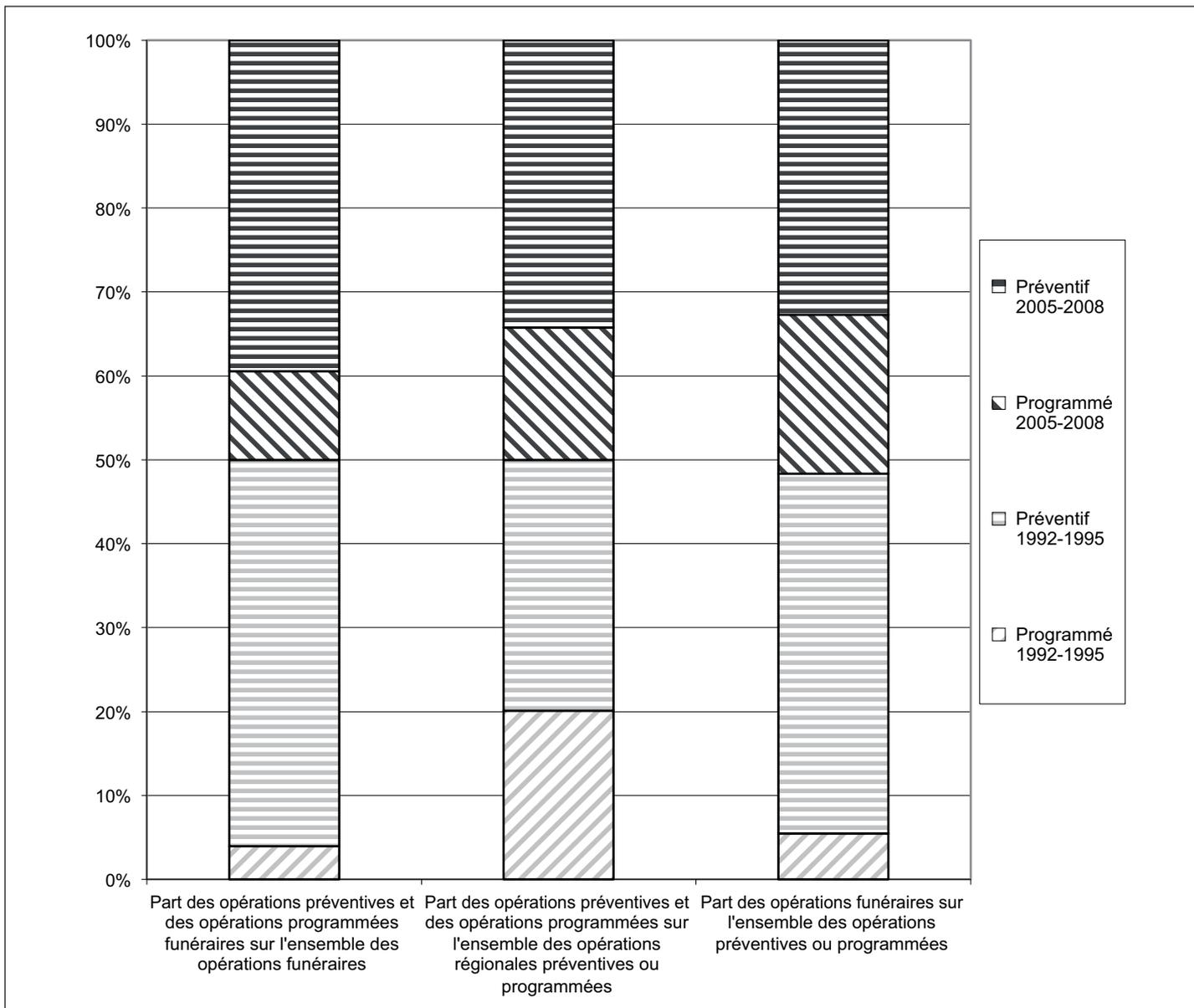


Figure n°23 : Analyse de la part des opérations funéraires dans l'activité archéologique régionale. (Frédérique Blaizot, d'après les informations de la base de données du SRA)

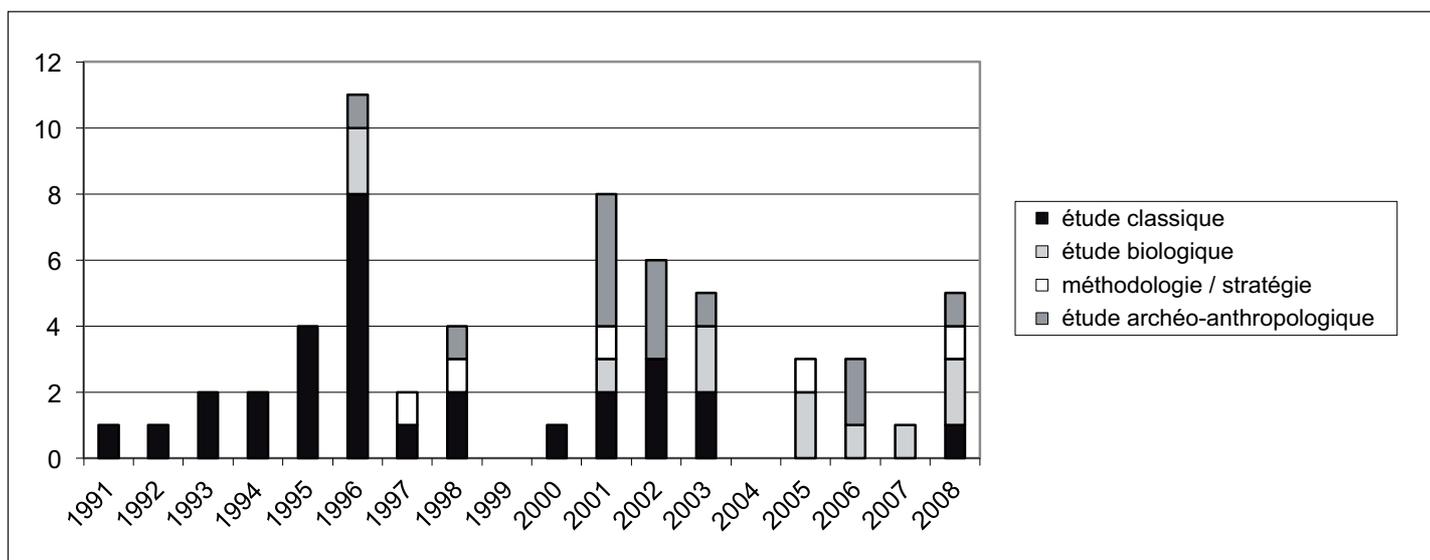


Figure n°24 : La production de l'archéologie funéraire en Rhône-Alpes ; classement par types de publication (1991-2008) (Yves Gleize, d'après les informations de la base de données complétées du SRA)

Acquisition des matières premières, transformation, diffusion

Elise Faure-Boucharlat,
Conservateur général, Inspectrice générale du patrimoine
MCC, DGP

AVANT-PROPOS

Le programme 25 « **Histoire des techniques de la Protohistoire au XVIIIe siècle et archéologie industrielle** », issu du regroupement, en 1997, de plusieurs programmes (H 3, 19, 27 et 30) de la nomenclature du CNRA, consacrés à l'artisanat et aux techniques d'acquisition des matières premières et de leur transformation, offre un champ d'étude si étendu que l'on conçoit difficilement comment son acception large peut se traduire concrètement dans la pratique de la recherche. Comme on le verra à travers les travaux exposés ici, limités aux périodes médiévale et moderne, le caractère pragmatique de l'approche archéologique conduit à aborder les processus théoriques à travers des domaines particuliers qui constituent autant de spécialités au sein de ce vaste programme. C'est la nature des matières premières, en amont, ou celle des produits fabriqués, en aval, qui détermine les thématiques et l'engagement des chercheurs et des équipes.

Nous avons retenu quatre sous-thèmes qui éclairent plus particulièrement les processus d'acquisition, transformation et diffusion : mines et métallurgie, carrières et production de meules, fabrication de terres cuites et de verreries. Que les techniques en question soient mises en œuvre dans un cadre artisanal ou dans un contexte pré ou proto industriel, elles sont toujours affaire de « spécialistes ». Ce bilan n'épuise évidemment pas les contenus du programme 25 qui est susceptible d'englober bien d'autres techniques (comme les arts de bâtir qui peuvent être pris en compte dans d'autres bilans) et aussi moult artisanats domestiques et fabrications du quotidien qui n'avaient pas nécessairement recours à des spécialistes (os, cuir, textile...) et dont les produits sont généralement appréhendés par les archéologues comme témoins de la culture matérielle des sociétés passées.

Le programme « **Mines et métallurgie** » est, des quatre sous-thèmes évoqués ici, le plus anciennement et le plus largement ancré dans le territoire régional. Actif sans interruption depuis 1978, il est alimenté essentiellement par l'archéologie programmée (fouilles, sondages et prospections). Des chercheurs, enseignants chercheurs et étudiants de laboratoires du CNRS et de l'Université (principalement le LAMM et le LAMOP¹) en sont ou en ont été les principaux acteurs, tant dans les recherches de terrain que de laboratoire. Le développement de l'archéologie minière pour le Moyen Age n'a pas d'équivalent

pour les autres périodes dans la région Rhône-Alpes. Les recherches sur les techniques d'acquisition (travaux miniers) ont, dans un premier temps, été très mobilisatrices ; puis se sont développés des programmes transdisciplinaires sur les techniques de transformation du minerai. Si les huit départements rhônalpins ont été touchés par des programmes d'archéologie minière, la recherche s'est structurée autour de trois secteurs principaux d'exploitation du plomb argentifère : monts du Lyonnais (Pampailly), Alpes dauphinoises (Brandes), Ardèche vivaroise (Largentière, Sainte-Marguerite-Lafigère). Le rôle d'acteurs issus d'autres structures (MCC, INRAP, autres opérateurs) reste à ce jour assez marginal et surtout lié aux surveillances des chantiers de mise en sécurité des mines anciennes. En matière de perspectives, on notera que les opérations ont été portées par un nombre restreint de responsables ; se posera alors le double défi de la transmission des résultats et du passage de relais. La métallurgie en contexte minier est un des acquis fondamentaux des programmes rhônalpins, dont les retombées dépassent largement la région. En revanche, la métallurgie, hors contexte minier, ne mobilise guère les chercheurs régionaux (si l'on excepte les études TGV sur Charavines et les fouilles publiées du tracé du TGV Méditerranée) : les découvertes s'accumulent sans mise en commun et sans problématique d'ensemble.

Par comparaison, le programme « **Carrières et production de meules** » est une jeune recrue dans le champ de l'acquisition des matériaux et de leur mise en œuvre, puisqu'il n'est actif « que » depuis 1998 en Rhône-Alpes, où il a connu un rapide développement qui le place à un bon niveau européen. A l'heure actuelle, le domaine des grandes meules à farine est le mieux connu (plus de 200 meulières recensées dans la région en 2010). Le programme est piloté par l'équipe du Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes de Grenoble et draine les informations de professionnels et d'amateurs participant au repérage des meulières (banque de données en ligne). Il associe fouilles programmées et prospections thématiques. Outre l'observation des techniques d'extraction, il cherche à établir le lien entre carrière (sélection de la roche) et mode d'utilisation des meules (type de denrées) et les circuits de distributions. Les déséquilibres régionaux s'expliquent évidemment par la taille du territoire en regard des moyens de la recherche : les gisements en cours d'étude les plus spectaculaires sont périalpins (Saint-Gervais, Quaix-en-Chartreuse, Viuz-en-Sallaz)

Depuis la publication, en 1996, des travaux d'un PCR consacré aux « Ateliers céramiques du Moyen Age et de l'époque moderne », il n'y a plus de programme dédié à

l'artisanat de la terre cuite dans la programmation régionale à l'inverse de ce qui perdure pour la période antique. Pourtant, les données n'ont cessé de s'accumuler et d'être régulièrement diffusées. A ce jour, l'INRAP est l'acteur principal de ces avancées dans la région Rhône-Alpes. Dans le domaine de la céramologie, le partenariat « naturel » avec le laboratoire Archéologie et archéométrie de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée de Lyon (UMR 5138) a été constant. Les apports sont désormais quasi exclusivement le fait de l'archéologie préventive qui a livré, depuis 2000, les découvertes majeures d'ateliers de potiers dont les publications sont à réaliser. L'étude régulière de volumineux ensembles issus de sites d'utilisation, en particulier des dépotoirs urbains (fig. 27), alimente la question de la diffusion de productions régionales et extrarégionales caractérisées par leur pâte et/ou leurs décors, à partir de statistiques sur de grandes masses². Les monographies de fouille sont l'occasion de compléter régulièrement les typo-chronologies régionales. Il ne faut pas se cacher que les nouvelles modalités de l'archéologie préventive risquent de nuire à la mise en commun des résultats. La reconstitution d'une structure collective de travail ouverte à tous les opérateurs devrait être envisagée.

En dépit du fort potentiel régional, **l'artisanat du verre** est un domaine qui serait resté délaissé sans le travail discret, sur plusieurs décennies, d'un chercheur bénévole. La collecte des informations textuelles et de terrain a permis de restituer, pour les massifs forestiers du Dauphiné, la cartographie des ateliers de verriers probables et assurés. On ne peut que constater le paradoxe qui existe entre ce fort potentiel et l'absence de découverte ou de fouille d'ateliers de verrier médiévaux et modernes dans la région. Il y a matière à développer un domaine de recherche attrayant, délaissé par les profes-

sionnels ici, mais très avancé dans d'autres régions, sans oublier la vigilance requise pour la conservation d'ateliers préservés jusque là par le couvert forestier.

Force est de constater que ces programmes ont suivi leur rythme et leur cours séparément et que les passerelles de l'un à l'autre sont bien ténues. Le travail sur les matériels de mouture et leur origine permettra sans doute d'établir des connexions avec des activités autres que céréalières, comme le broyage des minerais métalliques. Les transferts technologiques dans le domaine de la métallurgie entre installations minières et ateliers «domestiques» devraient fournir matière à échanges entre archéologie programmée et préventive. Du côté de la vaisselle domestique, il n'y aurait sûrement que des avantages à voir dans la production de la terre cuite et du verre deux formes très proches des arts du feu et à décloisonner les études de mobilier correspondant.

Je souhaite tout particulièrement remercier Alain Belmont, Marie-Christine Bailly-Maître, François Dumoulin, Alban Horry et Raymond Moyroud qui ont activement participé à l'exercice du bilan. Tout comme je remercie les collègues du service régional de l'archéologie pour leur aide précieuse à la collecte d'informations, à la préparation des cartes et des bibliographies qui accompagnent les textes.

1 - Ces deux laboratoires (Archéologie médiévale méditerranéenne d'Aix-en-Provence et Médiévisique occidentale de Paris) abritent en effet les équipes de rattachement des deux chercheurs qui, en quelque sorte, incarnent l'archéologie minière en Rhône-Alpes.

2 - Par exemple, on estime à 100 000 fragments le mobilier céramique du XVIe au XIXe s. provenant du seul chantier du parking Saint-Georges à Lyon. (fig. 27)

Acquisition des matières premières, transformation, diffusion

Artisanat de la terre cuite

Elise Faure-Boucharlat,
*Conservateur général, Inspectrice générale
du patrimoine MCC, DGP*

Alban Horry,
Assistant d'études, INRAP Rhône-Alpes Auvergne

BILAN RÉGIONAL SYNTHÉTIQUE (1975-2010) ET PERSPECTIVES

Avertissement

Le bilan qui suit livre un panorama de la recherche sur les terres cuites depuis le milieu des années 1970, phase d'émergence de l'archéologie médiévale à laquelle elle est intrinsèquement liée. Limiter le bilan de cette « spécialité » à la dernière décennie n'aurait pas permis de faire apparaître les enchaînements de questions, d'hypothèses et de réponses qui aboutissent à l'état des connaissances actuel. Ce parti pris explique que le thème de l'artisanat proprement dit soit étendu à la céramologie au sens large, tant les enquêtes sur les ateliers de potier sont liées aux études de mobilier des sites de consommation et réciproquement. Le texte qui suit est accompagné d'une liste des découvertes, opérations et programmes de recherche réalisés durant cette période (annexe 1), classées par département, et d'une bibliographie des titres et ouvrages les plus significatifs (annexe 2).

1. Les étapes de la recherche en Rhône-Alpes

L'intérêt pour la céramique médiévale a été précoce dans la région Rhône-Alpes. Sans revenir ici sur les raisons de cette précocité, retenons au moins deux faits qui y ont contribué : la présence, centrée sur la région, d'une poterie à fond marqué qui a retenu tôt l'attention des érudits (dès la fin du XIXe s.) et l'implantation à Lyon d'un des plus anciens laboratoires d'archéométrie de France, en l'occurrence le laboratoire de céramologie de Lyon (devenu l'UMR 5138 Archéologie et archéométrie, Maison de l'Orient et de la Méditerranée). Aussi, dès la fin des années 1970, les recherches sur l'origine des vaiselles de terre du milieu du Moyen Age sont simultanées de l'établissement des premières typo-chronologies des lots issus des sites domestiques (Charavines, Larina, mottes castrales...) ou d'ensembles funéraires (Lyon, Vienne, Grenoble). Ces recherches alimentent alors des travaux universitaires (Faure-Boucharlat 1980 ; Chémorin 1984) et les premières publications régionales

dans la revue *Archéologie médiévale* ou les Congrès internationaux consacrés à la Céramique médiévale en Méditerranée occidentale.

Le va et vient entre sites consommateurs et sites producteurs, indispensable à la reconnaissance des circuits de diffusion, supposait un travail collectif dans la durée. Le PCR « Les ateliers céramiques du Moyen Age et de l'époque moderne dans la région Rhône-Alpes » répondait à ce besoin. Entre 1987 et 1992, des enquêtes ont été conduites dans divers secteurs sélectionnés pour leurs conditions topographiques et géologiques différentes (Bresse, moyenne vallée du Rhône, sud Beaujolais-val de Saône), offrant des conditions d'implantation des ateliers intéressantes à comparer. L'ensemble des résultats a été publié en 1996.

Durant la décennie 1985-1995, dans la région, comme partout en France, le domaine de la céramologie médiévale évolue rapidement avec l'élargissement des champs thématique, chronologique et méthodologique de ce qu'il est bien convenu d'appeler une spécialité. Le PCR Rhône-Alpes contribue régulièrement aux travaux du Groupe de recherches coordonnées (GRECO) du CNRS consacré aux sociétés artisanales (coordonné successivement par Gabrielle Démians d'Archimbaud et Jean Chapelot).

Les enquêtes sur la localisation des ateliers de potier, leur production et leur diffusion profitent de cette dynamique et beaucoup de l'implication du laboratoire précité. Cependant, la situation n'est pas équivalente pour les périodes médiévale et post-médiévale, dans la mesure où elles connaissent une organisation économique différente, induisant des stratégies de recherche différentes. Pour les ateliers post médiévaux et modernes, le recours aux sources écrites a permis de guider efficacement les choix des recherches de terrain, alors que pour les ateliers plus anciens, qui n'ont pas connu de prolongement au-delà du Moyen Age, les hypothèses de localisation se sont appuyées sur une certaine théorisation des facteurs d'implantation (qualité des matières premières, accès au combustible, facilité de transports, etc.) et les résultats des prospections ont été plus aléatoires. In fine, pour le Moyen Age central, c'est le facteur chance qui a permis les plus belles découvertes ces dernières années.

Parallèlement aux recherches sur les sites de production, l'étude du mobilier des sites de consommation a progressé sans faiblir au fil des années, en s'adaptant au traitement des grandes masses de matériels issues des

fouilles urbaines et en élargissant ses domaines de curiosité aux aspects anthropologiques de la vaisselle de terre : équipement et ornement de la cuisine à la table, modes et usages de la vaisselle, niveau social... (Collectif 1990 ; Horry 2009a et 2009b ; Maccari-Poisson 1988 et 1994). Durant la dernière décennie, la recherche de l'origine des récipients à partir du XVI^e s., désormais très diversifiés (terres vernissées, faïences, grès, porcelaines, majoliques...), conduit à aborder la question des importations et des échanges à longue distance.

Depuis la publication des travaux du PCR précité, il n'y a plus de programme spécifique affiché dans la programmation régionale. Pourtant, les connaissances progressent rapidement, de manière sans doute plus opportuniste, au gré de l'archéologie préventive, d'autant que l'INRAP a reconnu la nécessité d'un spécialiste de la céramique médiévale et moderne, en la personne d'Alban Horry, qui assure, dans la mesure du possible, la synthèse des informations recueillies.

2. Recherches sur les lieux de fabrication des terres cuites

(voir annexe 1, liste des opérations et programmes, et carte de localisation des opérations, carte hors texte n°5, cahier couleur)

Les apports de la recherche programmée

- Les prospections thématiques conduites dans le cadre du PCR « Les ateliers céramiques du Moyen Age et de l'époque moderne dans la région Rhône-Alpes » entre 1987 et 1992, dans la Bresse, la moyenne vallée du Rhône et le sud Beaujolais-val de Saône). Associés à l'étude des textes, de la toponymie et des cadastres anciens, les ramassages de surface, complétés dans certains secteurs par des prospections géophysiques, ont permis de localiser des aires de production du haut Moyen Age au XVIII^e s. On a pu restituer les modalités de la diffusion de plusieurs catégories de produits particulièrement bien représentées sur les sites de consommation régionaux et au-delà (Faure-Boucharlat et al. 1996).
- La fouille programmée de la faïencerie de Meillonnas (1988-1991) (Rosen 2001a et 2001b).
- L'étude documentaire accompagnée de sondages de la faïencerie d'Annecy Sainte-Catherine (1999-2001) (Wavelet 2001 et 2002).

Les découvertes faites dans le cadre de l'archéologie préventive

Il est remarquable que tous les ateliers ou éléments d'ateliers de potiers fouillés en Rhône-Alpes l'ont été :

- à la suite de découvertes fortuites (5 d'entre elles) ;
- ou lors d'opérations préventives (4 sauvetages programmés et 7 fouilles préventives, dont 6 sur 11 à Lyon). A signaler que la dernière trouvaille date de novembre 2010 (Veauche, Loire).

Mais l'archéologie n'a pas l'exclusivité de l'étude de l'artisanat de la terre cuite. Les terres vernissées et surtout les faïences ont suscité de nombreuses études sous l'angle

des arts et traditions populaires et des arts décoratifs. Certaines se révèlent très utiles lors des premiers repérages de terrain. Par ailleurs, des enquêtes conduites dans le cadre de programmes d'archéologie industrielle pilotés par l'Inventaire général ont débouché, dans les années 1980, sur de véritables topographies historiques de centres potiers. C'est le cas du programme sur Dieulefit réalisé par le Laboratoire d'archéologie médiévale méditerranéenne d'Aix-en-Provence (CNRS) et finalement publié en 1995 (Amouric et al. 1995).

Un constat de carence doit toutefois être fait : en dehors des carreaux de poêle fabriqués par l'atelier d'Aoste (Isère) (fouille 2006) et de l'hypothèse de la fabrication de tuiles canal dans un four à Lyon 9e (fouille 2007), les lieux de production des terres cuites architecturales n'ont pas été abordés par l'archéologie (alors que plusieurs enquêtes textuelles les ont pris en compte). D'ailleurs, les matériaux de couverture médiévaux et post-médiévaux, en site d'utilisation, sont encore fort peu étudiés dans la région. Or, les expériences conduites dans d'autres régions (citons la Bourgogne et l'Île-de-France, par exemple) montrent tout l'intérêt de cette catégorie de vestiges.

Au total, outre les vastes zones de production localisées par des prospections et ramassages de surface dans les trois secteurs précités, mais qui n'ont pas donné lieu à des sondages de vérification, 18 ateliers ou parties d'atelier seulement sont concernés pour toute la région Rhône-Alpes, pour une période allant du IX-Xe au XIXe s. On soulignera que 8 de ces sites ont été découverts après 2000. C'est un corpus évidemment très réduit. Et il est d'autant plus difficile d'en tirer des enseignements généraux qu'à la faiblesse quantitative s'ajoutent une répartition géographique irrégulière et des données matérielles et chronologiques très diverses.

Déséquilibres géographiques

A l'échelle de la région, les déséquilibres résultent avant tout de l'absence de découvertes dans de vastes espaces. On ne saurait, pour l'expliquer, invoquer seulement le déterminisme de l'accès aux matières premières. La région Rhône-Alpes comporte, en effet, une grande diversité de gisements argileux, largement répartis, offrant une palette de possibilités pour fabriquer toutes sortes de récipients. Les manques géographiques (surtout Ardèche, Savoie et Haute-Savoie) sont avant tout le reflet de l'avancement de la recherche, de la répartition des opérations, de l'implication de spécialistes et des moyens qui y sont consacrés.

Diversité des structures et des produits

Les découvertes localisées sur la carte (hors texte n° 5, cahier couleur) ne sont évidemment pas d'égale importance : la plupart sont limitées à la fouille d'un four et des rejets de production associés, parfois seulement au dépôt de l'atelier. Cinq opérations seulement correspondent vraiment à la fouille d'un atelier, englobant fours et équipements complémentaires, voire bâtiments liés à l'artisanat (ex. : la faïencerie de Meillonnas (Ain) (1988-1991) de la Guillotière (1992) et du quai Pierre Scize (2005) à

Lyon ; les ateliers d'Aoste (Isère) (2006) (fig. 25, 26) et de Romans-sur-Isère (Drôme) (2008). Ces deux derniers sites sont d'ailleurs sans commune mesure avec les autres découvertes d'ateliers médiévaux par la qualité et la diversité des structures mises au jour.

Diversité chronologique

Aussi réduit soit-il, le corpus régional couvre un champ chronologique large qui a pour corollaire une grande diversité des produits, depuis les poteries communes du Moyen Age central jusqu'aux terres vernissées du bas Moyen Age et de l'époque moderne, sans oublier les productions quasi industrielles des faïenceries urbaines. Si les prospections du Beaujolais et du val de Saône ont pu localiser des ateliers du haut Moyen Age, aucun sondage ou fouille n'a été entrepris. En l'état des connaissances, en Rhône-Alpes, les fouilles d'ateliers se soldent par un large hiatus entre la fin de l'Antiquité et la période carolingienne.

3. Recherches sur la circulation des produits à l'échelle régionale et interrégionale

Les opérations ponctuelles et les programmes de prospections géographiquement ciblés ont croisé d'autres enquêtes embrassant l'espace régional et interrégional. Les recherches sur la diffusion des productions empruntent les principes et les méthodes éprouvés par les antiquisants. A partir d'ensembles de poteries issus de sites de consommation, parmi lesquels sont caractérisés des groupes ou catégories morphologiques et techniques, les enquêtes visent à déterminer les lieux de fabrication ou, plus globalement, les aires de provenance possibles. La composition des pâtes permet de définir, potentiellement, les critères d'implantation des ateliers recherchés en partant du postulat que la proximité de la matière première est la plus déterminante. Dans ce cadre, la définition de faciès typo-chronologiques et les recherches de provenance se nourrissent mutuellement.

Les céramiques communes à pâte grise et à fond marqué du Moyen Age central

On l'a dit, cette catégorie de céramiques bien particulière et très repérable a mobilisé précocement l'intérêt des archéologues tant pour la constitution de typo-chronologies des formes et de répertoires des marques, que pour leur mode de fabrication, leur origine et leur diffusion. Les céramiques à fond marqué ont ainsi stimulé parallèlement les premières recherches sur les ensembles de consommation, ruraux et urbains, et les premières enquêtes sur les sites de production, dans les années 1970-1980, dans le cadre de diplômes universitaires et de programmes collectifs. Zones appréhendées : Ain, Rhône, Isère, Drôme. Collecte des indices géologiques, toponymiques, textuels. Premier référentiel de composition physico-chimique des pâtes (pour le Lyonnais et le Dauphiné). En dépit de ces recherches multiples, aucun atelier producteur de vases à fond marqué n'a pu être localisé avant 2008, date de la découverte du centre de production de Romans-sur-Isère (cf. ci-dessus) grâce aux hasards de l'archéologie préventive (fig. 25 et 26).

Références bibliographiques :

Chémorin 1984
Faure-Boucharlat 1980
Faure-Boucharlat et al. 1978
Faure-Boucharlat, Maccari-Poisson 1993
Reynaud *et al.* 1975

La céramique du haut Moyen Age dite « service bistre »

C'est un chantier qui a progressé de manière assez spectaculaire au cours de la dernière décennie. En effet, une importante série de sites d'habitats ruraux (Ain, Rhône, Isère, Drôme) et urbains (Lyon) a fourni matière à asseoir un référentiel fiable pour la céramique commune du haut Moyen Age (Ve-VIIIe s.). Parmi les différentes catégories, les poteries à cuisson oxydante, en pâte calcaire claire, forment un ensemble particulièrement homogène morphologiquement et technologiquement dont l'origine a fait l'objet de recherches approfondies. Le lien avec les ateliers du secteur de Sevrey (Saône-et-Loire) de la majorité des lots rhônalpins a pu être démontré grâce à une importante série d'analyses pétrographiques et physico-chimiques. Au-delà, la très large diffusion du groupe des ateliers chalonais atteint les pays de l'Ain, du Jura et des Alpes, le Lyonnais et le Dauphiné, mais aussi des régions plus méridionales. Le phénomène d'une commercialisation de masse et à longue distance de la vaisselle de terre durant le haut Moyen Age est ainsi mis en évidence. Désormais dirigés du nord vers le sud, les échanges renversent le sens des courants d'approvisionnements connus pour la période antique.

Références bibliographiques :

Bonifay, Reynaud 2007a
Faure-Boucharlat 2001
Horry 2000
Mani 2004

Les céramiques médiévales à pâte kaolinique

Dès la fin des années 1970, on a identifié des poteries médiévales en pâte réfractaire (kaolinique) issues de sites de consommation ou de contextes funéraires dans le sud de la région. L'hypothèse d'un centre de production à Dieulefit dès le haut Moyen Age, prenant la suite d'officines antiques a été émise. Certains indices de production (Moyen Age central et bas Moyen Age) existent, mais pas de preuve irréfutable. En revanche, on connaît le développement de l'artisanat à la période moderne et contemporaine qui fait de Dieulefit un des centres majeurs de la région. Depuis les recherches de Jean-Claude Alcamo sur le secteur de Dieulefit, les fouilles de nombreux sites consommateurs, notamment sur le tracé du TGV Méditerranée, ont permis de circonscrire, grosso modo à la latitude de Valence, la limite septentrionale de la diffusion des céramiques communes à pâte kaolinique du Moyen Age central (Xe-XIIIe s.). L'existence d'ateliers, outre Dieulefit, dans le secteur drômois est probable ; mais aucun indice archéologique n'a été repéré à ce jour. Rappelons que les productions de poteries à glaçure jaune post médiévales de Larnage (« service jaune » à pâte blanche) doivent leur succès à leur pâte réfractaire ; pourtant les prospections systématiques conduites dans ce secteur n'ont pas livré d'indices de productions plus anciennes.

Par ailleurs, la question de l'origine des céramiques communes du sud de la région Rhône-Alpes s'inscrit dans le cadre plus vaste des modalités de production et d'échanges dans le sud-est de la France. Les ateliers languedociens et/ou provençaux ont probablement diffusé des poteries kaoliniques vers le nord, par la vallée du Rhône.

Références bibliographiques :

Alcamo 1986

Alcamo, Martin 1987

Horry 2006

Bonifay, Raynaud 2007b

Les poteries glaçurées post-médiévales et modernes : le « service vert » et « le service jaune »

Le travail réalisé sur la diffusion des ateliers de Meillonnas et de Larnage, respectivement producteurs du « service vert » et du « service jaune » est certainement le plus symptomatique de la combinaison des sources écrites, des prospections de terrain et de l'archéométrie. Grâce à la facilité de repérer parmi le mobilier archéologique ces vases à cuire et vaisselle de table à glaçure couvrante de couleur vive sur des pâtes blanches bien caractéristiques, les connaissances évoluent régulièrement. Ainsi, depuis la publication des cartes de diffusion en 1996, divers indices laissent à penser que l'espace commercial des ateliers de Meillonnas et de Larnage est plus ample que celui constaté alors.

Références bibliographiques :

Collectif 1994a

Faure-Boucharlat et al. 1996a

Faure-Boucharlat et al. 1996b

Les poteries glaçurées post-médiévales et modernes : les vaisselles décorées aux engobes

L'intérêt des chercheurs pour les productions post-médiévales et modernes depuis les années 1990 a stimulé les recherches sur la composition du vaisselier domestique et orienté nombre de pistes nouvelles sur l'origine des produits. Parmi les nombreuses catégories identifiées, les poteries glaçurées aux décors d'engobe (sur fond clair et sur fond sombre) forment une famille plurielle, très populaire sur une très longue période (fin XVIe-XIXe s.). D'abord globalement attribuées au val de Saône, l'observation plus poussée d'ensembles archéologiques stratifiés a montré que les choses étaient plus complexes. Différents indices de terrain et textuels orientèrent également les recherches vers la vallée du Rhône. Les premiers ramassages sur des lieux de production ont concerné Vienne, les Tupinières et Loire-sur-Rhône, Bans. Le développement du programme en rive droite de la vallée du Rhône entre Saint-Vallier et Crozes-Hermitage (Drôme) a permis d'établir le lien entre les formes et les décors répertoriés sur les sites de consommation et la production des ateliers drômois. L'enquête est loin d'être close.

Références bibliographiques :

Collectif 1990

Faure-Boucharlat et al. 1996b

Feuillet, Maccari-Poisson 1998

Horry 2009a

Horry 2009b

Vicard 1996

L'étude archéologique des faïences lyonnaises

Dans le domaine foisonnant de la faïence, où le poids des critères stylistiques a longtemps freiné l'approche archéologique, c'est le recours à l'archéométrie qui a été déterminant pour faire avancer le dossier dans les années 1990 et 2000, en particulier pour identifier, caractériser et dater la production lyonnaise du XVIe s. : analyses de composition des argiles et des colorants (échantillons provenant de la place de la Bourse, de la rue Childebert et de la rue Bellecordière à Lyon) et des datations archéologiques. Le croisement des données archéologiques et des données d'archives a été possible lors de l'étude des faïences de la rue Childebert et lors des fouilles des manufactures de la Guillotière et du quai Pierre Scize à Lyon.

Références bibliographiques :

Collectif 1994b

Bugnon 2004

Horry 2001

Genevey et al. 2009

Gratuze et al. 1996

Les analyses physico-chimiques

Il convient d'y insister, dès la fin des années 1970, le laboratoire de céramologie de Lyon a accompagné les travaux sur la recherche de l'origine de certaines catégories de vaisselles issues de sites de consommation (en l'occurrence le groupe des céramiques communes grises à fond marqué) grâce aux analyses de composition des pâtes, lançant ainsi les bases d'un référentiel de données physico-chimiques pour la région. Celui-ci s'est enrichi régulièrement, notamment lors des enquêtes conduites dans le cadre du PCR mentionné plus haut (« service vert » de Meillonnas, « service jaune » de Larnage, commune grise du sud Beaujolais et du val de Saône). L'approche archéologique de l'origine des faïences à Lyon a conduit à plusieurs séries d'analyses au cours de la décennie 1990-2000. Plus récemment (2000-2003), l'enquête sur l'origine de la céramique à pâte bistre du haut Moyen Age (« service bistre » de Sevrey et du val de Saône) a donné lieu à un programme archéométrique d'envergure. Plus ponctuellement, des échantillonnages ont été pratiqués au gré des découvertes sur les poteries communes des ateliers de Saint-Bardoux (Drôme), d'Aoste (Isère) et de Romans-sur-Isère (Drôme).

Si les résultats ont été particulièrement probants pour la reconnaissance de l'aire de diffusion de produits devenus emblématiques de la région : « services » vert, jaune et bistre, et sur les faïences, en revanche, les données restent provisoires et plus difficiles à exploiter pour les poteries communes grises en général et les céramiques à fond marqué en particulier ; mais on attend beaucoup de l'exploitation des analyses programmées sur les produits de Romans-sur-Isère pour relancer efficacement l'enquête.

4. Diffusion des résultats de la recherche

(voir annexe 2, bibliographie)

Depuis 1975, la bibliographie régionale comporte près d'une centaine de titres d'ouvrages, articles, catalogues, travaux universitaires et rapports d'opération couvrant du Ve au XXe s. Sont mentionnés en annexe les titres dévolus exclusivement à l'étude des céramiques ou des lieux de production ainsi que les études spécialisées incluses dans des monographies de sites d'utilisation.

Jusqu'à la fin des années 1980, les céramiques archéologiques sont étudiées en priorité en tant que « fossiles directeurs » et l'établissement de typo-chronologies répond aux nécessités de la jeune archéologie médiévale (céramiques à fond marqué, vases funéraires du haut Moyen Age...). Par la suite, progresse le nombre des publications qui s'intéressent aux lieux de production et à l'origine des céramiques : dans toute leur diversité, elles cumulent une cinquantaine de titre. Les faïences régionales et les vaisselles populaires du sud de la région y tiennent une bonne place, comme celles de Bresse et des pays de Saône. Les ensembles urbains, numériquement très importants, de l'époque moderne et post révolutionnaire fournissent une majorité des titres récents et des publications importantes vont voir le jour (Horry, Silvino à paraître ; Horry à paraître). Quant au haut Moyen Age, les apports les plus marquants de la dernière décennie concernent les céramiques kaoliniques et le « service bistre » qui font ressortir l'héritage de l'Antiquité.

Les découvertes récentes des ateliers de potiers de La Pacaudière (Loire), d'Aoste (Isère), de Romans-sur-Isère (Drôme), de Veauche (Loire), très importantes pour la discipline, méritent des publications monographiques. Ce devrait être un objectif prioritaire.

Si l'on considère les supports d'édition, les acquis de la céramologie régionale profitent d'une bonne diffusion. Naturellement, les Documents d'archéologie en Rhône-Alpes et Auvergne accueillent plusieurs publications de référence. Des supports nationaux (Documents d'archéologie française, Archéologie médiévale, Gallia) et interrégionaux (Archéologie du Midi médiéval, Revue archéologique de l'Est) offrent une bonne visibilité aux travaux régionaux. Enfin, les résultats sont également diffusés à l'occasion de colloques spécialisés donnant lieu à des publications internationales, en particulier la série des congrès sur la céramique médiévale en Méditerranée occidentale et, dernièrement, le colloque international de Douai.

Le pouvoir évocateur des poteries et la qualité esthétique des objets expliquent sans doute la part relativement importante des ouvrages de vulgarisation liés à des expositions. Le principal ouvrage qui traite à la fois de la production et de la consommation des vaisselles à l'échelle régionale est le catalogue de l'exposition «*A la fortune du pot* » tenue à Lyon, Vienne et Mâcon en 1990-1991. Une exposition accompagnée d'un catalogue sur les faïences de Meillonnas, est produite au musée de Brou en 1993, suivie, en 1994, par une autre consacrée aux poteries communes de l'Ain au musée du Revermont. En 1994, le

musée historique de Lyon consacre une exposition à la manufacture royale de faïence de Joseph Combe, suite à la fouille archéologique de 1992. Un ouvrage édité en 2001, à l'occasion d'une exposition du musée Dauphinois de Grenoble, aborde l'artisanat de terre aux périodes moderne et contemporaine en Dauphiné, avec une part importante sur les faïenceries de l'agglomération grenobloise au XVIIIe s. L'exposition «*Le prince, le calife et le potier*» en 2002 au musée des Beaux-Arts de Lyon, présente des céramiques hispaniques de la fin du Moyen Age et du début de la période moderne issues de diverses fouilles archéologiques lyonnaises. Enfin, les résultats de la fouille archéologique d'Aoste (Isère), au lieu dit Normandoz, sont présentés au musée d'Aoste en 2009.

5. Perspectives pour la céramologie médiévale en Rhône-Alpes

Des sites archéologiques à préserver

La protection et la conservation de ces témoins archéologiques que sont les grands ateliers céramiques médiévaux doit être une préoccupation collective qui pourrait se traduire par une sélection d'entre eux dans les documents réglementaires de gestion du sol (PLU, zones de présomption de prescription archéologique) voire par la constitution de réserves archéologiques.

A l'heure de la diversification des opérateurs archéologiques, il est plus que jamais nécessaire de favoriser la mise en commun et le partage des connaissances.

Des acquis à faire fructifier

- Mener à bien les publications des ateliers majeurs de la Pacaudière (Loire), d'Aoste (Isère) et de Romans-sur-Isère (Drôme).

- Tenir le cap de la publication programmée en 2012 dans les DARA : Terra incognita. 400 ans de céramiques entre Dauphiné et Auvergne (fin XVe-début XIXe siècles).

- Ne pas ralentir le rythme des publications de céramologie en général et affiner les typo-chronologies.

Des dossiers à tenir à jour ou à réactualiser

- Reprendre le dossier des céramiques à fond marqué (datation, répartition), surtout depuis les découvertes remarquables de Romans-sur-Isère (Drôme) et de Veauche (Loire).

- Actualiser les cartes de diffusion des ateliers de service bistre, de service jaune et de service vert.

- Etablir un état des lieux des analyses physico-chimiques réalisées, des référentiels disponibles et faire un bilan des résultats ; réorienter les programmes ; favoriser les échanges avec les antiquisants.

- Conduire une réflexion sur les datations numériques des structures artisanales : discussion des résultats entre archéologues et archéomètres.

Orientations possibles pour la programmation

Pour les sites de production peut-on programmer la recherche ? Doit-on rester tributaire de l'archéologie préventive ?

Opérations de terrain à envisager, quelques suggestions :

- réaliser des sondages sur des zones prospectées par archéomagnétisme dans le Beaujolais (Corcelles-en-Beaujolais, Blaceret) ;
- prospections nouvelles à lancer au nord et au sud de Lyon, en lien avec les transports fluviaux : moyenne vallée du Rhône et val de Saône (ex. production de vaiselles décorées aux engobes) ;
- extension en fouille programmée de l'atelier d'Aoste (Isère), partiellement fouillé en préventif ;
- envisager de reprendre les enquêtes sur les ateliers foréziens, dans les secteurs de Saint-Bonnet-les-Oules et Saint-Georges-de-Baroilles ;

- ouvrir le dossier archéologique des terres cuites architecturales.

Prévoir un lieu de mise en commun des résultats au niveau régional, sans barrière institutionnelle

Les chercheurs doivent aussi veiller à replacer les acquis régionaux dans un contexte interrégional et national. A ce titre la banque de données Iceramm (<http://iceramm.univ-tours.fr/index.php>), couvrant du VI^e au XVIII^e s est exemplaire (Ph. Husi, CNRS Tours). Le site répond à plusieurs objectifs, en particulier la diffusion de l'information sur le territoire national. D'ores et déjà, quelques éléments relatifs à Rhône-Alpes ont été mis en ligne et seront bientôt suivis d'autres référentiels régionaux.

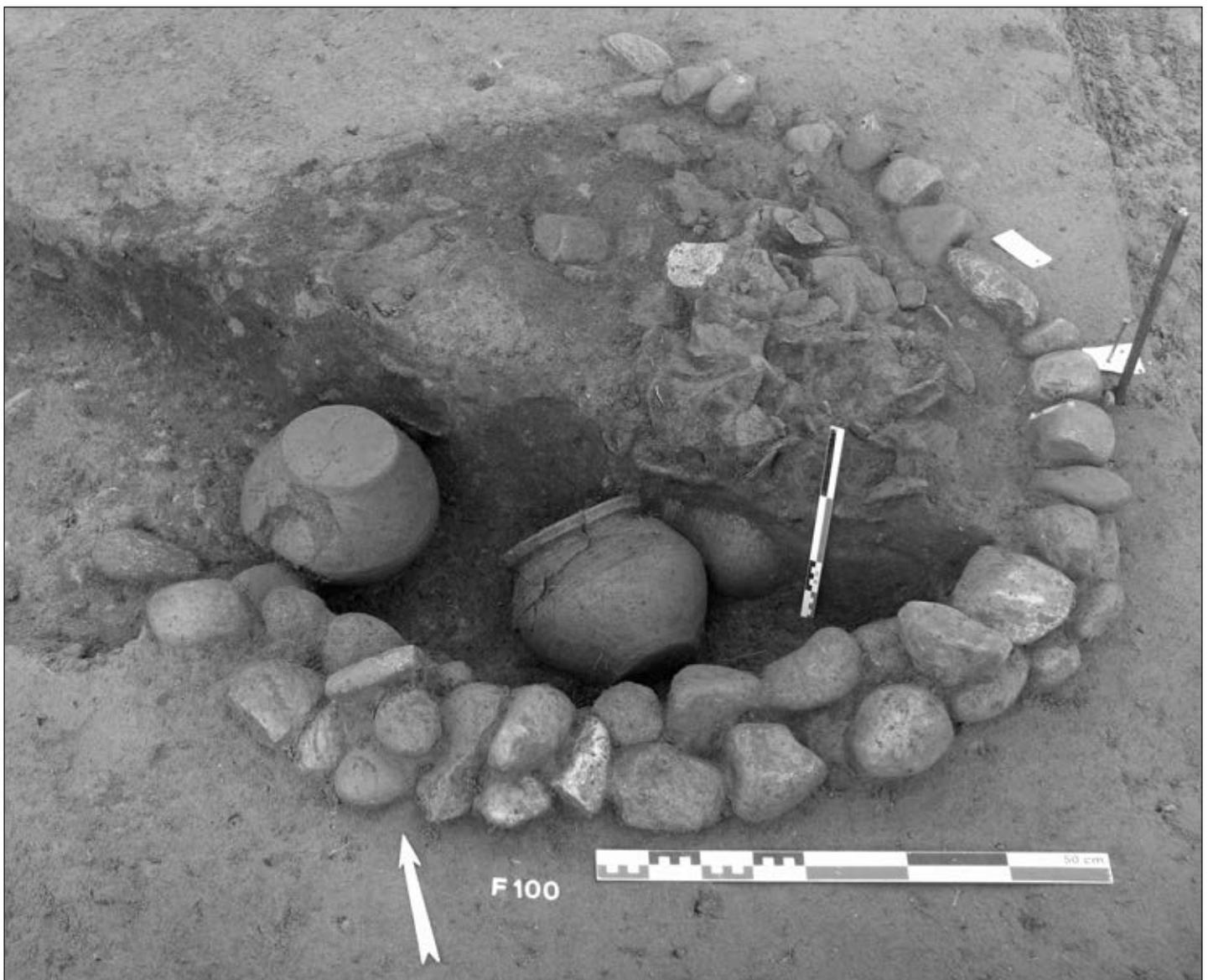


Figure n°25 : Romans-sur-Isère (Drôme) : four n° 100 (cliché INRAP)

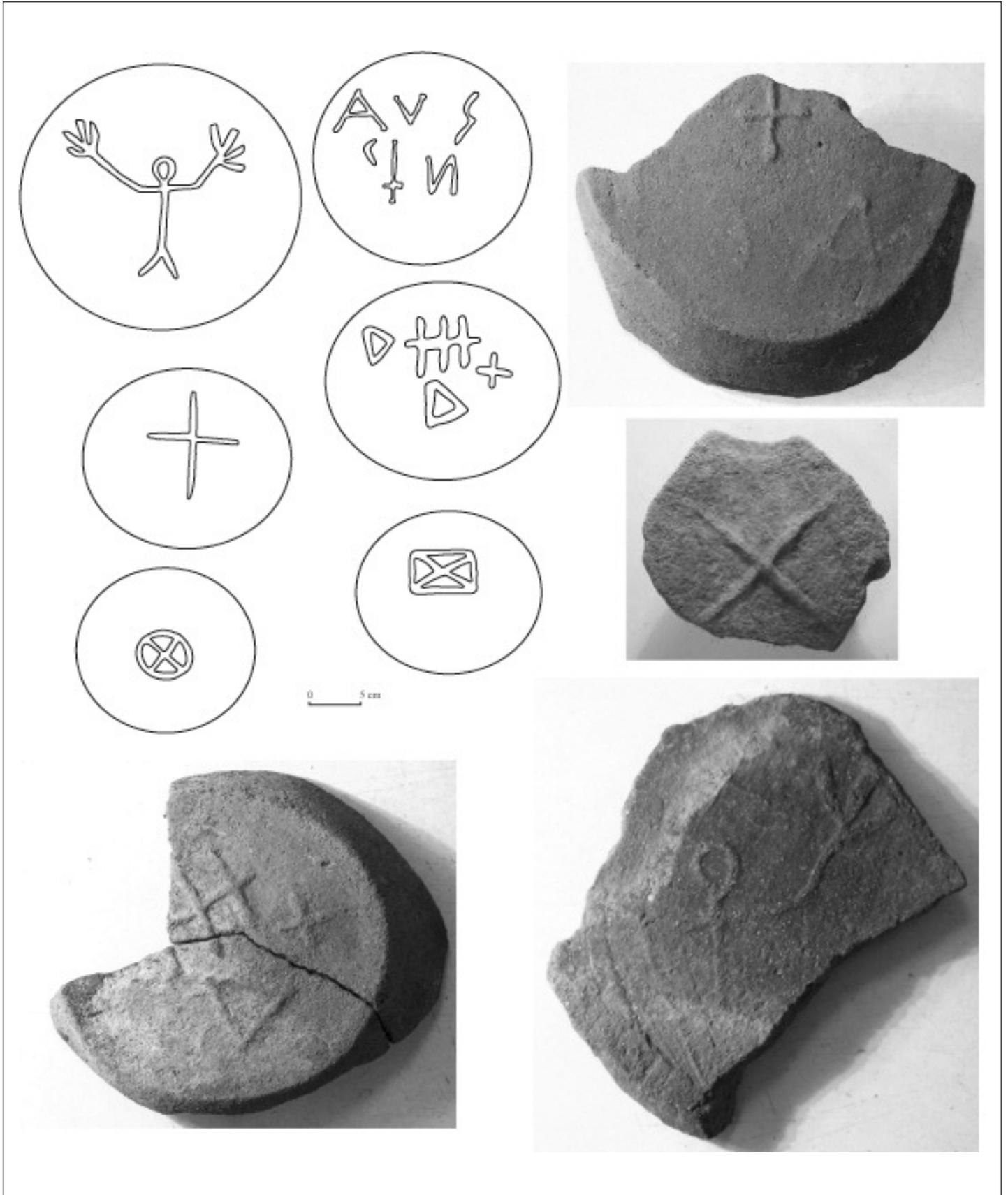


Figure n°26 : Différentes marques de fonds en relief provenant de Romans-sur-Isère (Drôme), (Dessin de P. Rigaud, INRAP clichés, INRAP)



Figure n°27 : Sélection de vaisselle de la fin du XVIIIe siècle provenant des fouilles du parc Saint-Georges à Lyon 5e (cliché Musée gallo-romain Lyon-Fourvière)

Acquisition des matières premières, transformation, diffusion

Artisanat de la terre cuite

A N N E X E 1

LISTE DES OPERATIONS ET PROGRAMMES DE RECHERCHE (1980-2010)

Département de l'Ain

Prospections et ramassages de surface

Secteur bressan : Meillonas, Treffort
PCR « Les ateliers céramiques du Moyen Age et de l'époque moderne dans la région Rhône-Alpes » (1987-1992).

RO : Elise Boucharlat (MCC).

Prospections et ramassages de surface sur les communes de Meillonas et de Treffort.

Localisation des ateliers. Analyse des sources écrites. Définition du répertoire et chronologie des ateliers (essentiellement XVe-XVIIe s.). Caractérisation du « service vert ». Recherche des carrières d'argile. Enquête sur l'aire de diffusion des ateliers. Analyses physico-chimiques.

Références bibliographiques :

Faure-Boucharlat 1990

Faure-Boucharlat *et al* 1996a

Fouilles archéologiques

Meillonas, Le Bourg

Fouille programmée de la faïencerie du château de Meillonas (1988-1991).

RO : Jean Rosen (CNRS).

Etude archéologique et historique de la manufacture. Définition et chronologie du répertoire des productions. Recherches sur la diffusion des produits. Analyses physico-chimiques.

La fouille programmée de la faïencerie du château de Meillonas a fait l'objet de plusieurs publications qui permettent de définir la production de cette manufacture entre 1760 et 1870 avec, au XVIIIe s., une production de faïence et, au XIXe s., un élargissement à la faïence fine et au grès.

Références bibliographiques :

Collectif 1993

Rosen 1992

Rosen 1993

Rosen 2000a

Rosen 2000b

Enquête ethno-historique

Alexandre Brongniart met en oeuvre, en 1805, l'« Enquête des préfets », auprès des trente-six départements de la France impériale. Elle consiste en l'élaboration d'une fiche technique distribuée aux potiers et fabriques départementales et réclamant des échantillons de toutes les matières premières utilisées dans les ateliers, des descriptions de céramiques, des recettes de pâtes et de glaçures, ainsi que des plans de fours. Pour le département de l'Ain, on trouve en particulier des pièces issues du secteur de Meillonas-Treffort.

Référence bibliographique :

Dubus, Pannequin 1999

Département de l'Ardèche

A ce jour, on ne dispose pas d'enquête archéologique sur les lieux de production médiévaux et modernes dans ce département. On constate une lacune générale dans la documentation céramologique qui peut s'expliquer par plusieurs facteurs :

- la faiblesse relative du nombre des fouilles concernant le Moyen Age ayant livré des ensembles clos d'ampleur suffisante, excepté Cruas et Viviers (contextes funéraires essentiellement),

- des études céramologiques poussées encore rares,

- des catégories de mobilier un peu déroutantes, au carrefour d'influences diverses (Languedoc, secteur rhodanien et Massif Central).

Une publication de référence sur la céramique provenant des fouilles du groupe épiscopal de Viviers mais qui n'aborde que très marginalement la question de l'origine des productions :

En cours : Carole Vélien : master 2 recherche à l'EHESS, sous la direction d'Etienne Hubert : Carole Vélien « La céramique médiévale et moderne en Drôme-Ardèche, l'apport de 40 ans de fouilles archéologiques ».

Référence bibliographique :

Leenhardt, Vallauri 1988

Département de la Drôme

Prospections de terrain et ramassages de surface

Secteur moyenne vallée du Rhône, rive gauche : autour de Larnage

PCR « Les ateliers céramiques du Moyen Age et de l'époque moderne dans la région Rhône-Alpes » (1987-1992).

RO : Elise Boucharlat (MCC).

Prospection et ramassages de surface sur les communes de Ponsas, Serves-sur-Rhône, Erôme, Gervans, Larnage. Localisation des ateliers. Analyse des sources écrites. Définition du répertoire et chronologie des ateliers (XVIe-XIXe s.). Caractérisation du « service jaune » à pâte kaolinique de Larnage et des poteries décorées aux engobes d'Erôme et environ. Recherche des carrières d'argiles. Enquête sur l'aire de diffusion des ateliers. Analyses physico-chimiques.

Référence bibliographique :
Faure-Boucharlat *et al* 1996b

Fouilles archéologiques

Bren, Le Fontolier
Sauvetage programmé (1986).
RO : Elise Boucharlat (MCC).

Saint-Bardoux, Le Châtelard
Sauvetage urgent (2005).
RO : Colette Laroche (MCC).

Ces deux fouilles ont chacune révélé un petit atelier isolé (Xe-XIe s.) et de courte durée de fonctionnement : un seul four découvert dans chaque cas. Recours aux datations numériques (14C) pour Saint-Bardoux. Définition du répertoire des productions de céramiques communes (nombreux décors à la molette). Analyses physico-chimiques. Recherche des lieux d'approvisionnement en argile : prospections aux environs des ateliers.

Références bibliographiques
Faure-Boucharlat 1987
Faure-Boucharlat 1990
RFO : Laroche, Faure-Boucharlat 2005

Romans-sur-Isère. Contournement Nord Ouest Romans (CNOR), « Les Meilleux » (fig. 25, 26)
Fouille préventive (2008).
RO : Monique Le Nézet (Inrap).
Il s'agit de la première découverte en Rhône-Alpes d'un véritable « centre de production » de taille importante (6000 m² minimum) regroupant une vingtaine de fours. Le secteur artisanal présente une organisation complexe ayant fonctionné dans la durée entre les Xe et XIe s. Plusieurs constructions (bâtiments) et équipements divers (fonds de cabanes, fosses) sont probablement en rapport avec l'artisanat. Des datations numériques ont été effectuées (14C) mais il reste à réaliser des datations par archéomagnétisme sur plusieurs fours. La production est exclusivement constituée de céramiques communes, dont un échantillon significatif de fonds marqués (première découverte en site de production) offrant un répertoire assez significatif de ce secteur du Dauphiné. La quantité de mobilier archéologique étudié (plus de 60 000 tessons) permet donc aisément de caractériser la production de ou des ateliers. Communication au colloque de Douai en octobre 2010.

Références bibliographiques :
RFO : Le Nézet-Célestin dir. 2009

Le Nézet-Célestin, Horry à paraître 2013

Enquêtes ethno-historiques

Dieulefit

Inventaire des ateliers de potiers conservés : démarche ethnographique et patrimoniale. Relevé de bâti et dépouillement des sources écrites (enquête conduite par le LAMM d'Aix-en-Provence et l'association Patrimoine potier en 1984-86 dans le cadre du programme national de la Cellule du patrimoine industriel du MCC (sous-direction de l'inventaire général).

Les ateliers céramiques de la région de Dieulefit, dont l'activité est toujours florissante de nos jours, ont été étudiés surtout au travers des textes d'archives et plusieurs expositions ont permis de présenter l'évolution des produits de ce secteur du centre de la Drôme. Ces productions sont connues pour la période médiévale, moderne et contemporaine. Les vaisselles fabriquées au début du XIXe siècle et jusqu'au XXe s. sont assez bien connues au travers de découvertes archéologiques et de collections de musées.

Références bibliographiques :

Amouric *et al.* 1995
Collectif 1986
Collectif 1988

Par ailleurs, les derniers ateliers de terres vernissées traditionnelles du secteur du Bas-Dauphiné (nord de la Drôme) ont suscité de nombreuses études sous l'angle des arts décoratifs et des traditions populaires à partir de collections plus ou moins anciennes, de textes et d'archives, de vestiges d'ateliers d'époque moderne et contemporaine. Ainsi les poteries traditionnelles de Clionsclat, de Saint-Uze, Erôme, etc...

Références bibliographiques :

Collectif [ss date, 1983 ?]
Delaunay 1996

Département de l'Isère

Prospections de terrain et ramassages de surface

Vienne, Les Tupinières

PCR « Les ateliers céramiques du Moyen Age et de l'époque moderne dans la région Rhône-Alpes » (1987-1992).

RO : Elise Boucharlat (MCC).

Prospection et ramassages de surface sur les communes de Vienne et Loire-sur-Rhône selon indices toponymiques. Zone probable de fabrication de vaisselle de table (plats, écuelles) décorées aux engobes (décors sombres sur fond clair).

Fouilles archéologiques

Saint-Romain-de-Surieu, Surieu

Sauvetage programmé (1983-1984).

RO : M. Jannet-Vallat (MCC)

Atelier isolé. Fouille d'un four rectangulaire et de sa charge en partie conservée en place et d'un vaste dépo-

toir. Production de céramiques communes grises. Mobilier céramique entièrement étudié (XVe s.). Campagne de ramassages de surface systématiques dans les parcelles cernant la fouille de l'atelier

Références bibliographiques
Faure-Boucharlat, Vicard 1986
Faure-Boucharlat 1990
Jannet-Vallat 1984

Aoste, Normandoz
Fouille préventive (2006)
RO : A. Horry (Inrap)
Fouille exhaustive d'un atelier comportant deux fours et des équipements connexes (bâtiments, dépotoirs...). L'analyse archéologique et céramologique a permis d'individualiser deux phases de production : une première dans le courant du XIVe s. et une seconde au XVe s. ou tout début du XVIe siècle. Production de carreaux de pavement et de poêle décorés et de vaisselle. Découverte de pièces d'outillage de potier (moules pernettes...)
Recours aux datations numériques : ¹⁴C et archéomagnétisme (XIVe-XVIe s.).
Mobilier étudié. Publication en cours (soumis à la revue Archéologie Médiévale).

Référence bibliographique :
Horry à paraître déc. 2013.

Enquêtes ethno-historiques

Le catalogue publié à l'occasion de l'exposition au Musée Dauphinois de Grenoble en 2001 comporte une bibliographie des différentes études tant historiques que d'histoire de l'art sur l'artisanat de la céramique et de la terre cuite en Dauphiné pour la période moderne (Dieulefit, gap, Très-Cloître, Vif, La Tronche, Clionsclat...)

Référence bibliographique :
Spillmaecker dir. 2001

Département de la Loire

Fouilles archéologiques

Briennon, Maltaverne
Découverte fortuite suivie d'une rapide fouille de sauvetage (1978-1979).
RO : Patrice Chopelin (bénévole).
Fouille d'un four de potier et de son tessonnier. Définition du répertoire des productions. Céramiques communes. Datation par comparaison avec du matériel de sites de consommation : XIIe-XIVe s.

Référence bibliographique :
Chopelin 1983

La Pacaudière, déviation RN7
Fouille préventive (2002-2003)
RO : Anne-Claire Rémy, Monique Le Nézet (Inrap).
Site de production de céramiques antique et médiévale : deux fours circulaires à pilier central datés de la période

médiévale par leur comblement livrant un matériel céramique assez homogène de poteries communes grises attribuées au Moyen Age. Analyses physico-chimiques. Rapport final d'opération en cours

Veauce, agglomération
Fouille préventive, novembre 2010
RO : Thierry Argant (Archeodunum)
Deux fours de potier de forme circulaire ou ovalaire (type Romains) ont été mis au jour sur la voirie d'un lotissement. Production de poteries grises communes ; fonds marqués.
Référence bibliographique :
Argant 2011.

Enquête ethno-historique

Autour du mobilier de la fouille du village déserté d'Essertines (RO : F. Piponnier, Univ.) : réflexion sur la question des provenances ; première cartographie des ateliers de potiers et tuiliers d'après les sources écrites et la toponymie pour la région de Montbrison (ateliers modernes de Saint-Bonnet-les-Oules ?).
Dans d'autres études, la production de faïences de Roanne aux XVIIIe-XIXe s. est abordée sous un angle d'histoire des arts décoratifs et stylistique.

Références bibliographiques :
Alexandre-Bidon 1993
Alexandre-Bidon, Maccari-Poisson 1996
Theoleyre, Actorie 1983

Département du Rhône

Prospections de terrain

Secteur du Beaujolais sud et du Val de Saône
PCR « Les ateliers céramiques du Moyen Age et de l'époque moderne dans la région Rhône-Alpes » (1987-1992).
RO : E. Boucharlat (MCC).
Prospections de surface et ramassages de surface sur les communes de St-Georges-de-Reneins, Blacé, Blaceret, Saint-Etienne-les-Oullières, Corcelles-en-Beaujolais.
Prospections électromagnétiques sur les zones d'épandage les plus denses de Corcelles-en-Beaujolais, Blacé et Saint-Georges-de-Reneins (CNRS, Centre de recherches géophysiques de Garchy). Localisation des ateliers. Définition du répertoire et chronologie des ateliers de céramiques communes à pâte grise. Recherche des carrières d'argiles. Enquête sur l'aire de diffusion des ateliers. Analyses physico-chimiques.

Référence bibliographique :
Faure-Boucharlat *et al* 1996c

Découverte fortuite

Craponne, Le Marteret (2005)
Signallement et vérification sur place. Zone désormais entièrement construite (lotissement). Probable dépotoir de potier (terre cendreuse comportant une grande quan-

tité de fragments). Poteries grises à fond marqué, pots à cuire et cruches.

VILLE DE LYON

Fouilles archéologiques

Lyon 1er, place de la République-rue Childebert
Sauvetage programmé (1991-1992).

RO : Catherine Arlaud (Afan).

Fouille d'une fosse dépotoir contenant des rebus de fabrication, outillage et accessoires, cendrier, etc., en lien avec l'établissement d'un faïencier mentionné par les textes du XVIe s.

Mobilier étudié. Analyses physico-chimiques.

Références bibliographiques :

Horry 2001

Horry 2003

Lyon 2e, 83 rue de la République, 22-24 rue Bellecordière.

Sauvetage programmé (1998)

RO : Monique Le Nézet-Célestin (Inrap)

Fouille d'une fosse dépotoir datée du XVIe s. qui contenait des rebus de fabrication de faïence et de céramiques engobées ainsi que quelques pièces d'outillage de cuisson.

Références bibliographiques :

Horry 2001

Horry 2003

Le Nézet-Célestin *et al.* 1998

Lyon 7e, (Zac des Portes de la Guillotère) rue Gilbert Dru.
Sauvetage programmé (1992).

RO : Grégoire Ayala (Afan).

Fouille de la manufacture royale de faïence de Joseph Combe (1733-1736).

Analyses physico-chimiques.

Références bibliographiques :

Ayala *et al.* 1992

Collectif 1994

Lyon 9e, rue Marietton

Fouille préventive (1995).

RO : Michèle Monin (SAM)

Atelier spécialisé dans la fabrication de pipes en terre blanche (milieu XIXe s.). Fouille d'un four et de dépotoirs. Bacs de décantation.

Référence bibliographique :

Monin *et al.* 1995

Lyon 9e, Quai Pierre Scize

Fouille préventive (2005).

RO : Daniel Frascione (Inrap).

Fouille d'une manufacture de faïence. Plusieurs fours et des dépotoirs. Etudes des bâtiments. Chronologie attendue d'après les sources historiques : milieu XVIIIe s. Mais données de terrain essentiellement de la fin du XIXe s. Mobilier étudié.

Référence bibliographique :

Frascone 2010

Lyon 9e, 16-28 rue des Tuileries

Fouille préventive (2007).

RO : Stéphane Riottier (SAM).

Petit atelier isolé ; Fouille d'un four. Production de vaisselle (céramique commune grise à beige) et de tuiles canal. Datations numériques : XIe-XIIe s. Mobilier étudié. Communication au colloque de Douai, octobre 2010.

Référence bibliographique :

Riottier dir. 2007

Etudes d'histoire des arts décoratifs

L'approche archéologique des faïences lyonnaises et des lieux de fabrication est un fait relativement récent (années 1990) lié au développement de l'archéologie préventive et à la prise en compte des niveaux récents dans les fouilles urbaines. Auparavant, c'était le domaine quasi exclusif d'érudits et d'historiens de l'art travaillant à partir des textes et de collections de musées ou privées.

Références bibliographiques :

Constantin, Costaz [ss date]

Deloche 1994

Rondot 1889

Programme collectif de recherche

Les céramiques de l'Antiquité tardive et du haut Moyen Age à Lyon et dans le Rhône

Référence bibliographique :

Lenoble *et al.* 1996 - 1997

Lenoble 2001

Département de la Savoie

A ce jour, on ne dispose pas d'enquête archéologique sur les lieux de production médiévaux et modernes dans ce département. On constate une lacune générale dans la documentation céramologique.

Peu d'études typo-chronologiques de matériel de sites de consommation : première étude vraiment développée pour le site de Chambéry, Les Halles, 2009 (RO : Sylvie Bocquet).

Département de la Haute-Savoie

Annecy, atelier de terre vernissée du Saint-Sépulcre

RO : Joël Serralongue (Service Départemental d'Archéologie de la Haute-Savoie)

Fouille de sauvetage urgent (2001).

Découverte au chevet de l'ancienne église priorale du Saint-Sépulcre, rasée en 1966, une fosse dépotoir, contenant une dizaine de milliers de fragments de terres vernissées et des ratés de cuisson, correspond à une production annécienne du début du XIXe s.

Références bibliographiques :

Serralongue, Guffond 2001

Ceci *et al.* 2010

Annecy, Faïencerie de Sainte-Catherine. Vallon du Semnoz

Prospection thématique et étude documentaire

RO : Marie-Christine Lebascle (1999-2000)

Sondages archéologiques

RO : David Wavelet (2001)

Bilan documentaire. Relevé topographique du site.

Prospections géophysiques (Terra Nova).

Une campagne de sondages archéologiques a été menée sur un dépotoir de la faïencerie. D'autre part, plusieurs études documentaires sur la faïencerie et sa production ont été réalisées sous l'égide du Musée d'Annecy.

Références bibliographiques :

Berthelet 1999

Berthelet 2002

Wavelet 2001

Wavelet 2002

Acquisition des matières premières, transformation, diffusion Artisanat de la terre cuite

A N N E X E 2

Bibliographie

Alcamo 1985 : ALCAMO (J.-C.) – *Note sur les poteries kaoliniques du Xe siècle de la Série (Rochefort-en-Valdaine)*. Revue Drômoise, 1985, p. 119-126.

Alcamo 1986 : ALCAMO (J.-C.) – *La dénomination des productions de vaisselle commune. Gonfaron* : Association française d'archéologie métropolitaine, 1986, 225 p. (n° hors-série de la Revue archéologique Sites).

Alcamo, Martin 1987 : ALCAMO (J.-Cl.), MARTIN (M.) – Les productions de poterie kaolinique I et II de fin XIIe-XIIIe siècle de l'atelier de Notre Dame de la Calle (Dieulefit-Drôme). In : *Actes du 108° congrès national des sociétés savantes*, Grenoble, 1983, CTHS, p. 165-183.

Alexandre-Bidon 1986 : ALEXANDRE-BIDON (D.) – *Mobilier céramique et alimentation aux XV^e-XVII^e siècles. Le village d'Essertines-Basses*. Cahiers archéologiques de la Loire, 4-5, 1986, p. 99-108.

Alexandre-Bidon 1993 : ALEXANDRE-BIDON (D.) – Le mobilier céramique. In : PIPONNIER (F.) dir – *Le château d'Essertines, Loire*. Lyon, ministère de la Culture, Service régional de l'archéologie, 1993 (DARA ; 8), p. 73-118.

Alexandre-Bidon, Maccari-Poisson 1996 : ALEXANDRE-BIDON (D.), MACCARI-POISSON (B.) – Le vaisselier céramique du village d'Essertines-Basses (Loire) : formes et provenances. In : *Actes des Rencontres d'archéologie médiévale Rhône-Alpes*, Pages d'archéologie médiévale en Rhône-Alpes, 3, 1996, p. 3-14.

Amouric et al. 1986 : AMOURIC (H.), CHEMORIN (M.-B.), DÉMIANS D'ARCHIMBAUD (G.), PICON (M.) – *Une enquête sur les centres de production céramique dans la région rhodanienne : approches globales, localisations et structures*. Actes du 3e congrès international La ceramica medievale nel Mediterraneo occidentale, Sienna-Faenza, 1984. Fireze : all'insegna del Giglio, 1986, p. 279-292.

Amouric et al. 1995 : AMOURIC (H.), MORIN (F.), THIRIOT (J.), VAYSSETTES (J.-L.) – *Localisation, structures et outillage des ateliers de Dieulefit (Drôme) : évolution XV^e-XIX^e siècles*. Actes du 5e congrès La céramique médiévale en Méditerranée occidentale, Rabat, 1991. Rabat : Institut national des sciences de l'archéologie et du patrimoine, 1995, p. 49-57.

Amouric et al. 1997 : AMOURIC (H.), HORRY (A.), VAYSSETTES (J.-L.) – *Le renouvellement des XV^e-XVI^e s. en France méditerranéenne : les lieux, les hommes et les produits*. Actes du 6e congrès international La céramique médiévale en Méditerranée occidentale, Aix-en-Provence, 1995. Aix-en-Provence : Narration, 1997 : p. 529-538.

Amouric et al. 2009 : AMOURIC (H.), HORRY (A.), VAYSSETTES (J.-L.) – La naissance de la faïence moderne dans le Midi français. In : *VIII^e Congreso Internacional de Ceramica Medieval en el Mediterraneo*, Ciudad Real-Almagro, 27/02?03/03 2006. Ciudad Real, 2009, p. 599-616.

Benoît et al. 1987 : BENOIT (P.), ANIBET (D.), FAURE-BOUCHARLAT (E.), MICHEL (C.) – *Le poêle à pots de Pampailly*. Cahiers du groupe d'archéologie médiévale d'Alsace, n° 3, Strasbourg 1987, p. 81-90.

Bonifay, Raynaud 2007a : BONIFAY (M.), RAYNAUD (C.) [avec les contributions de BERTHAULT (F.), BIEN (S.), BOUCHARLAT (E.), FOY (D.), MUKAI (T.), PELLEGRINO (E.), PELLETIER (J.-P.), PIERI (D.), PITON (J.), RIGOR (Y.), SILVINO (T.), TRÉGLIA (J.-C.)] – Échanges et consommation. L'ample diffusion de la céramique bistre du Val de Saône. In : *Dossier : Premiers temps chrétiens en Gaule méridionale*. Gallia, 2007, 64, p. 107-111.

Bonifay, Raynaud 2007b : BONIFAY (M.), RAYNAUD (C.) [avec les contributions de BERTHAULT (F.), BIEN (S.), BOUCHARLAT (E.), FOY (D.), MUKAI (T.), PELLEGRINO (E.), PELLETIER (J.-P.), PIERI (D.), PITON (J.), RIGOR (Y.), SILVINO (T.), TRÉGLIA (J.-C.)] – Échanges et consommation. La poterie kaolinique rhodanienne. In : *Dossier : Premiers temps chrétiens en Gaule méridionale*, Gallia, 2007, n°64, p. 131-135.

Ceci et al. 2010 : CECI (L.), GUFFOND (Ch.), SERRALONGUE (J.) – *L'atelier de terre vernissé du Saint-Sépulcre d'Annecy (début du XIX^e s.) : une production riche d'influences*. Actes du 43e Congrès des Sociétés Savantes de Savoie, Académie Florimontane, Académie Salésienne, Amis du Vieil Annecy, Annecy 2010, p. 263-273.

Chopelin 1983 : CHOPELIN (C.) – *Une officine médiévale de potiers à Maltaverne. Commune de Briennon (Loire)*. Cahiers Archéologiques de la Loire, 3, 1983, p. 89-99.

Collectif [ss date, 1983 ?] : *Poteries et potiers*. Clionsclat, Drôme, 93 p.

Collectif 1986 : *Potiers et poteries du pays de Dieulefit du Moyen Age à nos jours*. Carpentras, Assoc Patrimoine potier, 1986, 28 p.

Collectif 1988 : *2000 ans de terre à Dieulefit*. Catalogue de l'exposition, Dieulefit 1988.

Collectif 1990 : *A la fortune du pot, la cuisine et la table à Lyon et Vienne du Xe au XIX^e siècle*. Catalogue de l'exposition, Lyon, musée de la Civilisation Gallo-Romaine et musée archéologique de Vienne (1990-1991). Lyon : MCGR, 1990, 235 p.

Collectif 1993 : *La faïence de Meillonnas 1760-1845*. Catalogue d'exposition, Bourg-Musée de Brou, Sèvres-Musée national de céramiques, 1993. Tours : Adam Biro, 1993, 238 p.

Collectif 1994a : *Tupins et carrons*. Musée du Revermont, 1994. Bourg : conservation des musées des pays de l'Ain, 1994, 81 p.

Collectif 1994b : *La manufacture royale de faïence de Lyon au XVIII^e siècle. Première période : Joseph Combe (1732 à 1736)*. Catalogue d'exposition. Lyon : musée historique de Lyon, 1994, 82 p.

Constantin, Costaz [ss date] : CONSTANTIN (C.), COSTAZ (G.) – *Les faïences. Savoie, Lyonnais, Dauphiné*. Massin, Non daté.

Delaunay 1996 : DELAUNAY (R.) – *La poterie de Saint-Uze, Saint-Vallier, Ponsas, Anneyron, Erôme, Andancette*. Etudes drômoises, 1996, 1, p.7-9.

Deloche 1994 : DELOCHE (B.) – *Faïence de Lyon*. Plougnerneau, Beau fixe, 1994.

Dieu 2003 : DIEU (L.) – *Olifants, cors et trompes dans les fouilles médiévales et la sculpture romane*. Pages d'archéologie médiévale Rhône-Alpes. V-VI. Lyon : Université Lyon 2, 2003, p. 133-142.

Dubus, Pannequin 1999 : DUBUS (M.), PANNEQUIN (B.) – *La céramique française sous l'Empire à travers l'Enquête des Préfets (1805-1810)*. Notes et documents des musées de France. Paris : Réunion des Musées nationaux, 1999.

Faure-Boucharlat 1986a : FAURE-BOUCHARLAT (E.) – *Les vases funéraires du cimetière Saint-Georges de Vienne*. Bulletin de la société des amis de Vienne, n°81, fasc. 3, 1986, p. 39-46.

Faure-Boucharlat 1986b : FAURE-BOUCHARLAT (E.), TARDIEU (J.) – *Sauvetage archéologique, place du Pilori à Vienne*. Bulletin de la Société des Amis de Vienne, n° spécial : l'archéologie médiévale à Vienne, 81, fasc. 3-4, 1986, p. 47-60.

Faure-Boucharlat 1987 : FAURE-BOUCHARLAT (E.) - Bren, Drôme, Le Fontollier. In : *Chronique des fouilles médiévales en France*, Archéologie médiévale, XVII, 1987, p. 273-274.

Faure-Boucharlat 1990 : FAURE-BOUCHARLAT (E.) – Les ramassages de surface sur des sites d'atelier : trois exemples français. In : *Fours de potiers et "testares" médiévaux en Méditerranée occidentale : colloque de la Casa de Velazquez*, Madrid, 8-10 janvier 1987. Madrid : Publications de la Casa Velazquez, 1990, p 157-167 [ateliers de Surieu (Isère), Bren (Drôme), Meillonnas (Ain)].

Faure-Boucharlat 2001 : FAURE-BOUCHARLAT (E.) – Haut Moyen Age et datations archéologiques : une enquête à part entière. In : FAURE-BOUCHARLAT dir. – *Vivre à la campagne au Moyen Age : l'habitat rural du Ve au XI^e s. d'après les sources archéologiques* (Bresse, Lyonnais, Dauphiné). Lyon : Alpara (DARA ; 21), p. 53-75.

Faure-Boucharlat, Maccari-Poisson 1993 : FAURE-BOUCHARLAT (E.), MACCARI-POISSON (B.) – Le mobilier céramique. In : COLARDELLE (M.), VERDEL

(E.) dir. – *Les habitats du lac de Paladru (Isère) dans leur environnement : la formation d'un terroir au XIe siècle*. Paris : MSH, 1993 (DAF ; 40), p. 189-203.

Faure-Boucharlat, Reynaud 1986 : FAURE-BOUCHARLAT (E.), REYNAUD (J.-F.) – *Les vases funéraires de la nécropole Saint-Laurent de Lyon (haut Moyen Age)*, Archéologie Médiévale, XVI, 1986, p. 41-64.

Faure-Boucharlat, Vicard 1986 : FAURE-BOUCHARLAT (E.), VICARD (T.) – *La production de l'atelier de potier de Surieu à la fin du Moyen Age (Saint-Romain-de-Surieu, Isère)*. Archéologie du Midi médiéval, 4, 1986, p. 113-121.

Faure-Boucharlat et al. 1978 : FAURE-BOUCHARLAT (E.), COLARDELLE (M.), FIXOT (M.), PELLETIER (J. - P.). – *Éléments comparatifs de la production céramique du XIe s. dans le bassin rhodanien*. Actes du 1er congrès international La céramique médiévale en Méditerranée occidentale : Valbonne, 1978. Paris, CNRS, 1980, p. 21-31.

Faure-Boucharlat et al 1996a : FAURE-BOUCHARLAT (E.), MACCARI-POISSON (B.), SAVAY-GUERRAZ (S.), SCHMITT (A.) – En Bresse, les ateliers de Meillonas-Treffort, une belle réussite économique. In : FAURE-BOUCHARLAT (E.) et al. – *Pots et potiers et Rhône-Alpes. Epoque médiévale. Epoque moderne*. Lyon : ministère de la Culture, DRAC Rhône-Alpes, 1996 (DARA ; 12), p. 17-75.

Faure-Boucharlat et al 1996b : FAURE-BOUCHARLAT (E.), MACCARI-POISSON (B.), SAVAY-GUERRAZ (S.), SCHMITT (A.) – Dans la moyenne vallée du Rhône : le secteur d'Erôme et de Larnage, un exemple parmi d'autres. In : FAURE-BOUCHARLAT et al. – *Pots et potiers et Rhône-Alpes. Epoque médiévale. Epoque moderne*. Lyon : ministère de la Culture, DRAC Rhône-Alpes, 1996, (DARA ; 12), p. 77-121.

Faure-Boucharlat et al 1996c : FAURE-BOUCHARLAT (E.), DUCOMET (G.), MACCARI-POISSON (B.), SCHMITT (A.) – Les ateliers du Beaujolais : la tradition du Val de Saône. In : FAURE-BOUCHARLAT et al. – *Pots et potiers et Rhône-Alpes. Epoque médiévale. Epoque moderne*. Lyon : ministère de la Culture, DRAC Rhône-Alpes, 1996 (DARA ; 12), p. 123-169.

Feuillet 1987 : FEUILLET (M.-P.). – *Trois vases mérovingiens du musée de Donzère*, Recherches Donzéroises, 1987, p. 101-106.

Feuillet, Maccari-Poisson 1998 : FEUILLET (M.-P.), MACCARI-POISSON (B.). – Fouilles archéologiques de la place du 8 mai 1945. In : *Condrieu et sa région* : Actes des journées d'études, 14, 1997. Lyon : Union des Sociétés historiques du Rhône, 1998, p.11-17.

Gayraud 1975 : GAYRAUD (R.-P.) – *La céramique médiévale de Condorcet, contribution à l'étude d'un village déserté des Baronnies (Drôme)*. Archéologie Médiévale, 1975, p. 307-369.

Guyot 2003 : GUYOT (S.) – *La place du mobilier céramique en Chartreuse*. Pages d'archéologie médiévale en Rhône-Alpes. Tome V-VI, 2003, p. 121-133

Genevey et al. 2009 : GENEVEY (A.), GALLET (Y.), ROSEN (J.), LE GOFF (M.) – *Evidence for rapid geomagnetic field intensity variations in Western Europe over the past 800 years from new French archeointensity data*. *Earth and Planetary Science Letter*. 284, 2009, p. 132-143.

Gratuzet et al. 1996 : GRATUZE (B.), SOULIER (I.), BLET (M.), VALLAURI (L.) – *De l'origine du cobalt : du verre à la céramique*. *Revue d'Archéométrie*, 20, 1996, p. 77-94.

Horry 1996 : HORRY (A.) – *Lyon, un dépotoir domestique de la fin du règne de Louis XIV*. *Archéologie du Midi médiéval*, 14, 1996, p. 159-169.

Horry 2000 : HORRY (A.) – *Lyon Presqu'île : contribution à l'étude des céramiques du haut Moyen Age*. *Archéologie du Midi Médiéval*, 18, 2000, p. 1-26.

Horry 2001 : HORRY (A.) – *La faïence à Lyon du XIve au XVIe siècle : l'apport des fouilles récentes*. *Archéologie du Midi Médiéval*, 19, 2001, p. 137-179.

Horry 2002 : HORRY (A.) – Découverte de faïences hispaniques lors des fouilles archéologiques récentes à Lyon. In : *Le calife, le prince et le potier. Les faïences à reflets métalliques*. Catalogue d'exposition. Lyon, Musée des Beaux-Arts. 2002, p. 228-229.

Horry 2003 : HORRY (A.) – Premiers témoignages archéologiques des faïenciers lyonnais du XVIe siècle. In : *Majoliques européennes. Reflets de l'estampe lyonnaise (XVIIe-XVIIIe siècles)*. Actes des journées d'études internationales « Estampes et Majoliques », Rome 1996, Lyon 1997, Editions Faton, Dijon, 2003, p. 106-109.

Horry 2006 : HORRY (A.) – La céramique médiévale dans la moyenne vallée du Rhône (VIe-XIIIe s.). In : MAUFRAS (O.) éd. – *Habitats, nécropoles et paysages dans la moyenne et la basse vallée du Rhône (VIIe-XVe s.) : contribution des travaux du TGV-Méditerranée à l'étude des sociétés rurales médiévales*. Paris : Editions de la MSH, 2006 (DAF ; 98), p. 363-405.

Horry 2009a : HORRY (A.) – Le vaisselier lyonnais du XIve au XVIe s. : vers la naissance de la céramique moderne. In : *La cuisine et la table dans la France de la fin du Moyen Age*. Caen : Publications du CRAHM, 2009, p. 299-316.

Horry 2009b : HORRY (A.) – Terra Incognita ? Céramiques et archéologie des temps modernes : premier bilan et réflexions à partir de l'exemple de Lyon. In : CHAPELOT (J.) dir. - *Trente ans d'archéologie médiévale en France : un bilan pour un avenir*. Actes du 9e congrès international de la Société d'archéologie médiévale, Vincennes, 16-18 juin 2006. Caen, Publications du CRHAM, 2009, p. 321-335.

Horry, Silvino à paraître 2012 : HORRY (A.), SILVINO (T.) – La céramique. In : AYALA (G.) dir. – *Lyon, Saint-Georges. Formation et évolution d'un espace fluvial en bord de Saône (archéologie, environnement et histoire)*. Paris : Editions de la MSH (DAF) à paraître 2012.

Horry à paraître 2013: HORRY (A.) – *Potiers en Dauphiné au bas Moyen Age : les ateliers d'Aoste (Isère)*. Archéologie Médiévale 2013.

Jannet-Vallat 1984 : JANNET-VALLAT (M.) – *Fouilles de sauvetage 1982-1983 à Surieu (Isère)*. *Archéologie du Midi médiéval*, 2, 1984, p. 123-132.

Leenhardt, Vallauri 1988 : LEENHARDT (M.), VALLAURI (L.) – Le mobilier céramique, in : ESQUIEU (Y.), dir. - *Viviers, cité épiscopale*. Lyon : ministère de la Culture, DRAC Rhône-Alpes, 1988 (DARA ; 1), p. 81-94.

Le Nézet-Célestin, Horry à paraître 2012 : LE NÉZET-CÉLESTIN (M.), HORRY (A.) – *La fouille d'ateliers de potiers établis vers l'an mil à Romans-sur-Isère (Drôme)*. Actes du colloque international de Douai Les ateliers médiévaux du Ve au XIe s. dans l'espace européen, oct. 2010, à paraître.

Lenoble 2001 : La Vaisselle de Terre (p. 383-388) in BOUCHARLAT (E.) - *Vivre à la campagne au Moyen-Age : l'habitat rural du Ve au XIIIe s.* D'après les données archéologiques sous la dir. de FAURE-BOUCHARLAT (E.) en collaboration avec VICHERD (G.), BOUVIER (A.), FOREST (V.), DE KLIJN (H.). DARA n°21, 2001 ; 431 p.

Maccari-Poisson 1988 : MACCARI-POISSON (B.) – *Un dépotoir du bas Moyen Age dans le quartier Saint-Jean à Lyon*. *Archéologie Médiévale*, XVIII, 1988, p. 215-237.

Maccari-Poisson 1991 : MACCARI-POISSON (B.) – Contribution à l'étude des poteries du haut Moyen Age : le quartier Saint-Jean à Lyon (IXe-Xe s.). In : *A Ceràmica no Mediterrâneo occidental*, actes du Ve congrès sur la céramique médiévale en Méditerranée occidentale, Lisbonne 1987. Mertola : 1991, p. 147-160.

Maccari-Poisson 1992 : MACCARI-POISSON (B.). - La vaisselle de terre. In : RAYNAUD (F.), FOY (D.), MACCARI-POISSON (B.), OLIVE (C.), DE ROGUIN (L.). - *Le château et la seigneurie du Vuache. Haute-Savoie (74)*. Documents d'Archéologie en Rhône-Alpes. N°6, Lyon, Service Régional de l'Archéologie, 1992, p. 106-108.

Maccari-Poisson 1994 : MACCARI-POISSON (B.) – Les céramiques médiévale et moderne. In : ARLAUD (C.), BURNOUF (J.), BRAVARD (J. -P.), LUROL (J. - M.), VÉROT-BOURRÉLY (A.). - *Lyon, Saint-Jean. Les fouilles de l'îlot Tramassac*. Lyon : ministère de la Culture, SRA Rhône-Alpes, 1994. 151 p. (Dara ; 10, série lyonnaise 4), p. 93-116.

Mani 2004 : MANI (C.) – *La « céramique bistre » dite de Sevrey (Saône-et-Loire) : caractérisation et étude de diffusion d'une production du haut Moyen Age*. *Revue archéologique de l'Est*, 53, 2004, p. 189-219.

Renimel 1974 : RENIMEL (S.) – *L'atelier céramique de Sevrey IXe-XIXe siècles : un millénaire de tradition céramique en Chalonais*. Chalon-sur-Saône : société d'histoire et d'archéologie, 1974, 68 p.

Raynaud 1992 : RAYNAUD (C.) – La céramique médiévale. In : *D'Augusta Tricastinorum à Saint-Paul-Trois-Châteaux*. Lyon : ministère de la Culture (DARA ; 7), 1992, p. 184-193.

Reynaud et al. 1975 : REYNAUD (J.-F.), COLARDELLE (M.), BAILLY-MAITRE (M.-C.), FAURE-BOUCHARLAT (E.), CLERMONT (M.), MANDY (B.), MANIPOUD (B.) – *Etude d'une céramique régionale : les vases à fond marqué du XIe siècle dans la région Rhône-Alpes*. *Archéologie médiévale*, V, 1975, p. 245-285.

Rondot 1889 : N. RONDOT – *La céramique lyonnaise du XIve au XVIIIe siècle*. Paris, 1889.

Rosen 1992 : ROSEN (J.) – *Le laboratoire d'analyses, l'exemple de Meillonas*. In : *Faïence et archéologie*. Actes du colloque de Moustier-Sainte-Marie, 1991, n° spécial du bulletin de l'Académie de Moustier, 43, 1992, p. 79-85.

Rosen 2000a : ROSEN (J.) – *La manufacture de Meillonas (Ain) 1760-1870. Catalogue typologique des céramiques*. Lyon : ministère de la Culture et de la Communication, DRAC, SRA, 2000 (DARA ; 19), 1 CD-rom.

Rosen 2000b : ROSEN (J.) – *La manufacture de Meillonas (Ain). Etude d'une fabrique de céramique régionale (1760-1870)*. Montagnac : Editions Monique Mergoïl, 2000 (Temps modernes ; 2) 188 p.

Serralongue, Guffond 2001 : SERRALONGUE (J.), GUFFOND (Ch.) – *Annecy, Lycée Gabriel Fauré. Eglise du Saint-Sépulcre*. *Revue Savoisienne*, 2001, p. 46-50.

Spillmaecker 2001 : SPILLMAECKER (C.) dir. – *Potiers et faïenciers en Dauphiné*. Catalogue de l'exposition de Grenoble, Musée dauphinois, 2001 : Grenoble : Glénat, Musée dauphinois, 2001, 188 p.

Vicard 1989 : VICARD (T.). – La céramique. In : BECKER et al. – *Les fouilles de la place Antonin Poncet à Lyon*. *Archéologie du Midi médiéval*, 7, 1989, p. 154-177.

Vicard 1996 : VICARD (T.). – Répertoire illustré des céramiques domestiques en Lyonnais (XIIe-XVIIIe siècles). In : FAURE-BOUCHARLAT (E.) et al. – *Pots, et potiers en Rhône-Alpes. Epoque médiévale. Epoque moderne*. Lyon, 1996 (DARA ; 12), p. 179-302.

Villedieu 1985 : VILLEDIEU (F.) – *Amphores et vaisselle en usage à Lyon du IVe au VIe s. : activités économiques et commerciales*. Actes du Congrès de la SFE-CAG, Reims, 1985, p. 42-46.

Wavelet 2001 : WAVELET (D.) – *Annecy, Vallon de Sainte-Catherine*. Revue Savoisiennaise, 2001, p. 40-45.

Rapports d'opérations

Argant 2011 : ARGANT (Th.) - *Veauche 42*, rapport de fouille préventive, Archéodunum, 3 vol. 2011

Ayala et al 1992 : AYALA (G.), COPRET (D.), HERBET (Y.), HERBET (N.). - *Lyon 7e, (Zac des Portes de la Guillotière) rue Gilbert Dru*. Rapport de fouille de sauvetage programmé. Lyon, Service régional de l'archéologie, Service archéologique municipal, 1992.

Berthelet 1999 : BERTHELET (A.). – *Faïencerie de Sainte-Catherine-du-Mont, vallon du Semnoz*. Rapport de recherche. Annecy : musées d'Annecy, centre d'interprétation de la Ville d'Annecy, 1999.

Berthelet 2002 : BERTHELET (A.). – *La faïencerie de Sainte-Catherine-du-Mont, vallon du Semnoz*. Document final de synthèse. Annecy : musées de la communauté d'agglomération d'Annecy, 2002.

Faure-Boucharlat 1986a : FAURE-BOUCHARLAT (E.) dir. – *Projet collectif de recherche : Les ateliers céramiques du Moyen Age et de l'époque moderne dans la région Rhône-Alpes*. Rapport de fouille programmée " Un atelier de potier médiéval, Bren (Drôme), Le Fontollier ", 1986, vol. dactylogr., 20 p., 19 fig., 23 pl.

Faure-Boucharlat 1986b : FAURE-BOUCHARLAT (E.) dir. – *Projet collectif de recherche : Les ateliers céramiques du Moyen Age et de l'époque moderne dans la région Rhône-Alpes*. Rapport " Artisanat de la terre cuite dans la région de Bren (Drôme) ", 1986, vol dactylogr., 10 p., 3 cartes.

Frascone 2012 - *Lyon 9e, 48, quai Pierre-Scize*, rapport de fouille préventive, INRAP, 2 vol. 2010

Horry 2006 : HORRY (A.) dir. – *Aoste « Normandoz », (Isère). Un atelier de potiers du bas Moyen Age*. Rapport final d'opération. INRAP, 2006, 2 vol.

Laroche, Faure-Boucharlat 2005 : LAROCHE (C.), FAURE-BOUCHARLAT (E.) – *Saint-Bardoux (Drôme). Le Châtelas*. Rapport de fouille d'urgence. DRAC Rhône-Alpes. Service régional de l'archéologie. Lyon. 2005.

Le Nézet-Célestin dir. 2009 : LE NEZET-CELESTIN (M.) dir. – *Romans-sur-Isère (Drôme). Contournement nord-ouest de Romans (CNOR)*. Rapport final d'opération. Inrap-Direction interrégionale Rhône-Alpes Auvergne. Mars 2009.

Le Nézet-Célestin et al. 1998 : LE NEZET-CELESTIN (M.), BONNET (C.), HORRY (A.), PLANTEVIN (C.), ROUSSEL (P.) – *Lyon 2e, 83 rue de la République, 22-24 rue Bellecordière*. Document Final de Synthèse de sauvetage programmé, 2 vol., Lyon, Service Régional de l'Archéologie, 1998.

Lenoble et alii 1996 - 1997 : LENOBLE (M.), AYALA (G.), HORRY (A.), BATIGNE (C.) - *PCR - Les céramiques de l'Antiquité tardive et du haut Moyen Age à Lyon et dans le Rhône*, DRAC Rhône-Alpes, Rapports 1996 et 1997.

Monin et al. 1995 : MONIN (M.), AYALA (G.), HORRY (A.) – *10 rue Marietton, 69009 Lyon*. Document final de synthèse. Lyon, Service régional de l'archéologie, Service archéologique municipal, 1995.

Rottier 2007 : ROTTIER (S.). dir. *16-28 rue des Tuileries. 69009 Lyon*. Rapport final d'opération d'archéologie préventive. Service Archéologique de la Ville de Lyon. Direction des Affaires Culturelles. Décembre 2007.

Wavelet 2002 : WAVELET (D.). – *La faïencerie de Sainte-Catherine-du-Mont. Annecy*. Rapport de sondages archéologiques. Service régional de l'archéologie. Parc Naturel Régional du Massif des Bauges. Service Départemental d'Archéologie de Haute-Savoie. Ville d'Annecy. 2002.

Travaux universitaires

Bugnon 2003-2004 : BUGNON (A.-L.) – *Caractérisation chimique de la production d'un des premiers ateliers de faïencier lyonnais du XVIe siècle. Sites de la République-rue Childebert et rue Bellecordière*. Mémoire de DESS, Université de Dijon, Centre des sciences de la terre, 2003-2004, 74 p.

Chemorin 1984 : CHEMORIN (M.-B.) – *Implantation et permanence des lieux de production céramique dans le département du Rhône de l'Antiquité au XIXe s* ; Thèse de 3e cycle, Université Lyon II, 1984, 2 vol.

Faure-Boucharlat 1980 : FAURE-BOUCHARLAT (E.) – *La céramique médiévale en Lyonnais et Dauphiné. Recherche sur les moyens de production*. Thèse de 3e cycle en archéologie médiévale, Université Lyon 2, 1980, 1 vol., 383 p. dact., 1 vol. pl.

Horry 2006 : HORRY (A.) – *La céramique du XVe au XIXe siècle en région Rhône-Alpes : premiers éléments pour un bilan de 20 ans de recherches archéologiques*. Master 2 : histoire et archéologie médiévales. Université Lumière-Lyon 2, 2006, 2 vol., 217 p.+ annexes.

Mani 2001-2002 : MANI (C.) – *Avant le tupin : caractérisation d'une production du haut Moyen Age en Chalonnois. Etude de diffusion de la céramique bistre*. DESS Université de Bourgogne, Sciences de la terres, année 2001-2002. Rapport de stage, UMR 5138, MOM, Lyon, 41 p.

Rosen 1993 : ROSEN (J.) – *La faïence de Meillonas (1760-1845)*. Thèse de doctorat d'histoire de l'art et d'archéologie, Université de Bourgogne, Dijon 1993, 4 vol., 1129 p.

Théoleyre et Actorie 1983 : THEOLEYRE (A.), ACTORIE (A.) – *La poterie ancienne à Saint-Georges-de-Baroille*. Université de Saint-Etienne. Centre interdisciplinaire d'Etudes et de Recherches sur les structures régionales, 1983, 73 p.

Vélien 2011 : VELIEN (C.) – *La céramique médiévale et moderne en Drôme-Ardèche, l'apport de 40 ans de fouilles archéologiques*. Master 2 de l'EHESS, Université Lumière-Lyon 2, 2011.

Vicard 1984 : VICARD (T.) – *Principes pour une évolution de la céramique régionale. Le XIIIe s. dans le département du Rhône*. Mémoire de maîtrise, université Lyon 2, 1984, 1 vol dactylogr. 228 p.

Acquisition des matières premières, transformation, diffusion

Artisanat du verre

Raymond Moyroud
Archéologue bénévole
Président de l'association des Amis de Bressieux

1. Les conditions de la recherche

Origine de la recherche

Le début de la recherche sur les verreries et le monde verrier en Isère est concomitant de celui mené pour le château de Bressieux pendant la décennie précédant la fondation des Amis de Bressieux⁽¹⁾. En effet, c'est en constatant que des seigneurs de Bressieux avaient fondé des verreries en forêt de Chambaran que des prospections ont été entreprises. Le deuxième élément, ayant permis d'élargir le champ de la découverte à l'ensemble du département, est l'exploitation d'un inventaire manuscrit des ateliers repérés dans les textes par un ancien directeur des Archives départementales⁽²⁾. Et c'est ainsi que depuis une quarantaine d'années les investigations se poursuivent afin de déceler de nouveaux ateliers et de documenter les autres ; témoin celui de Paladru [16] ⁽³⁾ révélé par un texte mais non localisé à ce jour, s'avérant être une des plus anciennes fondations de la forêt de Chambaran.

Méthodes de travail

Sources écrites. Hormis l'inventaire cité précédemment, les principaux textes proviennent des archives départementales de l'Isère (ADI), notamment des séries B (Parlement)⁽⁴⁾, C (Intendance du Dauphiné), H (ateliers fondés par des établissements religieux), 2 C (forêts), S (usines), M (industrie et travail) etc., sans oublier les minutiers des notaires (3 E) fournissant un nombre important d'actes d'albergement⁽⁵⁾, de mariages, testaments de verriers, etc. De plus, quelques sources imprimées du XIXe s. ont fourni des informations recoupées avec les textes et les découvertes du terrain.

Prospections de terrain. Elles ont été possibles grâce à l'apport des textes, la toponymie (plans cadastraux napoléoniens notamment) et les cartes au 25000e⁽⁶⁾. Dans un second temps, l'expérience acquise lors des premiers repérages a permis de localiser les ateliers ne figurant sur aucun document. Sur l'ensemble des sites, près de 9000 tessons ont été collectés en prospection de surface et classés par catégorie, ainsi qu'ils apparaissent, pour chaque atelier, dans le tableau.

Analyses physico-chimiques. Il n'y a pas eu de fouille archéologique et aucune étude scientifique du matériel livré n'a été mise en oeuvre. Néanmoins, deux séries

d'analyses ont pu être réalisées. La première série, en 1989, portait sur douze échantillons provenant de la forêt de Chambaran (Barrera, Velde 1989, p. 130). La seconde, en 1992, concernait des échantillons provenant des verreries de Roybon [7], St-Pierre-de-Bressieux [11], Arzay [19], Bossieu [23], Artas [34], Entre-deux-Guiers [43]⁽⁷⁾. Ces analyses entraient dans le cadre d'une étude générale sur la production du verre bleu cobalt en France (Gratuze *et al.* 1992, p. 97 à 108).

2. Les ateliers : potentiel archéologique (carte hors texte n° 6, cahier couleur)

Les espaces géographiques

Les ateliers étaient principalement installés dans des forêts, favorisant l'approvisionnement en bois pour la chauffe des fours. C'est ainsi que dans l'Isère trois forêts sont principalement concernées : celles de Chambaran⁽⁸⁾, de Bonnevaux et de Chartreuse. Cependant, d'autres ateliers se sont installés sur leur pourtour, probablement dans des espaces boisés qui ne le sont plus actuellement. Deux autres verreries se sont établies dans la région grenobloise [50 et 51], deux autres à l'extrême sud du département dans le bourg de Tréminis [52 et 53], enfin, à la période industrielle, deux encore dans la ville même de Vienne [26 et 27]. De plus, ont été compris dans notre secteur de recherche quelques ateliers situés hors du département mais implantés à proximité de ses limites : Le Grand-Serre et Montrigaud dans la Drôme [13 et 14], Chaponnay dans le Rhône [41] et Corbel en Savoie [49]. Enfin, en ce qui concerne les verreries de l'Antiquité, deux sont des ateliers sylvestres [1 et 2] et les autres [3 et 4] plutôt urbains.

Les ateliers reconnus sur le terrain

Sur les 53 ateliers recensés, 29 ont été formellement identifiés et sont indiqués en grisé sur le tableau. Cette identification s'est faite principalement par les ramassages de surface effectués à l'emplacement des dépotoirs, plus ou moins grands suivant les sites verriers.

En forêt de Chambaran, la plus grande partie des sites correspond à des espaces essartés assez importants sur lesquels étaient implantées la verrerie, la maison du verrier mais également des terrains et vergers permettant à la communauté verrière de vivre en autarcie. Très souvent, à proximité, sources, rivières ou étangs fournissaient l'eau indispensable pour la vie de tous les jours. A Bonnevaux ou dans l'ancien Viennois, l'aspect des sites, dans une grande majorité des cas, est identique, à celui du Chambaran. Quant à la Chartreuse, où la fabrication du verre n'est pas attestée avant le début du XVIIIe s., les fours des verriers étaient posés sur des petites

plates-formes de quelques dizaines de mètres carrés seulement au cœur de la forêt (un peu comme celles des charbonniers). Alors que les verriers du Chambaran et de Bonnevaux vivaient à proximité des ateliers, il semblerait qu'en Chartreuse tel ne fut pas le cas et que les artisans verriers résidaient à l'extérieur des forêts.

Les autres ateliers connus seulement par les textes

Pour les 24 autres établissements révélés par la toponymie ou par les textes, la recherche de localisation s'est avérée négative pour différentes raisons. La première découle des bouleversements de terrain pour implantations de constructions, d'usines, voire de pistes de ski en Chartreuse, etc. La seconde est l'absence de résultat des prospections et enquêtes orales sur des sites pourtant connus par des toponymes tels que *le Verrier*, *les Verrières*, *les Voieries*, etc. Enfin, le dernier motif ne favorisant pas la découverte est la présence de prairies ou jachères dans lesquels il est difficile de trouver des traces d'activité verrière⁽⁹⁾.

3. Les productions

Sur les 9000 tessons récoltés (voir tableau pages 77 et 78), 50% sont des déchets de fabrication ou de cuisson et le reste des fragments d'objets (verres à boire, gobelets, coupes, fioles, anses, boules de préhension, boules de pied de verre, etc.), verres à vitre, vestiges de creuset, objets de parure (détail sur le tableau pages 77 et 78), etc. Les couleurs sont très variées d'un site à l'autre : vert de différents tons : verdâtre, vert olive, vert bleuté, vert foncé, chamois, bleu, violet (indigo ?), rosé, incolore, etc. L'état très fragmentaire de la récolte n'a permis aucune reconstitution, même si quelques pièces évoquent des objets très connus par ailleurs. Un seul contenant entier provient de La Garde [11] ; il s'agit d'une petite fiole à parfum, vert verdâtre (5,8 cm x 4,35 cm) avec un petit col évasé.

Antiquité

Le site de La Côte-Saint-André [2] est attesté par la découverte de 66 tessons d'objets bleutés, caractéristiques de cette époque, et surtout par 2 déchets de fabrication qui prouvent qu'il s'agit bien d'un atelier de production.

Forêt de Chambaran

Parmi les particularités des établissements de cette forêt on notera qu'à La Garde et à La Vieille [11 et 7] la collecte de 197 tessons de verre incolore avec inclusion de bleu, teinté au cobalt, confirme la fabrication d'objets de grande qualité probablement réservés aux tables nobles (fig. 28 et 30). La technique utilisée par les verriers est celle de verreries à décor bleu rapporté : filets parallèles ou ondés, pastilles, cordons dentelés, etc. (Foy 1989, p. 229-239). Ces éléments peuvent être rapprochés du verre à boire incolore soufflé, avec inclusion de bleu, fin XVe-XVIe s., dans le style « façon de Venise », mis au jour lors des fouilles du château de Bressieux et présenté au musée de Bressieux⁽¹⁰⁾ (fig. 29).

A La Vieille [7], 13 tessons de gobelets, verres ou coupes d'un verre incolore à riche décor constitué de cordons dentelés rapportés, confirment, quant à eux, une fabrica-

tion du XVème siècle (Foy, Sennequier 1989 p. 281-283) (fig. 30).

A La Vieille encore, 9 petites baguettes de verre, bleu foncé ou noir, avec enroulements de filets de différents coloris pouvant servir de décors pour des objets, confirment la dextérité des verriers.

Le site de La Garde [11] a livré 19 tessons de creuset dont la partie intérieure du fond et du corps de l'objet est enverrée⁽¹¹⁾ avec du verre bleu, vert, chamois ou rosé, quelquefois sur une épaisseur de près d'un cm.

La forêt de Chambaran a également fourni 46 tessons de verre incolore (31 à La Vieille [7], 7 à La Garde [11], 6 aux Verrières de Montrigaud [14], 1 au bourg de Roybon [8] et 1 à Poméras [9]), avec une côte bombée moulée en relief. Ces fragments, très homogènes, font partie d'une production identique dans les différents sites. L'objet, probablement un gobelet ou un verre à boire, comportait des côtes sur la panse pour la renforcer et la décorer. Le fragment unique de la verrerie du bourg de Roybon [8], dont on connaît très précisément la date de fondation et de cessation d'activité, permet de retenir une production de la première partie du XVIIe s.

Forêt de Bonnevaux

Plusieurs ateliers de cette forêt sont de fondation tardive (XVIIIe-XIXe s.) ; de ce fait, une partie importante du matériel collecté correspond à cette période. Par contre, dans trois ateliers, plus anciens, la qualité des objets récoltés est plus conforme à ce que livrent d'autres ateliers contemporains.

A Virri-Vacque⁽¹²⁾ le site comportait deux fabriques, distantes d'une trentaine de mètres ; une pour le verre de vitrage, l'autre pour les objets. Sur le premier site, 105 tessons de verre plat, entre un et 2 mm d'épaisseur, vert verdâtre avec des petites bulles, ont été récoltés. Parmi ces tessons, un seul comporte une bordure légèrement arrondie qui s'encastrait dans le montant de l'ouverture. La production, très régulière, pourrait s'apparenter à du vitrage pour chapelles ou églises ? Sur l'autre site, les productions sont de qualité, avec des vestiges qui correspondent à des verres à boire, gobelets, flacons, etc., incolores, chamois, verts (de différents tons), bleus, etc.

Ancien Viennois

Les verreries de Bois-Maret [30], Chard⁽¹³⁾ [31] et La Verrière à Artas [34] ont livré un matériel important et de qualité et elles sont bien documentées. En revanche, les trois ateliers de Chatonnay [36 à 38] n'ont donné lieu à aucune prospection, même si un texte lacunaire de 1647 a été retenu.

Forêt de Chartreuse

La spécificité du verre de Chartreuse est une fabrication très homogène d'un vert légèrement teinté en bleu. En effet, sur les 3438 tessons collectés, près de 50% correspond à cette production. On retrouve dans les autres productions les coloris habituels, que ce soit pour les objets ou le verre de vitrage.

Au Désert [43], ont été récoltés quelques objets de parure (détail sur le tableau pages 77 et 78) avec une petite bague entière et le chaton d'une autre, dont le motif identique moulé est constitué de six points en relief autour

d'un point central. Cet atelier, comme les autres, a également livré des tessons d'objets classiques mais aussi des baguettes de verre incolore, bleu clair ou foncé, chamois, pouvant servir pour réaliser des décors sur les objets. Le verre bleu teinté au cobalt est également présent dans pratiquement tous les sites, certes en petite quantité, mais suffisamment pour attester sa fabrication. Quant au verre de vitrage, sa présence sur l'ensemble des sites, avec 10% des tessons collectés, souligne qu'il s'agissait d'une production régulière au début du XVIIIe s.

4. Perspectives pour la recherche sur les ateliers de verriers

En matière de conclusion au terme de ce bilan, quelques pistes peuvent être envisagées pour confirmer, améliorer ou compléter la problématique du verre en Isère. Pour ce faire, les propositions suivantes sont avancées :

- Localisation des sites litigieux

Elle est à poursuivre, plus particulièrement pour les sites [16-42 et 52] qui posent problème.

- Carte archéologique

Le recensement, au niveau cadastral, des sites feutrés en gris sur le tableau, semble être une priorité dans la poursuite de l'action. Le repérage qui en découlerait permettrait dans l'avenir, à d'autres chercheurs, de localiser les sites plus aisément. Une assistance technique pour cette opération est vivement souhaitable.

- Analyse scientifique du matériel

Une analyse du matériel par un spécialiste serait nécessaire. Elle permettrait de préciser et déterminer la fonction des différents objets, de faire des comparaisons avec des pièces découvertes sur d'autres sites, d'étudier les différentes productions et les matières premières mises en oeuvre et enfin d'établir des datations.

- Sondages

Ainsi qu'il a été précisé, aucune fouille n'a été réalisée sur les sites isérois. Cependant, il ne fait pas de doute que des prospections apporteraient des informations qui font défaut. S'il fallait proposer un ou deux sites, ceux de La Garde [11] et de La Vieille [7], qui ont livré le plus beau matériel, pourraient être retenus.

- Prospections complémentaires

Enfin, parmi les méthodes à retenir pour mener à bien cette recherche, ne peut-on envisager des prospections géophysiques ? Elles auraient, semble-t-il, l'avantage de repérer des substructions dans le sous-sol qu'aucun indice ne signale en surface. Ces opérations pourraient mettre en évidence des fours ou des éléments d'ateliers à exploiter, ensuite, par la fouille.

Bibliographie

Barrera, Velde 1989 : BARRERA (J.), VELDE (B.) – *A study of french medieval glass composition*. Archéologie médiévale, XIX, 1989, p. 81 à 130 (site 11).

Foy 1989 : FOY (D.) – *Le verre médiéval et son artisanat en France méditerranéenne*. Paris : éditions du CNRS, 1989, 467 pages.

Foy-Sennequier 1989 : FOY (D.), SENNEQUIER (G.) – *A travers le verre du Moyen Âge à la Renaissance*. Catalogue de l'exposition réalisée par le Musée des Antiquités de Seine-Maritime, Rouen, octobre 1989, 454 pages.

Gratuze et al. 1992 : GRATUZE (B.), SOULIER (I.), BARRANDON (J.-N.), FOY (D.) – *De l'origine du cobalt dans les verres*. Revue d'Archéométrie, 16, 1992, p.97 à 108.

Moyroud 1983 : MOYROUD (R.) – *Les verriers de la forêt de Chambaran sous l'Ancien Régime*, extrait d'Evocations 1981-1982 – tiré à part en 1983, 34 p.

Moyroud 1991 : MOYROUD (R.) – *Les verreries dans le département de l'Isère. In : Ateliers de verriers de l'Antiquité à la période pré-industrielle*. Actes des 4èmes Rencontres de l'Association française pour l'archéologie du verre, Rouen, 24-25 novembre 1989, Rouen, 1991, p.119-128.

Moyroud 1992 : MOYROUD (R.) – *Verriers et verreries [en Chartreuse]*. In : *Archéologie chez vous, Chartreuse, Saint-Egrève, Saint-Laurent-du-Pont*, 1992, p. 66-67.

Moyroud 1992 : MOYROUD (R.) – *Les verriers de la forêt de Bonnevaux (Isère)*. In : *La Pierre et l'Écrit*, PUG, 1992-93, p. 121-156.

Moyroud 1996 : MOYROUD (R.) – *La verrerie de Tréminis*. In : *Patrimoines en Isère, Trièves*, 1996, p. 219-222, 224-225.

Moyroud 1999 : MOYROUD (R.) – *Les verreries de Chambaran*. In : *Patrimoine en Isère, Chambaran*, 1999, p. 204-207, 213.

Moyroud 2002 : MOYROUD (R.) – *Loups et loups-garous autour des verreries en Bas-Dauphiné sous l'Ancien Régime*. In : *Le fait du loup, de la peur à la passion : le renversement d'une image*, Le Monde alpin et rhodanien, Grenoble, 2002, p. 125-134.

Moyroud 2003 : MOYROUD (R.) – *De la verrerie forestière à la verrerie industrielle en Isère, Bilan d'une recherche en cours (Antiquité-XIXe siècle)*. In : « *Le Patrimoine c'est d'abord les gens...* ». Textes et images pour Jean Guibal, Centre alpin et rhodanien d'ethnologie, décembre 2003, p. 195-200.

Moyroud 2003 : MOYROUD (R.) – *Un atelier antique de verrerie à Vitrieu*. In : *Patrimoine en Isère, Pays de Roussillon*, 2003, p. 30-31.

Soulier 1999 : SOULIER (I.) – *L'étude physico-chimique des verres archéologiques à travers l'exemple de 6 verreries de l'Isère*, extrait de la thèse de 3e cycle soutenue à l'université d'Aix-en-Provence en mars 1999 (CNRS-IRAMAT-Centre E.Babelon-Orléans), 1999, 4 pages.

"localisation" du tableau ci-après p. 77, 78.

7 - CNRS-IRAMAT – Centre E. Babelon à Orléans (Soulier 1999).

8 - La verrerie du bourg de Roybon [8] échappe à cette règle puisqu'elle avait été construite intra muros.

9 - Au début de la recherche, une grande quantité de terres était encore cultivée, favorisant ainsi les ramassages de surface.

10 - Parmi les autres pièces de vaisselle de verre livrées par la fouille, on peut encore découvrir au musée de Bressieux un bel ensemble comprenant : pieds de verres bitronconiques (Foy 1989, p. 199-200), gobelets, fioles, verres à pied, boules de pied de verre, anses, goulots, etc. Tous ces objets viennent, sans aucun doute, des verreries de Chambaran (DARA, *ouvr. cité*, p. 153-162).

11 - Enverrer : mettre dans un creuset neuf du verre en fusion pour protéger ses parois.

12 - Virri-Vacque : « la verrerie abandonnée » selon la tradition orale. Ce toponyme semble être un mélange de bas latin et de patois régional.

13 - Cette verrerie est, semble-t-il, la plus ancienne en Isère. En 1250, le dauphin Guignes VII dresse un répertoire de ses biens dans le mandement de Revel sur lequel figure un chazal, une maison et sa verrerie que détient *Petrus Veters*, moyennant une redevance annuelle de trois sols (ADI B 2662 f° 60). Episodique ou continue, son activité n'est pas connue dans sa totalité, mais encore signalée le 7 ventôse de l'an VI (ADI L 288).

1 - Association loi 1901 fondée le 4 juillet 1981. La publication d'un volume des Documents d'archéologie en Rhône-Alpes et en Auvergne, Le château de Bressieux (Isère), par Yvonne Harlé-Sambet et Raymond Moyroud, sous la direction scientifique de Chantal Mazard, avec de nombreuses collaborations, septembre 2009, 226 pages, 300 illustrations, fournit le résultat d'une trentaine d'années de travaux et de recherches.

2 - E. Pilot de Thorey, *Notes, analyses et copies de documents relatifs à l'histoire du Dauphiné rédigées par J.J.A. Pilot et E. Pilot de Thorey rassemblées par E. Pilot de Thorey, reliées en plaquettes ou en volumes de format divers (XIXe siècle)*, manuscrit R 7906 (37) *Gentilshommes verriers* (Bibliothèque Municipale de Grenoble).

3 - Désormais, les numéros cités dans le texte entre parenthèses droites renvoient au tableau.

4 - C'est dans cette série que se trouve l'albergement de la verrerie de la Bâtie [5] en 1338 (ADI B 3243 f° 23 r.) sur lequel figure le montant du cens annuel se composant de près de trois mille pièces de verre soigneusement énumérées couvrant des besoins aussi variés que la table, le transport, le stockage, l'éclairage, la médecine, le jeu, etc. (dans le DARA, *ouvr. cité*, voir le détail de cette redevance à la page 161).

5 - Albergement : bail emphytéotique avec réserves perpétuelles en usage en Dauphiné.

6 - Les sites repérés avec certitude sur le terrain ont été grisés dans la colonne

N.B. : Les références entre [] dans le texte, renvoient au n° du tableau ci-dessous

INVENTAIRE DES VERRERIES EN ISERE ET EN LIMITE DU DEPARTEMENT : données historiques et archéologiques (de l'Antiquité à la période industrielle)													
N°	Localisation (1) <i>Atelier, commune</i>	Datation			Connaissance du site			Prospections de surface					
		Fondation	Quelques repères	Extinction Destruction Vente	Texte	Prospection	Toponymie	Tessons objets verre	Verre vitrage	Objets parure	Tessons creusets	Déchets fabrication	Monnaies
Ateliers de l'Antiquité													
1	<i>Vitrieu, Vernioz (38)</i>	?				X	X						
2	<i>Les Charpillates, La Côte-Saint-André (38)</i>	?				X		66 (2)				2	
3	<i>Les Côtes (3), Aoste (38)</i>	?	IIe s.			X							
4	<i>Saint-Martin (4), Vienne (38)</i>	?	IVe s.			X							
Forêt de Chambaran (dans et autour)													
5	<i>La Bâtie, Roybon (38)</i>	1338	1559	1682	X	X		7				4	1 (5)
6	<i>La Neuve, Roybon (38)</i>	1477	1684		X	X		17			2	219	
7	<i>La Vieille, Roybon (38)</i>	1474	1556	1623	X	X		754	10	2 (6)	22	896	
8	<i>Bourg de Roybon Roybon (38)</i>	1613		1660	X	X		58		1 (7)		38	
9	<i>Poméras, Roybon (38)</i>	?	1496 1569		X	X		25			4	58	1 (8)
10	<i>La Jonchère Roybon (38)</i>	?	1617		X	X		85	11		2	78	
11	<i>La Garde (9), Saint-Pierre-de-Bressieux (38)</i>	1401	1571 1729		X	X		199			19 (10)	175	1 (11)
12	<i>Revel, Saint-Pierre-de-Bx (38)</i>	?	1474 1443		X	X		13			36	26	
13	<i>Le Rabbin, Le Grand Serre (26)</i>	?	XVe s. ?			X		6			9	39	
14	<i>Les Verrières, Montrigaud (26)</i>	?				X	X	172	22	1 (12)	12	301	
15	<i>Le Verrier, Thodure (38)</i>	?					X						
16	<i>Paladru, (13)? (Entre Roybon et Moras ?)</i>	entre 1281 et 1307			X								
17	<i>Prémaret, Saint-Geoires (38)</i>	?	1654 (?)		X								
18	<i>Les Murailles, Dionay (38)</i>		1754		X	X						67	
Forêt de Bonnevaux (dans et autour)													
19	<i>Crepet, Arzay (38)</i>	?		1473 (?)	X	X		82			6	52	
20	<i>Chatagnier- Bruyère, Chambaran, Arzay (38)</i>	1473	1505 1723	1788	X	X		2			4	17	
21	<i>Morfondière, Arzay (38)</i>	?	1806		X	X		153	58		3	116	
22	<i>La cantine, Arzay (38)</i>	?	19e s. ?			X		82	4			40	
23	<i>Virri-Vacque, Bossieu (38)</i>	?	1648 1672		X	X	X	51	105 (14)			65 (15)	

1 - Les sites grisés sont ceux qui ont été repérés sur le terrain.

2 - Pierre Marmonier de la Côte-Saint-André, découvreur du site, a également collecté une centaine de tessons d'objets et de déchets de fabrication.

3 - Un dépôt (IIe-IIIe siècles) est repéré sur la butte *Les Côtes*, lieu habité dans l'Antiquité (Jospin J.-P. "Trois intailles en verre découvertes à Aoste, Isère" *Bulletin de l'AFAV*, 1997 - 1998, p. 6)

4 - Atelier (IVe siècle) implanté dans le quartier de Saint-Martin sur les vestiges d'une *villa* gallo-romaine (Foy D. - Tardieu J. "Une verrerie de la fin de l'Antiquité à Vienne", *Actes du 108e congrès des Sociétés savantes*, Grenoble, avril 1983, p. 103-105).

5 - Louis XVI.

6 - Une perle bleue ouvragée et partie d'une bague bleue d'enfant.

7 - Une perle bleue.

8 - Louis XVI.

9 - Sur ce site a été également collecté en ramassage de surface, 750 tessons de poterie, dont une grande quantité très homogène.

10 - + 2 marbres (galets plats, diam. 10 cm).

11 - Marie de Montpensier, princesse de Dombes 1608-1626.

12 - Une perle bleue.

13 - D'après les actes de la *Réformation des Eaux et forêts* de la forêt de Chambaran en 1724 (ADI 2 C 971 f°280 v.) il s'agit d'un atelier fondé par le dauphin Humbert Ier qui régna de 1281 à 1307. A ce jour, il n'a pas été localisé sur le terrain.

14 - Tessons de couleur vert verdâtre très homogène.

15 - 10 tessons de vestiges du four de verre à vitre ont été également récoltés

N°	Localisation (1)	Datation			Connaissance du site			Prospections de surface					
	Atelier, commune	Fondation	Quelques repères	Extinction Destruction Vente	Texte	Prospection	Toponymie	Tessons objets verre	Verre vitrage	Objets parure	Tessons creusets	Déchets Fabrication	Monnaies
24	Choley, Lieu-Dieu (38)	?		1786	X	X		22				8	
25	Clapot, Lieu-Dieu (38)	1789		1801		X		4			4	5	
	Ancien Viennois												
26	La Haute, Vienne (38)	1786	1877		X								
27	Rogniat, Vienne (38)	?			X								
28	La-Tour-du-Buis, Cours-et-Buis (38)	?		1787		X							
29	Voirieu, Montseveroux (38)	?					X						
30	Bois-Maret, Primarette (38)	?	1525 1751		X	X		65	16			116	
31	Chard, Pisieu (38)	?	1250 1632 An VI		X	X		185	38		18	253	
32	Les Verrières, Pajay (38)	?					X						
33	Les Voieries, Charentonnay (38)	?	1353		X		X						
34	La Verrière, Artas (38)	?	1617		X	X	X	105	10		10	121	
35	Les Verrières, Les Eparres (38)	?					X (16)						
36	Saint-Christophe, Châtonnay (38)	?	1647		X								
37	La Verrière, Châtonnay (38)	?			X		X						
38	La Grande, Châtonnay (38)	?			X								
39	L'Etang de fer, Champier (38)	?			X	X	X	34	11		7	117	
40	Verrière, La Côte-Saint-André (38)	?	1450 1604		X								
41	La Verrière, Chaponnay (69)	?			X		X						
42	? Saint-Alban (17) (38)	?	1666 1670		X								
	Forêt de Chartreuse												
43	Le Désert, Entre-deux-Guiers (38)	1713		1718	X	X		730	120	6 (18)	1	1022	
44	La Verrière, Miribel-les-Echelles (38)	?	1670		X	X	X	124	7		4	212	
45	Le Fourmel, Saint-Joseph-de-Rivière (38)	?			X	X	X	185			2	277	
46	La Verrière, Saint-Christophe-sur-Guiers (38)	?				X	X	162	55			215	
47	Cucheron, Saint-Pierre-de-Chartreuse (38)	?			X								
48	Perquelin, Saint-Pierre-de-Chartreuse (38)	?	1724		X								
49	Debelle, Corbel (73)	?	1746		X	X		112	164		1	53	
	Région grenobloise												
50	Porte de France, Grenoble (38)	?	1666		X								
51	La Verrerie, Le Fontanil (38)	1802			X								
	Le Trièves												
52	Château-Méa, Tréminis (38)	?	1664		X								
53	Château-Bas (19), Tréminis (38)	1817		1833	X								

16 - Aux Eparres, il y a deux lieux-dits "La Verrière".

17 - Signalé sous le nom de "Saint-Alban" sans précision de la commune (Saint-Alban-de-Roche - Saint-Alban-de-Varèze - Saint-Alban-du-Rhône ?)

18 - 1 bague, 1 chaton de bague, 4 morceaux d'anneaux de bague et une perle (couleur bleu-violet)

19 - Des tessons de verre blanc et vert verdâtre ont été récupérés par le propriétaire du terrain avant qu'il ne soit mis en prairie.



Figure n° 28 : Tessons de verre incolore avec décors bleu cobalt rapportés comportant des filets parallèles ou onvés, pastilles, cordons dentelés, ...sur goulots, coupes, verres à boire, pieds de verres à boire provenant de la verrerie de la Garde (cliché Raymond Moyroud)



Figure n° 29 : Objets en verre livrés par les fouilles du château de Bressieux (1983-1992) et provenant, probablement, des verreries de la forêt de Chambaran (musée de Bressieux). A droite du cliché, verre "à la façon de Venise" dont la jambe est formée de deux cordons de verre torsadés avec inclusion de verre bleu cobalt et rattachés à la panse. La coupe porte un décor de côtes ondulées en relief ainsi que des filets de verre à mi-hauteur de la panse (cliché Pierre Plattier, ALPARA, DARA n° 32 Le château de Bressieux (Isère) [2009], fig. 183, p. 154).



Figure n° 30 : Tessons de verres à boire incolores, provenant de la verrerie Vieille, qui comportaient de luxueux cordons dentelés à la base de la coupe et à la base de la tige (cliché Raymond Moyroud). L'illustration 31 fournit un modèle entier d'un verre identique provenant du château du Vuache en Haute-Savoie.



Figure n° 31 : Verre incolore à tige creuse (première moitié du XVI^e siècle) provenant du château du Vuache à Vulbens 74. La coupe hémisphérique décorée de douze côtes en fort relief est portée par une tige creuse nervurée, qui s'évase largement à sa base terminée par un ourlet creux. Deux cordons de verre, larges et plats, rapportés dans un souci de symétrie évident à la base de la coupe et à la base de la tige pour constituer à cette dernière place un pied annulaire, ont été échançrés pour former une large dentelure décorative (DARA n° 6, Frédéric Raynaud Le château et la seigneurie du Vuache Haute Savoie [1992] p. 113 et FOY-SENNEQUIER 1989 p.283)

Acquisition des matières premières, transformation, diffusion

Carrières et production de meules

Alain Belmont

*Professeur d'histoire moderne Université Grenoble 2
LARHRA (UMR CNRS 5190)*

BILAN RÉGIONAL SYNTHÉTIQUE (1998-2010) ET PERSPECTIVES

« Un mobilier ingrat ». C'est ainsi que le responsable d'un service archéologique du sud de la France qualifiait récemment les pierres ayant servi à broyer les céréales, qu'il s'agisse de meules à mains ou de meules de moulins. De fait, l'état actuel de la recherche tendrait à lui donner raison puisqu'à l'échelle du continent européen tout entier, seulement 18 chantiers de fouilles ont été consacrés aux meulières, ces carrières spécifiquement destinées à la fabrication des meules : 3 en Suisse, dont le site de Würenlos fouillé dès 1938 ; 3 en Norvège ; 2 en Allemagne et 10 en France. Quant aux thèses ou aux publications de synthèse dédiées aux meules antiques ou médiévales, elles se comptent sur les doigts de la main. Arrivés tardivement sur cette thématique de recherches, au milieu des années 1990, les chercheurs français ont depuis rattrapé leur retard et apparaissent désormais dans le peloton de tête aux yeux des collègues étrangers. Que ce soit à l'INRAP, dans les SRA, au CNRS ou au sein des universités, l'importance scientifique des outils de mouture et de leurs carrières s'est nettement imposée, notamment grâce aux chantiers programmés menés dans le massif de la Serre (Jura), sur le gisement protohistorique des Fossotes (Vosges), et bien sûr en Rhône-Alpes, sur les sites de Saint-Gervais, Les Ecouges (XIIIe-XVe s.), de Quaix-en-Chartreuse (Isère) (XVe-XIXe s.), respectivement fouillés en 1998 et 2005, et enfin sur les meulières souterraines médiévales et modernes de Viuz-en-Sallaz (Haute-Savoie), étudiées depuis 2010¹

A la lumière de ces chantiers, la communauté des archéologues et historiens a compris que derrière les disques lithiques de plusieurs tonnes qu'elle exhumait, ou que dans ces roches allogènes brisées émergeant des sondages, usées jusqu'à la corde et bien difficiles à reconnaître pour un œil inexpérimenté, se cachait un outil essentiel à l'alimentation des populations du passé. De la qualité des pierres utilisées pour fabriquer metae et catilli, et plus tard dormantes et tournantes - autrement dit les meules du dessous et leurs jumelles du dessus - dépendaient en effet non seulement la quantité mais aussi la qualité des farines produites et en bout de course des principaux aliments des sociétés anciennes. Une roche trop tendre aura du mal à ouvrir l'écorce du grain, s'usera très vite et sèmera du sable dans la farine

au point de la rendre impropre à la consommation et d'user les dents des mâcheurs de miches, jusqu'à leur causer toute une cascade de troubles sanitaires. A l'inverse, une roche trop dure agira comme un coup de marteau sur le grain, empêchant de séparer le son de l'amande et dégageant une huile nuisible à la conservation de la farine. Durs pour ouvrir l'écorce et pour résister à une rotation d'un à deux tours par seconde au sein du moulin ; tendres pour curer l'amande et le germe que contient l'enveloppe du grain, telles doivent être les vertus cumulées des matériaux destinés à la fabrication des meules. Or, de telles roches meulières (ou molasses, en franco-provençal) ne se trouvent pas partout ; elles forment des gisements qui ont été pour certains exploités dès le Néolithique, a fortiori au cours du Moyen Age, et qui atteignirent une échelle industrielle lorsqu'ils offraient une roche d'excellente qualité. En Rhône-Alpes, aux côtés de minuscules carrières butinées pour les besoins d'un ou deux moulins et quasiment présentes dans tous les villages, comme à Chozeau (Isère) ou à Montaimont (Savoie), trouve-t-on ainsi une cinquantaine de sites d'envergure, dont la production atteignit jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de meules et s'exportait à 100 ou 200 km à la ronde. Au fur et à mesure que les exigences alimentaires de la population augmentèrent, ces meulières régionales éliminèrent peu à peu, au cours du Moyen Age, les meulières locales, avant d'être détrônées à leur tour par les meules de silex provenant de la région parisienne et attestées dès 1378 à Grenoble et dès 1446 à Valence.

La région présente donc une pléthore de sites de toutes époques. Ce qui n'a rien d'étonnant : avec un sous-sol particulièrement diversifié, allant des roches sédimentaires et métamorphiques des Alpes aux roches plutoniques et volcaniques du Massif central et des plateaux ardéchois, Rhône-Alpes offre une palette de matériaux dont on trouve peu d'équivalents en France. Le potentiel dont disposaient les meuliers d'antan s'avérait donc particulièrement conséquent. Le recensement de leurs chantiers est en cours depuis une quinzaine d'années, que ce soit par le biais de déclarations spontanées envoyées sur le site internet du Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes (<http://meuliere.ish-lyon.cnrs.fr>), ou par l'intermédiaire de prospections thématiques en bonne et due forme, comme celles conduites en 2010 en Ardèche par Colette Véron, ou encore dans le massif du Mont Vouan (74) par l'université de Grenoble. Les résultats obtenus commencent à devenir conséquents : fin 2010, le site internet du LARHRA recensait 570 meulières à travers toute l'Europe, dont 340 situées en France et 139 en Rhône-Alpes, auxquelles il conviendrait d'ajouter les 65 chantiers récem-

ment découverts dans le seul Mont Vouan. Des bassins carriers se dessinent, des circuits de commercialisation s'esquissent, des mutations sur le long terme dans le choix des matériaux se font jour, qui tendent vers une quête des pierres aux qualités optimales ; mais il manque encore à cet inventaire un caractère systématique étendu à l'échelle de la région entière (carte hors texte n° 7, cahier couleur).

Les lacunes les plus criantes sont d'ordre géographique ; faute d'informateurs bénévoles et d'une structuration institutionnelle de la recherche, certains départements comme le Rhône, avec seulement deux carrières recensées, font pâle figure face aux 49 sites ardéchois. Les déséquilibres sont surtout d'ordre chronologique. Bien documentées par les comptes de châtelaineries puis par les registres notariés prodigieux en ventes de meules, en baux de carrières et en descriptions de moulins, tous documents qui furent systématiquement recherchés lors des opérations programmées de ces dernières années, les grandes meulières médiévales et modernes sont d'autant plus faciles à repérer qu'elles ont marqué le paysage de traces spectaculaires, avec leurs fronts de taille à ciel ouvert étirés sur des centaines de mètres ou leurs chambres souterraines vastes comme des cathédrales. Il n'en va pas de même des sites antiques et alto-médiévaux, de plus petites dimensions et caractérisés par une production surtout faite de meules manuelles d'une quarantaine de centimètres de diamètre, à comparer aux 1,5 à 2 m de diamètre des meules modernes. Excepté en Haute-Savoie, où trois sites ont été repérés et surtout en Ardèche, riche d'une vingtaine de cas, ces sites anciens font cruellement défaut dans notre région ; avant que le système féodal interdise l'usage des meules à mains, c'est pourtant eux qui fournissaient l'essentiel de la production. De même, manquent à l'appel les carrières forcément imposantes, qui inondèrent de leur basalte gris-bleu vacuolaire, le moindre habitat antique. Presque toujours présumées venir de Volvic, parfois de l'Eifel (Rhénanie-Palatinat) ou d'Italie, ces meules romaines pourraient bien s'avérer rhônalpines, comme l'ont démontré les analyses physico-chimiques effectuées par Jean-Louis Reille à partir d'un mobilier gardois. Si l'on extrapole aux premiers siècles de notre ère les bassins de commercialisation du bas Moyen Age et de l'époque moderne, auxquels les cours d'eau navigables servent de colonne vertébrale, les regards se tournent vers les plateaux ardéchois comme celui du Coiron, si proches du Rhône, de ses cités opulentes et de ses *negociatores*. Une fois ces sites retrouvés, peut-être arrivera-t-on à mieux cerner l'étape décisive dans l'histoire de la meunerie française, que fut l'abandon des meules en lave (à la fin de l'Empire romain ? au cours du Moyen Age ?) au profit des pierres sédimentaires de tous acabits, dont le grès et le calcaire, et à en comprendre les raisons. Faut-il voir dans ce changement une incapacité du basalte à résister à l'accroissement du diamètre des meules et de la vitesse de rotation des moulins ? Résulte-t-il d'une mutation alimentaire, privilégiant le pain blanc au détriment du pain de seigle ou d'orge, et bannissant de ce fait les pierres noires ? Ou est-il la conséquence d'une cause culturelle, socio-économique voire politique ?

A ces questions, seuls pourront répondre les grands gisements exploités sur un très long terme. A deux exceptions près, à savoir le site de Claix en Poitou-Charentes, fouillé en 2008, et celui du Mont Vouan (Haute-Savoie) (fig. 32), en cours d'étude en 2010 et 2011, les fouilles effectuées jusqu'ici en Europe se sont uniquement attachées à des meulières exploitées pendant un laps de temps relativement bref, quelques siècles tout au plus. Ces chantiers ont permis de poser les premiers jalons scientifiques, de comprendre les stratégies d'exploitation des gisements, les principales techniques utilisées par les carriers, leurs manières de tailler des meules, de les décoller du substrat et de gérer les montagnes de stériles et de déchets ; ils ont permis de déceler des nuances d'un site à l'autre ou même entre deux ouvriers d'un même atelier, etc. Mais il faudrait désormais percevoir les mutations au long cours, et pour cela il importe de privilégier à l'avenir la recherche sur les grands sites mis en oeuvre sur une très longue durée, par exemple du Néolithique jusqu'au XIXe siècle ; il en existe en Bourgogne, en Rhénanie-Palatinat (Allemagne), et forcément en Rhône-Alpes. Autre thème à développer, l'étude des collections de meules. Lorsqu'elles proviennent de contextes bien datés, elles permettraient d'établir une chrono-typologie qui à son tour, faciliterait à terme la datation des sites d'extractions voire des moulins et de certains niveaux d'occupation, puisqu'il s'avère de plus en plus patent que le diamètre des meules et de certains détails morphologiques ont varié au cours des âges. L'étude de tels corpus a été entreprise à travers toute la France par le « Groupe meules », dirigé par Olivier Buchsenschutz (CNRS, UMR 8546) et Jean-Luc Jaccottey (INRAP), mais doit être accentué en Rhône-Alpes et s'ouvrir davantage à la période médiévale - à l'instar de ce qu'ont fait Nicolas Minvielle et Marie-Christine Bailly-Maître pour les meules à minerai de Brandes-en-Oisans : en effet, sur les 2050 pièces que le « Groupe meules » avait engrangées en décembre 2009, seules 141, soit 7 %, concernaient les départements de notre région. Le développement des bases de données autoriserait aussi la reconstitution des aires de commercialisation des carrières durant les hautes époques, pour lesquelles les sources écrites font défaut - démarche qui suppose la constitution préalable d'une lithothèque de référence, plus conséquente que celle stockée dans le garage de l'auteur de ces lignes, et complétée par les lames minces et analyses chimiques nécessaires pour identifier les provenances en toute certitude, ou même par une cartographie au MEB des éléments terrigènes fins lorsque l'on a affaire à certains calcaires.

Les démarches évoquées ci-dessus ne pourront s'accomplir qu'au prix d'une centralisation des données, et qu'avec des moyens humains, techniques et financiers conséquents et surtout pérennes. Ces moyens, heureusement accordés aux mines et aux minerais, ne pourraient-ils bénéficier aussi aux meulières et aux meules ? Derrière l'apparence anecdotique du sujet, se cache une production dont nous avons oublié l'importance parce que l'usage des meules en pierres et des moulins de Daudet a été depuis longtemps relégué au passé, alors que l'industrie minière occupe toujours une place de choix dans l'économie actuelle et reste présente dans nos pensées.

Pour remettre les « pierres à pain » à la juste place qui fut la leur, on notera qu'une seule d'entre elles, de qualité correcte, valait le prix d'une maison. Un gisement capable d'en produire des dizaines de milliers constituait donc un véritable pactole. La richesse que les grandes meulières procuraient à leurs propriétaires ou à leurs exploitants fit la fortune, au cours de l'époque moderne, de grandes dynasties de la bourgeoisie française. Qu'en fut-il à l'époque médiévale ? Le fait que les premiers établissements de l'ordre des Chartreux soient systématiquement implantés près de meulières d'importance régionale, par exemple aux Ecouges, est-il une simple coïncidence ? La présence de places fortes directement construites sur des fronts de taille, comme à Saint-Quentin-la-Poterie dans le Gard, à Podgrad en Slovénie, ou plus près de nous aux Allinges (Haute-Savoie), dont le château neuf est semé d'alvéoles d'extraction et d'ébauches accidentées dans les fossés et jusqu'à l'intérieur même de l'enceinte, est-elle due à l'avantage d'une position dominante, ou bien à la nécessité de placer sous bonne garde de si précieux trésors ? Les relations entre lieux de pouvoirs et meulières, territoires et carrières : encore une thématique qui s'ouvre aux recherches futures. Les meules, un mobilier ingrat ? Comme l'étaient la céramique antique ou l'archéologie médiévale pour nos prédécesseurs, il n'y a pas si longtemps.

Liste des opérations de terrain depuis 1998

1998

- Isère, Quaix-en-Chartreuse, lieu-dit Trépaloup
Responsable Alain Belmont
Fouille programmée, carrière de meules d'ampleur régionale, XVe-XIXe s.

2005

- Isère, Saint-Gervais, les Ecouges, lieu-dit Les Molières
Responsable Alain Belmont
Fouille programmée, carrière de meules d'ampleur régionale, XIIIe-XVe s.

2007

- Isère, Saint-Victor-de-Morestel, lieu-dit Le Moulin
Responsable Stéphane Bleu
Prospection inventaire, carrière de meules d'ampleur régionale, XIVe s.

2010

- Ardèche
Responsable Colette Véron
Prospection thématique, carrières de meules d'ampleur locale et régionale, Antiquité-XIXe s.

- Haute-Savoie, Saint-André-de-Boège, Viuz-en-Sallaz, lieu-dit Le Mont Vouan
Responsable Alain Belmont
Prospection thématique, carrières de meules d'ampleur régionale, Antiquité-XIXe s.

- Haute-Savoie, Viuz-en-Sallaz, lieu-dit Le Mont Vouan, meulière de Grand'Gueule
Responsable Alain Belmont
Fouille programmée, carrière de meules souterraine

d'ampleur régionale, Haut Moyen Age-XVIe s.

- Haute-Savoie, Viuz-en-Sallaz, lieu-dit Le Mont Vouan, meulière à Vachat
Responsable Alain Belmont
Fouille programmée, carrière de meules souterraine d'ampleur régionale, XVIIe-fin du XIXe s.

Bibliographie

Anderson et al. 2003 : ANDERSON (T.-J.), AUGUSTONI (C.), DUVAUCHELLE (A.), SERNEELS (V.), CASTELLA (D.) - *Des artisans à la campagne. Carrière de meules, forge et voie gallo-romaine à Châbles*. Archéologie Fribourgeoise, 2003, 19, Fribourg, 392 p.

Belmont 2006a : BELMONT (A.) - *La Pierre à pain. Les carrières de meules de moulins en France, du Moyen Age à la révolution industrielle*, Grenoble, PUG, 2006, 2 vol., 232 et 334 p.

Belmont 2006b : BELMONT (A.) - « Les meulières médiévales. Résultats d'une moisson dauphinoise ». In BELMONT (A.) et MANGARTZ (F.) (éd.). *Mühlsteinbrüche. Erforschung, Schutz und Inwertsetzung eines Kulturerbes europäischer Industrie.*, Mayence, RGZM, 2006, p. 81-92.

Belmont 2007 : Belmont (A.) - « Les carrières de meules de moulins ». In GARDEL (M. E.) et BAILLY-MAÎTRE (M.-C.) (éd.), *La pierre, le métal, l'eau et le feu. L'économie castrale en territoire audois*, Carcassonne, Bulletin de la SESA, 2007, p. 39-50.

Belmont, Mangartz 2006 : BELMONT (A.), MANGARTZ (F.) (éd.) - *Mühlsteinbrüche. Erforschung, Schutz und Inwertsetzung eines Kulturerbes europäischer Industrie. Les meulières. Recherche, protection et valorisation d'un patrimoine industriel européen*. Actes du colloque de Grenoble, Mayen, 2006, 240 p.

Belmont, Badin de Montjoye 2008 : BELMONT (A.), BADIN DE MONTJOYE (A.) - « Aux origines de l'ordre des Chartreux : le monastère des Ecouges et son domaine », *Archéologia*, 2008, 458, p. 56-64.

Carelli, Kresten 1997 : CARELLI (P.), KRESTEN (P.) - "Give us this Day our daily Bread. A study of Late Viking Age and Medieval Quernstones in South Scandinavia". *Acta Archaeologica* (København) 1997, 68, p. 109-137.

Gren et al. 2008 : GREN (T.), HELDAL (T.), MEYER (G.B.), BLOXAM (E.G.) - "From Hyllestad to Selbu: Norwegian millstone quarrying through 1300 years". In SLAGSTAD (T.) (éd.), *Geology for Society, Geological Survey of Norway*, Special Publication, 2008, 11, p. 47-66.

Jaccottey, Milleville 2008 : JACCOTTEY (L.), MILLEVILLE (A.) - « Les carrières du massif de la Serre (Jura). Sept millénaires d'exploitation meulière », *Archéopages*, 2008, 22, p. 16-23.

Martzluff 2008 : Martzluff (M.), Aloisi (J.-C.), PASSARIUS (O.), CATAFAU (A.) - « Meules et moulins de Vilarnau », in PASSARIUS (O.), DONAT (R.), et CATAFAU (A.) (éd.) - *Vilarnau. Un village du Moyen Age en Roussillon*, Perpignan, Trabucaire, 2008, p. 314-387.

Minvielle, Bailly-Maître à paraître : MINVIELLE LAROUSSE (N.), BAILLY-MAÎTRE (M.-C.) - « Ore grinding in the middle ages : the example of Brandes-en-Oisans », actes du colloque Bread for the people, Rome 2009, Southampton Archaeology Monograph, archeopress, à paraître 2011.

Peacock 1980 : PEACOCK (D. P. S.) - « The Roman millstone trade: a petrographical sketch », *World archaeology*, 1980, 12/1, p. 43-53.

Reille 2002 : REILLE (J.-L.) - « Meules à grains de provenance septentrionale (Coirons, Massif central) sur deux sites protohistoriques du Languedoc oriental : le Marduel (Ive-Ier s.) et Nages (IIIe-Ier s. av. J.C.) », *Documents d'archéologie méridionale*, 2002, 25, p. 225-232.

Véron, Belmont 2009 : VÉRON (C.), BELMONT (A.) - « Les carrières de meules en Ardèche, de l'Antiquité au XIXe siècle », *Mémoire d'Ardèche et Temps présent*, 2009, 104, p. 7-16.

1 - Les chercheurs et le SRA se sont également préoccupés de la valeur patrimoniale des principaux sites de la région Rhône-Alpes. Sont désormais classés monuments historiques les sites suivants :

- sur la commune de Viuz-en-Sallaz (74) : la Molière à Vachat, la meulière longue, la meulière de Grand'Gueule et la Meulière Noire ;
- sur la commune de Fillinges (74), la Pierre aux Morts et la Tanière au Renard ;
- sur la commune de Saint-André-de-Boège (74), la meulière de la Molière ;
- a en outre été inscrite, la meulière de Chozeau (38), un bloc erratique portant 2 ébauches, en plus de nombreuses cupules.



Figure n° 32 : Le Mont Vouan à Viuz-en-Sallaz (Haute-Savoie) Meulière de Grand'Gueule, zone IV, en cours de dégagement (cliché A. Belmont)

Acquisition des matières premières, transformation, diffusion

Mines et métallurgie

Elise Faure-Boucharlat,
Conservateur général, Inspectrice générale du patrimoine MCC, DGP

Collaborations :
Marie-Christine Bailly-Maître
Directrice de recherche au CNRS LAMM, UMR 6572
François Dumoulin
Conservateur du patrimoine MCC, DRAC, SRA Rhône-Alpes

BILAN RÉGIONAL SYNTHÉTIQUE (1978-2010) ET PERSPECTIVES

Avertissement

La commande du bilan de la recherche régionale suggérait une rétrospective sur les dix dernières années environ. Pour l'archéologie des mines et de la métallurgie au Moyen Âge, une période plus large s'est imposée d'elle-même, remontant à la mise en place, à la fin des années 1970, des opérations majeures dans les Alpes et en Lyonnais. La longévité de ces opérations, qui se sont déroulées jusqu'à 2001 (pour le programme Pampailly) ou sont toujours actives (pour les programmes Oisans et Ardèche), et leur rôle d'entraînement pour la recherche régionale justifiaient que le bilan adopte le même cadre chronologique.

Le texte qui suit est complété de la liste des opérations de fouilles, sondages et prospections et autres recherches réalisées durant cette période, regroupées par ensemble géographique (annexe 1) et d'une bibliographie aussi exhaustive que possible (annexe 2).

1. La région Rhône-Alpes et la programmation nationale

L'émergence d'une archéologie minière en Rhône-Alpes et son installation durable dans le paysage de la recherche régionale sont largement tributaires du phénomène national qui marqua la fin des années 1970. Soutenu dès son origine par le ministère de la Culture, le programme H 27 « Mines et métallurgie », puis H 3 à partir de 1984, selon les nomenclatures du CSRA/CNRA, est alors presque intégralement organisé autour d'un PCR originaire d'Alsace « Mines et métallurgie dans la France de l'Est de l'Antiquité aux temps modernes » mais qui couvre en réalité plus de la moitié de la France. Parmi les membres fondateurs, Marie-Christine Bailly-Maître, Joëlle Dupraz et Paul Benoît prennent alors une part active aux nombreuses initiatives collectives qui ont fédéré, au plan national, les archéologues dits miniers

(colloques fondateurs de Paris et de Toulouse en 1980, création de la Société archéologique française d'étude des mines et de la métallurgie en 1982, constitution du Groupe d'histoire des mines et de la métallurgie en 1987...). Dans ce contexte, l'originalité de la région Rhône-Alpes réside dans le fait que la spécialité est « encadrée » dès l'origine par des chercheurs professionnels, alors que dans d'autres régions (Alsace, Franche-Comté, par exemple) l'essor de l'archéologie minière est redevable à l'engagement de chercheurs bénévoles issus des milieux de la spéléologie. Au demeurant, ces quelques professionnels s'appuient sur des équipes de fouilleurs bénévoles et étudiants.

Dans le bilan de la recherche archéologique en France, établi sous l'égide du CSRA en 1989, sont encouragés les chantiers dans la durée « qui s'intéresseront autant à l'exploration des mines qu'aux fouilles de surface ». Il ne fait pas de doute que, parmi la quinzaine de sondages ou fouilles autorisés en France dans ces années-là, les deux chantiers rhônalpins de Brandes (Huez, Isère) et de Pampailly (Brussieu, Rhône) sont considérés au premier rang pour le développement et la reconnaissance de l'archéologie minière médiévale : définition de l'objet de la recherche, identification, méthodologie, interdisciplinarité.

Depuis 1997, l'ancien programme H 3 est partie intégrante du programme 25 « Histoire des techniques de la Protohistoire au XVIIIe siècle et archéologie industrielle »¹. En Rhône-Alpes, le caractère résolument globalisant de ce programme est resté assez théorique, puisque la terminologie traditionnelle demeure et que l'étude des mines métalliques et de la métallurgie constitue toujours un sous-programme bien identifié. Par ailleurs, l'aspect diachronique suggéré par l'intitulé du programme ne marque pas particulièrement la recherche régionale. Il faut cependant noter que depuis quelques années, grâce à l'élargissement des zones prospectées autour des sites médiévaux « tête de programme », des exploitations des époques antérieures sont repérées et étudiées (Antiquité, Antiquité tardive et, plus exceptionnel, âge du Bronze)². Il n'en demeure pas moins qu'en Rhône-Alpes les études portant sur les périodes médiévale et post-médiévale sont, de loin, les plus développées.

2. Les modalités de la recherche en Rhône-Alpes

Les opérations : une recherche foisonnante
(voir annexe 1, liste des opérations et programmes, et

carte de localisation des opérations, carte hors texte n° 8, cahier couleur)

L'étude des mines et de la métallurgie anciennes est, avant tout, tributaire de la complexité des étapes et de la diversité des techniques mises en oeuvre tout au long de la chaîne opératoire, depuis l'acquisition du minerai et l'obtention du métal jusqu'à la production de l'objet semi-fini ou fini. La dispersion potentielle de ces activités dans l'espace complique encore les choses. Ces caractéristiques se répercutent, évidemment, sur les modalités de la recherche : il y a un monde, en effet, au Moyen Age, entre les grands chantiers miniers, à la pointe des progrès techniques, enjeux économiques et politiques et, à ce titre, affaire de puissants, et, en aval, la métallurgie secondaire, produit d'un artisanat dispersé, souvent en contexte domestique, encore fort mal connu par l'archéologie en Rhône-Alpes.

L'archéologie minière s'est structurée, dès l'origine, autour de trois programmes de terrain de longue haleine établis dans les monts du Lyonnais (Pampailly), les Alpes dauphinoises (Brandes) et l'Ardèche vivaroise (Largentière, Sainte-Marguerite-Lafigère). Ces programmes ont combiné, au fil des campagnes, fouilles, sondages, relevés et prospections. En dehors des fouilles conduites dans ces trois secteurs, les opérations de terrain sont en majorité des prospections inventaire ou prospections thématiques sur des aires géographiques assez vastes, à l'échelle d'une entité géologique et administrative qualifiée de « district minier ». Dans quelques cas, elles donnent lieu à des sondages. Elles sont en général pluriannuelles (3 années renouvelées ou non), ce qui donne une idée du nombre élevé de campagnes annuelles réalisées. La plupart du temps, ces programmes sont conduits dans des secteurs à longue tradition minière et métallurgique, où subsistent des ouvrages modernes ou contemporains qui constituent le point de départ pour une démarche régressive. Toutefois, les difficultés d'attribution chronologique des vestiges de surface constituent la limite principale de ce type de prospections qui restituent des informations diachroniques à manipuler avec précaution.

Traditionnellement liée à la recherche programmée, l'archéologie minière s'est vue, durant cette dernière décennie, associée à des opérations préventives, en général dans le cadre des programmes de mise en sécurité des travaux délaissés. Toutefois, l'apport de l'archéologie préventive à l'archéologie minière reste, à ce jour, assez limité en Rhône-Alpes.

32 opérations annuelles et pluriannuelles ont été autorisées entre 1977 et 2010 :

- fouilles programmées : 5 ;
- sondages et relevés : 9 ;
- prospections thématiques, prospections inventaire : 16 ;
- opérations préventives : 2.

Avec 74 communes concernées, les 8 départements rhônalpins ont été touchés à des degrés très divers : le Rhône, l'Isère et l'Ardèche sont les plus étudiés. Certains programmes dépassent les limites de la région (Massif Central, Préalpes et Alpes). La géologie explique en

grande partie les déséquilibres géographiques, mais les choix scientifiques des chercheurs sont aussi déterminants : tous les métaux accessibles sur le territoire régional ont peu ou prou intéressés les recherches, mais c'est autour de l'acquisition de l'argent que se sont développées les opérations archéologiques les plus importantes.

Les acteurs : un potentiel restreint

C'est un fait assez général en France, l'archéologie minière repose sur l'activité de personnes, certes très investies, mais peu nombreuses. Une trentaine de personnes seulement ont conduit ou participé aux programmes rhônalpins entre 1978 et 2010. A cet égard, il n'est pas exagéré de dire que la spécialité, en Rhône-Alpes, a été portée principalement par deux chercheurs (Marie-Christine Bailly-Maître et Paul Benoît). Leurs chantiers ont bien sûr été le lieu de formation de nombre d'étudiants, dont certains devenus chercheurs confirmés installés ailleurs. Le développement des programmes d'inventaire à partir du milieu des années 1990 a amené de nouveaux intervenants sur le terrain rhônalpin, mais sur des missions ponctuelles, d'où un renouvellement rapide des responsables et des résultats dispersés. Parallèlement, la contribution marginale de l'archéologie préventive dans la région sur cette thématique n'a pas favorisé la formation et le recrutement de spécialistes au sein de l'AFAN puis de l'INRAP. On note toutefois l'implication récente d'un chercheur dans le cadre d'un organisme privé. La combinaison de ces phénomènes explique le faible renouvellement des acteurs dans la région ; dès lors, se pose la question cruciale de la succession des leaders actuels.

En Rhône-Alpes, comme ailleurs, l'interdisciplinarité est constitutive des programmes de recherche : sciences de la terre (géologie, gîtologie, minéralogie, géomorphologie...), géophysique, métallographie, physique et chimie..., sans parler des datations numériques. Les études coordonnées par Paul Benoît dans les années 1980-1990 à partir du site de Pampailly, en association avec divers chercheurs venus des sciences dures, font figure de travaux pionniers en France et ont contribué à instituer l'archéométrie comme auxiliaire indispensable de la minéralogie et de paléométaballurgie³.

3. Les principaux thèmes de recherche

Pour cerner les enjeux scientifiques de l'archéologie minière médiévale, il faut se souvenir qu'elle est fille de l'histoire des sciences et des techniques, apanage des historiens des textes jusque vers 1960. L'intrusion dans ce champ des archéologues et des archéomètres, qui comptaient apporter des preuves matérielles à l'histoire, a représenté une véritable rupture conceptuelle. Mais pour les archéologues miniers, plus pragmatiques qu'idéologues, les sources textuelles et matérielles ne sont pas étanches et contribuent conjointement à restituer un aspect majeur de la culture matérielle des temps médiévaux et modernes : la culture scientifique et technique.

Si l'on schématise, les acquis des recherches sur les

mines et installations associées s'organisent autour de trois problématiques principales :

- la recherche et l'acquisition des minerais qui, en général, conduit à l'étude des travaux souterrains ;
- le traitement du minerai qui, en général, conduit à l'étude des installations de surface ;
- l'approche des aspects sociaux et économiques de l'activité minière qui s'appuie en grande partie sur les données textuelles.

Quels minerais ?

En Rhône-Alpes, on l'a dit, la triade des métaux non-ferreux, plomb, argent et cuivre, a capté en priorité l'intérêt des médiévistes en raison de leur bonne représentation dans le sous-sol et aussi de la forte valeur assignée à ces métaux au Moyen Age. C'est donc autour de l'acquisition du plomb argentifère que se sont organisées la plupart des opérations de fouilles et de sondages. A Brandes et à Pampailly, l'étude des ouvrages miniers a mobilisé en grande partie les équipes durant toute la décennie 1980 et une partie de la suivante. Ce sont encore la richesse et la longévité des mines d'argent qui sont à l'origine de nombreuses opérations dans le secteur de Largentière en Vivarais, où des formes originales de chantiers d'extraction médiévaux ont pu être mises en évidence.

Les premières recherches sur l'exploitation du fer ont concerné le nord du département de l'Ardèche, région de Privas, vallée de l'Heyrieux, dans les années 1980. Dans la même période, l'archéologie a été associée aux repérages de patrimoine industriel conduits par la mission de l'Inventaire général sur la sidérurgie et ses activités dérivées dans les vallées iséroises : hauts fourneaux d'Allevard et de Pinsot (Joëlle Dupraz). Dans les années 1990, des prospections dans le massif des Beauges et la vallée de la Maurienne, dans le cadre d'une enquête à partir des archives des états de Savoie, ont révélé surtout des indices d'exploitation du fer (Nadège Garioud). A partir de 1997, des recherches systématiques sur la métallurgie du fer ont touché le nord et le nord-est de la région : Haut Bugey et Haut Rhône (Alain Mélo) et, encore plus récemment, les Préalpes du Sud : secteurs de Mens et de Lus-la-Croix-Haute (Denis Morin).

Les recherches sur les ressources polymétalliques se consacrent en général à des repérages de surface et à la reconnaissance des galeries d'exploitation dont la grande diversité topographique est à souligner. Les prospections qui ont entouré la fouille de Brandes (Oisans, massif des Rousses) ont d'abord eu pour objectif la localisation des chantiers d'extraction du plomb argentifère. Dans les années 1990 elles ont donné lieu à une enquête globale et transchronologique sur les mines polymétalliques : fer, cuivre, argent, or... de l'Antiquité tardive au début XXe siècle. Le programme s'est resserré, à partir de 1995, sur les gisements de fer dans la vallée de l'Eau d'Olle et de cuivre et fer dans le massif des Rousses. En Lyonnais, Beaujolais et Forez, les prospections et sondages, liés pour la plupart aux inventaires préalables à la fermeture d'exploitations, ont documenté essentiellement l'époque post-médiévale (Gérald Bonnamour dans le Rhône, François Dumoulin dans la Loire). Ces recherches ren-

contrent évidemment la problématique du plomb, de l'argent et du cuivre, bien représentés dans ces régions, mais s'attachent également aux exploitations moins connues de baryte, fluorine, vitriol et arsenic.

La transformation du minerai : minéralurgie

L'étude des techniques de transformation du minerai, dans toute la complexité de la chaîne opératoire de cette métallurgie primaire ou minéralurgie, n'est guère possible que dans le cadre de fouilles d'ampleur et de longue haleine.

A Pampailly, on a établi la topographie des installations de traitement à l'échelle de la vallée du Cosne. A Brandes, les installations minéralurgiques et métallurgiques - broyage et lavage - font l'objet d'une attention particulière depuis 1995 : 33 bassins de lavage correspondant à des technologies différentes ont été étudiés (fig. 35). En 2009, le broyage du minerai à l'aide de meules mues par l'énergie hydraulique a fait l'objet d'une étude spécifique. Ces résultats, associés aux opérations conduites antérieurement en Chartreuse et en Maurienne sur des équipements d'époque moderne, permettent de jalonner l'évolution des techniques minéralurgiques et métallurgiques du Moyen Age à l'ère industrielle.

Depuis plusieurs années, on note la part de plus en plus grande de l'archéométrie accompagnant la sophistication des recherches, notamment à partir des analyses élémentaires sur la composition des minerais et des métaux produits (caractérisation de composition et procédés d'obtention). Des applications récentes portent également sur les effets des activités minières et métallurgiques sur le milieu : l'impact environnemental et ses conséquences (déforestation, pollution, érosion...) font partie des sujets traités dans les programmes les plus complets (Oisans, Cévennes).

Les aspects économiques et sociaux des exploitations minières

L'accès aux informations d'ordre politique, économique et social des exploitations minières est redevable essentiellement aux sources écrites. Et les archéologues miniers ne s'en sont pas privés. En effet, l'intérêt des pouvoirs publics et privés pour les ressources métalliques, particulièrement l'argent, explique la relative abondance des textes dès les XIIIe-XIVe siècles, et surtout à partir du XVe siècle (comptabilité delphinale, comptes miniers des états de Savoie, archives seigneuriales en Vivarais, comptes d'exploitation de Jacques Coeur en Lyonnais....). Il faut y insister, la nature et la qualité des sources historiques disponibles ont constitué l'élément déclencheur premier des enquêtes archéologiques les plus développées (Brandes, Pampailly). A cet égard, les propos de Paul Benoît sont tout à fait éclairants, qui voit dans l'archéologie un moyen « d'accéder à une connaissance d'une tout autre ampleur que celle des historiens qui se fondaient sur les seules sources écrites »⁴.

Dans l'approche des communautés de mineurs, les sources matérielles ne sont pas en reste, en Rhône-Alpes, grâce à la possibilité d'étudier des habitats asso-

ciés aux exploitations. A Brandes, la diversité et la complémentarité des catégories de vestiges permettent, en effet, d'embrasser les aspects sociaux et anthropologiques de l'une des premières exploitations du royaume : manières d'habiter, modes de vie, hiérarchie sociale, encadrement des populations, incidences sociales et sanitaires (sépultures) des activités sur les populations, etc. A Brussieu, à titre anecdotique, on a pu observer comment les ingénieurs venus d'outre Rhin avaient aussi « importé » leur mode de chauffage dans le logement de la forge sous la forme d'un poêle à paroi de pots, le premier attesté par l'archéologie en Rhône-Alpes.

4. Diffusion des résultats de la recherche

(voir annexe 2, bibliographie)

La bibliographie réunie à l'occasion de ce bilan est très riche. De 1975 à 2010, 115 titres, toutes thématiques confondues, sont parus sur les mines et les gisements métallifères, les travaux miniers, la minéralurgie et la métallurgie et sur les aspects politiques, économiques et sociaux des activités minières.

Parmi ces 115 titres, figurent 4 volumes et des actes de plusieurs colloques ; 7 diplômes universitaires (masters et DEA) ont été soutenus entre 1997 et 1999, et deux thèses ont été entreprises.

Les publications consacrées aux aspects techniques prédominent (60%), mais une bonne place est faite au domaine politique, économique et social (40%). Plus de la moitié de la production est consacrée aux deux chantiers « historiques » de Brandes et de Pampailly. On observe que le secteur ardéchois ne jouit pas de la même notoriété. La production connaît un rythme régulier si l'on considère une répartition par décennie : 27% avant 1990 ; 37% entre 1991 et 2000 ; 36% entre 2001 et 2010.

L'archéologie minière, au sens large, a donc produit une abondante littérature scientifique. Et c'est un point fort. Mais il faut souligner que près des trois quarts de cette bibliographie impliquent seulement deux chercheurs (Bailly-Maître et Benoît). Certes, cela témoigne de l'oeuvre d'une carrière, mais en même temps cela signale le fort degré de personnalisation de la spécialité.

5. Les principaux chantiers aujourd'hui

Brussieu, Pampailly

Le programme Pampailly a été une des opérations françaises les plus en vue. L'interruption des investigations de terrain en 2001 et le départ à la retraite de Paul Benoît laisse une impression d'inachèvement en l'absence de la publication de synthèse que cette opération mériterait. La monographie publiée en 1997 (DARA n° 14) constitue certes un bilan d'étape très riche, mais n'a pas été suivie d'une restitution synthétique des résultats des fouilles.

La reprise de prospections dans les secteurs miniers du Lyonnais et du Beaujolais depuis 2005 par Gérald Bonnamour constitue une sorte de prolongement au programme Pampailly. Il serait sage d'en anticiper les déve-

loppements et de prévoir la restitution régulière des résultats.

Huez, Brandes, et Oisans (fig. 35, 36)

Après trois décennies de travail, le potentiel archéologique du site de Brandes reste énorme et il ne faut pas se cacher que se posera à court terme la question de la relève de sa responsable sur qui repose le programme depuis l'origine. Pour l'heure, les efforts portent sur la compréhension des installations de traitement du minerai et de leur approvisionnement en énergie hydraulique. Mais le développement de la recherche devra embrasser l'échelle territoriale : le potentiel relatif à l'agglomération villageoise dans son territoire (place de l'habitat par rapport aux ateliers, voirie, enceinte, relation avec le hameau du Gua et avec les exploitations d'altitude) pourrait constituer le fondement d'une nouvelle programmation. Les recherches à Brandes et en Oisans ont produit une abondante bibliographie. Toutefois, l'intérêt d'une restitution synthétique ne doit pas être perdu de vue, qui viendra compléter l'ouvrage publié en 1994 (DARA n° 9).

Brandes, c'est aussi une réserve archéologique et un site classé Monument Historique qui réclameront toujours une grande vigilance.

Secteur de Largentière (sud Ardèche) (fig. 33)

Après avoir vu la participation de plusieurs jeunes chercheurs dans des circonstances diverses (Thierry Gonon, Jérôme Girard...) les recherches sur le district minier de Largentière impliquent aujourd'hui essentiellement Marie-Christine Bailly-Maître qui est à l'origine de la plupart des programmes. Si les travaux de terrain se concentrent aujourd'hui sur le site du Colombier, les données recueillies au fil des années sur le district de Largentière sont nombreuses, mais relativement dispersées. Une compilation de l'ensemble des données de terrain serait certainement utile avant d'établir des choix de publication.

Les autres programmes

En dehors de ces trois gros chantiers archéologiques pluri-décennaux, les autres programmes de prospection (Ain, Savoie, Haute-Savoie, Loire, Drôme) ont presque tous pris fin entre 2000 et 2003. Depuis 2005 un seul programme est actif dans le Rhône, en haut Beaujolais. Les recherches sur l'exploitation du fer dans les sites d'altitude du sud-est de la région (Drôme), en lien avec les Hautes-Alpes, semblent restées sans lendemain. On peut se poser la question d'un essoufflement de ce type de recherche, alors que bon nombre de gisements archéologiques deviennent et deviendront inaccessibles par le fait des mises en sécurité. L'impression d'ensemble est celle d'un foisonnement d'informations qui mériteraient une remise à plat pour faire ressortir les résultats majeurs, notamment les données nouvelles sur les exploitations anciennes confirmées.

La métallurgie secondaire

Les témoignages archéologiques les plus éloquentes de la métallurgie secondaire sont évidemment fournis par les fouilles exhaustives des forges minières de Brandes (XIIIe-XIVe s.) et de Pampailly (XVe s.). Mais, hors

contexte minier, les découvertes restent en nombre et d'ampleur limités en dépit du rapide développement de l'archéologie de l'espace rural⁵. La « petite » métallurgie, essentiellement du fer, en structures artisanales spécialisées ou non, souvent qualifiée de domestique parce qu'installée près de l'habitat, intéresse en grande majorité le forgeage ; les indices de la réduction (bas fourneaux) sont finalement rarement assurés. Dans les années 1980, les premières observations d'activités métallurgiques en contexte d'habitat médiéval ont concerné quelques mottes castrales du Lyonnais et du Dauphiné ; mais c'est grâce aux fouilles de Charavines Colletière, où ont été conduites en parallèle la fouille d'un atelier de forge et l'analyse métallographique de séries d'objets finis, que la connaissance de la métallurgie du fer médiévale a le plus progressé⁶. A la fin des années 1990, à plusieurs reprises, ce sont des bâtiments ou des parties de bâtiments regroupant les activités liées à la forge qui ont pu être fouillés de façon exhaustive, sur le tracé du TGV Méditerranée (Chabrillan, Crest, Upie dans la Drôme) et, plus récemment en 2001 en Savoie (La Ravoire)⁷. Entre 2004 et 2006, des campagnes de sondages dans l'emprise des habitats de hauteur de la vallée du Rhône ont également livré des indices de métallurgie du fer pour le haut Moyen Age.

En Rhône-Alpes, l'étude de l'artisanat métallurgique hors contexte minier est un domaine à développer, depuis l'attention portée aux vestiges de terrain jusqu'à un bilan des acquis. Les archéologues pourraient s'inspirer de régions voisines où des PCR permettent de fédérer les résultats sous la houlette de spécialistes de paléométallurgie.

6. Perspectives pour l'archéologie minière en Rhône-Alpes

Le bilan de l'archéologie minière est très riche pour les périodes médiévale et moderne, bien davantage que pour les périodes plus anciennes (BSR 2006-2, p. 163). Sa notoriété est importante, bien au-delà des frontières régionales et les publications sont nombreuses et régulières ; toutefois des synthèses importantes sont attendues. Par certains aspects, on peut dire aussi que ce bilan est touffu : diverses opérations mériteraient des évaluations précises ; quelle documentation produite ? Qu'en faire ? Ainsi en est-il des enquêtes sur l'exploitation du fer, en général, lancées sur des terrains très divers, parfois sans lendemain. Une vision d'ensemble fait réellement défaut.

Il ne faut pas se cacher que l'archéologie minière pourrait être à la fin d'un cycle dans notre région et connaître les difficultés d'une transition générationnelle. Se pose alors le double défi de la transmission des résultats et du passage de relais. Dans le même temps, on constate que les frontières chronologiques des chantiers liées aux compétences des chercheurs ne sont guère adaptées à des recherches territoriales. Le décloisonnement chronologique pourrait être un moteur de stimulation et de renouveau pour ce domaine de recherche.

Faire ressortir les acquis

Tout d'abord, les responsables de programmes devront prévoir temps et moyens pour les publications attendues. A cet égard, on peut saluer l'initiative de la Société archéologique française d'étude des mines et de la métallurgie. De la rencontre avec le sous directeur de l'archéologie au MCC est né le projet d'une publication bilan : « 30 ans d'archéologie du métal » à paraître, à l'occasion du colloque de l'Argentière-La-Bessée. L'association aura en effet 30 ans en 2012 et la rencontre annuelle se fera sous la forme d'un colloque international au cours duquel l'ouvrage sera présenté.

Quelle archéologie minière en Rhône-Alpes ?

La question est celle de la poursuite des programmes « historiques » au-delà de leurs initiateurs ? Si oui, sous quelle forme ? Quels terrains ? Quels questionnements ? Faut-il compléter les connaissances sur des sites connus et reconnus ou combler les déséquilibres géographiques en abordant de nouveaux districts miniers, en s'intéressant à des ressources peu étudiées ?

Un séminaire organisé à Huez en 2009 a jeté les bases de la réflexion pour l'orientation de la recherche sur le site de Brandes pour les années à venir. A la suite de ce bilan régional, une démarche analogue à l'échelle de la région semble devoir être envisagée.

1 - A propos de l'organisation et de l'historique de l'archéologie des mines et de la métallurgie pour les décennies 1980-2000, se reporter aux différents états de la recherche archéologique en France établis sous l'égide du CSRA/CNRA (1985-1989, 1990-1994, 1995-1999).

A propos de cette spécialité, de ses enjeux et méthodes, voir : BAILLY-MAITRE (M.-C.), BENOIT (P.) – L'archéologie minière en France. Les nouvelles de l'archéologie, n° 75, 1999 ; et le récent panorama : BAILLY MAITRE (M.-C.), DILLMAN (Ph.). – Mines et métallurgies au Moyen Age. Evolution d'une discipline. In : CHAPELOT (J.) éd. – Trente ans d'archéologie médiévale en France. Un bilan pour un avenir. IXe congrès international de la SAM, Vincennes 2006. Caen, publications du CRAHM, 2010, p. 2227-237.

2 - En général, il s'agit d'indices d'exploitation de la période antique, mais pas seulement : par exemple la découverte dans le massif des Rousses (Isère) en 2007 par l'équipe de Brandes d'un vaste ensemble minier daté du Bronze ancien.

3 - On signalera plus particulièrement l'implication des laboratoires et des chercheurs suivants : Centre de géophysique de Garchy (CNRS) : Albert Hesse ; Centre de recherches pétrographiques et géochimiques de Nancy (CNRS), banque de données Artémise-scories : Alain Ploquin ; Laboratoire de métallurgie et cultures, IRAMAT, UMR 5060 : Claude Forrières ; Institut polytechnique de Belfort-Sévenans : Philippe Fluzin ; Centre de datation par le radiocarbone (Lyon) : Claude Evin, Christine Oberlin ; BRGM ; Archéolabs.

4 - Propos extraits de Benoît 1997 : 122.

5 - Liste non exhaustive des mentions de métallurgie secondaire du fer, essentiellement forges en contexte d'habitat :
Beynost (01), Les Grandes Terres : VI-VIIe s.
Poncins (01), La Châtelarde : VIIe-VIIIe s.
Décines-Charpieu (69), motte du Moléron : Xe-XIe s.
Joux (69), Enversin : Xe-XIe s.
Vernaison (69), Les Ferratières
La Pacaudière (42), domaine de Martel : XIIIe-XIVe s.
Saint-Just-Saint-Rambert (42) : bas Moyen Age
La Ravoire (73), l'Echaud : VIIe-VIIIe s.
Charavines (38), Colletière : XIe s.
Chabrillan/St-Martin, Crest/Bourbousson, Upie/Les Vignarets (26) : Xe-XIIe s.
Lagorce, Sampzon, St-Marcel-d'Ardèche, St-Martin-d'Ardèche, Gras (07) : haut Moyen Age
Lyon 9e, rue Auguste Isaac : haut Moyen Age

6 - Les publications sont nombreuses à ce sujet ; d'une manière générale voir : Forrières et al. 1993 et Colardelle, Forrières, Verdel 1996.

7 - Voir à ce sujet : Bailly-Maitre, Ploquin 2006

Acquisition des matières premières, transformation, diffusion

Mines et métallurgie

A N N E X E 1

Liste des programmes de recherche et zones géographiques concernées (1978-2010)

Cette annexe récapitule les opérations de fouilles, prospections et sondages pratiquées en Rhône-Alpes depuis 1978, année qui marque véritablement le début de l'archéologie minière régionale avec le lancement de la fouille d'Huez, Isère, sur les mines d'argent du Dauphin en Oisans, vite suivie de l'exploration des mines de Jacques Coeur à Brussieu, Pampailly dans le Rhône, soit près de 30 ans de recherche.

Les opérations sont nombreuses, de nature et d'ampleur variées, étalées dans l'espace et le temps. Certaines s'emboîtent, telle fouille engendrant telles prospections, engendrant elles-mêmes tel sondage, etc. Un important travail de recensement et de classement s'est donc imposé préalablement à toute tentative de bilan critique. La liste qui suit ordonne les opérations et les programmes selon des zones géographiques cohérentes se rapprochant de la notion de district minier et en livre les objectifs et les acquis de façon succincte. Elle signale également les travaux consacrés aux sources écrites, dans la mesure où ils sont liés à des recherches archéologiques (inventaires ou fouilles).

Secteur du Haut Rhône, Revermont, Bugey et vallée du Suran (Ain et Haute-Savoie)

[Territoire des communes de Divonne-les-Bains, Mijoux, Montréal-la-Cluze, Saint-Martin-du-Frêne, Simandre-sur-Suran, Thoiry, Villereversure, Saint-Julien-en-Genevois, Sevrier, Présilly]

- Programme de prospections thématiques : Métallurgie du fer dans le haut Rhône et Sidérurgie ancienne dans le haut Bugey, responsable Alain Mélo (1997-2003).

Enquête transchronologique (du Bas-Empire au XIXe siècle) portant sur toutes les manifestations de la sidérurgie (primaire et secondaire) dans une région comprise entre Seyssel au sud, Genève au nord, Annecy à l'est et Nantua à l'ouest. Visites systématiques du terrain, reprise des textes (des comptes existent dès le XIVe siècle), enquête toponymique. Quelques sondages ponctuels (Présilly). Cartographie des vestiges miniers (fosses, tranchées, entrées de galeries, carreaux, haldes) et des vestiges de métallurgie (fourneaux, déchets de réduction, de forgeage, scories, objets, ...). Travail assez élaboré sur la classification et la caractérisation des scories en collaboration avec Vincent Serneels (institut de minéralogie de Lausanne). Quelques datations ¹⁴C. Confirmation de l'exploitation du minerai de fer sidérolithique sur le mont Salève dès le Ier ou IIe s.

Préalpes : Chartreuse et région d'Alleverd (Isère) [Territoire des communes de Saint-Pierre d'Entremont, Saint-Pierre-d'Alleverd, Pinsot]

Programme de sondages et de prospections dans la région d'Alleverd (1988-1989) dans le cadre d'une enquête d'archéologie industrielle : étude du haut fourneau bas-médiéval ou moderne de la Pelouse à Pinsot (Isère) ; relevé général du site et des aménagements de surface ; relevé du site de Saint-Pierre-d'Entremont (responsables : Joëlle Bruno-Dupraz et Philippe Peyre).

Alpes dauphinoises : massifs de l'Oisans (Isère) (fig. 35, 36) [Territoire des communes d'Huez, Bourg-d'Oisans, Villard-Notre-Dame, Auris, Oulles, Mont-de-Lans, La Garde, Villard-Reculas, Allemond, Vaujany, Oz, Venosc]

Fouille programmée du site de Brandes (Huez) Depuis 1978, sans interruption. Campagnes annuelles d'un ou deux mois par des équipes de fouilleurs bénévoles. Responsable Marie-Christine Bailly-Maître.

Le potentiel du site et son organisation générale ont été la préoccupation majeure de la première décennie de fouille (fortification, église, nécropole, habitat et démarrage de l'étude des mines), comme le montrent la monographie et le plan d'ensemble publié en 1994 (DARA n° 9). Enquête textuelle menée en parallèle (Joëlle Bruno Dupraz) dans les sources delphinales (Probus, comptes de châtelainie, etc.).

Les ouvrages miniers ont occupé tout ou partie des campagnes 1980-1998. Etude des chantiers souterrains et à ciel ouvert (techniques extractives, boisages, circulation, mise en évidence d'un dispositif inédit de chasse d'eau au canal de l'Ecluse) et de quatre forges minières. Trois campagnes de fouille (1980-1982) ont été réalisées sur les structures du Lac Blanc, mettant au jour une forge minière et deux halles de stockage du charbon de bois. Les installations minéralurgiques et métallurgiques - broyage et lavage - font l'objet d'une attention particulière depuis 1995. En 2009, le broyage du minerai à l'aide de meules mues par l'énergie hydraulique a fait l'objet d'une étude spécifique. L'année 2009 a également été consacrée à l'élaboration d'un bilan sur « *L'eau et ses usages dans une entreprise minière médiévale* » et deux jours de réflexion réunissant des collègues médiévistes ont été consacrés aux acquis et au devenir de ce site. Au fil des années, la fouille de Brandes s'est imposée comme un terrain d'expérimentation interdisciplinaire fréquenté par des chercheurs français et étrangers désireux de se former à ces techniques.

Programmes de prospections autour du site minier de Brandes

Des prospections ont accompagné la fouille depuis l'origine pour localiser les chantiers d'extraction de plomb argentifère sur l'étendue du plateau jusqu'au massif des Rousses, travaux considérés comme faisant partie du même « complexe industriel ».

À partir de 1991, un programme « généraliste » de prospections inventaire est conduit sur l'ensemble du massif de l'Oisans, partagé entre les départements de l'Isère et des Hautes-Alpes (responsable : Marie-Christine Bailly-Maître). Ce programme comportait un volet minier de grande ampleur. Il consistait en une enquête globale et transchronologique sur les mines polymétalliques : fer, cuivre, argent, or... de l'Antiquité tardive au début XXe siècle : poursuites des observations dans les zones d'extraction du Lac du Milieu, du Lac Blanc, du Gua et de Maronnes. Localisation d'installations de traitement mentionnées par les textes médiévaux, modernes et contemporains. Accent mis également sur le repérage des installations hydrauliques.

Consacré durant plusieurs années à des prospections systématiques, le programme s'est resserré, à partir de 1995, sur les gisements de fer dans la vallée de l'Eau d'Olle et de cuivre et fer dans le massif des Rousses (secteur de Vaujany). Le vaste complexe minier d'exploitation du cuivre, inventorié lors des prospections des années 1990, a été daté du Bronze ancien en 2005. Des contacts ont immédiatement été recherchés auprès des Préhistoriens et la collaboration s'est engagée en 2007. À partir de 2008, la direction des recherches a été confiée à Joël Vital par le SRA. Il s'agit là du plus important site découvert dans les Alpes, au niveau européen, pour l'étude de la métallurgie alpine de l'âge du Bronze. En 2007, 2008 et 2009, grâce à la fonte des névés, des secteurs recouverts ont été libérés et de nouveaux sites sont apparus aux abords du Lac du Milieu et du Lac Blanc. Ils seront étudiés lors de prochaines campagnes.

En 1999 et 2001, opération de relevés et/ou sondages sur les sites de La Gardette (Villard-Notre-Dame) et du Pontet (Villard-Notre-Dame/Bourg-d'Oisans), dans le cadre du programme de mise en sécurité des travaux anciens. Intervention conjointe de Bruno Ancel et Marie-Christine Bailly-Maître. Repérage en particulier d'une très importante exploitation ancienne datée de l'Antiquité (II-IVe s.) et du haut Moyen Age (VI-VIIe s.) qui se manifeste à ce jour uniquement par des travaux souterrains. Les éventuels aménagements de surface ont disparu sur ce versant instable.

**Massif des Bauges et vallée de la Maurienne (Savoie)
[Territoire des communes de Jarrier, Saint-Avre,
Saint-Georges-des-Hurtières, Saint-Alban-des-Hurtières, Argentine, Saint-Pierre-de-Belleville, Randens, Le Châtelard, Bramans]**

Prospections et étude des textes en liaison avec des travaux universitaires :

Recherches d'abord concentrées sur les Bauges, puis sur le district de Saint-Georges-des-Hurtières, particulièrement bien documenté par les sources écrites dès le XIVe siècle (comptes miniers tenus par les Etats de Savoie).

Les textes médiévaux ne renseignent pas sur l'exploitation du fer, pourtant effective. Mise en évidence, à partir du XVIe siècle, de l'implication d'investisseurs italiens (procédés bergamasques).

Inventaire diachronique sur le terrain (1999-2001) : une trentaine de sites miniers et métallurgiques de moyenne et haute montagne (plus de 2000 m), concernant l'argent, le cuivre, le zinc et le fer. Travaux modernes : fabriques de Carlet, fabriques d'Aillon, du Châtelard pour les Bauges ; repérages d'exploitations médiévales (XIe-XIIIe s.) de plomb argentifère en haute Maurienne, secteur de la Colombière, commune de Bramans (Savoie). L'aboutissement d'une bonne partie de ces programmes est lié à l'achèvement de certains travaux universitaires mentionnés ci-dessous.

Le massif des Bauges : Mines et métallurgie anciennes dans le massif des Bauges, Savoie (1350-1850) : maîtrise par Nadège Garioud (1996-1997), Université Pierre Mendès-France, Grenoble, dir. H. Falque-Vert et M.-Ch. Bailly-Maitre. Résultats publiés.

Le massif des Hurtières : Histoire et archéologie du district minier des Hurtières (Savoie) du XIIIe au XIXe s. : DEA par Véronique Protat (1996), Université Paris I la Sorbonne, dir. L. Pressouyre et M.-Ch. Bailly-Maître. Résultats publiés. Prospections et enquête historique sur l'exploitation successivement du cuivre et de l'argent, puis du fer du XIVe s. jusqu'au XXe s.

Mines et métallurgie dans les Etats de Savoie du Moyen Âge au XVIIIe s. : DEA par Nadège Garioud (1998-1999), Université Paris I la Sorbonne, dir. P. Benoit et M.-Ch. Bailly-Maître.

Les activités minières et métallurgiques de la maison de Savoie (fin XIIIe-milieu XVIe s.). De la politique générale au cas particulier, l'exemple de la Maurienne : Thèse en cours par Nadège Garioud (1999-2001, momentanément interrompue), Paris La Sorbonne, dir. P. Benoit et M.-C. Bailly-Maître.

Programme de prospections thématiques (1994-1998) du secteur de Saint-Georges-des-Hurtières et Argentine, en lien avec un programme de mise en valeur souhaité par la commune (responsable Marie-Christine Bailly-Maître) : topographie des anciens travaux miniers et installations métallurgiques (fours de grillage du minerai et hauts-fourneaux). Collaboration étroite et continue avec Alain Ploquin pour les questions de métallurgie (membre du conseil scientifique du « Grand Filon ». Sauvetage, tri et classement du fonds Grange, fonds privé des exploitants XVIIIe-XIXe s. Suivi du programme de valorisation touristique appelé « Le Grand Filon ».

Opération de sondages à Jarrier, Bois Feuillet, en 1993 (exploitation à ciel ouvert médiévale et moderne de galène argentifère) par Marie-Christine Bailly-Maître.

Sud-est du Massif Central, Ardèche cévenole : district de Largentière et concession de Chassezac (Ardèche) (fig. 33)

Programme interrégional (Gard, Lozère)

[Territoire des communes de Vinzieux, Félines, Largentière, Valgorge, Chassiers, Tauriers, Montréal, Laurac-en-Vivarais, Malarce-sur-la-Thines, Sainte-Marguerite-Lafigère, Monselgues, Mayres, Monselgues, Plats, Saint-Barthélémy-le-Plain, Planzolles, Saint-André-Lachamp, Sécheras, Ardoix] (fig. 34)

Premières prospections thématiques dans les années 1980-1984 par Marie-Christine Bailly-Maître en Ardèche, notamment dans le secteur de Vinzieux et Félines, en rapport avec les activités de la famille Blumenstein au XVIIIe s., puis autour de Valgorge portant essentiellement sur des travaux miniers des XIXe-XXe s. Ces prospections étaient menées dans le cadre du programme établi par ce chercheur lors de son intégration au CNRS en 1982 : Les mines médiévales du sud de la France. Elles ont été suspendues en Ardèche en 1984 pour se développer dans le Gard et reprendre par la suite en Rhône-Alpes. Le district de Largentière est bien documenté par les textes médiévaux, dans la mesure où il a fait l'objet de conflits entre les évêques de Viviers et les comtes de Toulouse. Les mines de plomb argentifère ont représenté un enjeu économique et politique important tout au long du Moyen Âge. Les fouilles entreprises aux abords immédiats du château ont confirmé la corrélation entre châteaux et mines d'argent.

Dès 1982, prospections thématiques et étude des archives du district minier de Largentière (responsable : Marie-Christine Bailly-Maître) assorties d'une visite des travaux médiévaux avant fermeture par la société exploitante.

Reprise des recherches à partir de 1992, sur le secteur de Largentière. Des secteurs interdits de prospection initialement devraient être libres désormais. Territoires concernés : communes de Chassiers, Tauriers, Montréal, Laurac-en-Vivarais, Largentière (fig. 33).

En 1996, développement en parallèle d'un programme d'inventaire dans le cadre de la maîtrise universitaire de Jérôme Girard : Mines et métallurgie anciennes en Vivarais (Ardèche), UPMF Grenoble 2, dir. H. Falque-Vert et M.-Ch. Bailly-Maître, finalement centrée sur Largentière. Développement dans le cadre d'un DEA par le même auteur : Les mines du Vivarais (Ardèche), un moteur de l'économie cévenole ? (2001-2002), Université de Provence, dir. M. Fixot et M.-Ch. Bailly-Maître.

À partir de 2000, programme d'inventaire à titre préventif dans le cadre de l'opération de mise en sécurité des mines anciennes impliquant une condamnation définitive des accès et la destruction d'une partie des ouvrages et travaux anciens visibles sur le terrain (société gestionnaire : Métal Europe). Coordination : Marie-Christine Bailly-Maître. Participation, comme salariés du GEMA pour expertises préalables à mise en sécurité, de Thierry Gonon et de Jérôme Girard. Inventaire de l'ensemble des

vestiges concernés par la mise en sécurité portant essentiellement sur des travaux de l'époque moderne. Territoires concernés : Malarce-sur-la-Thines, Sainte-Marguerite-Lafigère, Mayres, Monselgues, Plats, Saint-Barthélémy-le-Plain, Planzolles, Saint-André-Lachamp, Sécheras, Ardoix.

Prospections et fouille programmée en 2002, 2003, 2004 et 2007, puis à nouveau prospections en 2009 (Marie-Christine Bailly-Maître) sur le « filon des anciens » : mines médiévales du site du Colombier sur les communes de Sainte-Marguerite-Lafigère et Malarce-sur-la-Thines, signalé par les écrits des ingénieurs du XIXe s. comme livrant des vestiges « antérieures à la poudre ». Traces archéologiques de la technique de l'abattage par le feu ; datation au radiocarbone : XIIIe-XIVe s.; fouille de deux ateliers de concassage avec mortiers conservés. Système d'exploitation inédit alternant puits doubles et puits isolés. L'étude des vestiges de surface s'est poursuivie en 2010 dans le cadre d'une fouille programmée.

Opération d'archéologie préventive, en 2009, dans le cadre des mises en sécurité des travaux anciens à Sainte-Marguerite-Lafigère et Malarce-sur-la-Thines : responsable Jérôme Girard, recruté par Iker Archéologie : le projet de conservation et de protection par la municipalité n'a pas pu être mis en oeuvre, la DRIRE Rhône-Alpes s'y étant opposée. Fermeture et destruction du site minier médiéval. Intervention préventive de 7 semaines. Mise en évidence de vastes fosses d'extraction à ciel ouvert de la largeur du filon dès le XIIIe siècle. Ensuite, succède la méthode des doubles puits qui donnent accès aux niveaux profonds. Datations numériques de charbons et céramiques convergent vers les XIIe-XIIIe siècles.

Préalpes du Sud (Drôme et Isère)

Programme interrégional (Hautes-Alpes)

[Territoire de la commune de Mens, Cornillon-en-Trièvres, Lus-la-Croix-Haute]

Programme de prospections thématiques dans le cadre d'un PCR : Mines et métallurgie du fer en Provence dans les Alpes du Sud, responsable : Denis Morin (1998-2003). Prospections (associées à des sondages ponctuels) essentiellement sur le territoire de la commune de Lus-la-Croix-Haute, massif de Piégros, Les Amayères, en lien avec les sites voisins des Hautes-Alpes, notamment autour de la fouille du haut-fourneau de la Chartreuse de Durbon à Saint-Julien-en-Beauchêne. Repérage de nombreuses structures démontrant une intense activité d'exploitation du fer et de métallurgie (au moins trois ateliers de réduction et une forge) : mines, ferriers, amas, fours et bas-fourneaux, forges. Indices chronologiques convergents pour une activité dès le haut Moyen Âge.

En 1999, extension des prospections dans le Trièvres, les mines de Mens, avec celles de Durbon, étant l'une des principales sources d'approvisionnement de la métallurgie des Chartreux : prospection des haldes ; repérage d'entrées de galeries ; détermination des minéraux : galène, malachite, cuivre gris, sidérite, azurite... Analyse des scories.

Plaine et monts du Forez, massif du Pilat (Loire)

[Territoire des communes de : Saint-Martin-la-Sauveté, Champoly, Saint-Germain-Laval, Doizieux, Saint-Julien-Molin-Molette]

Programme de prospections thématiques : « Les mines métallifères de la Loire », responsable : François Dumoulin (1998-2003).

Objectif d'un panorama général des connaissances pour le département de la Loire pour tous les métaux. Programme visant à montrer l'implication de secteurs ruraux dans le processus d'industrialisation à l'origine des phénomènes d'urbanisation. Enquête textuelle couplée aux repérages de terrain. Approche plus poussée à travers deux districts miniers bien distincts : Saint-Martin-la-Sauveté au nord du département, à la limite entre plaine et retombée des monts du Forez, et Saint-Julien-Molin-Molette, au sud dans le secteur du Pilat. Plusieurs dizaines de sites ont été localisés avec certitude montrant une grande diversité topographique. Une typologie des travaux anciens a pu être établie à partir des indices de terrain : haldes, galeries ouvertes, puits, exploitations en tranchées uniques ou multiples. Confirmation du fort potentiel minier du département à partir du XVIIe s, mais aussi de l'existence d'exploitations anciennes, vraisemblablement médiévales.

Sondages en 2002 à Champoly (galerie de la mine du Poyet et haldes) et à Saint-Germain-Laval (toponyme Minerie mentionné au XIVe s. pouvant correspondre à l'exploitation en tranchées du hameau Marcilleux).

Lyonnais et Beaujolais (Rhône, Loire)

[Territoires des communes de : Brussieu, Chessy-les-Mines, Soucieux-les-Mines, L'Arbresle, Saint-Bel, Sainte-Foy-l'Argentière, Saint-Laurent-de-Chamousset, Joux, Violay, Claveisoles, Chénelette, Lantigné]

Ensemble minier et métallurgique de Brussieu, Pampailly Fouille programmée continue entre 1982 et 2001, à raison d'une ou deux campagnes annuelles sous la responsabilité de Paul Benoît. Les premières enquêtes de terrain se sont appliquées à mettre en évidence le potentiel minier du district (Bessenay, Brussieu, L'Arbresle). Inventaire des aménagements sur les rives du Cosne. Les fouilles se concentrent sur le secteur du Vernay. Au milieu des années 1990, la recherche s'établit autour de deux problématiques principales : la mine d'argent des XIVe-XVe s. et sa forge (exploitation de Jacques Coeur reprise par l'administration royale) ; l'exploitation minière du XVIIIe s. et ses installations de surface : martinets, bocard, aménagements hydrauliques réalisés par le célèbre métallurgiste Jars. Confrontation des données de terrain et des textes (travaux universitaires de Anne-Thérèse Rendu). Dans un deuxième temps, l'accent est mis sur l'analyse des procédés minéralurgiques et métallographiques mis en oeuvre à Pampailly à l'époque moderne (affinage). Le programme Pampailly a contribué à la mise au point des méthodes archéométriques ; collaboration suivie avec le Centre de recherches pétrographiques et géodynamiques de Nancy (Alain Ploquin) et le laboratoire de Compiègne (Ivan Guillot).

Prospections diverses (années 1980) conduites dans le

cadre du programme Pampailly, au contact des cantons de Saint-Laurent-de-Chamousset et de l'Arbresle (équipe Paul Benoît). Suivi du filon de plomb argentifère depuis Pampailly jusqu'à la vallée du Cosne. Prospections électromagnétiques (responsable Albert Hesse, Centre de géophysique de Garchy). Collaboration avec le BRGM. Mise en évidence de plusieurs mines médiévales et modernes aux alentours de Pampailly.

Reprise des prospections à partir de 1999 dans le secteur minier de l'Arbresle. Programme : Sites miniers en Rhône-Alpes et Mines et métallurgie dans l'Ouest Lyonnais, à l'occasion de la mise en sécurité des travaux miniers abandonnés, en collaboration avec le BRGM (intervenants à des titres divers : Thierry Gonon, Hélène Barges, Yann Emery, Gérald Bonnamour). Opération ponctuelle sur les mines de cuivre de Chessy (concession de la Ronze) en 1999. Territoires concernés: Chessy-les-Mines, Joux, Soucieux-les-Mines.

Depuis 2005, relance d'un programme de prospections thématiques par Gérald Bonnamour dans le secteur de Joux (Rhône) et Violay (Loire) : Mines et métallurgie de l'Ouest Lyonnais. Importance des mines aux XVe et XVIe s. connues par les textes : présence d'un martinet ; exploitation de la galène pour l'argent et le plomb et la litharge. Mines de Joux-Violay appartenant au district minier Lyonnais-Forez-Beaujolais exploité par des investisseurs tels que Hugues Jossard (fin XIVe s.), Jacques Coeur (XVe s.) que l'on retrouve à Pampailly, Saint-Bel, etc. Reprise des travaux au XIXe s., principalement pour le plomb, l'argent et le cuivre, mais aussi pour de nouveaux usages : baryte, fluorine et pyrite. En 2007, concentration des prospections archéologiques sur le site de Chez Henry (Joux-Violay) : relevé des réseaux de travaux anciens, observation des techniques d'abattage : indices antérieurs à l'explosif.

Depuis 2008, recherches concentrées autour des mines beaujolaises : communes de Claveisoles (première monographie sur le site de Valtorte en 1975 par R.-H. Bautier), Lantigné, Chénelette (Rhône), où les travaux modernes ont recoupé des travaux anciens : exploitation du plomb, argent, cuivre, mais aussi baryte, vitriol et arsenic. Indices textuels pour le XVe s. Repérage des travaux de surface, mais aussi de puits et de galeries. Inventaire des martinets et des fonderies du Moyen Age au XVIIIe s. Poursuite du programme en 2009.

Archéologie préventive : en 2007-2008, dans le cadre des opérations de diagnostics sur le tracé de la future A89 (secteur 8) conduites par une équipe de l'INRAP (responsables : Patrick Clerc et Jean-Claude Ozanne). Observation de différents travaux liés à la mine du vallon de la Boussivre (communes de Joux et Violay) : galeries, porche, puits et haldes et aménagements annexes (bief, moulins, logements, etc.). Les textes indiquent une exploitation vers 1815, mais subsiste l'hypothèse de travaux plus anciens. Autre entrée de mine découverte au lieu-dit Montchervet (XVIe s. ?). Mise au jour d'une petite galerie de recherche terminée par un puits encore doté de son treuil, dont la datation dendrochronologique place ces travaux aux XVIIe-XVIIIe siècles.



Figure n° 33 : Largentière (Ardèche) : exploitation par chambre et pilier résiduel (cliché M.-C. Bailly-Maître)



Figure n°34 : Sainte-Marguerite-Lafigère (Ardèche) : maison des mineurs (cliché M.-C. Bailly-Maître)



Figure n°35 : Brandes, Huez (Isère) bassin de lavage rond
(cliché M.-C. Bailly-Maître)



Figure n°36 : Brandes, Huez (Isère), échelle en place dans un puits de mine
(cliché M.-C. Bailly-Maître)

A propos de l'organisation et de l'historique de l'archéologie des mines et de la métallurgie pour les décennies 1980-2000, se reporter aux différents états de la recherche archéologique en France établis sous l'égide du CSRA/CNRA (1985-1989, 1990-1994, 1995-1999).

Acquisition des matières premières, transformation, diffusion Mines et métallurgie

A N N E X E 2

Bibliographie

Avertissement

Cette bibliographie aussi exhaustive que possible prend en compte les publications connues relatives à l'histoire et à l'archéologie des mines métallifères dans la région Rhône-Alpes, ainsi qu'à la paléométallurgie au sens large, métallurgie primaire de transformation et métallurgie secondaire, forges essentiellement, en contexte minier et hors contexte minier. Les titres ont été répartis en trois rubriques :

- En contexte minier :

Approches technologique, minéralurgique, métallurgique, archéométrique, métallographique

Approches historique, économique, sociologique, ethnographique, environnementale

- Hors contexte minier : la métallurgie du fer.

Abréviations

GHMM : groupe d'histoire des mines et de la métallurgie

CNSS : congrès national des sociétés savantes

COST

CTHS : comité des travaux historiques et scientifiques

GAMA : groupe archéologie médiévale Alsace

GEMA Groupe d'Etude des Mines Anciennes

GMPCA Groupe des Méthodes Pluridisciplinaires Contribuant à l'Archéologie

PPSH : programme pluriannuel en sciences humaines Rhône-Alpes

En contexte minier

Approches technologique, minéralurgique, métallurgique, archéométrique, métallographique

Bailly-Maître 1994 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – Métallurgie. In : *Patrimoine en Isère, le pays de Vizille*, éd. Cent Pages, 1994, p. 85-88.

Bailly-Maître 1994 : BAILLY-MAITRE (M.-C.), *Brandes et les mines d'argent du Dauphin au Moyen Age*, Coregraph, 1994, 36 p. (catalogue de l'exposition du même nom).

Bailly-Maître 1994 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – *Les chantiers miniers à Brandes-en-Oisans (Huez, Isère)*. Pages d'archéologie médiévale en Rhône-Alpes, 1, 1994, p.5-19, 17 fig., biblio.

Bailly-Maître 1994 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – Minéralurgie et métallurgie à Brandes-en-Oisans (Huez-Isère), XIIIe-XIVe siècles. In : BENOIT (ed.) - *Mines et métallurgie*. Actes du colloque PPSH, Lyon-Brussieu, décembre 1991. Les Chemins de la Recherche, 21, p.21-44.

Bailly-Maître 1995 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – La métallurgie préindustrielle. Ethnographie, expérimentation, archéologie médiévale : étude comparative des gestes techniques. In : actes de la table ronde : *La transmission des connaissances techniques*, Cahiers d'Histoire des Techniques, 3, 1995, p.163-189.

Bailly-Maître 1995 : BAILLY-MAITRE (M.-C.), annexe A. PLOQUIN. – Mines et forges au Moyen Age et au début des temps modernes : réflexions autour de l'exemple de Brandes. In : BENOIT (P.), FLUZIN (P.) ed. – *Paléométallurgie du fer et cultures* : Symposium international du comité pour la sidérurgie ancienne, Vulcain AEDEH, 1995, p. 333-348, 10 fig., biblio.

Bailly-Maître 1996 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – *Brandes et les mines d'argent du Dauphin*. L'Archéologue - Archéologie Nouvelle, 25, 1996, p. 12-18.

Bailly-Maître 1996 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – *Prolégomènes à une histoire des mines de Largentière en Vivarais*. Mémoire d'Ardèche et Temps Présent, Fev. 1996, n°49, p.3-10.

Bailly-Maître 1996 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – *La métallurgie du fer en Oisans, du Moyen Age au XIXe siècle*. Le Monde Alpin et Rhodanien, mémoires d'industries, Centre alpin et rhodanien d'Ethnologie, Grenoble, 2-4/1996, 121-135.

Bailly-Maître 1998 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – Tradition et innovation dans les mines médiévales. In : *L'innovation technique au Moyen Age*. Actes du VIe Congrès international d'archéologie médiévale, Dijon, 1-5 octobre 1996. Paris : éditions Errance, 1998, p.99-107.

Bailly-Maître 1999 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – *Mines et forges des Alpes de l'âge des métaux à l'industrie*. Veurey : Le Dauphin libéré, 1999, 51 p. (Les patrimoines).

Bailly-Maître 2000 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – Essai d'une mine de plomb et d'argent Vernus arenas en Oisans par ordre du gouverneur du Dauphiné le 15 octobre 1539. In : BELMONT (A.), *Pierres de mémoires, écrits d'histoire*. Pages d'histoire en Dauphiné offertes à Vital Chomel. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 2000, p. 131-143.

Bailly-Maître 2000 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – *La mine d'argent médiévale de Brandes-en-Oisans (Huez-Isère) : la question des datations. Apports comparés des textes, de l'archéologie et des méthodes archéométriques*. Actes du VIIIe Colloque International sur les Alpes dans l'Antiquité : L'apport des méthodes de datation dans l'archéologie des Alpes occidentales de la préhistoire au Moyen Age, Sion, Septembre 1997, 2000, p. 163-171.

Bailly-Maître 2000 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – *Brandes "l'Argentée"*. L'archéologue - Archéologie nouvelle, 47, 2000, p. 69-70.

Bailly-Maître 2001 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – Le site minier de Saint-Georges d'Hurtières (Savoie) : étude scientifique et aménagement touristique. In : actes du colloque national : *La gestione del territorio - Memoria, partecipazione, sviluppo della ricerca*, Università di Torino, Dronero-Saluzzo, nov. 2000. L'Arcière, 2001, pp. 194-203.

Bailly-Maître 2002 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – Concasser et broyer sur un site minier des XIIe-XIVe siècles. Première étude à partir des outils, des ateliers et des résidus. In : actes de la table ronde internationale : *Moudre et broyer, l'interprétation fonctionnelle de l'outillage de mouture et de broyage dans la Préhistoire et l'Antiquité*, Clermont-Ferrand, 1995. Paris : CTHS, 2002, p.213-228.

- Bailly-Maître 2004** : BAILLY-MAITRE (M.-C.) – Mines et métallurgie dans le Massif de l'Oisans: Brandes-en-Oisans (I) ; Mines et métallurgie dans le Massif de l'Oisans (II). In : JOURDAIN-ANNEQUIN (C.) dir. – *Atlas Culturel des Alpes de la Préhistoire à la fin du Moyen Âge*, Paris : éditions Picard, 2004, p. 335-337.
- Bailly-Maître 2008** : BAILLY-MAITRE (M.-C.). *Archéologie Aujourd'hui, Les paysages miniers médiévaux en France : essai de restitution à partir des données de l'archéologie et de l'archéométrie*, Proceeding on Le Mans COST A27 conférence, *Marqueurs des paysages et systèmes socio-économiques de la construction des paysages pré-industriels à leur perception par les sociétés contemporaines*, Le Mans, décembre 2006. Presses Universitaire de Rennes (Documents Archéologiques ; 1), mars 2008, p.89-98.
- Bailly-Maître 2010** : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – *Les mines médiévales de Largentière et Sainte-Marguerite-Lafigère/Malarce-sur-la-Thine (Ardèche)*. Actes du colloque Mines en Ardèche, Prades, 2009, Cahiers de Mémoire d'Ardèche-Temps Présent, n°105, 2010, p. 11-20.
- Bailly-Maître, Benoît, Dubois 1997** : BAILLY-MAITRE (M.-C.), BENOIT (P.), DUBOIS (Cl.) – *Meules rotatives pour le broyage des minerais. Actes du colloque international : Le temps de l'innovation. Techniques et économie antiques et médiévales*, Centre Camille Jullian, mai 1996. Paris : éditions Errance (Archéologie Aujourd'hui), 1997, p. 62-69.
- Bailly-Maître, Dupraz 1983** : BAILLY-MAITRE (M.-C.), DUPRAZ (J.). – *Un aperçu de l'extraction minière au Moyen-Age dans les massifs de l'Oisans et de la Chartreuse*, 108e CNSS, Section histoire des sciences et des techniques, Grenoble 1983. Paris : Ed du CTHS, 1986, p.165-174.
- Bailly-Maître, Bruno 1984** : BAILLY-MAITRE (M.-C.), BRUNO (J.). – *La mine de plomb argentifère de Brandes-en-Oisans (Isère), XIIIe-XIVe siècles, Mines, carrières et métallurgie dans la France Médiévale*, Paris, juin 1980. Paris : éditions du CNRS, 1984, p. 289-305.
- Bailly-Maître, Bruno-Dupraz 1994** : BAILLY-MAITRE (M.-C.), BRUNO-DUPRAZ (J.). – *Brandes-en-Oisans, la mine d'argent des Dauphins (XIIe s.-XIVe s.)*, Isère. Lyon : ministère de la Culture, service régional de l'archéologie Rhône-Alpes, 1994, 167 p. (Documents d'archéologie en Rhône-Alpes ; 9).
- Bailly-Maître, Dhénin 2004** : BAILLY-MAITRE (M.-C.), DHENIN (M.). – *Ateliers monétaires et mines d'argent dans les Alpes (Xe-XVe siècles). Histoire, archéologie, numismatique et archéométrie*. Archéologie Médiévale, 34, 2004, p. 43-64.
- Bailly-Maître, Dillman 2006** : BAILLY MAITRE (M.-C.), DILLMAN (Ph.). – Mines et métallurgies au Moyen Age : une thématique de recherche récente. In : *l'Archéologie médiévale en France depuis 30 ans*. Dossiers Archéologie et sciences des origines, 314, juin 2006, p. 64-67.
- Bailly-Maître, Dillman 2010** : BAILLY MAITRE (M.-C.), DILLMAN (Ph.). – *Mines et métallurgies au Moyen Age. Evolution d'une discipline*. – CHAPELOT (J.) éd. – Trente ans d'archéologie médiévale en France. Un bilan pour un avenir. IXe congrès international de la Société d'archéologie médiévale, Vincennes 2006. Caen : Publications du CRAHM, 2010, p. 227-237.
- Bailly-Maître, Gonon 2005** : BAILLY-MAITRE (M.-C.), GONON (T.). – Les mines d'eau de Largentière (Ardèche) : techniques de mise en valeur et gestion d'une ressource géologique particulière. In : J. Klapste éd. – *Les usages de l'eau en milieu rural au Moyen Age*, actes de la conférence Ruralia V, Lyon - Villard-Sallet, 27 sept. - 2 oct. 2003, Památky archeologické, suppl. 17. Prague : Academy of Sciences of Czech Republic, 2005, p. 34-42.
- Bailly-Maître, Gonon 2008** : BAILLY-MAITRE (M.-C.), GONON (T.). – *L'exploitation de la chalcopryte à l'Âge du Bronze dans le massif des Rousses en Oisans (Isère)*. Actes du 131e congrès national des sociétés historiques et scientifiques : Tradition et innovation, Grenoble, avril 2006, CTHS, 2008, p. 207-223 (publication électronique).
- Bailly-Maître, Ploquin 1993** : BAILLY-MAITRE (M.-C.) PLOQUIN (A.). – Brandes-en-Oisans : archéologie et paléométallurgie d'un village de mineurs au Moyen Age. In : STEUR (H.), ZIMMERMANN (H.) ed. – *Montanarchäologie in Europa : Berichte zum internationalen Kolloquium Frühe Erzebergbau und Verhüttung in Europa*, Université de Fribourg, oct.1990. Sigmaringen : Thorbecke, 1993, p.443-461 (Archäologie und Geschichte, Freiburger Forschungen zum ersten Jahrtausend in Südwestdeutschland, 4).
- Bailly-Maître, Ploquin, Garioud 2001** : BAILLY-MAITRE (M.-C.), PLOQUIN (A.), GARIOUD (N.). – Le fer dans les Alpes, du Moyen Âge au XIXe siècle. In : *Actes du colloque international de Saint-Georges-des-Hurtières*, 22-25 octobre 1998. Montagnac : Monique Mergoil, 2001, 243 p.
- Bailly-Maître, Protat 1997** : BAILLY-MAITRE (M.-C.), PROTAT (V.) – Sept cents ans d'histoire minière et métallurgique. In : BRUNET (A.), PRIEUR (J.) dir. - *Le pays des Hurtières*, éd. La Fontaine de Siloé-Savoie Vivante, p. 90-107.
- Belhoste dir. 1992** : BELHOSTE (J.-F.) dir : *Fonte, fer, acier. Rhône-Alpes. XVe-début XXe s.* Lyon : MCC, Inventaire général Rhône-Alpes, ADIRA, 1992 (Images du patrimoine ; 85).
- Benoît 1986** : BENOIT (P.) – *La mine de Pampailly : archives et archéologie*, dans Colloque international sur les ressources minérales et l'histoire de leur exploitation, Congrès national des Sociétés savantes, Grenoble, 1983. Paris : 1986, p. 175-180.
- Benoît 1989** : BENOIT (P.) – *Dix ans de recherches sur le site de Pampailly*. L'Araire, n°76, 1989, p. 19-22.
- Benoît 1989** : BENOIT (P.) – *L'archéologie à la mine de Pampailly*. L'Araire, n°76, 1989, p. 23-43.
- Benoît 1989** : BENOIT (P.) – L'évolution d'un paysage minier et métallurgique. Pampailly au XVe s. In : *Histoire des mines et de la métallurgie*, actes de la table ronde du GHMM. Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest, 1989, 2, p. 123-131.
- Benoît 1990** : BENOIT (P.) – L'eau, la mine et leur image : l'hydraulique des sites miniers de la fin du Moyen Age et de la Renaissance. In : *L'image des mines et de la métallurgie du Moyen Age à nos jours*, actes de la table ronde du GHMM, Paris 1987. Pierre et terre, n°33, 1990, p. 41-63.
- Benoît 1994** : BENOIT (P.) ed. – Mines et métallurgie. In : *Argent, plomb et cuivre dans l'histoire. Minéralurgie et métallurgie des métaux non ferreux de l'Antiquité au XVIIIe s.* Actes du colloque Lyon, Brussieu, décembre 1991, PPSH, .Les Chemins de la Recherche, 21, 312 p.
- Benoît 1997** : BENOIT (P.) – *La mine de Pampailly (XVe-XVIIIe siècles)*, Brussieu, Rhône. Lyon : Service régional de l'archéologie, 1997, 140 p. (Document d'archéologie en Rhône-Alpes ; 14)
- Benoît, Bailly-Maître, Dubois 1997** : BENOIT (P.), BAILLY-MAITRE (M.-C.), DUBOIS (Cl.) – Meules rotatives médiévales pour le broyage des minerais. In : MEEKS (D.), GARCIA (D.), éd. - *Techniques et économies antiques et médiévales*, Colloque international (CNRS), Aix-en-Provence, 21-23 mai 1996. Paris : éd. Errance, 1997, p. 62-68.
- Benoît, Bonnamour, Deroin 2008** : BENOIT (P.), BONNAMOUR (G.), DEROIN (J.-P.) – Carrières et construction sur un site minier, Pampailly (XIVe-XVIIIe siècle). In : *Pierres du Patrimoine européen. Economie de la pierre de l'Antiquité à la fin des modernes*. Paris : CTHS, 2008, p. 55-60.
- Benoît, Deroin 1994** : BENOIT (P.), DEROIN (J.-P.) – *L'ancienne mine de plomb argentifère de Pampailly en Lyonnais (XVe s.) : apport de l'archéologie minière à la connaissance géologique de la Série de la Brève (Massif Central, France)*. Chronique de la recherche minière, n°154, 1994, p. 44-51.
- Benoît, Grandemange 1986** : BENOIT (P.), GRANDEMANGE (J.) – Archéologie minière à Pampailly. In : *Les ressources minérales et l'histoire de leur exploitation*. Actes du 108e CNSS, Grenoble, avril 1983, Paris, 1986, p. 175-180.
- Benoît, Guillot, Ploquin 1995** : BENOIT (P.), GUILLOT (J.), PLOQUIN (A.) – Les forges minières au Moyen Age et à la Renaissance : approche archéologique et paléométallurgique. In : *Campagnes médiévales, l'homme et son espace*. Etudes offertes à Robert Fossier. Paris : Publications de la Sorbonne, 1995, p. 639-652.
- Benoît, Leclère 1994** : BENOIT (P.), LECLERE (F.) – Le traitement minéralurgique des métaux à Pampailly au XVIIIe s. In : BENOIT (P.) ed. – *Mines et métallurgie*. Actes du colloque Lyon, Brussieu, décembre 1991, PPSH, .Les Chemins de la Recherche, 21, 312 p.
- Benoît, Leclère 1995** : BENOIT (P.), LECLERE (F.) – La houille dans la métallurgie à la veille de la Révolution : le traitement du plomb à Pampailly. In : *Nature, histoire, société*. Essais à la mémoire de Jacques Roger. Paris, 1995, p. 301-319.
- Boudray 2001** : BOUDRAY (M.). – *Le site minier des Hurtières, centre d'interprétation du patrimoine industriel minier de Savoie*. La Rubrique des Patrimoines de Savoie, mai 2001, p. 14-15.
- Bruno Dupraz 1985** : BRUNO DUPRAZ (J.). – *Un gouffre minier : le gouffre à Maule de la Grande-Chartreuse*, Spelunca, revue de la Fédération Française de Spéléologie, 1985, p. 22
- Bruno Dupraz 1985** : BRUNO DUPRAZ (J.). – *Métallurgie au Moyen-Age dans la vallée de la Fure*, Archéologie chez vous, n° 5, cantons de Rives et Tullins, Grenoble, 1986, p. 29-30.
- Bruno Dupraz 1985** : BRUNO DUPRAZ (J.). – *La mine de fer de Bovinant (XIIe - XVIIIe s) ; Le martinet du Pont ; Le haut fourneau des gorges du Frou*, Archéologie chez vous, n° 10, Pays de Chartreuse.
- Bruno Dupraz 1985** : BRUNO DUPRAZ (J.). – Mines et métallurgie du fer dans les massifs de Chartreuse et de Belledonne. In : JOURDAIN-ANNEQUIN dir. – *Atlas Culturel des Alpes occidentales*. Paris : Picard, 2004, p. 338-339
- Chapron 1994** : CHAPRON (P.). – Evolution des techniques métallurgiques aux XVIIIe-XIXe s., l'exemple de Pessey-Nancroix. In : BENOIT (P.) ed. – Mines et métallurgie. Actes du colloque Lyon, Brussieu, décembre 1991, PPSH, .Les Chemins de la Recherche, 21, p. 275-284.
- Dabas, Hesse 1991** : DABAS (M.), HESSE (A.) – *Approche géophysique de la colline de Pampailly*. Actes du colloque du GMPCA Convergence des méthodes archéométriques, Valence, mars 1991 (non publié).
- Deroin, Benoît 1992** : DEROIN (J.-P.), BENOIT (P.) – *L'ancienne mine d'argent de*

Pampailly : minéralisation et contexte tectonique d'un gîte filonien dans la Série de la Brévenne (Massif Central, France). Comptes rendus de l'Académie des sciences de Paris, 1992, t. 314, série II, p. 1339-1345.

Deroin, Benoît 1997 : DEROIN (J.-P.), BENOIT (P.) – La galerie d'exhaure du Vernay à Pampailly (Lyonnais, France). Apport des sources écrites et de l'étude structurale. In : LORENZ (J.), BENOIT (P.), OBERT (D.) éd. – *Pierres et carrières. Géologie - Archéologie - Histoire*, Textes réunis en hommage à Claude Lorenz, Paris, AEDH, 1997, p. 203-208.

Dieudonné-Glad et al. 1995 : DIEUDONNE-GLAD (N.), FLUZIN (Ph.), BENOIT (P.) BERANGER (G.). – Etude de la réduction directe à l'aide d'une plateforme expérimentale. In : *Paléométaballurgie du fer et cultures : Symposium international du comité pour la sidérurgie ancienne*, textes publiés par Paul Benoît et Philippe Fluzin, p. 13-20.

Dubois, 2001 : DUBOIS (Cl.). – *Éléments pour une typologie des fours de grillage de la sidérite d'Allevard (Isère - France)*. Actes du congrès international Le fer dans les Alpes du Moyen-Âge au XIXe siècle, tenu à Saint-Georges-d'Hurtières (38) en octobre 1998, Mergoïl éd., Montagnac (34), 2001, p. 171-178.

Dumoulin 2004 : DUMOULIN (F.). – *Les mines métallifères du département de la Loire. Bilan de sept années de recherches*. *Revue archéologique du Centre*, 2004, t. 43, p. 271-276.

Feybesse, Bailly-Maitre, Féraud 2004 : FEYBESSE (J.-L.), BAILLY-MAITRE (M.-C.), FERAUD (J.) – *La mine médiévale d'argent du Pontet, une fente alpine contemporaine de la surrection des massifs cristallins ?* Bull. de l'Académie des Sciences. C.R. Géoscience 336, Elsevier SAS, Paris, 2004, p. 1255-1264.

Garioud 2001 : GARIOUD (N.). – *Un passé minier savoyard mal connu du grand public*. La Rubrique des Patrimoines de Savoie, mai 2001, p. 12-13.

Garioud 2002 : GARIOUD (N.). – *Mines et métallurgie en Haute-Maurienne*. Bulletin du GEMA, 28, 2002, p. 21-23.

Girard 2003 : GIRARD (J.). – *Les mines médiévales de Largentière, première approche des sources*, *Revue du Vivarais*, n°2, 2003 (fascicule 754).

Girard 2010 : GIRARD (J.). – Plomb, zinc, argent et antimoine : le rôle des non ferreux dans l'industrialisation en Ardèche. In : *actes du colloque de Prades et leurs compléments : Mines en Ardèche*, septembre 2009. Mémoire d'Ardèche et temps présent, n°105, 2010.

Guillot et al. 1991 : GUILLOT (I.), CONIN (A.), BENOIT (P.), FLUZIN (P.). – *Mise en forme d'outils des mineurs aux XVe et XVIe siècles en France*, Mémoires et études scientifiques de la Revue de métallurgie, 1991, p.117

Jacob, Bailly-Maitre 2001 : JACOB (N.), BAILLY-MAITRE (M.Ch.). – *Analyse de la pollution minière de rivières de l'Oisans, application à l'archéologie*, Archéologie du Midi Médiéval, tome 19-2001, p. 67-77.

Mélo 1998 : MELO (A.). – *Une entreprise sidérurgique à la fin du Moyen Age. Les forges de Divonne et de Montjoux (Ain, France) entre 1350 et 1400*. *Minaria Helvetica*, 18a, 1998, p. 15-29.

Mélo 2002 : MELO (A.). – L'exploitation du fer dans la région d'Annecy (Haute-Savoie) : les mines de la montagne de Mandallaz. In : BAILLY-MAITRE (M.-C.), PLOQUIN (A.), GARIOUD (N.). – *Le fer dans les Alpes du Moyen Age au XIXe siècle*, actes du colloque international de Saint-Georges-des-Hurtières, 22-25 octobre 1998. Montagnac, Monique Mergoïl, 2002, p. 77-84.

Minvielle Larousse, Bailly Maitre à paraître : MINVIELLE LAROUSSE (N.), BAILLY-MAITRE (M.-C.) – Ore grinding in the middle ages : the example of Brandes-en-Oisans. Actes du colloque de Rome 2009 Bread for the people, Southampton Archaeology monograph, Arhceopress, à paraître.

Minvielle Larousse, Bailly Maitre à paraître : MINVIELLE LAROUSSE (N.), BAILLY-MAITRE (M.-C.) – *Éléments méthodologiques pour l'études de meules à minerai*. Actes de la table ronde de saint-Julien-sur-Garonne 2010 Evolution technologique et typologique des meules..., à paraître.

Verdel 1999 : VERDEL (E.). – *Les traditions métallurgiques de la vallée de la Fure des origines à nos jours*. Charavines : Musée des Trois Vals-Lac de Paladru, 1999, 75 p ; ill.

Approches historique, économique, sociologique, ethnographique, environnementale

Bailly-Maitre 1994 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – *Les petits métiers de la montagne autrefois : l'Oisans*, Evocations : La pierre et l'écrit, 1994-95, Presses universitaires de Grenoble, p. 123-137, bibliogr.

Bailly-Maitre 1996 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – *Brandes-en-Oisans : incidence d'un milieu alpin sur une exploitation minière médiévale*, In : L'homme et la nature au Moyen Age, actes du Ve Congrès international d'archéologie médiévale, Grenoble, 6-9 octobre 1993, Paris : Errance, 1996, p. 235-245.

Bailly-Maitre 1998 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – Habiter la montagne. In : *le vil-*

lage médiéval et son environnement. Etudes offertes à Jean-Marie Pesez, Paris : Publications de la Sorbonne, 1998, p.31-42.

Bailly-Maitre 2002 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – *L'argent : du minerai au pouvoir dans la France médiévale*. Picard, 2002, 211 p. (Espaces médiévaux).

Bailly-Maitre 2003 : BAILLY-MAITRE (M.-C.) – Archéologie minière et sports d'hiver: Brandes-en-Oisans (Isère). In : *Les vestiges archéologiques en milieux extrêmes : étude et conservation*, Table Ronde, Ecole Nationale du Patrimoine, Clermont-Ferrand, oct. 2000. Paris : éditions du patrimoine, 2003, p.138-148.

Bailly-Maitre 2004 : BAILLY-MAITRE (M.-C.) – *Les agglomérations minières au Moyen Âge en Europe occidentale, Naissance et développement des villes minières en Europe*, colloque international de l'Université d'Artois, Liévin-Lens, mars 2002, Artois Presses Université et Presses universitaires Paris Sorbonne, collection Histoire, Arras, 2004, p.215-226.

Bailly-Maitre 2006 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – Fortifications ou structures de contrôle ? Les reliefs aménagés du massif de l'Oisans. In : *Château et peuplement* : Actes du XXIIe colloque international de Château Gaillard, 28 août-4 septembre 2004 à Voiron (Isère), textes réunis par P. Ettel, A.-M. Flambard Héricher, T.E. McNeil. Caen : publications du CRAHM, 2006, p. 13-26.

Bailly-Maitre 2007 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – Pouvoir et mines d'argent au Moyen-Âge. Mainmise politique et évidences archéologiques. In : BAILLY-MAITRE (M.-C.), POISSON (J.-M.) (dir.) – *Mines et pouvoir au Moyen Âge*, actes de la table ronde Mines et pouvoir châtelain, Lyon, mai 2002. Lyon, PUL, 2007 (coll. d'Histoire et d'Archéologie médiévales ; 20), p.21-46.

Bailly-Maitre 2007 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – *Se nourrir aux XIIIe et XIVe siècles en montagne. L'exemple d'un village permanent à 1800 m d'altitude*, Alimentation et Montagne, coll. Anthropologie des populations alpines, Université Européenne d'Été, Anthropologie des Populations Alpines, UMR 6578, Vallouise, Juillet 2006, juin 2007, p. 67-86.

Bailly-Maitre 2008 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – *Le culte de Saint Nicolas chez les mineurs au Moyen Âge et au début des Temps Modernes : une dévotion professionnelle?*, *Revue La Pierre et l'Écrit*, n°18 – Revue d'histoire et du patrimoine en Dauphiné, Presses Universitaires de Grenoble, mars 2008, p.49-58.

Bailly-Maitre 2008 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – L'archéologue face aux stratégies de fouille et de prélèvement en milieu minier ; Une petite agglomération minière médiévale : la question de la valorisation (avec A. Tillier), p.173-185 ; Mines et métallurgie au Moyen Âge. Dialogue entre paysage et archéologue pour restituer une activité passée, p. 261-271. In : BAILLY-MAITRE (M.-C.), JOURDAIN-ANNEQUIN (C.), CLERMONT-JOLY (M.). – Archéologie et paysage des mines anciennes : de la fouille au musée. Paris, Picard, 2008, p. 47-55

Bailly-Maitre 2010 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – Les paysages miniers et métallurgiques. Histoire d'une construction et d'une disparition. In : *Patrimoine, Images, Mémoire des paysages européens / Heritage, Images, Memory of European Landscapes*. COST A27, Lévêque L., Ruiz Arbol M., Pop L. éd., l'Harmattan, coll. Histoire, textes Sociétés, 2009, p. 375-38

Bailly-Maitre, Martin, Herrscher 2008 : BAILLY-MAITRE (M.-C.), MARTIN (L.), HERRSCHER (E.). – *Se nourrir en haute montagne aux XIIIe-XIVe siècles : le village de Brandes (Huez-Isère)*. Apports comparés de l'archéologie, des textes et de l'anthropologie. In : *Alimentation et santé dans les sociétés de montagne du Moyen Âge au XXe siècle*, 7ème congrès de l'Association Internationale pour l'Histoire des Alpes, Vevey (Suisse), septembre 2007. Zürich : Chronos, 2008, p. 83-100.

Bailly-Maitre, Benoît 1998 : BAILLY-MAITRE (M.-C.), BENOIT (P.) – *Les mines d'argent de la France médiévale*. Actes du XXVIIIe congrès de la Société des Médiévistes de l'Enseignement Supérieur : L'argent au Moyen Age: idéologie, finances, fiscalité, monnaie, Clermont-Ferrand, juin 1997. Paris : Publications de la Sorbonne, 1998, pp. 17-45.

Bailly-Maitre, Benoît 2006 : BAILLY-MAITRE (M.-C.), BENOIT (P.) – L'habitat des mineurs : les cas de Brandes-en-Oisans et Pampailly. In : *Cadres de vie et manières d'habiter (XIIe-XVIe siècles)*. Actes du VIIIe congrès international de la Société d'Archéologie Médiévale, Paris, février 2002, publications du CRAHM, Caen, 2006, p. 259-266.

Bailly-Maitre, Clermont-Joly, Annequin 2008 : BAILLY-MAITRE (M.-Ch.), CLERMONT-JOLY (M.), ANNEQUIN (C.) dir. – *Archéologie et paysages des mines anciennes. De la fouille au musée*. Actes du colloque international - Les vestiges de l'archéologie minière. De la fouille au musée et de la Table Ronde Les paysages miniers européens. Paris : éditions Picard, 2008, 277 p.

Bailly-Maitre, Montjuvent, Mathoulin 1997 : BAILLY-MAITRE (M.-C.), MONTJUVENT (G.), MATHOULIN (V.) – *Les quatre anciens lacs de l'Oisans (Alpes françaises du Nord)*. *Revue de Géographie Alpine*, 1997, n°1, t.85, p.33 - 52.

Bailly-Maitre, Gauche 2002 : BAILLY-MAITRE (M.-C.), GAUCHE (S.). – *Une approche du droit minier en Dauphiné (XIVe-début XVe siècle)*. La Pierre et l'Écrit, n°13, 2002, p.97-114.

Bailly-Maitre, Poisson 2007 : BAILLY-MAITRE (M.-C.), POISSON (J.-M.) dir. –

Mines et pouvoir au Moyen Âge. Actes de la table ronde : Mines et pouvoir châtelain, Lyon, mai 2002. Lyon : PUL, 2007 (coll. d'Histoire et d'Archéologie médiévales ; 20), 213 p.

Bailly-Maitre, Tillier 2005 : BAILLY-MAITRE (M.-Ch.), TILLIER (A.), *La valorisation d'un village médiéval d'altitude : Brandes (Huez-Isère), contraintes et choix*. Actes du colloque Monum : La restitution en archéologie et la présentation au public, Béziers, oct. 2005.

Bailly-Maitre et al. 1996 : BAILLY-MAITRE (M.-C.), SIMONEL (B.), BARRE (N.), BOULLE (E.-L.). – Travail et milieu. Incidents sur une population au Moyen Âge. In : *L'identité des populations archéologiques*, actes des 16e Rencontres d'archéologie et d'histoire d'Antibes, 19-21 octobre 1995. Sophia-Antipolis : APDCA, 1996, p. 211-243.

Bautier 1975 : BAUTIER (R.-H.). – La mine de Valtorte à Claveisolles. L'exploitation d'une mine de vitriol en Beaujolais de 1469 à 1515. In : *Mines et métallurgie Xlle-XVle s.*, actes du 98e CNSS, Saint-Etienne 1973, Paris 1975, t. 1, p. 107-157.

Benoît 1986 : BENOIT (P.). – La mine de Pampailly : archives et archéologie. In : *Les ressources minérales et l'histoire de leur exploitation*. Actes du 108e CNSS, Grenoble, avril 1983, Paris, 1986, p. 175-180.

Benoît, Braunstein 1983 : BENOIT (P.), BRAUNSTEIN (P.). – Les comptes miniers d'Hurtières en Savoie (1338-1350). In : BENOIT (P.), BRAUNSTEIN (P.) éd. – *Mines, carrières et métallurgie dans la France médiévale*. Paris, CNRS, p. 183-206.

Benoît et al. 1987 : BENOIT (P.), ARRIBET (D.), FAURE-BOUCHARLAT (E.), MICHEL (C.). – *Le poêle à pots de Pampailly*. Cahiers du GAMA, n° 3, Strasbourg, 1987, p. 81-90.

Benoît, Rendu 1989 : BENOIT (P.). – *Pampailly, une grande exploitation minière à la fin du Moyen Âge*. L'Araire, n°76, 1989, p. 23-43.

Bourgoin 1985 : BOURGOIN (A.). – L'exploitation des mines de Chessy du Moyen Âge à nos jours. In : *Les ressources minérales et l'histoire de leur exploitation*. Actes du 108e CNSS, Grenoble, avril 1983, Paris, 1986, p.223-234.

Bourgoin 1989 : BOURGOIN (A.). – *Histoire sommaire des principales mines de l'Ouest lyonnais*. L'Araire, n°76, 1989, p. 9-17.

Bourgoin 1989 : BOURGOIN (A.). – *La vie des mineurs du lyonnais et du Beaujolais au XVe s.* L'Araire, n°76, 1989, p. 45-70.

Bourgoin 1989 : BOURGOIN (A.). – *Ordonnances et statuts concernant les mines de Pampailly, Chessy, Saint-Pierre-la-Palud et Joux rédigés par le Procureur général Dauvet en 1455*. L'Araire, n°76, 1989, p. 71-79.

Bruno Dupraz 1986 : BRUNO DUPRAZ (J.). – Bovinant : une mine de fer dans les limites du désert de la Grande-Chartreuse (XIIe-XIIIe siècles). In : *Actes du Vème colloque international d'histoire et de spiritualité cartusiennes*, Grenoble, 1986, p. 489 à 500.

Chapron et al. 2008 : CHAPRON (E.), BAILLY-MAITRE (M.-C.), ANSELMETTI (F.), GUYARD (H.), SAINT ONGE (G.), DESMET (M.), CHAUVEL (C.), WINIARSKI (T.), MAGAND (O.), ARNAUD (F.), CHARLET (L.), DELINE (P.), MAGNY (M.), MÉLIÈRES (M.-A.). – *Impact des fluctuations glacières et des anciennes activités minières d'altitude sur la sédimentation lacustre proglaciaire au cours du tardiglaciaire et de l'holocène dans le massif des Grandes Rousses, Alpes occidentales, France*. Collection Edytem, cahiers de l'Environnement, n°6, 2008, p.39-50.

Chermette 1981 : CHERMETTE (A.). – *La famille Jars et sa contribution à l'exploitation des mines lyonnaises aux XVIIIe et XIXe s.* Bulletin de la Société linéenne de Lyon, 50, 1981.

Chermette 1989 : CHERMETTE (A.). – *La famille des Blumenstein et l'exploitation des mines du Forez aux XVIIIe et XIXe s.* Bulletin de la Société linéenne de Lyon, 58, 1989.

Chermette 1993 : CHERMETTE (A.). – *Minéraux, mines et minéralogistes lyonnais au XIXe s.* Lyon : Editions lyonnaises d'art et d'histoire, 94 p.

Chermette 1981 : CHERMETTE (A.). – *L'or et l'argent : aventures d'un minéralogiste du XVIIIe s.*, Grenoble, P.U.G., 1981, 120 p. (L'Empreinte du Temps).

Cloughton, Bartels, Bailly-Maitre 2009 : CLAUGHTON (P.), BARTELS (P.), BAILLY-MAITRE (M.-C.). – Culture, technology and change in pre-industrial silver mining / Culture, technique et change. In : OREJAS (A.), MATTINGLY (D.), CLAVEL-LÉVÉQUE (M.) éd. – *L'exploitation minière préindustrielle de l'argent : the medieval mining regions of Europe, From present to past through landscape*, COST A 27, 2009 p. 149-170

Feraud, Ancel 2003 : FERAUD (J.), ANCEL (B.). – *Médaille, poudre (d'or) aux yeux et rêves fous : l'aventure de La Gardette et son devenir*. Géochronique, n°87, septembre 2003, p. 30-31.

Garioud 2007 : GARIOUD (N.). – La Maison de Savoie et ses mines d'argent. Essai d'analyse générale d'une politique minière (fin XIIIe-première moitié XVIe

s.). In : BAILLY-MAITRE (M.-C.), POISSON (J.-M.) éd. – *Mines et pouvoir au Moyen Âge, actes de la table ronde Mines et pouvoir châtelain*, Lyon, mai 2002. Lyon : PUL, 2007 (coll. d'Histoire et d'Archéologie médiévales ; 20), p.47-60.

Mollat 1988 : MOLLAT (M.). – *Jacques Coeur ou l'esprit d'entreprise*. Paris : Aubier, 1988, 495 p.

Peloux, Bailly-Maitre (sous presse) : PELOUX (F.), BAILLY-MAITRE (M.-C.). – *Mines et pouvoirs dans l'Oisans médiéval (XIe-XVe)*. Une révision des sources écrites et archéologiques, La Pierre et l'Écrit, n° 21, 2010.

Rendu 1983 : RENDU (A.-T.). – *La main d'oeuvre d'une grande exploitation minière au XVe s. : la mine de Pampailly en Lyonnais*. Cahiers d'histoire, 1983, n°4, p. 59-95.

Rendu 1983 : RENDU (A.-T.). – Les travaux dans les mines de Pampailly et Joux en Lyonnais (1454-1455). In : BENOIT (P.), BRAUNSTEIN (P.) éd. – *Mines, carrières et métallurgie dans la France médiévale*. Paris, CNRS, p. 263-289.

Rendu 1986 : RENDU (A.-T.). – La naissance d'une grande exploitation minière. Pampailly en Lyonnais (fin XIVe-début XVe s.). In : *Les ressources minérales et l'histoire de leur exploitation*. Actes du 108e CNSS, Grenoble, avril 1983, Paris, 1986, p. 182-194

Rendu 1988 : RENDU (A.-T.). – *Parti de la mine et parti des seigneurs : les répercussions de l'ordonnance de 1413 en Lyonnais*. Actes du 112e CNSS, Histoire des sciences, Lyon, 1987, t. II, Paris, CTHS, p. 7-18.

Rendu 1991 : RENDU (A.-T.). – Le rôle des seigneuries ecclésiastiques dans l'exploitation minière du Lyonnais médiéval : le cas de l'abbaye de Savigny au XVe s. In : BENOIT (P.), CAILLEAUX (D.) éd. – *Moines et métallurgie dans la France médiévale*. Paris 1991, p. 95-111.

Hors contexte minier : Métallurgie du fer

Bailly-Maitre 2001 : BAILLY-MAITRE (M.-C.). – *Forge villageoise, forge ouvrière : étude comparée*. Actes des XIXe Journées Internationales de Flarans. L'artisan au village dans l'Europe médiévale et moderne, septembre 1997, Presses Universitaires du Mirail, Toulouse, 2001, p.203-218.

Bailly-Maitre, Ploquin 2006 : BAILLY-MAITRE (M.-C.), PLOQUIN (A.). – Les forges médiévales de la section rhône-alpine du TGV Méditerranée. In : MAUFRAS (O.) éd. – *Habitats, nécropoles et paysages dans la moyenne vallée du Rhône (VIIe-XVe siècles)*. Contribution des travaux du TGV-Méditerranée à l'étude des sociétés rurales médiévales. Paris : Editions de la Maison des sciences de l'homme, 2006 (Documents d'archéologie française ; 98), p. 277-280.

Bastard 2006 : BASTARD (V.). – Un petit habitat et sa forge autour de l'an mille : Bourbousson 2 (Crest, Drôme). In : MAUFRAS (O.) éd. – *Habitats, nécropoles et paysages dans la moyenne vallée du Rhône VIIe-XVe siècles*. Contribution des travaux du TGV-Méditerranée à l'étude des sociétés rurales médiévales. Paris : Editions de la Maison des sciences de l'homme, 2006 (Documents d'archéologie française ; 98), p. 67-78.

Bouvier et al. 1992 : BOUVIER (A.), FAURE-BOUCHARLAT (E.), MONNIER (J.), LAFONT (P.-Y.). – *La motte castrale de Décines-Charpieu (Rhône)*. Archéologie Médiévale, 22, 1992, p. 231- 307.

Bonnot-Diconne, Colardelle, Verdel 2000 : BONNOT-DICONNE (C.), COLARDELLE (M.), VERDEL (E.). – Le matériel d'équitation dans l'habitat médiéval de Charavines. In : BELMONT (A.), *Pierres de mémoires, écrits d'Histoire*. Pages d'histoire en Dauphiné offertes à Vital Chomel. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2000, p. 57-75.

Colardelle, Forrières, Verdel 1996 : COLARDELLE (M.), FORRIERES (C.), VERDEL (E.), PLOQUIN (A.), MERLUZZO (P.) coll. – *La métallurgie dans l'habitat fortifié de Colletières, Charavines (XIe siècle)*. Le monde alpin et rhodanien, 1996, t. 2-4, p. 135-147.

Colardelle et al. 2002 : COLARDELLE (M.), MOYNE (J.-P.) et VERDEL (E.), 2002. – L'armement des chevaliers-paysans de Charavines au XIe siècle. In : *Wider das "finstere Mittelalter"*, Mélanges offerts à Werner Meyer pour son 65ème anniversaire, Schweizer Beiträge zur Kulturgeschichte und Archäologie des Mittelalters, 29, Bâle, p. 107-116.

Forrières et al. 1993 : FORRIERES (C.), MERLUZZO (P.), PLOQUIN (A.). – La métallurgie du fer. In : COLARDELLE (M.), VERDEL (E.) dir. – *Les habitats du lac de Paladru (Isère) dans leur environnement*. La formation d'un terroir au XIe siècle. Paris : Editions de la Maison des sciences de l'homme (Documents d'archéologie française ; 40), p. 220-237.

Gonon 1996 : GONON (T.). – De l'intérêt de l'étude des structures campanaires (moules à cloche, four de fusion du métal). In : *Actes des Rencontres d'archéologie médiévale Rhône-Alpes*, Pages d'archéologie médiévale en Rhône-Alpes, 3, 1996, p. 89-99.

Gonon 2010 : GONON (T.). – *Les cloches en France au Moyen Âge*. Archéologie d'un instrument singulier. Paris : éditions Errance, 2010, 199 p.

Luroi 2006 : LUROL (J.-C.). – L'établissement de l'an mille aux Vignarets (Upie, Drôme). In : MAUFRAS (O.) éd. – *Habitats, nécropoles et paysages dans la moyenne vallée du Rhône (VIIe-XVe siècles. Contribution des travaux du TGV-Méditerranée à l'étude des sociétés rurales médiévales*. Paris : Editions de la Maison des sciences de l'homme, 2006 (Documents d'archéologie française ; 98), p. 61-66.

Motte 2001 : MOTTE (S.), FAURE-BOUCHARLAT (E.) coll – Beynost, Les Grandes-Croix (Ain). In : FAURE-BOUCHARLAT (E.) dir. – *Vivre à la campagne au Moyen Age. L'habitat rural du Ve au XIIe s. (Bresse, Lyonnais, Dauphiné) d'après les données archéologiques*. Lyon : ALPARA, 2001, p. 266-281 (Documents d'Archéologie en Rhône-Alpes et en Auvergne, 21).

Rapports d'opérations

Gabayet 2001 : GABAYET (F.). – *La Ravoire (Savoie), ZAC de Léchaud, lieudit Bas Molard*. SRA, AFAN, SAS, 2001, 2 vol. 64 p., 27 pl., 26 fig.

Girard 2001 à 2004 : GIRARD (J.). – *Mines et métallurgie dans le département de l'Ardèche*. Rapports de prospections 2001, 2002, 2003, 2004.

Travaux universitaires

Cognet : COGNET Julien - *Le fer dans les comptes de châtelainies*. Mémoire de maîtrise, Lyon 2

Gonon, Emery, Manzanares 1997 : GONON Thierry, EMERY Yann, MANZANARES Damien - *Recherches sur la métallurgie primaire dans l'Ouest Lyonnais durant l'Antiquité*, mémoire de maîtrise, Université Lyon 2, juin 1997.

Girard 1999 : GIRARD Jérôme - *Les mines médiévales de Largentière, Ardèche*. Mémoire de maîtrise, soutenue à Grenoble en 1999, dir. M. Verdier et M.-C. Bailly-Maître.

Girard 2002 : GIRARD Jérôme - *Mines et métallurgie dans le département de l'Ardèche*. Mémoire de DEA, soutenu à Aix-en-Provence en 2002, dir. M. Fixot et M.-C. Bailly-Maître.

Garioud : GARIOUD Nadège - *Mines et métallurgie anciennes dans le massif des Bauges, Savoie (1350-1850)*. Mémoire de maîtrise soutenu en 1997, Université Pierre Mendès-France, Grenoble, dir. H. Falque-Vert et M.-C. Bailly-Maitre.

Garioud : GARIOUD Nadège - *Histoire et archéologie des mines de fer et installations métallurgiques du massif des Bauges (Moyen Age -milieu du XIXe s.)*. Mémoire de DEA soutenu en 1999, Université Paris I la Sorbonne, dir. P. Benoit et M.-C. Bailly-Maître.

Garioud : GARIOUD Nadège - *Les activités minières et métallurgiques de la maison de Savoie (fin XIIIe-milieu XVIe s.)*. De la politique générale au cas particulier, l'exemple de la Maurienne. Thèse en cours, Paris 1 la Sorbonne, dir. P. Benoit et M.-C. Bailly-Maître.

Pautrat : PAUTRAT Véronique - *Histoire et archéologie du district minier des Hurtières (Savoie) du XIIIe au XIXe s.* Mémoire de DEA soutenu en 1996, Université Paris I la Sorbonne, dir. L.Pressouyre et M.-Ch. Bailly-Maître.

Conclusion

Vincent Hincker

Service d'archéologie du CG du Calvados, Membre expert de la CIRA Centre Est 2007-2014, pour la période médiévale

François Guyonnet

Ville d'Isle-sur-la-Sorgues, Vaucluse, Membre expert de la CIRA Centre Est 2007-2010, pour la période médiévale

Dresser un bilan critique de vingt années de recherche archéologique à l'échelle d'une région n'est jamais un exercice facile, c'est pourquoi il y a tout lieu de se féliciter du travail accompli donnant lieu aujourd'hui à la publication des contributions réunies dans le présent volume. Il ne fait pas de doute que ces contributions seront des plus utiles pour tous les chercheurs qui à l'avenir auront à officier en Rhône-Alpes. Car plus qu'un simple bilan, les auteurs ont eu le souci d'y ajouter ce qui pour eux devrait constituer des pistes de recherche à venir. Chacun a eu le souci d'interroger et de solliciter l'ensemble de la communauté scientifique, devenant ainsi le porte-parole de riches réflexions dont il a su tirer de véritables synthèses prospectives. Il ne fait pas plus de doute que la réunion de ces contributions offre aux chercheurs extérieurs à la région un précieux panorama de l'archéologie régionale et des problématiques qui l'animent dont ils pourront nourrir leurs propres travaux, à moins qu'elle ne suscite des rapprochements et des collaborations.

Ce qui en premier lieu frappe à la lecture de toutes les contributions réunies dans la présente publication, c'est sans conteste le dynamisme dont l'archéologie médiévale fait preuve en Rhône-Alpes. A ce titre, les vingt dernières années se placent dans le droit fil d'une longue tradition scientifique régionale solidement établie depuis maintenant plusieurs décennies. Le rythme de fouilles programmées et préventives reste toujours aussi soutenu, comme celui des publications, ainsi que le montre les inventaires de références bibliographiques insérés en annexes des différentes contributions. Il faut également remarquer que l'activité éditoriale destinée à la communauté scientifique est fort heureusement complétée par de nombreuses productions destinées à faire découvrir les avancées de la recherche à un public moins averti. Notons également les investissements consentis pour pérenniser la transmission des résultats de la recherche archéologique par l'intermédiaire des musées ou des mises en valeur de sites.

Il faut également souligner la diversité des rattachements institutionnels des acteurs qui animent la recherche régionale. Les signataires des contributions qui composent ce volume en sont la preuve évidente et chacun a le soin de souligner l'intérêt des travaux conduits par les collègues ouvrant pour le compte du ministère de la Culture, des universités, du CNRS, de l'Inrap, des collectivités territoriales, des opérateurs privés, sans oublier ceux qui n'ont d'autre statut que celui de bénévole sans que cela n'entache en rien la qualité scientifique des travaux qu'ils mènent. A

cette diversité des acteurs répond la pluralité des domaines que cette recherche archéologique continue à investir et dans laquelle se perçoit encore la stratification historique de l'archéologie médiévale de Rhône-Alpes.

En premier lieu se placent les travaux qui portent sur les édifices religieux. Ils poursuivent une longue tradition de recherche portant sur les ordres monastiques et le processus de christianisation à travers ses traductions architecturales et ses conséquences sur l'organisation et la structuration des territoires. Aujourd'hui l'approche est double, avec d'un côté des programmes de recherche thématique portant sur de vastes espaces géographiques et de l'autre des études monographiques. Pour ces dernières, la clef d'interprétation demeure la place que tient l'édifice étudié dans l'organisation ecclésiale d'un point de vue fonctionnel et liturgique. Quel que soit l'angle d'approche, l'architecture, dans toutes ses dimensions, reste toujours à l'honneur et se nourrit désormais au mieux des progrès des techniques d'investigation dites « d'archéologie du bâti » complétés par ceux qu'ont connus les analyses de matériaux de construction. Notons également le souci permanent de maintenir la si fructueuse confrontation entre les observations archéologiques et celles issues de l'étude des sources textuelles.

Si les apports scientifiques des travaux menés dans ce domaine au cours des vingt dernières années sont remarquables, il est néanmoins frappant de constater, dans le bilan qui en est dressé, la mise en exergue d'une sorte de divorce entre archéologie préventive et archéologie programmée. Pour l'expliquer, l'hypothèse d'une différence de territoires d'intervention ne paraît pas entièrement satisfaisante. Les opérations d'archéologie préventive sur des édifices religieux sont nombreuses et bénéficient en Rhône-Alpes d'une politique volontariste visant à promouvoir les études de bâti en amont de tout projet de restauration ou de mise en valeur. Elles touchent aussi bien les cathédrales, que les collégiales, les abbaciales et les prieurales, sans oublier les espaces conventuels et liturgiques qui y sont attachés. Demeurent ignorées, il est vrai, la plupart des églises et chapelles rurales qui ne bénéficient pas de toute l'attention qu'elles mériteraient, mais cela tout autant de la part de l'archéologie préventive que programmée. Si les territoires d'intervention sont partagés, le divorce qui semble poindre doit trouver plutôt son explication dans une différence de démarche qui conditionne la manière de mener la recherche.

D'un côté, l'archéologie programmée définit en amont des problématiques dont les fondements demeurent pour l'essentiel d'ordre historique et à partir desquelles est dressé un inventaire des sites susceptibles d'y apporter des réponses. A partir de ce recensement, elle retient les sites les plus à même de répondre aux questions posées pour y mener une enquête détaillée comprenant une étude documentaire, une analyse architecturale, souvent complétées

par une fouille du sous-sol. De l'autre côté, l'archéologie préventive dont les fondements restent la sauvegarde du patrimoine archéologique par l'étude. Si toutes les opérations qu'elle mène, aussi bien de diagnostic que de fouille, sont motivées par une problématique scientifique, elle reste déterminée dans ses choix par une menace de destruction. Il en résulte l'élaboration systématique d'une première analyse monographique se concentrant sur les vestiges concernés par de futurs travaux, sans que cela n'exonère, bien entendu, de replacer ces derniers dans leur contexte historique et architectural. Ce n'est que dans un second temps que les données collectées sont confrontées avec les mêmes questionnements historiques qui animent la recherche programmée. La banalité d'un tel constat est évidente, mais il conviendrait peut-être que tous les acteurs de l'archéologie se le remémorent afin de ne pas susciter un divorce entre les deux approches faute de savoir tenir compte des spécificités des deux approches. Car, pour l'une comme pour l'autre, la finalité reste la même et seuls les parcours suivis pour y parvenir sont presque inversés. Cette différence peut d'ailleurs être reçue, à l'inverse, comme une véritable richesse à même de renouveler les méthodes d'analyse et les problématiques, pour peu que se multiplient les cadres d'un dialogue constructif entre tous les acteurs de l'archéologie travaillant sur la thématique des édifices religieux.

Prenant à juste titre son indépendance vis-à-vis de l'archéologie des édifices religieux, l'archéologie funéraire en Rhône-Alpes fait elle aussi preuve d'un dynamisme remarquable, lié notamment à la mise en œuvre généralisée de méthodes d'analyse dites « d'anthropologie de terrain ». Ces méthodes ont considérablement renouvelé la manière de comprendre les sépultures et d'étudier les corps qu'elles contiennent suscitant, en retour, une refonte en profondeur de l'approche des ensembles funéraires eux-mêmes. Elles ont aussi conduit à sortir du carcan d'une périodisation trop contraignante au point d'avoir fait oublier que même durant la période médiévale, les rapports qui lient les vivants et les morts dépassent largement la seule dimension religieuse dans laquelle cherchent à les enfermer les moralistes et les autorités chrétiennes de l'époque. Les composantes et l'agencement de chaque espace funéraire, dans ses dimensions synchronique et diachronique, dévoilent non seulement, ne serait-ce qu'en partie, la structure de la société des vivants, mais ils révèlent aussi un véritable discours sur la manière dont les vivants ont construit leur relation avec leurs morts et, à travers eux, avec la mort. En d'autres termes, les progrès qu'a connus l'archéologie des morts contribuent de manière substantielle à renouveler l'archéologie de la mort. Par ailleurs, parmi les champs d'investigation entièrement nouveaux apparus ces dernières années, on ne manquera pas de signaler l'étude des sépultures isolées et des petits groupes de tombes éloignés de tout lieu de culte qui apparaissent tout au long du Moyen-Âge amenant à s'interroger sur le statut et la place sociale des défunts concernés au regard de l'organisation du réseau paroissial.

Mais là encore, il convient peut-être de prolonger le bilan qui nous est présenté dans ce volume en attirant l'attention sur les risques que l'on voit poindre sur un autre

divorce entre, d'une part, les archéo-anthropologues et, de l'autre, les archéologues travaillant sur l'architecture et l'ordonnement des espaces ecclésiaux, aménagés et vécus par et pour les vivants. S'il semble aujourd'hui inconcevable d'étudier l'évolution d'un édifice religieux sans prendre en considération sa fonction funéraire tant celle-ci a contribué à façonner la physionomie, il est tout autant insensé d'étudier les tombes qui parsèment le sous-sol et les abords d'un édifice de culte sans reconnaître que la géographie des morts dialogue avec la géographie des vivants dans ses dimensions sociales et liturgiques. L'oublier au nom d'une hyper spécialisation des chercheurs et des techniques d'investigation conduirait à laisser de côté l'importance que la religion et la religiosité ont eu durant la période médiévale. Si l'indépendance de l'archéologie funéraire vis-à-vis de l'archéologie du religieux a été profitable, une coupure complète et définitive n'aurait d'autres conséquences que d'appauvrir le discours archéologique au service de la compréhension des sociétés médiévales. Mais là encore, le divorce n'est qu'en puissance et de nombreux travaux de recherche, au premier rang desquels se placent ceux qui portent sur les premiers temps chrétiens, continuent à démontrer tout l'intérêt qu'il y a à étudier la relation entre la géographie des morts et celle des vivants.

Après la question religieuse et la question funéraire, on serait en droit d'attendre un bilan et la présentation des perspectives de recherches sur les deux autres domaines emblématiques de la recherche archéologique régionale que sont la ville et les lieux de pouvoir laïcs. Or, ces contributions font défaut dans le présent volume. La ville, nous l'avons lu en avant propos, devrait faire l'objet d'une seconde journée de bilan durant laquelle seraient évoqués également les thèmes des voies de communication et l'environnement. La contribution sur les pouvoirs laïcs, pourtant présentée lors de cette journée de bilan, n'a curieusement jamais été remise au SRA pour son édition avec les autres contributions. Il y a là, pour nous et sans doute pour tout lecteur, à la fois une cause de déception et une source d'interrogation qui ne manquera pas d'interpeller, à juste titre, les futurs historiens de l'archéologie médiévale en Rhône-Alpes.

L'exploitation des matières premières, l'artisanat et l'industrie, demeurent encore aujourd'hui un des points forts de la recherche archéologique régionale. Le thème des mines et de la métallurgie continue à bénéficier de travaux de recherche qui relèvent, pour l'essentiel, de la fouille programmée et de prospections thématiques. Celles-ci se concentrent sur le gisement de cuivre argentifère, avec, en arrière, plan un questionnement historique sur le monnayage et ses implications en termes de pouvoir économique et politique. Ces travaux offrent le double intérêt de pouvoir inscrire l'histoire de l'exploitation des ressources métallifères sur la longue durée tout en offrant des indices complémentaires pour écrire une histoire régressive des techniques et méthodes d'extraction. On notera tout au plus l'utilité qu'il y aurait à intégrer plus en profondeur dans l'étude de ces industries des investigations qui porteraient sur leurs dimensions spatiales infra et extra sites au-delà du seul cadre territorial politique et institutionnel.

S'il est un domaine qui a bénéficié d'une approche entièrement nouvelle, c'est bien celui de l'extraction et de la production de meules rotatives en pierre destinées à la mouture des céréales. Si dire que le pain est à la base de l'alimentation des temps médiévaux et modernes se montre un véritable truisme, remarquons que les recherches engagées ces dernières années en Rhône-Alpes sont venues utilement rappeler à tous qu'il n'y a pas de pain sans farine et qu'il n'y a pas de farine sans moulin et sans meule. Par conséquent, la production de ces meules occupait nécessairement une place fondamentale dans l'économie médiévale et moderne ; place laissée jusqu'ici dans l'ombre par l'archéologie. D'importants programmes de recherche sont venus très heureusement remédier à cet oubli aussi dommageable que surprenant.

La production céramique a elle aussi bénéficié de la poursuite d'une dynamique de recherche engagée dans la région depuis longtemps. Les avancées les plus substantielles de ces vingt dernières années portent sans conteste sur les périodes qui couvrent d'un côté les premiers siècles du Moyen Âge et, de l'autre, la fin de cette période avec de remarquables prolongements vers les temps modernes et contemporains. Opération après opération, étude après étude, dans un cadre aussi bien préventif que programmé, s'est construit une typo-chronologie dont bénéficie l'ensemble des acteurs de l'archéologie médiévale. Reste que la pérennité du travail accompli oblige à programmer une mise en commun des connaissances et des savoirs accumulés dans ce domaine. Sans ce partage, il y a un risque certain de voir tout ce travail sapé par des confusions dans l'identification des groupes techno-morphologiques qui, à terme, viendraient mettre à bas l'édifice lentement construit. Outre la publication de synthèse qui est plus que souhaitable, cette mise en commun des connaissances est sans nul doute l'enjeu des années à venir et nécessite de réfléchir à la mise en place des outils qui y répondront. La découverte dans ce volume, bilan de la programmation scientifique, de la présentation synoptique des travaux de recherche menés sur le verre médiéval, dont l'intérêt n'échappera à personne, est une heureuse surprise également.

Comme partout en France, l'habitat rural est un domaine d'investigation qui, longtemps laissé en jachère, bénéficie depuis le début des années 1980 d'une attention soutenue de la part des archéologues. Les décapages sur de vastes surfaces sont venus dévoiler toute une série d'établissements demeurés jusque là ignorés faute d'avoir laissé des traces dans les sources textuelles ou d'être décelables avec les méthodes d'investigation traditionnelles de l'archéologie qui ne disposaient pas des moyens aujourd'hui alloués à l'archéologie préventive. Les vingt dernières années ont permis de consolider autant les problématiques que la manière d'appréhender des vestiges souvent peu explicites. Il devient même aujourd'hui nécessaire de dresser un nouveau bilan critique sur les résultats de ces fouilles, afin précisément de dégager de nouvelles problématiques et ainsi de renouveler la manière d'étudier ces établissements. Le haut Moyen Âge étendu jusqu'aux XI^e et XII^e siècles est sans nul doute la période qui a le plus profité de ce dynamisme. A l'inverse, l'habitat rural des siècles suivants est

resté dans l'ombre. Il faut voir dans ce dernier constat le résultat de la conjonction de plusieurs phénomènes. Le premier est l'absence d'équipe ayant retenu ce thème de recherche. Le deuxième est l'inexistence de réelle problématique qui motiverait la conduite de fouille aussi bien programmée que préventive. Le troisième est la rareté des interventions dans les villages qui, bien qu'ils aient été un élément essentiel du paysage médiéval, demeurent des terrains sur lesquels les archéologues interviennent encore trop peu.

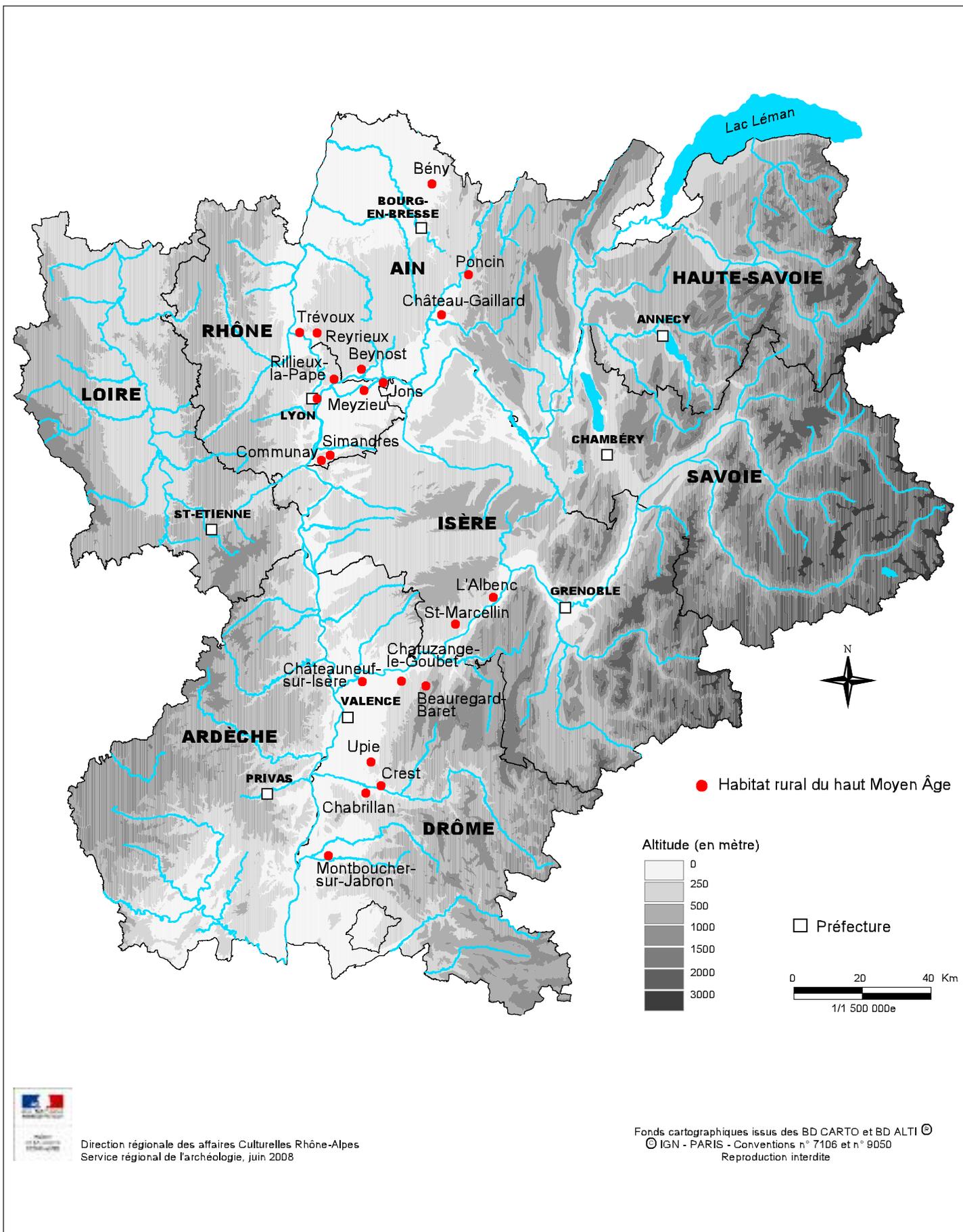
Les recherches engagées ont donc surtout cherché à dater et à caractériser ces établissements ruraux situés en dehors de l'emprise des villages actuels. Les avancées en matière de typo-chronologie des mobiliers céramiques ont largement contribué à faire progresser la question des datations des composantes de ces établissements, permettant parfois d'en suivre l'évolution dans le détail. Lorsque le mobilier céramique est rare et peu caractéristique, l'habitude a été prise d'avoir recours à un nombre toujours croissant de datations radiométriques. La généralisation de cet usage a d'ailleurs conduit à utiliser ces méthodes de datation pour discuter, voire dénoncer les datations établies à partir du seul mobilier. Si la confrontation des sources reste le fondement de la démarche scientifique, il convient de rappeler que la recherche nécessite tout autant de procéder à l'analyse critique de ces sources. Or, on assiste aujourd'hui à une véritable dérive consumériste des datations physico-chimiques dans laquelle s'oublie le nécessaire dialogue entre les archéologues et les laboratoires d'analyse pour évaluer la fiabilité des résultats et la pertinence de la mise en œuvre de telles techniques de datations. Faut-il rappeler que ces datations n'ont rien d'absolues et qu'elles sont le résultat d'une lente construction empirique qui nécessite d'être continuellement discutée afin, précisément, de les conforter ? Faut-il également rappeler que les résultats de ces analyses doivent bénéficier d'une restitution qui précise leur degré de fiabilité, tant au niveau de la représentativité de l'échantillon daté que de l'intervalle d'incertitude qui les accompagne ? Faut-il enfin rappeler que c'est par le croisement des méthodes de datation qu'il devient possible d'affiner les chronologies nécessaires pour comprendre les dynamiques internes des habitats ruraux du Moyen Âge.

Outre la question de la datation, la recherche régionale s'est attachée à caractériser les établissements fouillés en se fondant principalement sur la typologie de leurs composantes et sur l'analyse de leur dispersion et interactions spatiales. Par conséquent, il est particulièrement nécessaire d'attirer l'attention sur la rigueur qu'il convient d'avoir lorsqu'il s'agit de nommer des vestiges, surtout lorsque la dénomination retenue a une connotation fonctionnelle. Toute fosse grossièrement cylindrique ou piri-forme n'est pas nécessairement un silo, et tout creusement de quelques ampleurs n'est pas forcément le reste d'une cabane au sol excavé. Or, s'attacher au juste emploi des appellations qui déterminent par ailleurs la manière que l'on a de comprendre et d'analyser les aménagements qui composent les habitats ruraux est la condition requise pour pouvoir se saisir de phénomènes historiques perceptibles seulement sur de vastes échelles

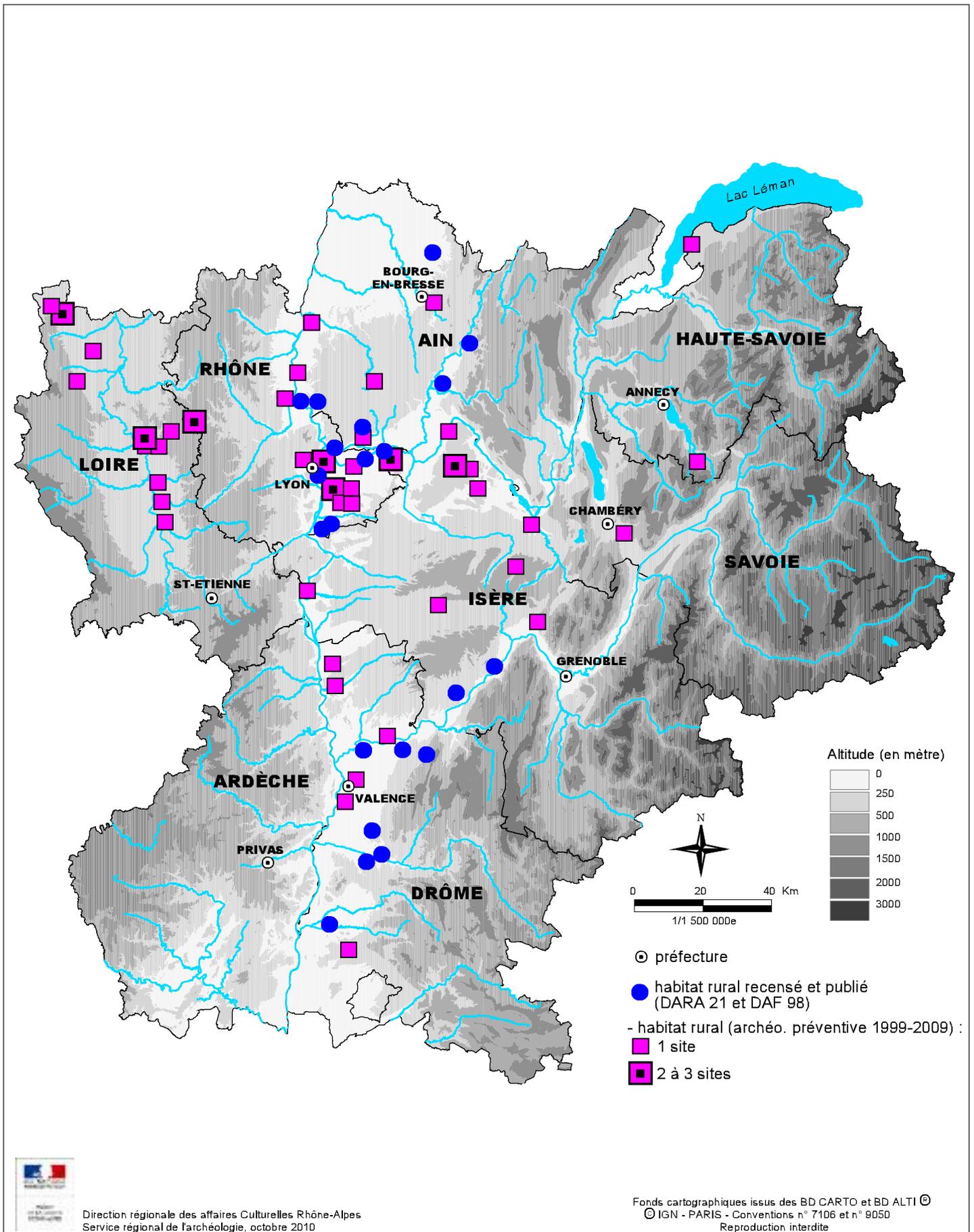
spatiales et chronologiques, tels que l'évolution des modes de stockage des productions agricoles ou l'usage de certains types de construction. Remarquons, enfin, tout l'intérêt qu'il y aurait à approfondir la question de la hiérarchisation des établissements ruraux contemporains d'un point de vue fonctionnel, social et structurel afin d'aborder l'étude de la structuration de l'occupation dans les terroirs en lien avec leur exploitation.

Car, s'il est un absent de taille dans le bilan de la recherche régionale et dans la présentation des possibles axes de recherche à venir, c'est bien la question des ter-

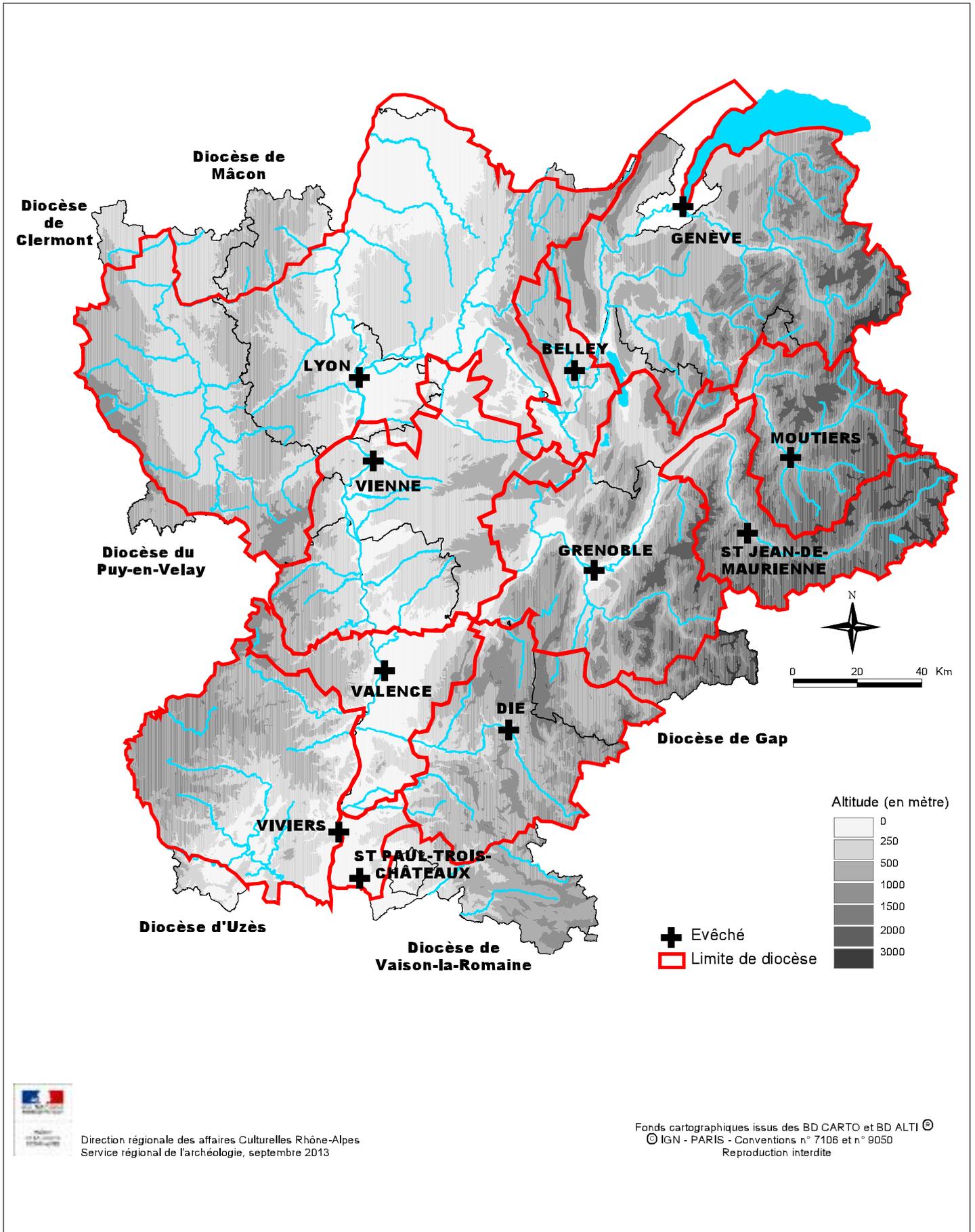
ritoires dans leur dimension synchronique et diachronique. Ceux-ci apparaissent seulement comme en arrière fond dans la présentation monographique de sites ou dans la restitution des conclusions de recherches thématiques. Le territoire médiéval n'est jamais un sujet de recherche en soi alors qu'il est susceptible de mobiliser les connaissances acquises dans le domaine des édifices religieux, de la géographie funéraire, des lieux de pouvoir, de la ville et du monde rural.



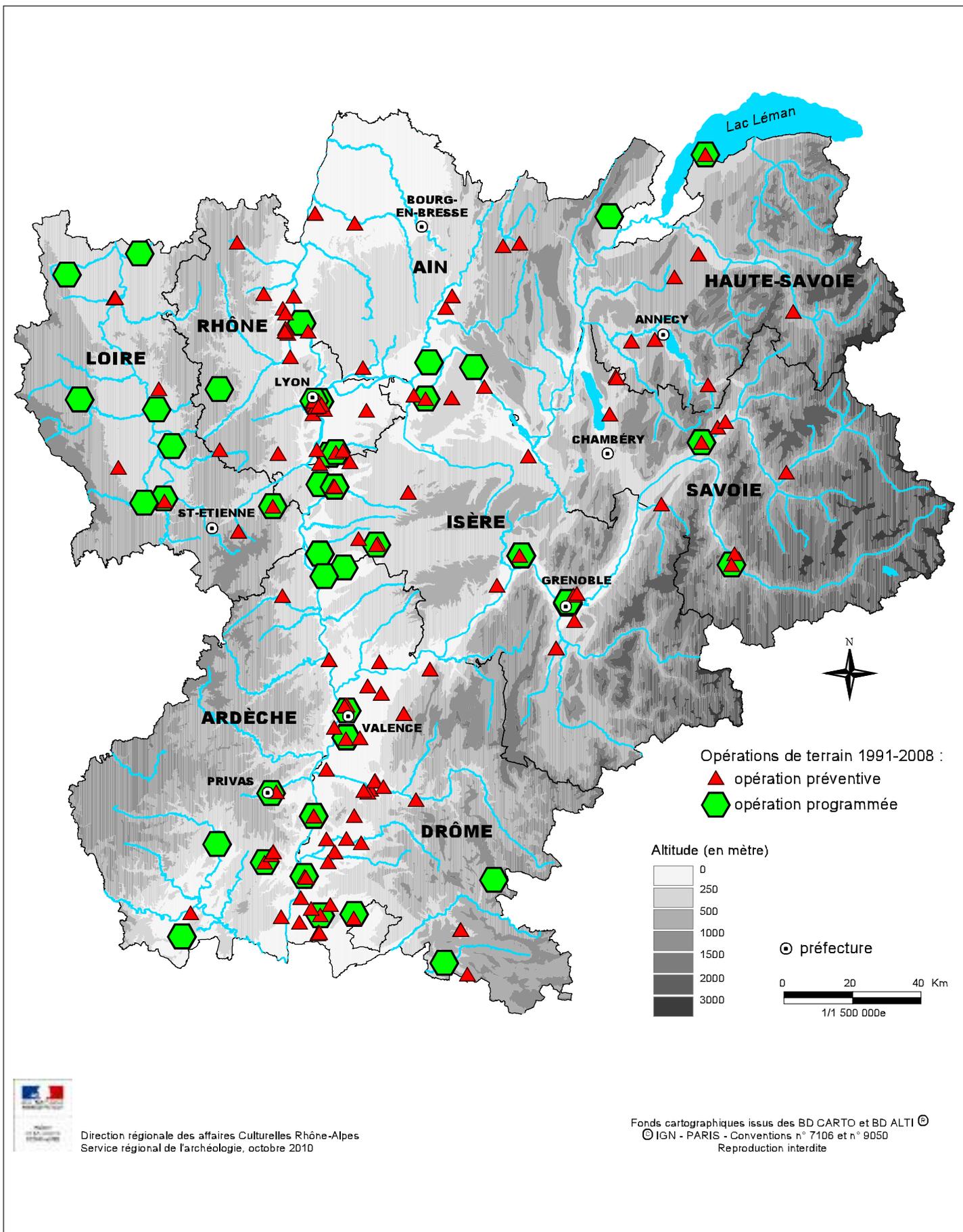
Carte 1 : Cartographie régionale des habitats ruraux du haut Moyen Âge recensés et publiés d'après DARA 21 et DAF 98



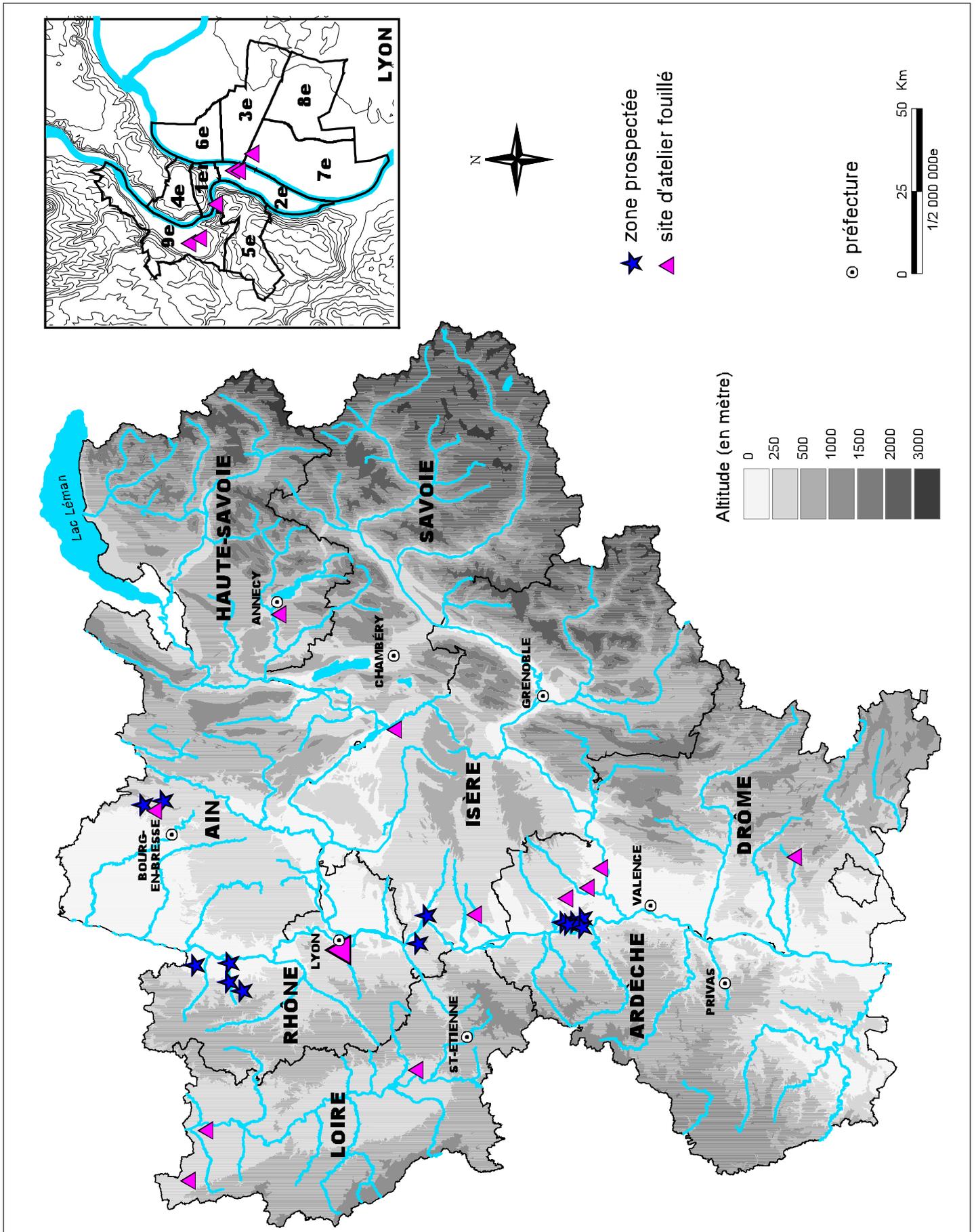
Carte 2 : Cartographie régionale des établissements ruraux médiévaux, période 1999-2009



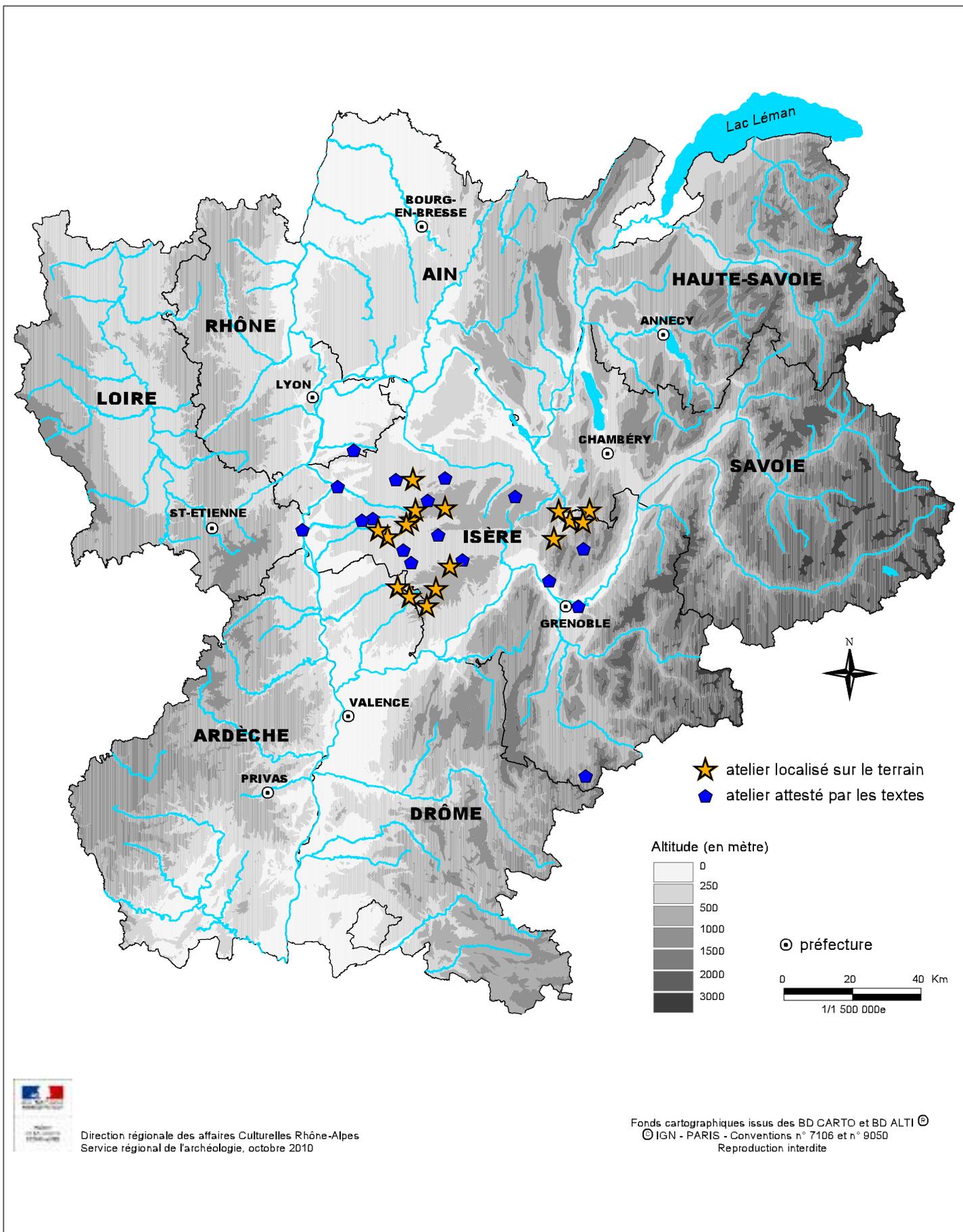
Carte 3 : Cartographie des évêchés et des limites de diocèses situés en Rhône-Alpes



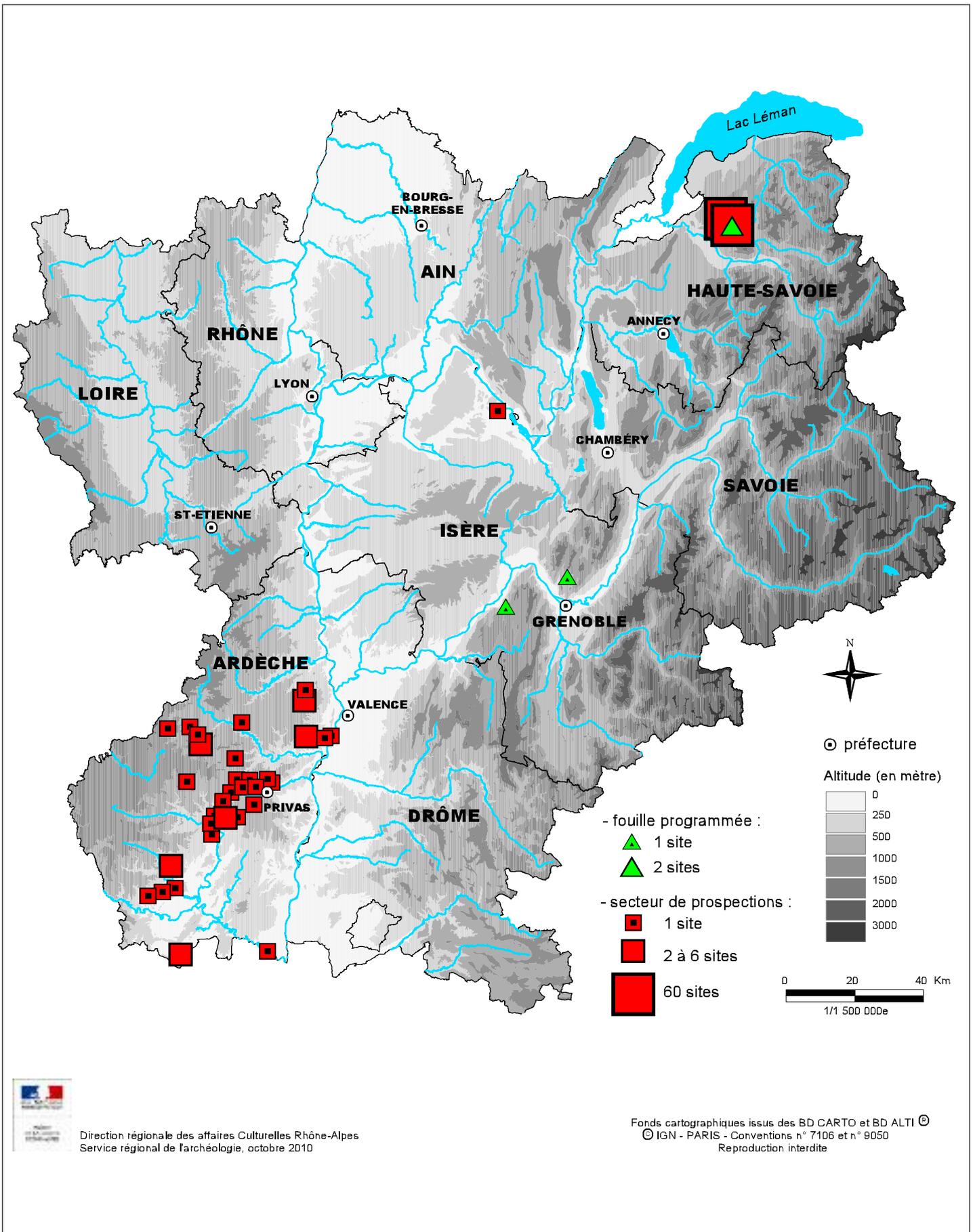
Carte 4 : Carte de répartition des opérations funéraires ou ayant livré des sépultures dans la région Rhône-Alpes, période 1991-2008



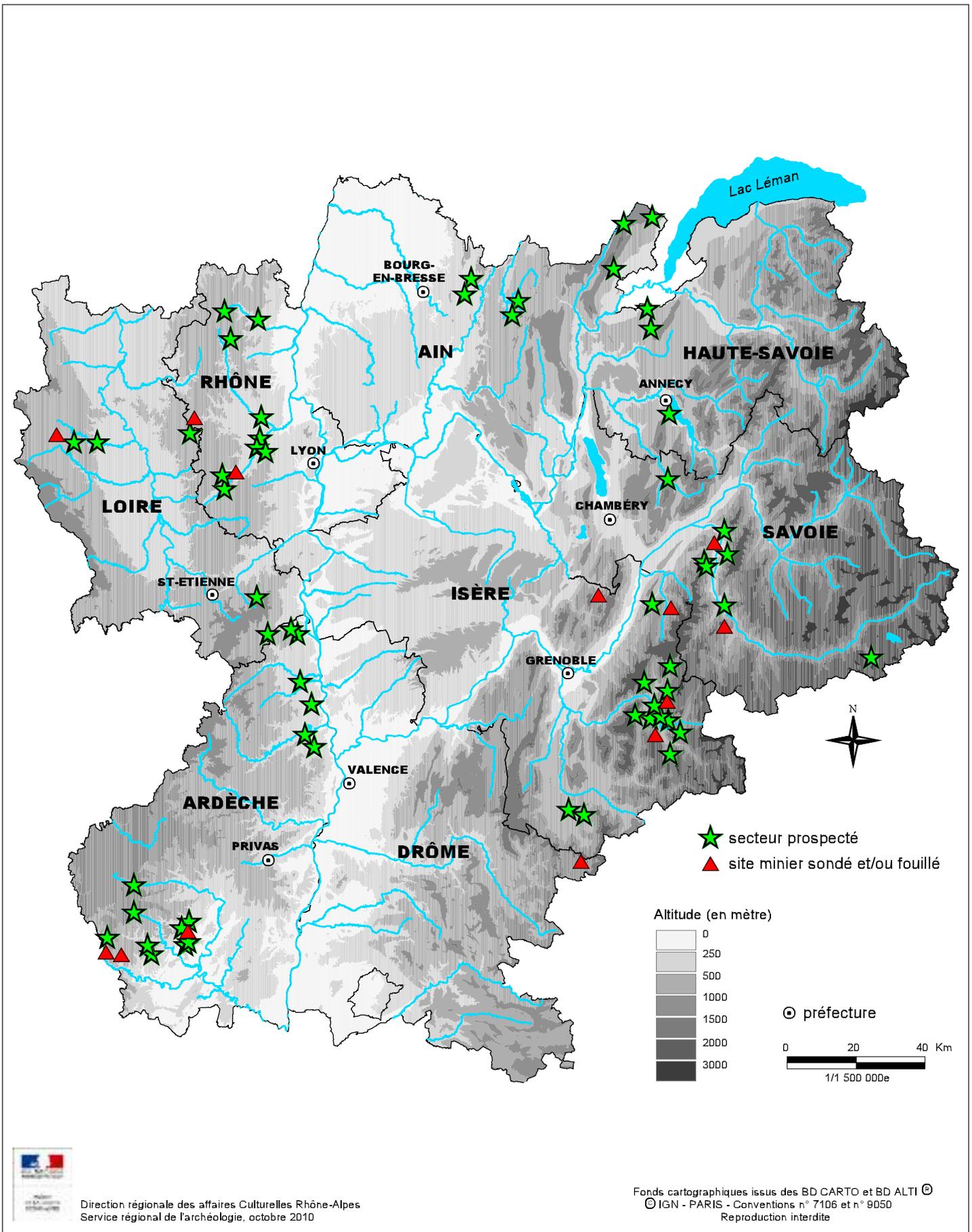
Carte 5 : Cartographie des zones de production et des ateliers de terre cuite reconnus en Rhône-Alpes : Moyen Age et époque moderne



Carte 6 : Cartographie régionale des ateliers de verriers localisés sur le terrain ou attestés par les textes, Moyen Age et époque moderne



Carte 7 : Cartographie régionale des carrières de meules : sites fouillés et secteurs prospectés



Carte 8 : Cartographie régionale des prospections, sondages et fouilles concernant les mines et gisements métallifères

RHÔNE-ALPES

JOURNEES ARCHEOLOGIQUES REGIONALES

2011 - 2012

Avant Propos

106

Année 2011 - Savoie, Haute-Savoie, Ain - YENNE.....

107

Année 2012 - Drôme, Ardèche, Isère - VALENCE.....

124

Journées archéologiques régionales 2011 - 2012

François Dumoulin
Conservateur du patrimoine, MCC - SRA

Le Service régional de l'archéologie de Rhône-Alpes, de par la taille de la région, n'avait jamais mis en œuvre la pratique de journées d'actualité. Toutefois, devant les développements de l'archéologie constatés depuis quelques années, il est apparu nécessaire de mettre en place une journée d'échange et de communication. L'objectif principal de cette manifestation est de faire en sorte que tous les intervenants de l'archéologie se rencontrent, qu'ils appartiennent au monde de la recherche, qu'elle soit bénévole ou professionnelle, à l'archéologie préventive ou à l'archéologie programmée, dans ses structures institutionnelles, INRAP et services de collectivités, ou privées. Les échanges attendus, et désormais constatés, portent sur les résultats des opérations de terrain réalisées, mais aussi sur les méthodes mises en œuvre au sein des opérations, et conduisent à repenser la problématique d'approche de certains domaines de l'archéologie régionale.

Restait à définir une méthode, car la taille de la région, avec huit départements et la métropole lyonnaise, l'intensité de l'activité archéologique (près de 200 opérations sont autorisées chaque année) la disponibilité des chercheurs, sont autant de facteurs qui imposaient de proposer une solution réfléchie avant la mise en place de ces journées. Après avoir exploré plusieurs hypothèses, nous

avons retenu l'idée de limiter notre réunion à une journée, et pour accueillir le plus grand nombre de participants, un vendredi du mois de novembre nous a semblé la meilleure date. La contrainte d'une unique journée limite le nombre de communications à une petite quinzaine d'intervenants. Il n'était donc pas possible de traiter tout le territoire régional. Nous avons choisi de découper ce dernier en trois parties, et de traiter chaque année successivement l'une d'elles. Les trois territoires définis sont les suivants :

- Ain - Savoie - Haute-Savoie ;
- Ardèche - Drôme - Isère
- Loire et Rhône (Lyon compris).

Comme chacune de ces trois parties sera désormais soumise tous les trois ans à un bilan, cette période nous a aussi paru pertinente pour traiter d'une actualité encore souvent inédite. Le découpage territorial s'appuie sur une forme de communauté culturelle, et sur une cohérence en termes de milieu. L'ordre du jour de chacune de ces journées est établi par le Service régional de l'archéologie, qui définit au printemps une liste de sujet à présenter, après un choix drastique, car l'ordre du jour n'est pas extensible, et qu'il convient de respecter la diversité chronologique et institutionnelle des interventions et de leurs auteurs. Ces derniers sont sollicités à titre personnel et, lorsque cela est le cas, par la voie de leur cadre institutionnel.

La première journée nous a réunis à Yenne, en Savoie, le 9 novembre 2011, au sein du Clos des Capucins, et nous étions près de 90 participants, pour une série de quinze communications. L'ambiance studieuse et chaleureuse de cette première édition en a fait une réussite, et nous a convaincus de poursuivre l'opération. L'édition de 2012 s'est tenue le 10 novembre à Valence, Drôme, au centre de l'Epervière. Nous étions près d'une centaine de participants, et les 14 communications, toutes extrêmement enrichissantes, ont permis de faire émerger, grâce à l'implication des orateurs comme du public, un véritable renouvellement des problématiques et des questionnements méthodologiques.

A l'issue de ces journées il nous est apparu important d'en laisser une trace écrite, qui permette de conserver la mémoire des communications. En effet, elles sont le reflet d'un moment de la réflexion des chercheurs, et peuvent constituer à terme un excellent élément de référence pour la communauté scientifique.

Le succès de ces journées tient à l'implication de l'ensemble des acteurs de l'archéologie régionale, qu'il convient de remercier ici en premier lieu les intervenants, qui acceptent de venir présenter leur travail dans un cadre

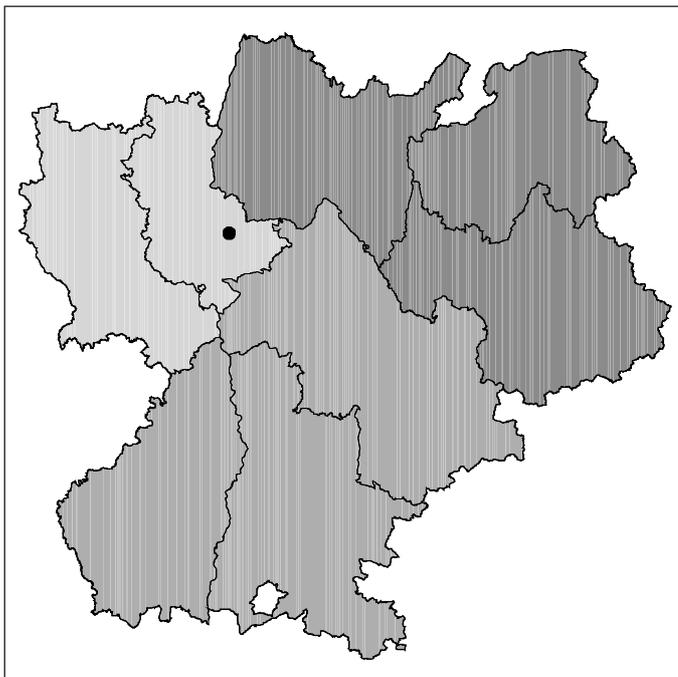


Figure 1 : Le découpage territorial adopté
(cartographie : SRA Rhône-Alpes)

contraint de temps de présentation. Ils réalisent un travail de préparation important qui leur demande souvent un très fort investissement personnel. Qu'ils en soient ici particulièrement remerciés. Leurs structures d'emploi, puisqu'il s'agit majoritairement de professionnels de l'archéologie, sont aussi parties prenantes, puisqu'elles accordent généralement des moyens, dans la limite de leurs possibilités, afin de préparer ces interventions. Leur implication est donc là aussi indispensable et le Service régional de l'archéologie leur en est reconnaissant. Les auditeurs qui font l'effort de se rendre à cette journée, dont ils retirent toujours un enrichissement par la diversité des sujets traités et des points de vue des chercheurs, même lorsque cela ne correspond pas à leur période de prédilection, sans que cette journée n'aurait pas de sens, sont eux aussi l'objet de notre reconnaissance. Enfin l'implication des agents du Service régional de l'archéologie, dans la préparation, l'organisation et le déroulement de cette journée sont la preuve d'un engagement profond dans les missions de l'Etat, et permet son existence. Merci à tous et rendez vous pour la journée de 2013 à Saint-Etienne (Loire), le 15 novembre.

2011 Yenne, Savoie

Sites palafittiques préhistoriques autour des Alpes : un point d'information sur le dossier d'inscription au Patrimoine mondial de l'UNESCO

André Marguet
MCC / DRASSM

Depuis le 27 juin 2011, cent onze palafittes d'Allemagne, d'Autriche, de France, d'Italie, de Slovénie et de Suisse sont inscrits au Patrimoine mondial de l'UNESCO.

L'objet du dossier de candidature

Le dossier sériel transnational « Sites palafittiques préhistoriques autour des Alpes », porté par la Suisse, propose un choix représentatif d'habitats préhistoriques du Néolithique et de l'âge du Bronze (entre 4300 et 800 av. J.-C.) situés en bords de lacs ou en zones humides (marais, tourbières), dans six pays de l'Arc alpin qui possèdent ce type de vestiges.

La liste indicative française

Pour la France, les onze sites (ou ensembles de sites) retenus se répartissent dans six plans d'eau de Franche-Comté et de Rhône-Alpes. Deux lacs sont localisés dans le Jura français : Chalain (1 bien) et Clairvaux (1 bien) et quatre plans d'eau se situent tout ou partie en Savoie et en Haute-Savoie : il s'agit des lacs d'Aiguebelette (1 bien), du Bourget (4 biens), d'Annecy (3 biens) et de la rive française du Léman (1 bien). Pour donner une idée du poids de cette série (par ordre décroissant) : Suisse : 56 biens ; Italie : 19 biens ; Allemagne : 18 biens ; France : 11 biens ; Autriche : 5 biens ; Slovénie : 2 biens.

Le plan de gestion et de développement

Le dossier a été l'occasion de dresser un état circonstancié du potentiel des lacs savoyards, de hiérarchiser le

Département	N° bien	Commune	Nom du bien	Nom du site principal	Plan d'eau	Chronologie
Jura	F-39-01	Clairvaux-les-Lacs	Le Grand Lac de Clairvaux		Lac de Clairvaux	Néolithique/Âge du Bronze de 3800 à 800 av. J.C.
Jura	F-39-02	Doucier/Fontenu/Marigny	Lac de Chalain, rive occidentale		Lac de Chalain	Néolithique/Âge du Bronze
Savoie	F-73-01	Aiguebelette-le-Lac	Lac d'Aiguebelette, zone sud	Beau phare	Lac d'Aiguebelette	Néolithique final entre 2699 et 2671 av. JC
Savoie	F-73-03	Brisson-Saint-Innocent	Baie de Grésine	Grésine Est & Grésine Ouest	Lac du Bourget	Âge du Bronze final de 995 à 831 av. JC
Savoie	F-73-04	Chindrieux	Baie de Châtillon	Châtillon	Lac du Bourget	Âge du Bronze final de 906 à 814 av. JC
Savoie	F-73-06	Saint-Pierre-de-Curtille	Hautecombe	Hautecombe	Lac du Bourget	Néolithique moyen entre 3842 et 3835 av. JC
Savoie	F-73-07	Tresserve	Littoral de Tresserve	Le Saut	Lac du Bourget	Âge du Bronze final de 1073 à 1068 av. JC et de 999 à 805 av. JC
Haute-Savoie	F-74-03	Chens-sur-Léman	Littoral de Chens-sur-Léman	Tougues	Lac Léman	Âge du Bronze final entre 1071 et 859 av. JC
Haute-Savoie	F-74-04	Saint-Jorioz	Les Marais de Saint-Jorioz	Les Marais	Lac d'Annecy	Néolithique moyen entre 3791 et 3783 av. JC
Haute-Savoie	F-74-05	Sévrier	Le Crêt-de-Chatillon	Le Crêt de Châtillon	Lac d'Annecy	Âge du Bronze final de 1184 environ à 899 av. JC
Haute-Savoie	F-74-06	Sévrier/Saint-Jorioz	Secteur des Mongets	Les Mongets	Lac d'Annecy	Âge du Bronze ancien entre 1803 et 1766 av. JC

Tableau des sites palafittiques préhistoriques français inscrits sur la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO

niveau de conservation des sites, de rassembler les mesures de protection dont ils jouissent et de pointer les risques qu'ils encourent. Placé sous le contrôle d'un groupe international de coordination en cours de constitution, le plan de gestion qui accompagne l'inscription vise à encourager les pays signataires à s'organiser pour améliorer les conditions de conservation des biens et en assurer la valorisation. Dans un premier temps, l'adhésion de notre pays à cette démarche a conduit les services patrimoniaux du Ministère de la Culture (SRA et DRASSM) à étoffer les protections les concernant (zones de saisine, classements au titre des Monuments historiques, etc.).

Le renforcement des mesures juridiques de protection

Pour se mettre en conformité avec ces recommandations internationales, les zones de présomption de prescription archéologique sont maintenant exécutoires dans toutes les communes littorales de nos régions : Aiguebelette : 5 communes ; Bourget : 11 ; Annecy : 9 ; Léman français : 14. Parallèlement, de nouvelles demandes de protection au titre de la législation sur les Monuments historiques ont été présentées pour douze sites régionaux (avant ce dossier, seuls deux sites étaient classés) ; des avis favorables pour leur classement ont été donnés en CNMH du 2 mai 2011 : Aiguebelette : 2 sites ; Bourget : 6 ; Annecy : 4. Par ailleurs, l'adaptation des règlements particuliers d'usage des plans d'eau (navigation, ancrage, plongée, etc.) est en cours de mise à jour par les services gestionnaires des préfectures de Savoie et de Haute-Savoie.

Avec la reconnaissance des sites palafittiques régionaux, la mise en cohérence des protections juridiques patrimoniales et environnementales, le suivi administratif de certains dossiers d'aménagements littoraux, etc. devraient permettre une meilleure valorisation de ce patrimoine exceptionnel.

Pour en savoir plus, voir le site Internet de la candidature : www.palafittes.org

Les occupations préhistoriques de l'abri des Douattes (Musièges, Haute-Savoie) : un bilan des connaissances (1931-2011)

Ludovic Mevel
*UMR 7055 Laboratoire "Préhistoire et Technologie"
Maison de l'archéologie et de l'ethnologie*

L'abri des Douattes est localisé au pied d'un chaînon du Jura - le Mont Musièges - à proximité d'une voie d'accès naturelle au Bassin de Genève, à 370 m NGF. Il contient plusieurs niveaux d'occupations Magdaléniens (14000-12600 CalBC) et Aziliens (12900-11800 CalBC).

Le site est connu depuis plus de 80 ans. Il a été découvert et fouillé par Adrien Jayet, entre 1931 et 1933. Il mit en évidence 3 ensembles sédimentaires contenant des vestiges archéologiques, dont deux contemporains du Magdalénien supérieur (couches 6 et 7 – Jayet, 1943). Il fouilla la partie centrale de l'abri et découvrit environ 12000 artefacts. À la fin des années 50, Louis Pradel réa-

lisa à son tour des sondages. L'intérêt de ses travaux dans l'abri réside surtout dans l'identification d'un niveau attribué à l'Azilien (Pradel et Pradel, 1960). Entre 1999 et 2002, Gilbert réalisa plusieurs sondages aux deux extrémités de l'abri. Il constata que des niveaux d'occupations avaient été préservés. Cette « redécouverte » du site, près de 70 ans après son invention permettait d'envisager de préciser la place des occupations humaines dans leurs contextes archéologiques et paléoenvironnementaux. C'est pourquoi, depuis 2006, une équipe pluridisciplinaire mène des recherches à la fois sur les collections anciennes et sur le terrain.

Depuis 1999, 20 m² supplémentaires ont été explorés. Les deux séquences stratigraphiques du site ont intégralement été redéfinies. Pour le secteur est, nous avons identifié 5 niveaux sédimentaires contenant des vestiges du Magdalénien supérieur (US 20-25-26-27-28) et 3 ensembles contenant des vestiges Aziliens (US 12-16-17). La partie supérieure de la stratigraphie ayant partiellement été explorée entre 1999 et 2002, il n'est pas exclu que d'autres ensembles sédimentaires contiennent des vestiges d'occupations post-magdaléniens. Le secteur ouest a livré deux ensembles sédimentaires contenant chacun des vestiges d'occupations magdaléniens. A l'heure actuelle, près de 5500 artefacts (>1 cm) ont été mis au jour (1999-2002 et 2006-2011). Ils sont d'abord constitués par des vestiges osseux et lithiques. Notons que des vestiges de travail des matières dures animales et des éléments de parures de provenances lointaines (coquillages atlantiques et méditerranéens) ont aussi été découverts (Malgarini *in* Mevel dir. 2010, 2011 ; Peschaux *in* Mevel dir. 2010, 2011).

Bibliographie

Jayet 1943 : JAYET (A.) - *Le Paléolithique de la région de Genève*, Le Globe, Organe SOC. GEO. GENEVE, 82, 71 p., 19 fig.

Mevel, Chaix, Malgarini, Moulin 2011 : MEVEL (L.) dir., CHAIX (L.), MALGARINI (R.), MOULIN (B.) - *Les occupations magdaléniennes et aziliennes de l'abri des Douattes (Musièges - Haute Savoie)*. Bilan des opérations de fouilles 2008-2010, 94 p.

Mevel, Affolter, Chaix, Malgarini, Moulin, Peschaux 2010 : MEVEL (L.) dir., AFFOLTER J., CHAIX (L.), MALGARINI (R.), MOULIN (B.), PESCHAUX (C.) - *Les occupations magdaléniennes et aziliennes de l'abri des Douattes (Musièges - Haute Savoie)*. Bilan des opérations de fouilles 2008-2010, 172 p.

Pradel et Pradel 1960 : PRADEL (L.) et PRADEL (J.H.) - *Magdalénien et Azilien de l'abri des Douattes, commune de Musièges (Haute-Savoie)*, Bulletin de la Société préhistorique française, 57, 1-2, p. 74-79.

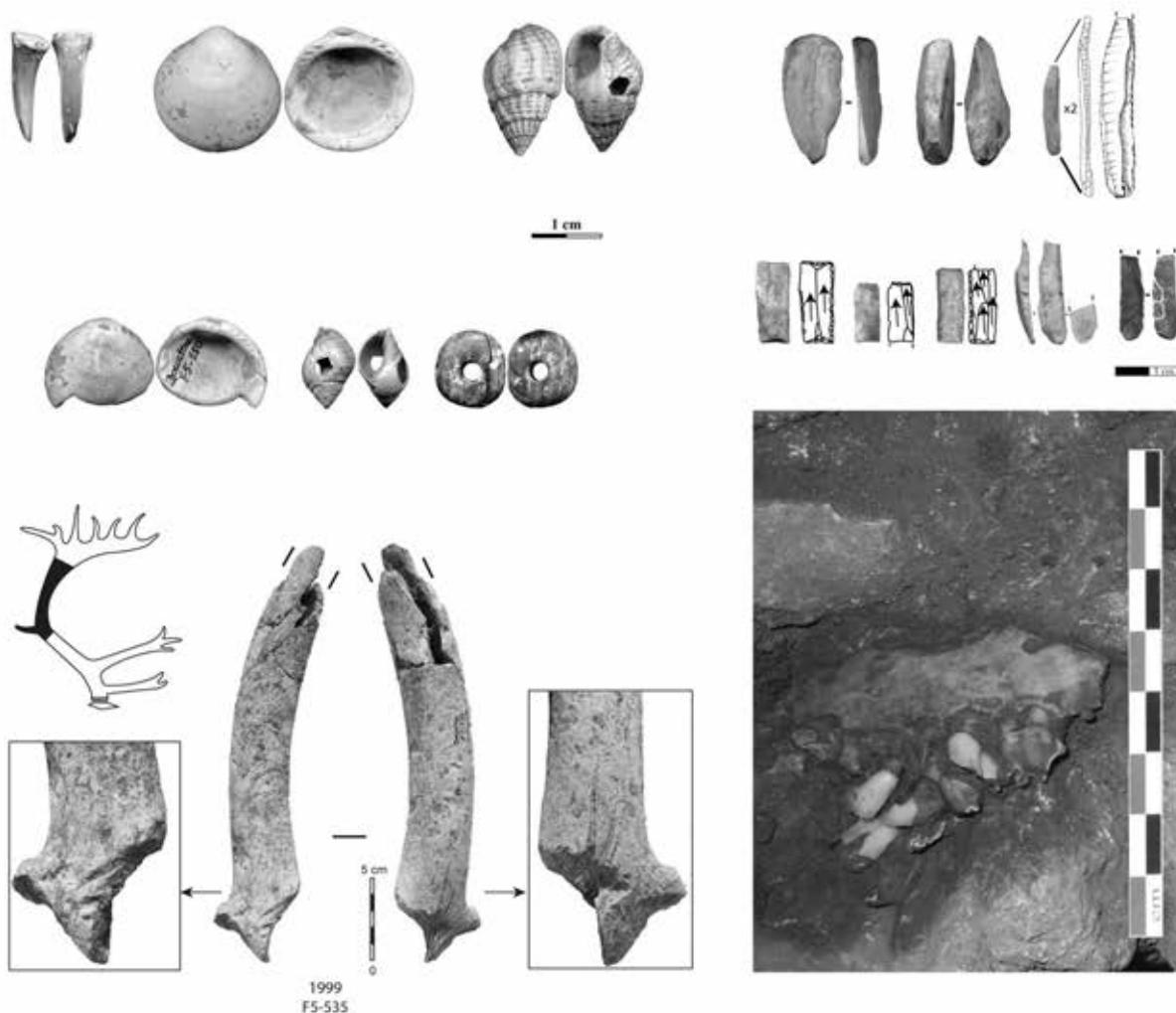
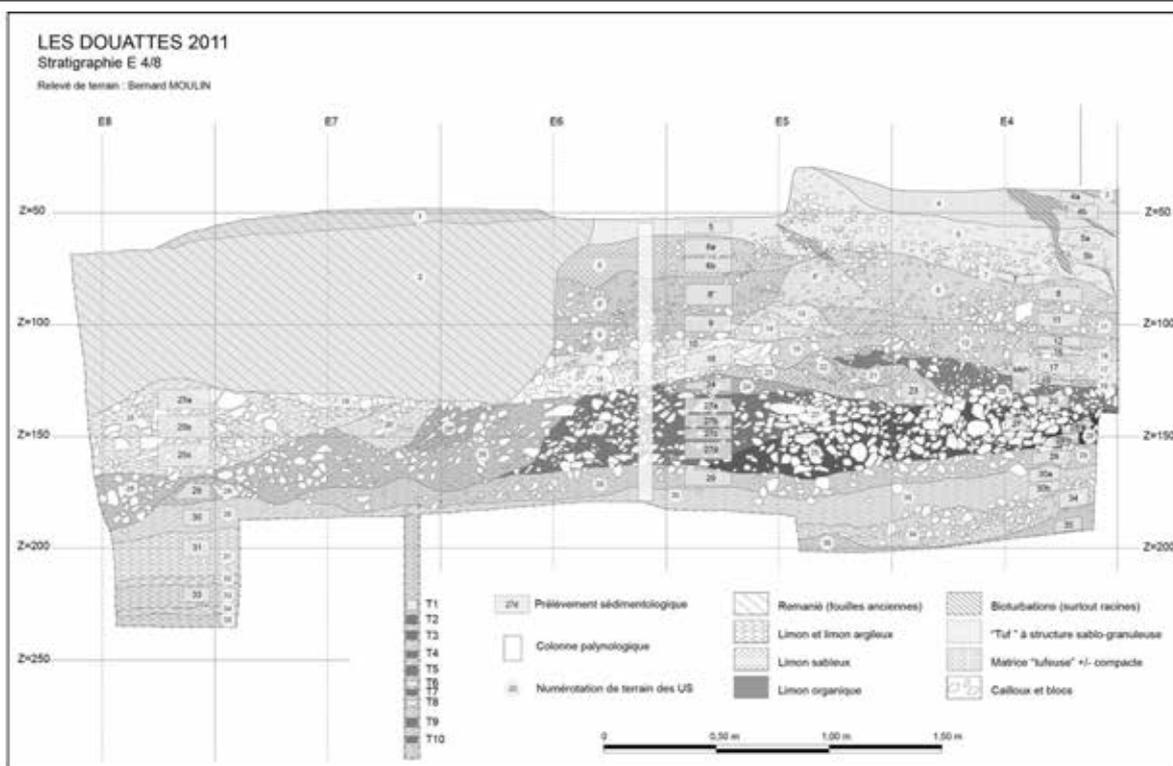


Figure 2 : Coupe stratigraphique du secteur est de l'abri des Douattes (© B. Moulin) ; éléments de parures (© C. Peschaux) ; industrie lithique (© L. Mevel) ; industrie osseuse (© R. Malgarini) ; mandibule de jeune renne – US 28 (© L. Mevel)

Expériences d'altitude : premières occupations humaines dans les Alpes savoyardes et valdôtaines. Deux opérations récentes de prospections et sondages entre 700 et 2500 m d'altitude : versants du col du Petit Saint Bernard (Savoie – Val d'Aoste) et environs du col d'Anterne (Haute-Savoie).

Pierre-Jérôme Rey
UMR 5204 Edytem, Chambéry

Deux programmes de recherche ont été menés ces dernières années dans les Alpes savoyardes avec des méthodes assez voisines privilégiant la réalisation de nombreux sondages manuels. Bien que tributaire de la réalisation de grandes séries de datations radiocarbone et d'analyses environnementales toujours en cours, leurs résultats peuvent déjà être synthétisés et comparés.

Région du col du Petit-Saint-Bernard (Savoie – Val d'Aoste)

Dans le cadre du programme Interreg Alpis Graia coordonné par la Surintendance des Biens Archéologiques de la vallée d'Aoste, les versants français et italien du col du Petit-Saint-Bernard ont fait l'objet entre 2003 et 2006 de plusieurs campagnes de prospections et sondages archéologiques, prolongées en 2007 sur le seul versant français. L'objectif était triple : documenter la dynamique des premières occupations humaines d'une micro-région de montagne en considérant toute la hauteur des versants, tenter d'approcher l'utilisation de ce col qui supporte l'un des grands axes historiques de franchissement du massif au sud du Mont-Blanc, et enfin préciser la dynamique pédo-sédimentaire holocène.

La méthode mise en œuvre autour du Petit-Saint-Bernard est basée sur la réalisation de grandes séries de sondages manuels, dont l'implantation a été déterminée préalablement par des repérages pédestres rapides, afin de sélectionner des contextes considérés comme favorables à l'occupation humaine et propices à la conservation des vestiges. Généralement, les sondages sont implantés en l'absence de tout vestige apparent. Les secteurs plats ou ensellés et les points hauts ont été privilégiés. Les structures en pierres ont été délibérément ignorées, à quelques exceptions près. Près de 700 sondages ont été réalisés.

Les observations de terrain ont montré la fréquence des sols enfouis dans les dépôts sédimentaires, soulignant l'importance des pédogenèses pour la compréhension de la dynamique des versants durant l'Holocène. Deux grands types de sols enfouis ont été identifiés (cf Moulin et Rey 2008 pour une présentation détaillée). Leur étude réalisée par Bernard Moulin confirme l'extension alpine occidentale des sols bruns fersiallitiques, en fournissant de premiers éléments de chronologie. En altitude des séquences de sols hydromorphes à horizon superficiel blanchi enregistrent des histoires complexes pour la seconde partie de l'holocène, mais dont la chronologie nous échappe encore en grande partie.

Les résultats archéologiques sont très variés. Ils comprennent des habitats ouverts ou perchés et des structures artisanales dans les versants, des habitats temporaires, des structures pastorales et des foyers en apparence isolés en altitude (cf Rey et al. 2010 pour une présentation plus complète et les renvois bibliographiques). Actuellement, 43 niveaux d'occupation et structures, 17 concentrations d'indices et 25 découvertes isolées sont datés de manière suffisamment précise pour pouvoir être rattachés au découpage chronologique de référence. Contrairement à d'autres régions des Alpes centrales, des Alpes du Sud et des massifs calcaires subalpins français, l'occupation de la région du Petit-Saint-Bernard n'est pas attestée avec certitude avant le Néolithique moyen. Par la suite, au-delà d'une tendance globale à l'accroissement, la répartition chronologique des données montre de nettes fluctuations dans le nombre de découvertes avec trois diminutions importantes : au Bronze moyen, à La Tène et au Bas-Empire.

L'examen de la répartition altitudinale des découvertes apporte des informations complémentaires, même si le faible effectif des données limite les interprétations. La dispersion verticale n'est pas aléatoire. Du Néolithique moyen au Bronze moyen, les données collectées apparaissent en dessous de 1200 m et de 1800 à 2200 m, mais le Bronze moyen reste particulièrement mal représenté. Au Bronze final et au Hallstatt, toute la hauteur des versants paraît occupée jusque vers 2200 / 2300 m. Durant La Tène et le Haut-Empire, les sites ne dépassent pas 1600 / 1700 m. Cette rareté des sites en altitude semble s'esquisser dès le Hallstatt et perdure vraisemblablement au Bas-Empire puisqu'un seul site a été documenté en-dessus de 1700 m (La Thuile Plan Veyle, 2001 m, daté du IIIe siècle). Par ailleurs, la période de La Tène est particulièrement mal représentée en-dessous de 1200 m d'altitude. Après le Bas-Empire, les données recueillies sont trop parcellaires pour être pertinentes, mais elles laissent entrevoir le maintien d'une présence entre 1600 et 1900 m au haut Moyen Âge. L'interprétation de ces fluctuations reste en discussion.

Les travaux de terrain ont permis de constituer une importante base documentaire archéologique et sédimentologique. Pour exploiter pleinement ce potentiel, un programme multidisciplinaire a été mis en place autour de l'analyse des sols enfouis, de l'évolution du couvert végétal et de l'économie des premiers peuplements.

Une sélection de séquences et sites représentatifs ayant fourni des paléosols et des niveaux d'occupations a été échantillonnée en vue de datations et d'études multiproxies en cours actuellement avec la participation de Claire Delhon, Lucie Martin, Bernard Moulin, Jérôme Poulénard et Stéphanie Thiébault.

Secteur col d'Anterne / Montagne de Pormenaz (Haute-Savoie)

De 2008 à 2011 un autre programme de prospection et sondages a été développé sur les versants du col d'Anterne et de la montagne de Pormenaz, en Haute-Savoie. Cette opération a été menée dans le cadre du programme ANR Pygmalion (direction F. Arnaud Edytem).

L'objectif était d'acquérir des données sur les premières occupations humaines par le biais d'un inventaire diachronique basé sur la réalisation de grandes séries de sondages et par une étude systématique des structures ruinées en pierres sèches. Les recherches se sont concentrées dans la tranche d'altitude 1800 - 2300 m. Le cadre paléo-environnemental présente l'avantage d'être ici parfaitement établi (Giguet-Covex 2010). 308 sondages et tranchées ont été réalisés. Une dizaine de sites à structures en pierres sèches datables ont été abordés et topographiés finement pour les plus importants. On rencontre des petites cabanes et des enclos ovales ou quadrangulaires assez fréquemment groupés en associations plus ou moins complexes. Par ailleurs 8 sites et structures isolées de plein air ont été identifiés.

En dehors du site préhistorique de Sous le Petit Col fréquenté épisodiquement dès le Mésolithique et le Néolithique, les premières occupations se développent entre le Bronze moyen et le Bronze final sur de petites buttes morainiques proches de tourbières. On rencontre durant cette période des foyers et probablement une structure sur poteau de bois. Les premières structures en pierres de type cabane n'apparaissent que plus tard, à partir du Hallstatt, réutilisant en partie les sites occupés antérieurement. Il faut attendre La Tène pour observer la première proximité entre un enclos et une cabane datée. 4 sites à enclos donnent ensuite des dates qui s'étalent entre l'Antiquité et le XIIIe siècle de notre ère.

La datation directe des enclos n'a pu être établie sauf dans un cas ambigu (petit enclos ou grande cabane). Dans les autres cas la chronologie ne peut être approchée que de manière indirecte par la datation des petites cabanes les plus proches. A ce jeu il apparaît que les sites les plus simples, comportant un seul enclos, ont livré les dates les plus anciennes alors que les sites plus récents semblent faire montre d'une complexité plus importante. Il reste très difficile de savoir si cette complexité croissante reflète un mode de fonctionnement distinct ou simplement une stratification plus importante de réaménagements résultants d'une plus longue durée d'occupation. Seule la réalisation de fouilles pourrait permettre de tenter de répondre à cette interrogation.

Ces résultats restent bien entendu très fragiles et ne peuvent avoir de valeur générale car ils reposent bien souvent uniquement sur des datations ¹⁴C et restent tributaires d'un nombre de datations bien trop réduit pour être représentatif des longues durées d'occupations de ces sites. Enfin il ne faut pas oublier qu'une bonne partie des sites est susceptible d'avoir été oblitéré par les groupes de chalets sub-actuels. La découverte d'un bâtiment antique sous le hameau des Ecuelles, abandonné au début du XXe siècle, en donne un aperçu.

Quelques points de comparaisons

Les comparaisons entre les deux opérations ne peuvent porter que sur les données issues des zones d'alpages. Les traces du Néolithique sont plus nombreuses au Petit-Saint-Bernard sans que l'on puisse savoir s'il s'agit du reflet d'une réalité passée ou d'un état de la recherche.

On observe ensuite dans les deux secteurs une nette multiplication des foyers isolés en altitude au cours de l'âge du Bronze et du début de l'âge du Fer.

Par la suite, le développement des structures en pierres, que l'on observe à Anterne à partir de l'âge du Fer, pourrait parfaitement expliquer la lacune d'occupation observée à partir du premier âge du Fer sur les versants du col du Petit-Saint-Bernard (où les recherches ont volontairement négligé les ruines en pierres), alors que les données environnementales montrent un accroissement de la pression anthropique, (cf. Miras *et al.* 2006).

Cependant un tel développement tardif des structures en pierres n'a pas été observé dans les Alpes du sud où des travaux récents et assez intensifs documentent des structures dès le début de l'âge du Bronze (Mocci *et al.* 2008). Enfin les deux opérations indiquent une occupation assez dense des alpages au haut Moyen-Âge. Aucune déprise entre l'Antiquité et le Moyen-âge n'est identifiable à notre échelle d'observation.

Bibliographie :

Giguet-Covex 2010 : GIGUET-COVEX (C.) - *Contribution des sédiments laminés lacustres à l'étude des changements environnementaux Holocène. Approche couplée sédimentologique / géochimique à haute résolution. Application à deux lacs nord-alpins.* Thèse de l'Université de Savoie.

Miras, Millet, Guiter, Ponel, De Beaulieu 2006 : MIRAS (Y.), MILLET (L.), GUI-TER (F.), PONEL (P.), DE BEAULIEU (J.-L.) - Dynamique des écosystèmes et impact de l'homme dans le secteur du Petit-Saint-Bernard au cours de l'Holocène. *In Alpis Graia Archéologie sans frontières autour du col du Petit-Saint-Bernard, projet Interreg IIIA, seminario di chiusura Aoste 2-4 mars 2006 - Aoste, Musumeci S.p.A. ed. 400 p., p. 31-50.*

Mocci, Walsh, Talon, Tzortzis, Court-Picon 2008 : MOCCI (F.), WALSH (K.), TALON (B.), TZORTZIS (S.), COURT-PICON (M.) et coll. - Structures pastorales d'altitude et paléoenvironnement ; Alpes méridionales françaises du Néolithique final à l'âge du Bronze. *In JOSPIN (J.-P.) et TASSADITE (F.) - Premiers bergers des Alpes de la Préhistoire à l'Antiquité, Musée Dauphinois et Infolio Ed. p. 92-101.*

Moulin, Rey 2008 : MOULIN (B.), REY (P.-J.) - Les séquences pédo-sédimentaires des versants du col du Petit-Saint-Bernard. *In MAGNY (M.), DESMET (M.) et MOCCI (F.) (éd.) Actes de la table ronde du GDR JURALP, Aix-en-Provence novembre 2007. Collection Edytem, n° 6, Cahiers de Paléoenvironnement, 191-206.*

Rey, Batigne-Vallet, Collombet, Delhon, Martin, Moulin, Poulénard, Scoccimarro, Sordoillet, Thiebault, Treffort 2010 : REY (P.-J.), BATIGNE-VALLET (C.), COLLOMBET (J.), DELHON (C.), MARTIN L., MOULIN (B.), POULENARD (J.), SCOCCIMARRO (N.), SORDOILLET (D.), THIEBAULT S., TREFFORT (J.-M.) - Approche archéologique et environnementale des premiers peuplements alpins autour du col du Petit-Saint-Bernard (Savoie - Vallée d'Aoste) : un bilan d'étape. *In TZORTZIS (S.) et DELESTRE (X.) (dir.) Archéologie de la montagne européenne. Actes de la table ronde internationale de Gap, 29 septembre - 1 octobre 2008 - BIAMA n° 4. p. 197-210.*

Tramoyes (Ain), « Sous le Port », fouille de l'A 432

Jean-Michel Treffort
INRAP

Le décapage conduit à Tramoyes « Sous le Port », sur l'emprise de la future autoroute A432, a concerné une surface de 8580 m². Les vestiges mis au jour attestent la fréquentation de l'endroit, situé sur la bordure orientale de l'ancien marais des Echets, à différentes époques :

- Deux fossés parallèles constituent l'ultime témoin d'un chemin antique qui longeait le marais. Une zone de faible extension, située à proximité de ces fossés, se caractérise par un épandage de *tegulae* et de fragments de céramique attribuables au IIIe s. de notre ère ; par ailleurs, une grande fosse circulaire renvoie à l'implantation d'une structure vraisemblablement destinée au prélèvement de l'eau (puits de faible profondeur).
- Une fosse isolée et un fragment d'amphore se rattachent à La Tène finale ou à l'époque gallo-romaine précoce.



Figure 3 : Fouille en cours d'une sépulture en fosse à dépôt de résidus de crémation du Premier âge du Fer.
(Cliché J.-M. Treffort, INRAP)

- Une importante colluvion, localisée dans l'angle sud-est de l'emprise, atteste l'érosion partielle ou totale d'un site du Premier âge du Fer localisé à proximité immédiate de la zone décapée.

- Le fait sépulcral protohistorique à l'origine de la prescription de fouille se définit par la présence de huit entités différentes, correspondant toutes à des dépôts de résidus de crémation en fosse, dont sept ensembles très ténus et un dépôt bien structuré, répartis de façon linéaire le long de la berge de l'ancien marais. Le résultat des datations 14C, ainsi que quelques indices céramiques, permettent de les rattacher au Premier âge du Fer.

- Une grande structure de combustion à pierres chauffées, localisée à proximité, renvoie également au Premier âge du Fer. La question de sa contemporanéité avec le fait sépulcral, voire d'une éventuelle complémentarité, est posée.

- Un ensemble de structures excavées, parmi lesquelles prédominent des fonds de fosses circulaires interprétables comme des silos, caractérise un petit habitat du Bronze ancien.

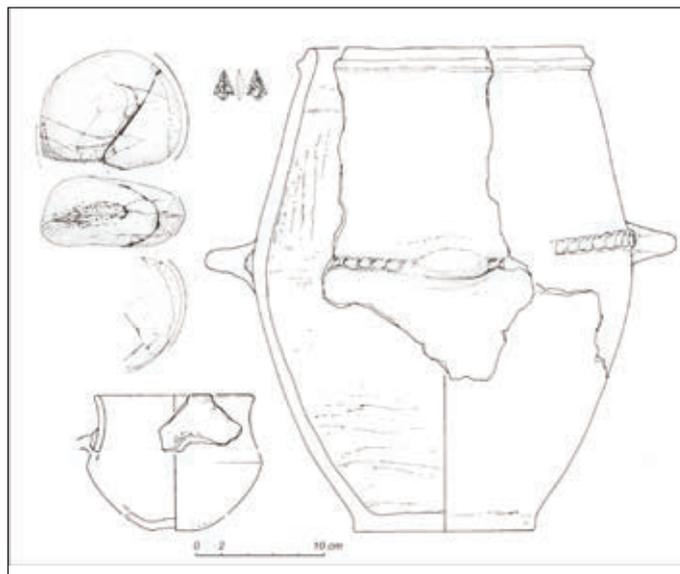


Figure 4 : Mobilier lithique et céramique mis au jour dans une fosse-silo du Bronze ancien.

(Dessins Ph. Alix et J.-M. Treffort, INRAP)

- La fréquentation néolithique du secteur est attestée par la présence de quelques rares pièces erratiques (silex, céramique, fragment d'anneau-disque en roche verte).

- De nombreux silex témoignent d'une fréquentation soutenue durant le Mésolithique. Le mobilier lithique, accompagné de fragments de quartzite brûlés, est particulièrement dense au sein d'une formation sableuse qui occupe toute la partie nord et nord-est de l'emprise. Trois petites zones de fouille manuelle, totalisant une quarantaine de mètres carrés, y ont été implantées. Une structure à pierres chauffées, qui se présente sous la forme d'un amas circulaire de galets de quartzite chauffés et thermo-fractés, se rattache à la même période. L'analyse de l'industrie lithique permet d'attribuer l'essentiel de l'occupation à une phase ancienne du Mésolithique (Beuronien A), avec quelques indices de fréquentation postérieure (Sauveterrien ancien).

Occupations littorales du lac du Bourget (Savoie) à la fin de l'âge du Bronze : Prospections, sondages et fouilles subaquatiques 2008-2011

Yves Billaud
MCC / DRASSM

Depuis une quinzaine d'années, les stations du Bronze final du lac du Bourget font l'objet d'un travail systématique d'évaluation par topographie, carottages, sondages et prélèvements pour datation. Cette démarche vise à dresser un bilan objectif de ce patrimoine très mal connu malgré les premières investigations menées des années 1950 à 1970 par les précurseurs de l'archéologie subaquatique. Elle vise également à obtenir des données chronologiques et typologiques s'appuyant sur un cadre stratigraphique pour aller au delà de la simple recontextualisation des collections issues des dragages désordonnés de la deuxième moitié du XIXe siècle.

La période 2008-2011 est marquée par la fin des son-

dages sur les grandes stations à couches conservées avec la dernière opération à Chindrieux / Châtillon où 28 m² ont été ouverts en cinq sondages alignés le long d'un transect traversant cette station d'un diamètre de 80 m. La grande richesse des couches en mobilier, montrée par le sondage de 1990 est confirmée mais en même tant pondérée par une grande variabilité latérale. L'occupation se situe à la fin du Bronze final, avec des abattages de -906 à -814. La topographie des pieux visibles sur 1700 m² met en évidence un plan orthonormé de ruelles étroites séparant des bâtiments à trois rangs de poteaux mais



Figure 5 : Conjux / Le Port 3 (Bronze final), fouille Y. Billaud
 Décapage manuel du niveau de surface, dégagement des sédiments à l'aide d'un aspirateur hydraulique.
 (Cliché Etienne Champelovier, DRASSM)

dont l'évolution ne pourrait être précisée qu'avec un investissement important en analyses dendrochronologiques.

D'autre part, des éléments de réponse aux interrogations sur les formes de l'habitat ont été recherchés sur des stations érodées. Celle de Conjux / Le Port 3, couvrant 55 m par 30 m, fait l'objet d'un décapage systématique avec l'échantillonnage de la totalité des pieux. L'hypothèse actuelle est une installation pionnière vers -816 avec deux bâtiments construits à l'aide de bois de récupération. En -813, six autres bâtiments sont mis en place et l'année suivante, plusieurs structures annexes de type grenier viennent compléter cet ensemble.

A proximité, de premières reconnaissances ont permis de préciser les emprises de la vaste station de Conjux qui couvre plus de 150 m de long pour 50 m de large avec encore des lambeaux de couches conservés. Un petit sondage a livré une grande quantité de matériel céra-

mique et plusieurs bronzes. Un premier lot d'échantillons de bois indique des abattages très récents, de -848 à -812. La topographie des pieux sur 411 m² met en évidence une densité réduite et des alignements nets. Ces caractéristiques devraient permettre, lors des prochaines campagnes, de dégager des plans de bâtiments.

A Brison-Saint-Innocent / Meimart 2, 736 m² soit près du quart de l'emprise de cette station couvrant 100 m par 30 m et limitée côté rive par une palissade, ont été topographiés. Des alignements nets sont également présents. La dendrochronologie a mis en évidence un bâtiment à trois rangs de poteaux, long d'au moins 15 m pour 5 m de largeur et construit avec des bois abattus en -934 et -932.

Bien que les datations soient encore relativement peu nombreuses pour l'ensemble du lac, elles permettent de préciser les modalités d'occupation des rives pour la période allant de -1068 à -805. Les études paléoenvironnementales (carpologie, paléontologie, géochimie organique,...) sont encore ponctuelles mais permettent d'avancer de premières hypothèses concernant l'exploitation des ressources forestières et la mise en culture des terroirs.

Les potentialités et l'intérêt de ces stations ont été en quelque sorte validés par le classement de quatre d'entre elles au titre du patrimoine mondial de l'Unesco. Il reste maintenant à voir comment pourront être assurées les obligations liées à ce classement et quelles orientations pourront prendre les travaux de terrain avec l'espoir que la recherche en cours puisse tout de même continuer de se développer.

Grièges – Au Fornay (Ain) ; Une batterie de foyers à pierres chauffantes de la transition Bronze-Fer

Audrey Pranyies
 Archéodunum

Le site de Grièges est situé quelques kilomètres au sud de Macon, en rive gauche de la Saône, à la frontière des départements de l'Ain et de la Saône-et-Loire. Menée sur une superficie de 1 hectare, la fouille a révélé une occupation matérialisée par la présence de 21 foyers qui se présentent sous la forme d'un alignement observé sur près de 70 m de long, et orienté selon un axe nord-ouest/sud-est. Aucun aménagement contemporain n'a été observé à proximité de ces structures, qui semblent isolées de toute occupation durable. Les fosses, espacées de 0,20 à 2 m, dessinent en plan une organisation cohérente. Elles sont regroupées, pour la plupart, en groupe de deux, matérialisés par deux orientations distinctes. Elles présentent toutes une morphologie similaire, définie par un plan sub-rectangulaire aux angles arrondis, de 2 m de long par 1,20 m de large en moyenne, pour une profondeur de 0,30 m. Elles partagent également un remplissage identique, essentiellement composé d'une importante quantité de galets de quartzite chauffés, dont la plupart a éclaté sous l'action du feu. Ces éléments recouvrent des niveaux charbonneux très denses à la base desquels ont été mises en évidence, dans la plupart

des fosses, des restes de bûches carbonisées. L'analyse stratigraphique des fosses suggère qu'il s'agit de structures à usage unique. Les bûches, les galets brûlés et les parois rubéfiées des fosses, indiquent que ces dernières ont été utilisées comme des foyers appartenant à la catégorie des structures de combustion à pierres chauffantes. La présence de bûches carbonisées au fond des fosses plaide pour une combustion incomplète et indique que cette dernière a eu lieu en atmosphère confinée, selon le principe de la cuisson à l'étouffée, généralement retenu pour restituer le fonctionnement de ce type de structures. Bien que peu nombreux, des restes fauniques ont néanmoins été mis en évidence dans les niveaux d'utilisation de plus des trois quarts des structures. Leur fragmentation très importante est caractéristique d'éléments exposés à des températures très élevées. L'étude a permis de déterminer que ces ossements proviennent de mammifères de taille moyenne (suidés, caprinés, ou cervidés, etc.). Le recollage systématique des éclats de galets, effectué au sein de chaque structure et entre structures distinctes, a été réalisé sur la base de plus de 3900 éclats. Les structures reliées par des recollages sont systématiquement des foyers voisins. Ce phénomène permet de relier certaines structures entre elles, soit par batteries de deux, dans la plupart des cas (ce que l'observa-

tion du plan attestait par ailleurs), soit de trois foyers (dans le seul cas pour les foyers situés au centre). Si le profil d'utilisation de ces foyers plaide en faveur de structures à usage unique, leur datation par le radiocarbone permet de postuler leur contemporanéité relative, attribuable à la transition Bronze-Fer. Elle induit une utilisation des foyers, vraisemblablement concentrée dans un laps de temps court, soit qu'il s'agisse d'un fonctionnement successif des groupes de foyers ou d'une utilisation concomitante de l'ensemble. Ce schéma spatial et chronologique correspond à un phénomène déjà mis en évidence sur d'autres sites et qui plaide largement en faveur de la spécificité de ces aménagements. Leur répartition permet de caractériser un phénomène amorcé au Bronze moyen, surtout caractéristique de la fin de l'âge du Bronze et du début du 1er âge du Fer et essentiellement cantonné aux cultures nord-alpines. Cette attribution chrono-culturelle vient corroborer l'interprétation de ces sites comme marqueurs et témoins des changements profonds qui affectent les sociétés protohistoriques au VIIIe siècle avant J.-C. La diversité et l'originalité des observations effectuées sur le site de Grièges confèrent à cet ensemble exhaustif un intérêt particulier et viennent enrichir le dossier des batteries de structures de combustion à pierres chauffantes.

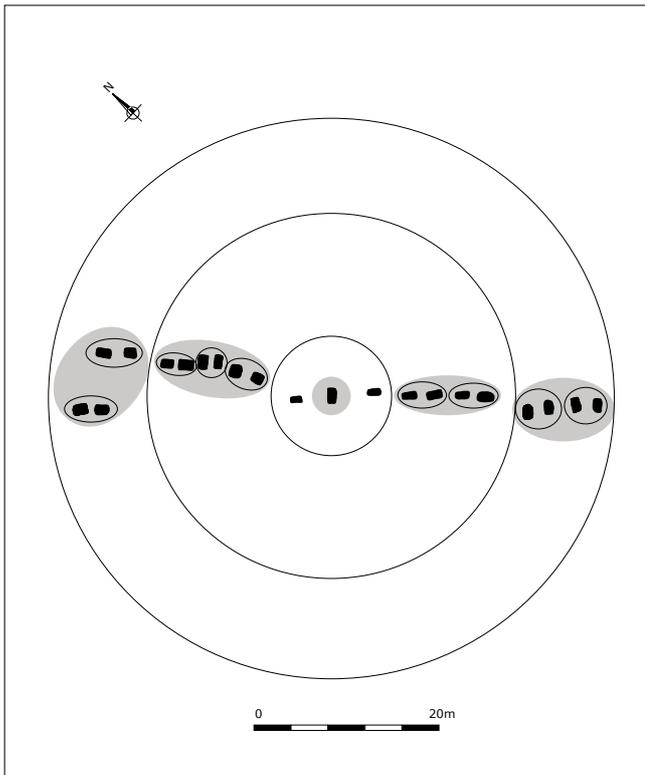


Figure 6 : plan général des foyers et proposition de lecture du plan.
(Dessin A. Pranyies, Archéodunum)

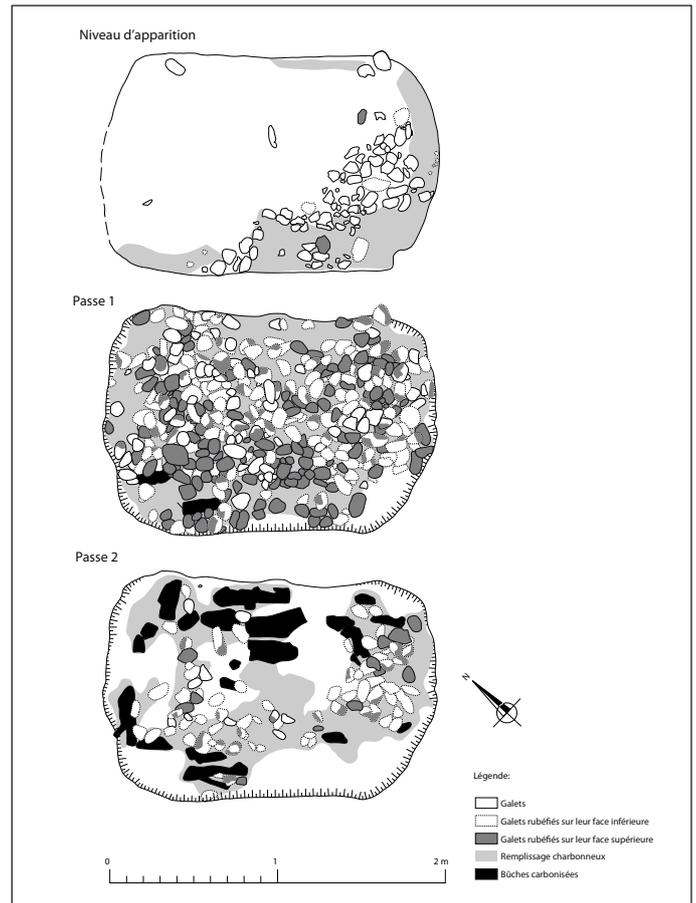


Figure 7 : plans successifs de fouille et de démontage du foyer 2, du niveau d'apparition au fond de fosse recouvert par des bûches carbonisées.
(Dessin A. Pranyies, Archéodunum)

Saint-Just - Chantelarde (Ain) occupation du Bronze final et du premier âge du Fer

Audrey Pranyies et Fanny Granier
Archéodunum

Le site de Saint-Just - Chantelarde est localisé dans le département de l'Ain, à proximité de Bourg-en-Bresse, dans la partie méridionale de la plaine bressane. Menée sur une superficie de 2,6 hectares, la fouille a révélé une occupation dense constituée de près de 1300 structures, vestiges d'une vaste installation à vocation domestique inédite dans ce secteur, composée de plus de 1000 trous de poteau, d'une centaine de fosses, d'une quinzaine de foyers en place, et d'au moins deux fours. Sur la base du mobilier céramique issu des fosses dépotoirs, deux horizons chronologiques se dégagent de l'ensemble. Ils attestent une première installation au début du Bronze final (BF1) et une seconde, sans doute plus importante, au premier âge du Fer (Hallstatt C2/D1). Les vestiges datés du Bronze final se répartissent en

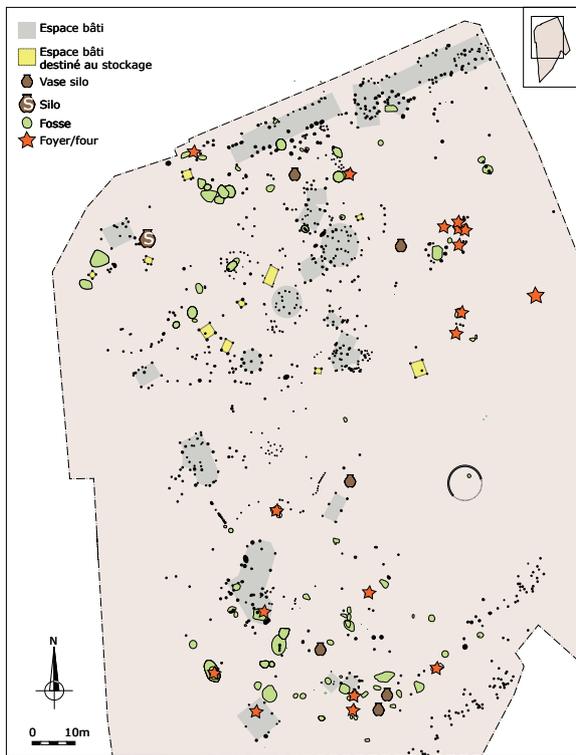


Figure 8 : Plan général des vestiges
(Dessin A. Pranyies, Archéodunum)

deux secteurs distincts (quart nord-est et partie centrale du site). Il s'agit, pour la plupart, de cuvettes de dimensions variables comblées de galets rubéfiés et thermo-factés, associées à quatre foyers à pierres chauffantes de plans sub-rectangulaire, ou circulaires, à une fosse-silo et à un vase-silo. Ces structures côtoient quelques trous de poteau épars qui ne permettent pas de restituer, en plan, d'aménagements cohérents. Un ensemble de quelques fosses, localisées dans ce secteur, se distinguent par la présence de deux vases emboîtés l'un dans l'autre. Leur mauvais état de conservation (seuls les

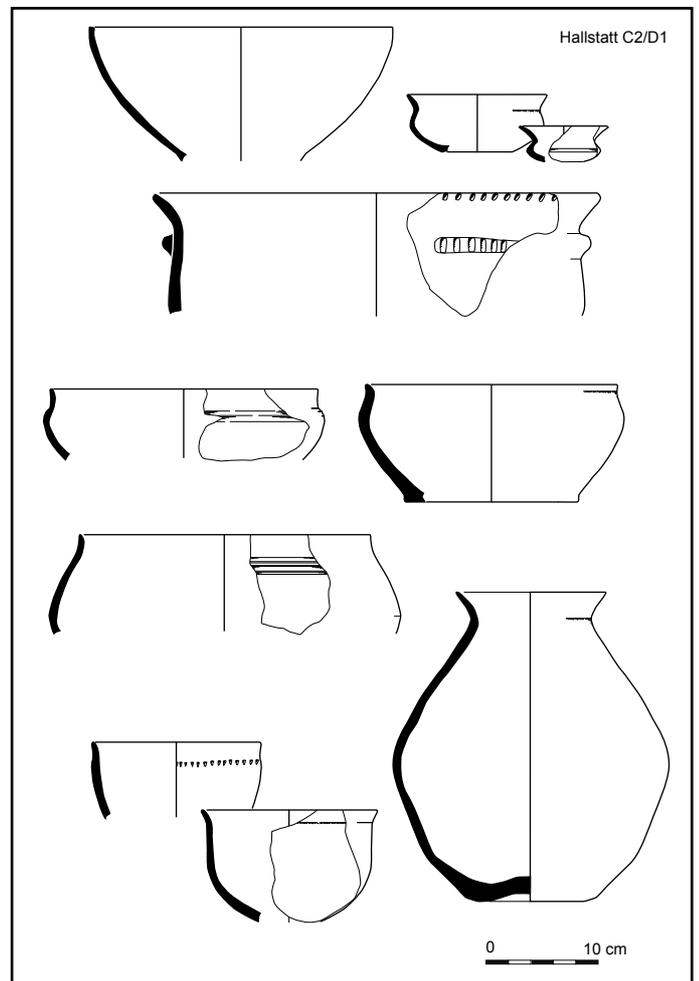
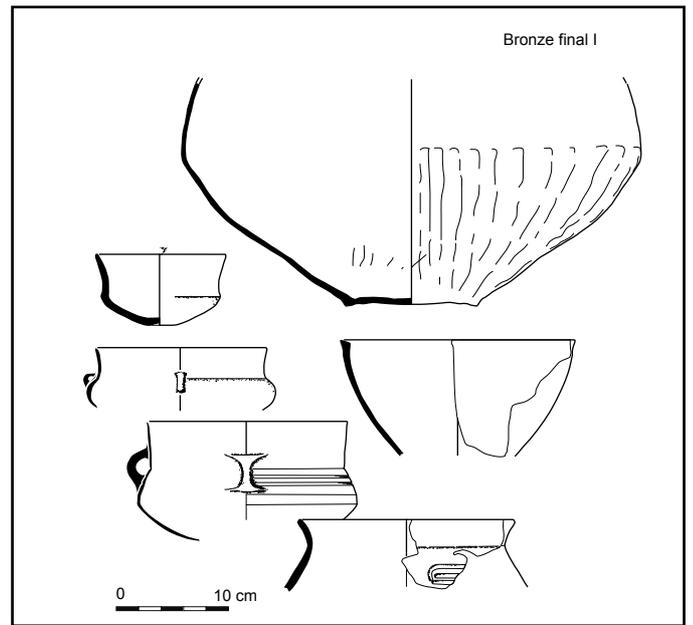


Figure 9 : Mobilier céramique des deux horizons chronologiques : Bronze final 1 et Hallstatt C2/D1
(Dessin A. Pranyies, Archéodunum)



Figure 10 : Bâtiment sur poteaux, fosse dépotoir datée du Bronze final 1 et foyer du Hallstatt moyen. (Cliché A. Pranyies, Archéodunum)

fonds sont conservés) interdit toute interprétation. L'essentiel du mobilier céramique provient néanmoins de fosses dépotoirs, qui livrent également d'abondants rejets de fragments de terre cuite vraisemblablement successifs à la réfection de foyers environnants, ainsi que, dans un cas, des carporestes en grand nombre (glands et pépins de pomme carbonisés). L'occupation du Bronze final est recoupée, au premier âge du Fer, par l'implantation de nouveaux aménagements. Matérialisée par de nombreuses fosses détritiques dont le remplissage se compose alternativement de rejets de céramiques et de terre cuite, elle comprend également au moins deux foyers en place, sous la forme de chapes de graviers recouvertes de soles d'argile.

Cet ensemble de vestiges est relié par une importante série de trous de poteau, dont l'emprise semble se poursuivre au nord au-delà de la limite de fouille. Extrêmement ténus, ils sont, pour la plupart dépourvus de calages et n'ont livré de la céramique que de manière très éparse. Aucun élément mobilier ne permet de les attribuer à l'une ou l'autre des occupations du site. La lecture du plan appelle cependant plusieurs remarques. Elles concernent la régularité et la cohérence de l'ensemble, au sein duquel se découpent des plans de bâtiments de morphologies diverses (greniers sur quatre poteaux, bâtiments de plans rectangulaire ou absidiaux, à une ou deux nefs, bâtiment de plan polygonal ou circulaire, ...) et qui attestent, a priori, au moins deux orientations divergentes. Le site, enfin, est jalonné par quelques structures isolées et dont la datation ne peut être précisée. Il s'agit, entre autres, d'un four à sole perforée, vraisemblablement effondré ou détruit sur place. Il pourrait ici être associé à quelques indices de production de céramique mis en

évidence dans les fosses (support annulaire en terre cuite servant à caler les vases lors de la cuisson, lissoir en pierre, rebuts de cuisson). Enfin, une dernière structure, très ténue, localisée dans la zone centre-orientale du site, s'apparente à un enclos fossoyé de plan circulaire, d'environ 5 mètres de diamètre.

L'occupation du sol au Bronze final en dehors des lacs alpins : deux exemples d'habitats à Chens-sur-Léman (Savoie), « rue de Charnage » et « Véreître » :

Eric Néré
INRAP

Les opérations archéologiques effectuées sur les sites de Chens-sur-Léman apportent des informations inédites sur les habitats de la fin de l'âge du Bronze se trouvant au-delà des abords directs des lacs alpins.

« Rue de Charnage », au Bronze final I, des bâtiments agricoles de grandes tailles (plus de 40 m²) sont accompagnés de bâtiments plus petits (d'environ 25 m²), sans doute des fermettes. Au Bronze final IIIa, le village est structuré fortement avec des bâtiments stéréotypés s'organisant les uns par rapport aux autres, en bandes, parfois accolés, et entourés de cours et d'un parcellaire orthonormé.

A « Véreître », au Bronze final IIb, le site est organisé en terrasses aménagées. On y distingue un système de parcellaire, plusieurs zones d'habitations, une zone de stockage préférentielle avec bâtiment spécifique auquel est associée une batterie de vases-silos, ainsi qu'une zone artisanale composée de structures à pierres chauffantes et autres fours de potiers.

Au Bronze final IIIb, le modèle éclate et semble s'organiser par type d'activité avec un habitat disséminé, une zone de parcage animal et au-delà, un parcellaire agricole et une palissade, peut être défensive.

L'analyse de ses occupations est d'autant plus pertinente que ces dernières se situent à moins de 500 m du site majeur palafittique de Tougue, dans le lac Léman, qui est abandonné au début du Bronze final IIIb. Ces deux fouilles permettent ainsi de mieux appréhender ce que pouvait être l'habitat dans les terres à une époque contemporaine et postérieure à l'occupation des rives des lacs alpins.

Une sépulture de guerrier du second âge du Fer de Chens-sur-Léman « Vereître ».

C. Landry
INRAP

Cette présentation concerne une sépulture exhumée lors d'un diagnostic archéologique réalisé en 2008 sur la commune de Chens-sur-Léman (Haute-Savoie), au lieu-dit Vereître. À Chens-sur-Léman, plusieurs sépultures datées du second âge du Fer ont été détruites par le passé lors de travaux. Cette sépulture se trouve être la

première à faire l'objet d'une expertise archéo-anthropologique. Elle s'est avérée lors de la fouille de 2009 totalement isolée de tout contexte funéraire comme d'une occupation contemporaine.

Les conditions d'enfouissement n'ont permis d'identifier que l'architecture du contenant. Sa restitution a pu être réalisée par l'analyse archéo-anthropologique du squelette. Le sexe n'a pu être estimé, mais l'âge du décès se situe à plus de 30 ans. Le squelette repose sur le dos, la tête au sud-ouest. L'agencement des os et les contraintes qui se sont exercées sur le squelette indiquent que le corps a été placé dans un contenant à fond concave du type cercueil monoxyle.

Dans le cercueil, à la droite du corps, se trouve un fer de lance dont la douille a conservé des fragments de la hampe minéralisés. Les vestiges d'un orle métallique permettent d'évoquer la présence d'un bouclier majoritairement en bois. Sous la lance repose une épée dans son fourreau, qui s'apparente à un grand module de La Tène B. Des vestiges de bois minéralisé ainsi que des clou-rivets permettent de restituer la morphologie de la poignée. Le pontet simple du fourreau, associé à deux anneaux creux en bronze, permet d'évoquer un système de suspension par courroies. Le fourreau, à l'entrée campaniforme, est constitué de deux tôles en fer. La bouteille présente une extrémité cordiforme à quatre ajours. La plaque avers est décorée par quatre appliques en fer

esquissant des formes ondulées et alternées. Le registre proximal se distingue par la présence de deux appliques en bronze qui représentent une paire de griffons affrontés dont le style correspond au type 2A1 qui se diffuse au cours de LT B2 (Ginoux, 2007). Le défunt portait en outre au poignet gauche un bracelet en fer massif dépourvu de décor. Enfin deux fibules en fer dont l'une de type Duchcov, et une troisième en bronze, de type Münsingen, complètent le corpus mobilier. Les fibules ont toutes été retrouvées en position fermée, ce qui implique une situation fonctionnelle

Cette sépulture de guerrier celte peut être datée de la charnière entre les IV^e et III^e siècles avant J.-C. (La Tène B2). Cette phase du second âge du Fer correspond à une rupture dans les comportements militaires et à une mutation dans toute l'Europe celtique de la panoplie déposée dans les sépultures. Les données concernant les Alpes françaises s'avèrent pour l'heure assez ténues. Si l'on constate toutefois les prémices d'une concentration funéraire aux abords méridionaux du lac Léman à la fin de La Tène ancienne, le contexte demeure insuffisamment documenté pour permettre de caractériser précisément ces populations.

La fouille de Saint-Vulbas (Ain), Marcilleux Chemin des Grandes Vignes 2011 : un ensemble funéraire de l'âge du Fer

Jean Luc Gisclon
INRAP

Le site de Marcilleux les Grandes Vignes, commune de Saint-Vulbas, Ain, se trouve en bordure d'une vaste plaine caillouteuse fluvio-glaciaire de la fin du Würm, entre 206 et 204,50 m d'altitude, sur le flan ouest d'une petite butte morainique résiduelle culminant à 207 m en rive droite de la vallée du haut-Rhône, face au plateau calcaire de Crémieu en rive gauche.

Une sépulture de l'âge du Fer a été découverte en diagnostic sur la parcelle voisine au nord-ouest du site, et de la céramique protohistorique a été trouvée en aval, à l'est, sur la terrasse alluviale, à la chapelle et ses abords, ainsi que des fragments d'amphore Dressel 1 au Prieuré.

Seize inhumations et une fosse à résidus de crémation composent un ensemble funéraire très lâche dont nous n'avons pas les limites, avec des tombes dispersées. Les individus inhumés sont allongés sur le dos, à une exception près. L'orientation des fosses à inhumation est sensiblement Nord-Sud, tête au Sud, parfois NNO/SSE. Il s'agit essentiellement de tombes très simples en fosse étroite, couverte de planches calées par des pierres calcaires. Quelques unes ont pu contenir un coffre ou coffre de bois. La fosse à résidus de crémation peut correspondre aux restes mal conservés d'un petit bûcher construit dans la fosse pour la crémation d'un jeune enfant. Une ou plusieurs pierres calcaires signalent dans un cas sur deux l'emplacement de la sépulture. Une grosse dalle de molasse a été utilisée pour localiser une tombe double, un sujet adulte masculin et un sujet adolescent âgé de 15-20 ans.



Figure 11 : Détail du fourreau de l'épée
(Cliché C. Landry, INRAP)

Une des caractéristiques de cette population est le port quasi systématique d'un ou plusieurs bracelets en alliage cuivreux ou en fer, exceptionnellement en pierre ou en « lignite », à un avant-bras ou deux. Cependant, ces objets de parure ne reflètent pas une communauté privilégiée, sauf la femme qui possède six bracelets de différentes matières.

Les 17 sujets inhumés ne révèlent pas de sélection puisqu'on trouve aussi bien des enfants (5), des adolescents (2-3) que des adultes (9-10 sujets).

Une tombe d'enfant âgé de 6,5 à 10 ans se distingue par la position du corps, déposé sur le côté, la tête au nord, les membres hyperfléchis, et par son installation dans un enclos fossoyé probablement funéraire, malgré l'absence de tombe à l'intérieur. Ce type de position se pratique parfois à l'âge du Fer comme le confirme sa datation de -772 à -407 av. J.-C. Cet enfant inhumé sans mobilier dans le fossé d'un éventuel tumulus a un statut particulier au sein de la communauté.

L'homogénéité typologique des tombes et du mobilier évoque une occupation funéraire de courte durée. La datation des bracelets et les datations radiocarbone convergent autour de la transition 1er - 2e âge du Fer.

Detrier (Savoie), "Pré Dame" à Champ Mercier

Franck Gabayet
INRAP

La commune de Détrier est située à un carrefour naturel entre la vallée du Gelon et celle du Bréda. Dans l'Antiquité, le bourg pourrait avoir été une petite agglomération routière dont l'occupation s'étend de La Tène au IVe siècle de notre ère. Quel que soit son statut précis, le site semble lié au passage d'un axe de circulation et plusieurs indices semblent indiquer que le chemin de la Plaine, la voie communale n° 3, correspondrait au tracé d'une voie gallo-romaine.

En dépit de la célébrité de la « Vénus de Détrier », une petite, mais délicieuse statuette de bronze découverte en 1861, l'état des connaissances sur le site antique se limite, pour l'essentiel, à un inventaire de vestiges immobiliers et mobiliers plus ou moins bien localisés.

L'opération de Pré-Dame engagée entre le 7 septembre et le 6 novembre 2009, malgré des moyens trop limités, fait apparaître sur 2400 m², vingt-quatre bâtiments ou espaces, répartis en quatre grandes phases chronologiques.

La première, datée de La Tène finale par la céramique et une unique monnaie frappée en 75 av. n.è., se borne à un sol sans doute associé à un foyer.

C'est également sous forme de traces lacunaires qu'est restituée une occupation augustéenne, avérée par la présence d'un lot céramique homogène issu de structures en creux mal identifiées, trous de poteau, foyers...

La phase 3, située dans la première moitié du 1er siècle, à partir de l'époque tibérienne, est caractérisée par l'importance des constructions étagées dans la pente. Une dizaine d'édifices sont ainsi érigés, organisés autour de vastes cours ou isolés. S'il paraît assuré que le bâtiment

isolé en haut du coteau, disposant en outre des équipements les plus soignés, sols en béton, foyer..., doit être considéré comme une unité d'habitation d'une relative qualité, il semble bien que la plupart des petits édifices regroupés autour de la cour étaient dévolus à des activités artisanales, et plus précisément de forge pour certains d'entre eux. Les différentes couches de démolition livrent un mobilier céramique homogène qui permet de situer la fin de cette phase 3 au début du IIIe siècle.

La quatrième et dernière phase d'occupation est marquée par la construction, sur la terrasse inférieure, de plusieurs bâtiments qui viennent encadrer une vaste cour. La fonction des différents édifices est encore une fois délicate à saisir, exception faite de l'un d'eux. Le bâtiment le plus important dispose d'une vaste pièce dotée d'une porte cochère, qui débouche, à l'extérieur sur un robuste dallage de grandes plaques schisteuses, un aménagement qui devait permettre l'accès à des véhicules chargés de produits pondéreux. Les niveaux de construction et d'occupation de la phase 4 sont situés dans le courant du IIIe siècle, avec un *terminus post quem* fixé à 234. L'abandon définitif des lieux a pu être fixé au IVe siècle grâce au mobilier exhumé de plusieurs couches de démolition.

Les opérations récentes, le tracé de la voie, les découvertes anciennes signalent de toute évidence un habitat aggloméré, établi en plusieurs états chronologiques compris entre La Tène finale et le IVe siècle. La localisation des ensembles funéraires constitue un indice intéressant pour en circonscrire les limites qui peuvent désormais être restituées, au moins à titre d'hypothèse. Le mérite de l'opération de Pré-Dame aura été de mettre en évidence des vestiges parfois fugaces, mais au final d'une densité et d'une qualité inattendues, pour ne pas dire inespérées. La série de sondages, les fouilles réalisées, ou à venir, au lieu-dit Champ-Mercier représentent désormais une véritable opportunité, qui permettra à terme de mener une réflexion sur une emprise de plusieurs hectares. Les occasions d'appréhender de telles surfaces, et d'y repérer des agglomérations antiques, sont rares et d'autant plus appréciables.

Gilly-sur-Isère (Savoie), ZAC de la Bévière et La-Motte-en-Bauges (Savoie), les Dalphins

Bastien Julita
Archéodunum

La société Archeodunum SAS a réalisé une opération de fouille préventive sur la commune de Gilly-sur-Isère (Savoie, 73), au lieu-dit « ZAC de la Bévière », de septembre à novembre 2009, sur une surface de 7947 m². La fouille a permis de mettre au jour un large éventail de vestiges s'échelonnant de la fin de l'âge du bronze à l'époque moderne.

Les aménagements les plus anciens sont matérialisés par une batterie de six fours à pierres chauffées répartis régulièrement et alignés selon un axe nord-est / sud-ouest. Ils sont conservés sur la quasi-totalité de leur profondeur. Leur modalité d'utilisation n'a pas pu être déter-

minée. La datation de cet ensemble par analyse ¹⁴C a permis d'en déterminer l'aménagement durant la période hallstattienne.

La majorité des vestiges sur le site est d'époque romaine et se répartit en trois catégories. Un système d'aqueducs a été reconnu dans la partie ouest de la fouille. Il s'agit de deux amenées d'eau de provenance opposée (est et ouest) convergeant pour se diriger ensuite parallèlement en direction du sud-est. Ils alimentent vraisemblablement les constructions reconnues au sud de la commune dans le secteur de la Rachy ou du Chapitre.

Une partie de l'espace décapé a livré un ensemble de quatre bâtiments romains ainsi que des aménagements périphériques liés à des activités rurales. L'ensemble de ces constructions suit une seule orientation ne correspondant pas à celle des édifices de la *villa* du « Chef Lieu », elle-même implantée à un peu plus d'une centaine de mètres de la limite occidentale de la fouille. Le bâtiment 1, adossé au mur délimitant vraisemblablement une partie du domaine agricole de la villa, est le premier édifice bâti sur le site. Sa construction date de la fin du I^{er} - II^e siècle ap. J.-C. Viennent ensuite les bâtiments 2 et 4 qui sont implantés entre la seconde moitié du II^e s. ap. J.-C. et le début du III^e s. ap. J.-C. L'abandon de ces trois édifices semble contemporain selon le mobilier céramique et intervient dans le courant du III^e s. ap. J.-C. Ces dates correspondent à la chronologie de la villa du « Chef Lieu » dont la construction est datée du courant du I^{er} s. ap. J.-C. et l'abandon au plus tard de la fin du IV^e s. ap. J.-C. (Barthélemy 1979, 1986). La datation du bâtiment 3 n'a pas été possible faute de mobilier. Ces datations correspondent également à celles des dépôts secondaires d'incinération qui se concentrent globalement au II^e s. ap. J.-C. Ces bâtiments regroupent plusieurs fonctions comme la production, l'habitat ainsi que l'artisanat, incluant un probable pressoir dans le bâtiment 1. Les dépôts secondaires d'incinérations se situent à une centaine de mètres de l'habitat. Les huit structures mises au jour semblent faire partie d'une occupation funéraire de l'espace plus étendu, dans lequel devaient se trouver notamment les bûchers funéraires dont ces dépôts sont issus.

Les structures postérieures à l'époque romaine couvrent un large spectre, témoignant vraisemblablement d'une occupation humaine plus ou moins continue du territoire de la commune. Des traces ténues d'occupation postérieure au III^e s. ap. J.-C. sont présentes dans les bâtiments 1 et 2. Dans ce même secteur, cinq tombes à inhumation datées des VII-VIII^e s. sont implantées de manière relativement dispersée. Puis, entre le XI^e et le XIII^e s., deux fosses à chaux sont implantées dans la cour du bâtiment 1. Finalement, la structure la plus récente est un fossé de délimitation parcellaire qui a pu être identifié sur le cadastre français de 1872.

Les découvertes faites à la ZAC de la Bévière permettent donc de compléter le plan d'occupation de la commune de Gilly-sur-Isère à l'époque romaine. Elles ont permis notamment une exploration plus approfondie des bâtiments annexes à la *villa* du « Chef Lieu » et une meilleure connaissance des tracés des deux aqueducs. Leur origine et leur destination restent cependant encore à préci-

ser. Concernant la période proto-historique, la mise au jour d'une batterie de fours à pierres chauffées datant du premier âge du Fer ouvre des perspectives au niveau de l'occupation hallstattienne du territoire qui était jusqu'alors connue uniquement par le truchement de découvertes ponctuelles et laisse supposer la présence d'un habitat encore non reconnu. Finalement, des découvertes plus modestes échelonnées jusqu'à la période moderne témoignent d'une fréquentation vraisemblablement continue du site ou tout au moins de ses environs au sens large du terme.

La Motte-en-Bauges, « Chez Dalphin »

La société Archeodunum a réalisé une opération de fouille préventive sur la commune de La Motte-en-Bauges (Savoie, 73), au lieu-dit « Chez Dalphin », du 16 août au 24 septembre 2010, sur une surface de 1112 m². La fouille a permis de mettre au jour des aménagements romains et plus particulièrement un bâtiment appartenant à la *pars rustica* d'une *villa*. Un réaménagement foncier daté du haut Moyen Age a également été mis en évidence.

La première occupation se situe durant la seconde moitié du II^e s. ap. J.-C. Les structures reconnues pour cette période appartiennent à une implantation qu'il n'a pas été possible d'appréhender. Cependant, l'observation de la stratigraphie a permis de déterminer que la fréquentation du lieu était importante. Ces vestiges sont très probablement liés aux premiers aménagements de la *pars rustica* de la *villa*, reconnue en 1987 à 60 mètres au nord du site et dont l'installation daterait de la fin du I^{er} s. ap. J.-C. Par ailleurs, l'étude des déchets métalliques a permis de déterminer qu'une forge, où se pratiquait la fabrication et la réparation d'objets ainsi que l'épuration de loupes de fer, se situait non loin du site exploré. Une couche de colluvion issue d'un glissement de terrain scelle ces vestiges. Suite à cet événement dont l'ampleur et les conséquences nous échappent, le terrain est réaménagé et un bâtiment à vocation mixte est édifié. Ce dernier est composé d'une forge et d'une pièce d'habitation. Dans un deuxième temps, la partie artisanale est réaménagée mais la destination des nouveaux équipements n'a pas pu être déterminée. L'ensemble de cette phase a lieu dans le courant du III^e s. ap. J.-C. Le bâtiment est détruit par un incendie entre la fin de ce siècle et le début du V^e s. ap. J.-C. Ses matériaux sont progressivement récupérés puis la démolition est épanouie et utilisée à des fins de remblaiement. D'importants réaménagements fonciers sont entrepris dans le courant du haut Moyen-Age. Ils se caractérisent par l'aménagement d'un talus empierré et l'édification d'un mur en pierres sèches tout deux d'orientation nord-sud. En haut de la pente, en périphérie de ces aménagements, des traces de culture fruitière ont également été reconnues sans que leur datation n'ait pu être précisée.

Cette opération vient compléter deux campagnes de sondages menées sur la *pars rustica* de la *villa*. Cette dernière n'a pu être observée que sommairement lors des travaux de construction effectués en 1987 sur la parcelle 2450. Cet établissement est pour le moment l'unique construction romaine identifiée dans les Bauges. Le potentiel archéologique de cette région fortement boisée et à la faible densité de population reste aujourd'hui encore très largement méconnu.

Beynost (Ain), A432 : les sites d'en Brochalin, Grandes Croix, Creux Marceau, Crêts Bonnet et Sélan

C. Bellon et A.C. Rémy
INRAP

Suite au projet autoroutier de la dernière section de l'A432 dans la région Rhône-Alpes, le SRA a prescrit 6 fouilles sur 3 secteurs différents ; celles-ci ont été réalisées en période hivernale (2009/2010) à proximité du rebord méridional du plateau de la Dombes qui domine la plaine de l'Ain de plus de 300 m. L'installation humaine la plus ancienne est attestée par deux fosses-silo au lieu-dit « Grandes Croix » ; parmi un important lot de céréales, on retiendra la présence d'épeautre qui constitue une des attestations les plus anciennes en Europe nord-occidentale (Etude M. Cabanis, Inrap Rhône-Alpes).

Le 1er âge du Fer est présent à en « Brochalin » grâce à des fosses à déchets qui constituent l'extension du site fouillé en 1991 ; l'étude des céramiques permet de proposer une datation de ce site, considéré comme un site majeur pour l'étude du 1er âge du Fer régional, dans la première moitié du VIIe s. av. J.-C (Etude J.-M. Treffort, Inrap Rhône-Alpes).

Pour ce qui concerne l'Antiquité, de petites occupations sont caractérisées par la présence de cabanes semi-excavées entourées de puits et de fosses à déchets. La fouille fine de l'une de ces cabanes de 10 m sur 6 m, excavée sur 0,20 m, a permis de la définir comme un habitat (vaisselle de table et pots à cuire, verres, peinture, réserves de petits bois...) à parois montées sur sablières basses, seuil en galet, probable toiture en branchages, alors qu'un grande fosse centrale semble correspondre à une cave. Ces petites unités agraires, disséminées sur plus de 900 m de long sur le plateau, peuvent être définies comme des occupations nucléaires uniques tournées vers l'exploitation des ressources locales, loin des groupements d'exploitations de type hameaux. Les études paléo-environnementales attestent d'un milieu relativement ouvert, probablement en lisière de forêt, au sein de zones cultivées, pâturages et autres lieux humides.

Deux phases d'occupation sont attestées au haut Moyen Age et au Moyen Age central. Un premier site, au lieu-dit « Grande Croix » et daté du VIIe s. a été mis au jour en 1992 (S. Motte 1992), présentant deux bâtiments sur poteaux associés à des greniers et des fours. En ce qui concerne les fouilles de 2010/2011, localisées au sud, on note l'existence de grandes fosses dont les caractéristiques sont similaires. Leurs plans sub-rectangulaires rappellent les cabanes excavées sans pour autant pouvoir confirmer la nature des aménagements. Elles sont disséminées à « Grandes Croix » et regroupées à « Creux Marceau ». De la céramique du VI-VIIe s. découverte à « Crêts Bonnet » et issue de phases de ruissellement atteste de l'existence d'un site à proximité. Le site de « Sélan » a livré quant à lui, une occupation de type habitat, partielle et arasée, constituée de calages de

poteaux et de fosses.

Seul le lieu-dit « Creux Marceau » compte des structures du X-XIe s. connues auparavant lors de la fouille partielle de fours domestiques semi-enterrés (S. Motte 1991) (projet du TGV). Celles-ci, d'une densité conséquente, se développent sur la totalité de l'emprise du projet selon un axe principal nord-ouest/sud-est. La majorité de l'occupation correspond à des fosses silos à côté desquelles on distingue de vastes fosses « ouvertes » dont la fonction reste plus énigmatique. Les silos concentrés dans la partie centrale s'inscrivent dans une limite marquée très nettement par les alignements de petites fosses rectangulaires constituées d'un comblement de galets. Le mobilier recueilli est faible au vu de la quantité de structures traitées que ce soit pour la céramique, la faune ou les objets de la vie quotidienne. L'étude carpologique atteste de la grande richesse et variété de graines et la liste floristique enregistrée met en évidence un milieu forestier diversifié.

Haute-Savoie, Programme AVER : Inventaire des châteaux et site castral des châteaux des Allinges

Laurent d'Agostino
Hadès
et Christophe Guffond
Conseil Général de Haute Savoie pour l'équipe de recherche

Dans le cadre du programme européen ALCOTRA 2007-2013 (projets franco-italiens), un projet de coopération relatif à l'étude et à la valorisation des châteaux médiévaux en Haute-Savoie (France) et en Vallée d'Aoste (Italie) a été élaboré sous l'égide de l'Assessorat à la Culture de la Région Autonome de la Vallée d'Aoste. Pour le versant italien, le projet fédère la Région Autonome de la Vallée d'Aoste et les Communes de Brusson et de Saint-Marcel. Pour le versant français, il associe le Conseil Général de la Haute-Savoie, la commune d'Allinges et la Communauté de Communes des Collines du Léman.

Au cœur de ce projet triennal (2010-2012) dénommé A.V.E.R. (Anciens Vestiges En Ruine) – des montagnes de châteaux – se trouve une réflexion transfrontalière sur la méthodologie nécessaire à la réhabilitation et la mise en valeur des vestiges des châteaux médiévaux, prenant en compte les impératifs d'étude préalablement à la conservation et à la restauration des monuments. Le projet a pour objectif d'aboutir à la rédaction et à l'édition d'un guide méthodologique de mise en valeur, à destination des collectivités locales ou des propriétaires privés, comme des professionnels ou des associations. Il permettra d'envisager les questions de la mise en œuvre des recherches archéologiques sur de tels sites et de la gestion des projets de valorisation ou encore de la conservation des vestiges en milieu montagnard, mais aussi de proposer des solutions techniques et une méthodologie éprouvée aux différents acteurs de la recherche, de la restauration et de la mise en valeur des châteaux médiévaux.

La mise en œuvre des recherches archéologiques de ter-

rain a été déléguée par le Conseil général de la Haute-Savoie au bureau d'études Hadès et sont codirigées par Christophe Guffond (Service départemental d'archéologie de la Haute-Savoie, responsable administratif du projet européen) et Laurent D'Agostino (Hadès, responsable d'opération). Le projet réunit ainsi des équipes de recherche des deux institutions.

Les recherches sont organisées selon deux axes de travail : en premier lieu, l'établissement d'un corpus de sites castraux de Haute-Savoie qui font l'objet d'un bilan documentaire et de prospections sur le terrain ; en second lieu, une recherche plus approfondie sur le site castral double des châteaux d'Allinges (fig. 12), associant étude documentaire, état des lieux global sur le terrain, fouilles archéologiques et étude de bâti sur le secteur de Château-Vieux.

La prospection thématique : un corpus de 80 sites castraux de Haute-Savoie

Bien que la majorité des sites soient déjà connus par les services patrimoniaux des collectivités ou de l'État, aucun bilan complet n'avait été réalisé depuis les années 1950 et la publication des travaux de Louis Blondel, archéologue cantonal de Genève, sur les châteaux de l'ancien diocèse de Genève.

Près de quatre-vingt sites ont été visités en accord avec leurs propriétaires, publiques ou privés. Cette démarche permet parfois de renouer un dialogue entre les scientifiques et les instances publiques chargées de la conservation des sites et les acteurs sur le terrain, dont les préoccupations et les priorités diffèrent souvent.

Une campagne photographique générale a été réalisée, réunissant près de 4000 clichés, fournissant un état des lieux détaillé. Appuyé sur la base de données développée pour le projet, l'inventaire de terrain a aussi permis de recueillir des renseignements sur l'architecture, les dimensions des édifices, les matériaux employés pour la construction ou encore les éléments de datation.

Les travaux de l'équipe de recherche ont permis de faire le point sur la documentation écrite et les publications existantes, mais aussi sur l'état de conservation des édifices et les différentes campagnes de travaux qu'ils ont parfois subi, avec ou sans étude archéologique. Si certains sites ont été complètement oubliés et sont noyés dans la végétation, d'autres ont connu de profonds bouleversements ou se dégradent très rapidement, nécessitant des prises de décision pour assurer leur conservation à long terme.

Les recherches visent aussi à revenir sur les travaux récents de restauration ou de valorisation des châteaux. Un retour critique sur les expériences menées ces dernières années permet de faire le bilan des méthodes, des systèmes de protection patrimoniale existants, de la durabilité des restaurations.

Enfin, la confrontation des données du terrain et de l'iconographie (gravures et peintures des XVIIIe et XIXe siècles, cartes postales de la première moitié du XXe siècle, photographies issues de collections privées) permet d'estimer l'évolution des sites et la rapidité de leur dégradation ou de leurs transformations. Les soixante dernières années apparaissent bien comme une période d'accélération pour les châteaux en ruine, menacés par l'urbani-

sation, la mécanisation des travaux, la volonté parfois mal canalisée d'entretenir ou de restaurer des sites fragiles.

Les recherches sur le site pilote : le site castral double des châteaux d'Allinges

Installés sur une crête en forme de croissant située sur la rive sud du lac Léman, à proximité de Thonon-les-Bains, les châteaux d'Allinges présentent une configuration originale : ce n'est pas seulement un château qui occupe ce relief, mais deux châteaux qui se font face à portée de tir l'un de l'autre, séparés par une faible dépression au milieu de la longueur de la crête rocheuse. Surplombant la route longeant la côte sud du Léman à plus de 700 m d'altitude, entre Genève et le Valais, les châteaux d'Allinges bénéficient d'une vue largement dominante sur tout le Chablais et le bassin lémanique.

La genèse des châteaux reste mal connue. Les seigneurs d'Allinges apparaissent dans la documentation écrite à la fin du Xe siècle, date à laquelle ils détiennent en garde des biens appartenant à l'abbaye Saint-Maurice d'Agaune ; ces biens, dont la nature exacte nous échappe si ce n'est qu'ils se trouvent en partie près du village d'Allinges au début du XIe siècle, passent au XIIe siècle à la Maison de Savoie. Si un château d'Allinges est mentionné en 1073, les deux sites n'apparaissent ensemble dans la documentation qu'au début du XIIIe siècle, bien après leur édification probablement liée à une forme de coseigneurie. Au XIIIe siècle, cependant, le lignage d'Allinges n'apparaît plus qu'épisodiquement dans le paysage politique : Château-Neuf se trouve dans les possessions de la maison de Savoie, tandis que Château-Vieux est propriété des sires de Faucigny. Pendant la seconde moitié du XIIIe siècle et le XIVe siècle, durant près de soixante-dix ans, les deux châteaux sont le théâtre de l'affrontement de ces lignages, jusqu'au Traité de Paris en 1355. À partir de cette date, Château-Vieux est peu à peu



Figure 12 : Vue aérienne des châteaux d'Allinges, Château-Neuf au premier plan, Château-Vieux au deuxième plan. (Cliché : L. D'Agostino, HADES)

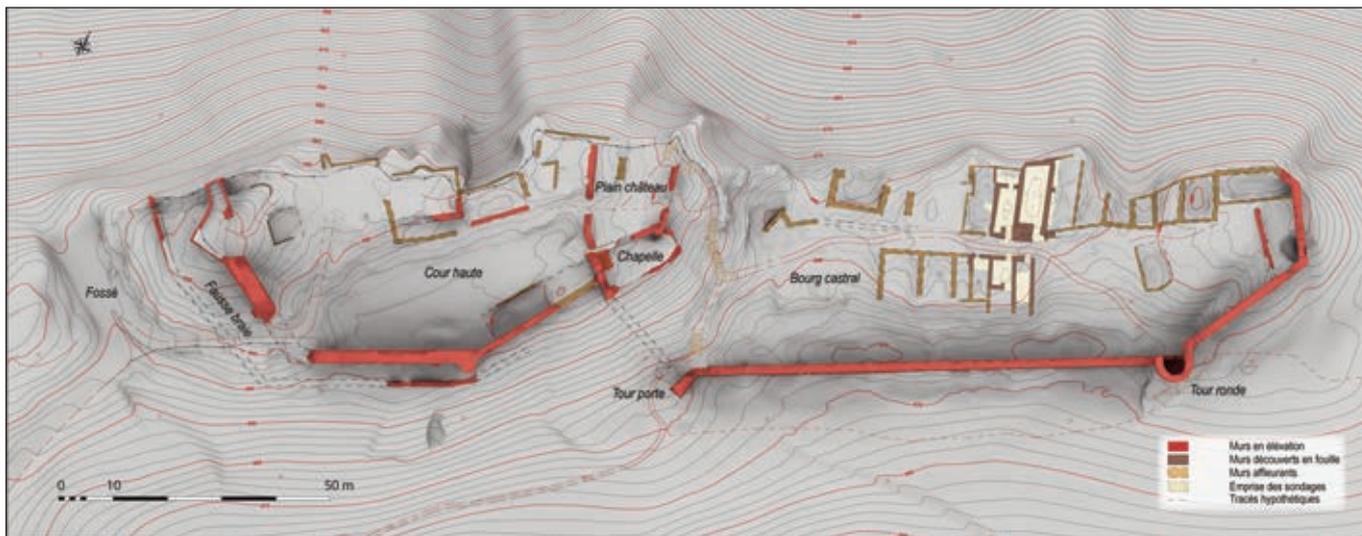


Figure 13 : Plan général de Château-Vieux. Fond de plan et modèle 3D : O. Veissière – Patrimoine numérique.
(DAO : L. D'Agostino, HADES)

abandonné et seul Château-Neuf conserve une fonction résidentielle et militaire.

Les deux châteaux présentent un certain parallélisme et sont structurés comme de véritables *castra* : chacun possède une enceinte installée sur un point haut, abritant une tour maîtresse, une chapelle castrale et des bâtiments résidentiels destinés au seigneur et à son entourage ; une seconde enceinte, topographiquement située en position inférieure mais aussi plus vaste, abritant un bourg castral où se distinguent encore, dans le cas de Château-Vieux, les vestiges des maisons et des rues.

Si Château-Neuf est aujourd'hui très dégradé et peu compréhensible du fait des démolitions systématiques et de sa réoccupation par un couvent de Missionnaires de Saint-François-de-Sales, Château-Vieux a gardé, malgré la ruine, une configuration assez lisible. La cour haute, partie seigneuriale proprement dite, est assez difficile à comprendre sans investigations archéologiques approfondies ; le bourg castral montre quant à lui les arases des maçonneries des cellules d'habitation, laissant présager d'un bon état de conservation des vestiges enfouis et, donc, d'un fort potentiel archéologique.

Après la réalisation d'un état des lieux global des deux châteaux et l'établissement d'une base de données 3D de Château-Vieux, relevé par lasergrammétrie (Olivier Veissière – Patrimoine numérique), deux campagnes de fouilles archéologiques et d'étude de bâti ont été réalisées sur le site de Château-Vieux à Allinges en 2010 et 2011, qui possède tout à la fois les caractères d'une forteresse habitée et d'un village déserté (fig. 13). Elles ont permis d'évaluer l'état de conservation des vestiges enfouis sur le secteur du bourg castral et de recueillir des données inédites sur l'architecture et l'organisation des maisons qui composaient ce bourg, mais aussi d'analyser partiellement l'enceinte de la cour haute, à l'emplacement supposé de la tour maîtresse et du front d'attaque, face à Château-Neuf. Enfin, une prospection géophysique (Géocarta) a permis de compléter l'état des lieux des deux châteaux sur les secteurs où les vestiges enfouis étaient peu lisibles en surface.

Accompagnant les travaux de sécurisation d'une partie de l'enceinte de la cour haute, l'étude archéologique de bâti a permis de démontrer l'existence d'un puissant mur

bouclier (3 m d'épaisseur et 22 m de hauteur), autrefois identifié par Louis Blondel comme les vestiges de la tour maîtresse (fig. 14). Les recherches ont montré qu'il s'agissait bien au contraire d'un pan de courtine, mentionné dans les archives en 1339 comme un *mantellum* (manteau) destiné à protéger Château-Neuf des pilonnages par les machines de guerre de Château-Neuf au cours du conflit delphino-savoyard. Trois phases de construction successives ont été identifiées, correspondant à un rehaussement progressif de l'enceinte, lié à l'évolution des techniques de siège et de la puissance des machines, dont plusieurs boulets sont encore observables sur les deux sites.

Dans le bourg castral, situé en contrebas de la cour seigneuriale proprement dite, les éléments visibles en surface et la microtopographie laissaient entrevoir l'existence de nombreux vestiges enfouis. Plus d'une vingtaine de bâtiments sont en effet discernables dans le bourg castral au regard des maçonneries émergeant du sous-sol.

La fouille, qui s'est concentrée sur le secteur le plus densément occupé du bourg (fig. 15), a livré des informations sur cinq cellules d'habitat réparties de part et d'autre d'une petite rue qui permettait de circuler dans le bourg et d'accéder à la résidence seigneuriale, installée dans la cour haute du château. Les maisons mitoyennes se présentent sous la forme de parcelles allongées de 6 à 13 m de longueur par 4 à 5 m de largeur, perpendiculaires à la rue. Toutes disposent d'un accès direct au rez-de-chaussée depuis la rue : les accès caractérisés par de larges



Figure 14 : Front d'attaque sud-ouest de Château-Vieux et mur bouclier. (Cliché : L. D'Agostino, HADES)



Figure 15 : Vestiges des maisons du bourg castral de Château-Vieux. (Cliché : L. D'Agostino, HADES)

portes et de petits escaliers droits en pierres semblent dénoter de l'existence de caves semi-enterrées à vocation de stockage des denrées alimentaires, de matériel ou d'ateliers.

Les modes de construction sont soignés : les murs en pierres sont épais de 60 à 90 cm, ce qui permet d'envisager l'existence d'au moins un étage habitable pour chacune de ces maisons. Les accès à l'étage pouvaient être des escaliers en bois qui n'ont pas laissé de traces, mais au moins deux maisons possédaient des escaliers en pierres flanquant la façade, démontrant l'existence d'un étage. Les matériaux locaux ont été largement exploités pour la construction, certains murs et sols étant en partie taillés dans le rocher, tandis que le grès de la colline d'Allinges a été exploité sous forme de carrières pour permettre la construction des maisons, ainsi que des fortifications. Quelques blocs glaciaires résiduels (schistes et gneiss en majorité), probablement prélevés sur place, ont également été mis en œuvre dans les murs. Des traces d'enduits à la chaux sont également conservés sur certains murs, témoins du soin apporté à la construction, mais aussi de la volonté d'assainir les intérieurs. Les éléments architecturaux encore en place sont nombreux et permettront à terme de restituer avec précision l'architecture de ces édifices et leur organisation dans le village médiéval de Château-Vieux.

Une troisième campagne de fouilles prévue en 2012 permettra de compléter les données acquises sur le bourg, même si les questions restent nombreuses, notamment sur les fonctions des édifices, mais aussi le statut et le rôle des habitants du bourg, réunissant *milites* dépendant du seigneur, « clients » contribuant à la défense du château, paysans et carriers. Les travaux en cours devraient en outre aboutir à la mise en valeur des vestiges mis au jour et à la définition d'un programme de restauration du site, classé au titre des Monuments historiques en 2011.

Chambéry (Savoie), la Sainte-Chapelle du château

Julien Noblet
Archéodunum

Durant l'année 2010, une opération d'archéologie du bâti menée à l'intérieur de la Sainte-Chapelle a permis de compléter nos connaissances sur la prestigieuse fondation d'Amédée VIII. L'analyse des maçonneries a permis d'établir une chronologie relative, précisée par le recours aux sources manuscrites et iconographiques. Le premier acquis de cette campagne porte sur l'aspect originel du monument construit *ex nihilo* à partir de 1408, qui présentait à l'origine un chœur profond, flanqué d'une seule chapelle seigneuriale, à l'ouest, que précédait une nef courte à travée unique. Néanmoins, des désordres de l'appareil témoignent d'un rapide changement de parti, visant à ajouter une chapelle haute accessible par un passage mural. Ensuite, Yolande de France entreprend la construction du clocher, desservi par une tourelle d'escalier reliée aux « maisonnements » à l'est de la Sainte-Chapelle. Elle donne également des orgues monumentales, en relation avec la création d'une véritable maîtrise de chœur, qui prennent place dans la tribune orientale de l'édifice, laquelle n'était pas destinée – contrairement à la tradition véhiculée par les différents historiens de la Sainte-Chapelle – à accueillir le duc et son épouse, qui par conséquent assistaient aux offices depuis la chapelle haute ou dans le chœur. L'édifice abrite à partir de 1502 le Saint-Suaire, déposé dans une châsse qui prend place dans une niche aménagée à cet effet dans le chœur. Le deuxième apport de l'étude archéologique du bâti a été de cerner l'importance des travaux réalisés au XVII^e siècle, preuve de l'état de dégradation de l'édifice victime d'un incendie en 1532 et dont le chapitre, privé des revenus générés par la Sainte-Relique transférée à Turin, n'avait pu entamer une remise en état rapide, notamment de la nef. Au milieu du XVII^e siècle, Christine de France lance donc une restauration générale : une nouvelle façade est élevée, les voûtes sont refaites, les grandes fenêtres en partie murées, les accès aux chapelles laté-

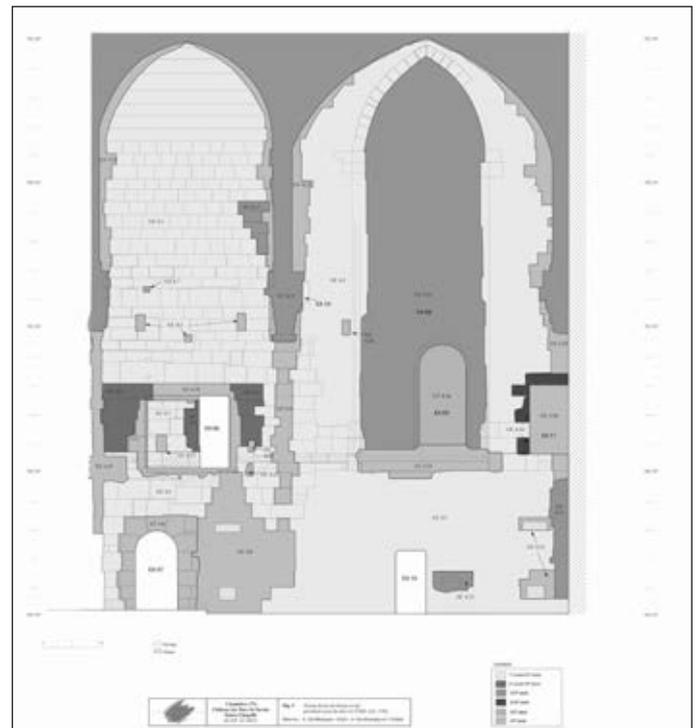


Figure 16 : Relevé archéologique de la travée droite du chœur et de la première travée de la nef (A. Devillechaise et J. Noblet, Archéodunum)

rales du chœur reprises... Par la suite, son fils, Charles-Emmanuel II, dote le chapitre de nouvelles grandes orgues, qui prennent dorénavant place dans la chapelle de Nemours, occasionnant de lourds aménagements. Enfin, des annexes sont accolées à l'ouest du monument et un accès est créé vers l'extérieur depuis le chœur. En 1726, une galerie est construite pour relier les logis à l'est de la Sainte-Chapelle et la nouvelle tribune ducale placée au revers de la façade.

Toutes ces informations témoignent des efforts répétés par la famille de Savoie pour entretenir mais aussi augmenter le prestige d'un édifice révélateur de leur rang.

2012 Valence, Drôme

Saint-Martin-d'Ardèche (Ardèche). L'abri du Maras (Paléolithique moyen)

Marie-Hélène Moncel

Département de Préhistoire - UMR 7194 CNRS

Institut de Paléontologie Humaine, Paris

L'Abri du Maras est situé dans un petit vallon près du gué de Saint-Martin-d'Ardèche. Deux grandes phases sédimentaires sont enregistrées à la base de sa séquence. L'une d'entre elles est la couche 4, actuellement en cours de fouilles. C'est un sédiment fin loessique-limoneux dans lequel deux phases d'occupation humaine du Paléolithique moyen sont discernables, installées sous le plafond de l'abri qui a ensuite fortement reculé. L'implantation humaine s'organise en fonction des très grands blocs provenant de l'effondrement de ce plafond. Les travaux ont porté à ce jour sur plus de 30 m² dans le but de comprendre la répartition spatiale du matériel et le type d'occupation.

Le corpus faunique est composé d'une forte proportion de restes de rennes et de chevaux. D'autres espèces ont été également identifiées, comme le Mégacéros, Bos-Bison, lapin et des restes de deux espèces de poissons.

La qualité de préservation du site est exceptionnelle. Des charbons de bois épars, des lentilles cendreuses et des galettes de sédiments grumeleux ont été dégagés à proximité de restes osseux et d'artefacts. L'étude des structures de combustion atteste de l'usage d'hydrocarbures.

Le matériel lithique est essentiellement en silex mais quelques pièces en quartz et autres matériaux attestent de l'usage de ces roches locales que l'on peut collecter au débouché du vallon dans l'Ardèche ou sur le plateau. Les silex sont très variés et les premiers résultats de leur origine attestent d'une fréquentation du plateau au nord du site mais également sur la rive droite de l'Ardèche. Les chaînes opératoires de débitage sont à la fois complètes et partielles avec l'apport de lames et de pointes Levallois de grande dimension débitées à l'extérieur et un débitage sur éclat *in situ* de produits plus petits selon des méthodes principalement Levallois et de type discoïde (pour des pointes et éclats). L'outillage est peu abondant (quelques pointes, denticulés et racloirs et deux racloirs Quina), associé à des traces évidentes d'utilisation de

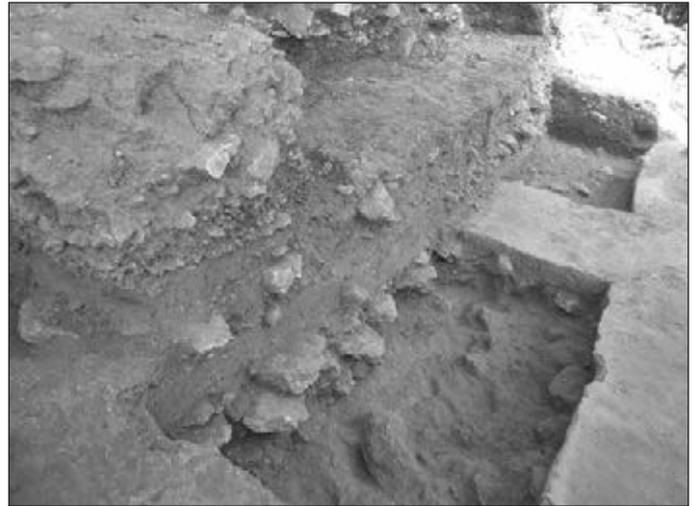


Figure 17 : Abri du Maras, Carrés en cours de fouille (Cliché M.-H. Moncel, CNRS)

certaines longs bords bruts.

L'analyse en cours sur la fonction des pièces (tracéologie et résidus) atteste d'activités sur une grande variété de matériaux dont des végétaux. Cette étude permettra d'apporter des explications sur les raisons de l'apport de grandes pièces lithiques qui ont été introduites volontairement dans le site par les occupants. Leur origine (type de silex) permettra d'établir un « territoire » de circulation des groupes humains avant l'arrivée à l'abri et le degré de prévision des besoins sur place.

La relation entre les stratégies techniques et de subsistance (archéozoologie, cémentochronologie), et les types d'utilisation des pièces, permet déjà de discuter de la fonction du site et de la durée des occupations pour cette couche. Le ou les occupations sont principalement automnales et donc saisonnières, peut-être en relation avec le gué qui a pu favoriser le passage de troupeaux de rennes. Les dates préliminaires obtenues par ESR-U-Th donnent un âge de la fin du MIS 5/début 4, soit autour de 90 ka. Les hommes auraient occupé l'abri dans un contexte froid, pendant le dernier glaciaire, mais aussi lors de phases légèrement humides selon les données sédimentologiques.

Les travaux sur l'Abri du Maras sont intégrées au PCR « Espaces et subsistance au Paléolithique moyen dans le sud du Massif central » (J-P. Raynal et M-H. Moncel). L'objectif est de préciser les modes d'occupation des territoires par les Néanderthaliens sur les marges sud-est du Massif central par des analyses pluridisciplinaires. Dans ce cadre, de nouveaux travaux ont été menés dans la grotte des Barasses II à Balazuc, où des bivouacs néanderthaliens sont identifiés (sous la responsabilité de C. Daujeard). D'autres travaux portent sur les sites de surface et la gestion de l'environnement minéral.

Sassenage (Isère), l'abri sous roche de la Grande Rivoire : résultats des recherches 2010-2012

Pierre-Yves Nicod

Université de Genève, Laboratoire d'archéologie préhis-

Les fouilles et les analyses réalisées ces trois dernières années ont fourni des résultats significatifs pour le Mésolithique et le Néolithique.

Le Mésolithique moyen : constitution d'un solide référentiel régional

La mise au jour d'une séquence du Mésolithique moyen, bien dilatée en stratigraphie et très riche en mobilier lithique, permet de caractériser finement l'évolution chronotypologique et technologique des industries sauveterriennes. Nous devrions à terme pouvoir proposer un solide référentiel régional, qui sera utile en particulier pour caler les nombreuses séries découvertes dans les zones d'altitude du massif du Vercors. L'analyse tracéologique des armatures de flèche est également intéressante puisqu'elle permet de restituer des flèches à pointe axiale et barbelures latérales. L'extrême rareté des endommagements suggère qu'un bon nombre de ces pièces n'a jamais été utilisé, ce qui fait du site de la Grande Rivoire un site au moins autant producteur que consommateur d'armatures.

Le Mésolithique récent et le Néolithique ancien : du nouveau sur la néolithisation

Les découvertes et analyses récentes permettent de relancer le débat sur la néolithisation du Vercors. La chronologie radiocarbone place aujourd'hui les occupations du Mésolithique récent entre 6400 et 5800 av. J.-C., les « ensembles mixtes » à composantes lithiques Mésolithique récent et Néolithique ancien entre 5500 et 5350 av. J.-C., le Néolithique ancien sans céramique entre 5300 et 5000 av. J.-C. et le Néolithique ancien *sensu stricto* - avec céramique, matériel de mouture et faune domestique – vers 5000 av. J.-C.

Les analyses sédimentologiques et les études sur la répartition spatiale du mobilier conduisent à mettre en doute la réalité culturelle des « ensembles mixtes », qui pourraient réunir des éléments asynchrones en raison d'un ralentissement de la sédimentation à cette période. L'étude du phénomène reste néanmoins intéressante sur une plage chronologique large, entre 6400 et 5000 av. J.-C. On observe en effet, entre le Mésolithique récent et le Néolithique ancien sans céramique, une claire continuité dans l'organisation spatiale et dans l'orientation cynégétique des occupations, tandis qu'une rupture se manifeste dans l'évolution des industries lithiques taillées et dans la composition des spectres fauniques.

Du Néolithique ancien au Néolithique final : des activités pastorales spécialisées

Les dépôts néolithiques datés entre 4900 et 2500 av. J.-C. montrent une complexe interstratification de « fumiers » minéralisés, de « fumiers » organo-charbonneux et de cendres de bois. Le site avait alors une fonction spécialisée dans le pastoralisme : on y parquait des troupeaux, on y apportait du fourrage et de la litière et on y fabriquait du fromage.

La Côte-Saint-André (Isère), Zac du Rival

C. Péquignot

Oxford Archéologie Méditerranée

Le projet d'aménagement de la Zac du Rival à la Côte-Saint-André (38) s'organisait en 3 tranches de travaux ayant motivé autant de diagnostics archéologiques mais dont seuls les deux derniers aboutirent à la prescription de fouilles préventives. Comprenant 10 archéologues, une équipe d'Oxford Archéologie Méditerranée mit en œuvre celle associée à la tranche 2, entre fin mai et début septembre 2011. Les vestiges mis au jour relevaient des périodes protohistorique, de l'Antiquité tardive et du Moyen Âge.

L'occupation la plus ancienne fut prioritairement matérialisée. Un ensemble de 52 foyers à pierres chauffées se répartissaient en 4 groupes dont 3 définissant des alignements.

La synthèse des informations récolées par la fouille a systématiquement exploré les thématiques et questionnements inhérents à ce type de vestiges mais ses résultats furent limités eu égard à leur degré d'arasement et à leur indigence mobilière. Les 8 datations ¹⁴C mises en œuvre ont confirmé une attribution au premier âge du Fer. Toutefois, l'homogénéité des résultats soulignait la mise en œuvre dans un laps de temps très court de ces structures, par ailleurs matérialisée par l'absence de recouplement entre ces dernières et les alignements. Cette cor-

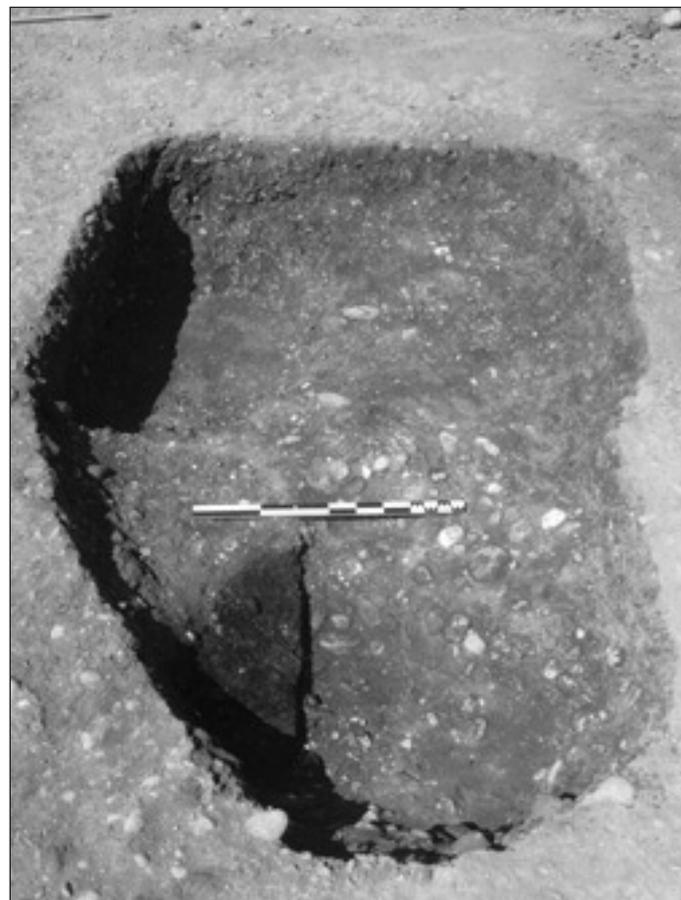


Figure 18 : Un fond de cabane à destination artisanale (Cliché C. Péquignot, Oxford Archéologie)

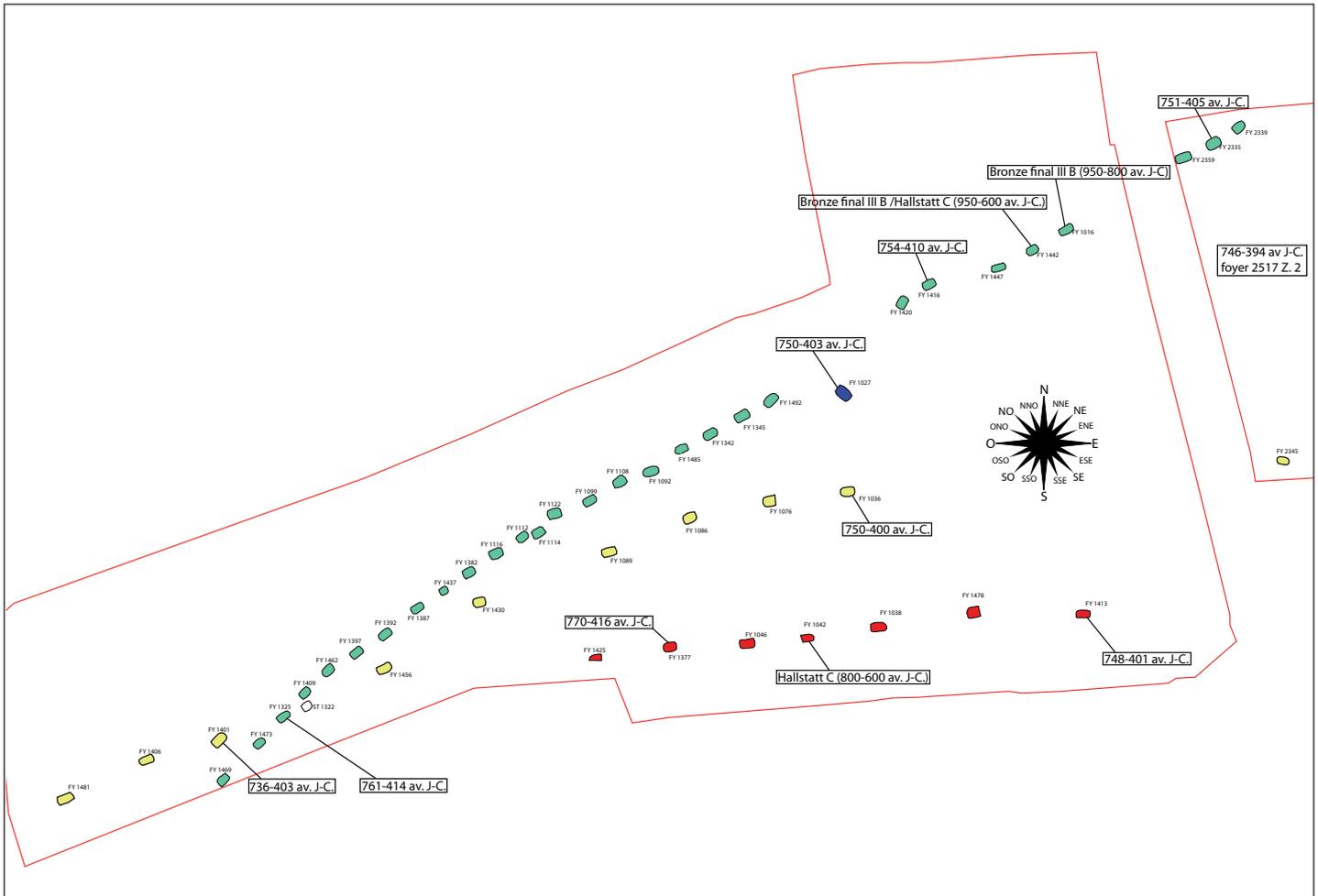


Figure 19 : Plan des alignements de foyers de la zone 1, (Dessin de C. Pequignot, Oxford Archéologie)

respondance suggérait enfin que le site du Rival s'était inscrit dans le cadre d'une action planifiée et synchrone résultant d'une manifestation sociale précise. La valeur funéraire de cette perspective doit être prioritairement retenue sachant que le char en bronze conservé au musée de la civilisation gallo-romaine à Lyon provenait d'un tumulus imprécisément localisé à 200 m au nord de la zone de fouille et ce même si cette hypothèse ne peut être complètement entérinée.

Les occupations de l'Antiquité tardive et du Moyen Âge étaient matérialisées par plus de 400 structures comprenant de nombreux fonds de cabanes à destination domestique ou artisanale

3 bâtiments sur solins de galets associés à des élévations en terre crue, des constructions sur poteaux, ainsi que des fosses, silos et drains. Ces vestiges témoignaient d'une occupation rurale saisonnière devenue pérenne qui semblait s'être accompagnée du glissement progressif des installations de l'ouest vers l'est, les plus orientales attestant quasi exclusivement des Xe-XIe siècles. Or, la fouille préventive de la tranche 3 devait notamment concerner un bâtiment aux proportions importantes ayant pu témoigner d'un « pouvoir » qui, entre les bourgs de la Côte-Saint-André et de Bressieux, aurait pu favoriser la mise en place d'un habitat ignoré des sources connues pour ces périodes et relatives au territoire de la plaine de la Bièvre.

Valence (Drôme), les systèmes fossoyés du Plateau de Lautagne

Emmanuel Ferber et Pascale Réthoré
INRAP

Sur le plateau de Lautagne (commune de Valence) l'agrandissement d'une Z.A.C. suivi de projets de jardins familiaux ont entraîné une succession de campagnes de sondages sur une trentaine d'hectares afin de connaître le potentiel archéologique des lieux.

Outre des phases d'occupation anciennes (Néolithique moyen, Campaniforme et Bronze final) ces études ont précisé les contours de plusieurs grands enclos fossoyés de plan rectangulaire appréhendés entre 1990 et 1992 et ont permis d'en découvrir d'autres. Six systèmes défensifs sont ainsi matérialisés par d'imposants fossés pouvant atteindre 4 m de profondeur et 6 m de large qui entaillent le loess et parfois la terrasse indurée sous-jacente. Les sédiments extraits sont placés en bordure de la structure, formant ainsi un talus protecteur. Ces enclos possèdent des orientations différentes et englobent des surfaces variant entre 13 et plus de 45 hectares. Ils reposent grossièrement sur le même espace et semblent s'encastrent les uns dans les autres avec plus ou moins de bonheur. Sur deux d'entre eux, une entrée placée à l'est a été reconnue.

Ces fossés, souvent associés à des traces de rubéfac-

tion, n'ont révélé que peu d'éléments datant. Cependant une chronologie relative a pu être établie entre certaines enceintes qui se recoupent. Dans l'espace délimité par ces enclos, des fosses, des foyers et des empièvements dont certains sont à pierres chauffées ont été mis en évidence. Le mobilier qui leur est associé est essentiellement composé d'amphores italiennes dont l'usage est répandu entre le II^e et le I^{er} siècle avant notre ère. Quelques monnaies gauloises et des fragments de céramique indigène datant de La Tène finale ont aussi été recueillis.

La forme générale de ces structures, leur dimension, l'emplacement stratégique du lieu ainsi que la technique de construction plaident en faveur d'une succession de camps de marche romains, hypothèse déjà émise lors des fouilles de 1990. Quelques balles de fronde ainsi qu'un boulet de baliste, retrouvés au fil du temps, valident le caractère militaire des lieux. Dans l'état actuel des données, il est difficile de dater avec précision chacune des fortifications. Tout au plus peut-on remarquer que l'essentiel du mobilier est contemporain d'une période où le territoire valentinois appartient déjà à la province de Transalpine. De plus, deux des enceintes semblent suivre les orientations des cadastres A et B mis en place lors de la conquête par les romains. Pour le camp le plus ancien, une occupation autochtone ne peut être, pour le moment, totalement exclue, même si cette éventualité n'est pas la plus crédible. La fouille devrait, entre autres, permettre de répondre à cette éventualité.

Optevoz (Isère), premier bilan sur l'agglomération antique

Catherine Coquidé
INRAP

Optevoz, dont le sous-sol a livré de plusieurs indices d'occupations anciennes, notamment antiques, profite depuis 1997 d'un suivi archéologique constant par le Service régional de l'archéologie. Depuis, 20 opérations de diagnostics archéologiques et 2 fouilles ont été mises en place, livrant peu à peu le profil d'une agglomération rurale implantée au début du I^{er} s. de notre ère à l'écart des grands axes de circulation. Opération après opération, apparaissent les modalités de développement et la structure des différents secteurs urbains. Le secteur antique déborde largement du bourg ancien au nord et rassemble à cet endroit des édifices qui semblent s'organiser en de larges ensembles dédiés à des activités commerciales, communautaires ou artisanales (forge, atelier de bronzier, commerce de tuiles au I^{er} s. ap. J.-C., puis plus tardivement, tabletterie, entrepôts et probablement lieu de culte). Si les fouilles mises en place sur ce secteur sont pour beaucoup dans le détail des occupations, les diagnostics ont permis d'aborder de larges zones périphériques et de dessiner les grandes lignes des autres quartiers. Plus au sud, on trouve ainsi des édifices dont les espaces semblent plus confinés, livrant de nombreux foyers, et desservis de cours ou de rues. Un bâtiment sur podium marque la limite orientale de l'agglomération à cet endroit. Au sud, les occupations antiques deviennent dif-

fuses, traduisant des occupations légères et une ambiance agraire. La frange ouest, au-delà du ruisseau, est beaucoup plus diffuse. Divers remblais et mobiliers gallo-romains en dessinent les berges actuelles alors qu'au delà, des prospections pédestres livrent un mobilier où la céramique à revêtement argileux est particulièrement abondante. Aucun espace funéraire gallo-romain n'a été repéré à ce jour.

En dépit d'une continuité dans l'occupation, les lacunes chronologiques et structurelles post antiques sont importantes. La première est représentée par le hiatus existant entre ce que nous percevons de l'occupation entre le IV^e s. et l'indice médiéval le plus ancien reconnu à ce jour, soit le cimetière du VII^e s. localisé sous l'église et alentours. Quant à l'habitat et aux activités agraires, les premiers vestiges repérés ne sont pas antérieurs au Xe s. et le bâti fait largement défaut.

Saillans (Drôme), la Maladrerie

Ludovic Le Roy
Mosaïques Archéologie

La fouille préventive menée en 2010 sur l'établissement de « La Maladrerie » à Saillans (Drôme) a permis la mise au jour d'une partie d'un vaste et riche établissement occupé de l'époque gallo-romaine au haut Moyen Âge.

Après plusieurs occupations pré et protohistoriques, la fondation du site antique se place autour du changement d'ère. Dès cette époque, l'établissement fait l'objet d'un important investissement, tant sur le plan architectural (création de plusieurs terrasses, puissants remblaiements, division en plusieurs corps de bâtiments) que résidentiel (balnéaire, marbre, tesselle, retrouvés en contexte de démolition ou remploi). Pour le Haut Empire, l'originalité du dossier viticole est à souligner. L'aile nord est, en majeure partie, occupée par un chai viticole en activité durant 2 ou 3 siècles, où se succèdent vinification en *dolia*, puis, probablement, vinification en tonneau ou en foudre. L'intérêt de l'opération réside aussi, et surtout, dans la très bonne conservation des occupations de la fin de l'Antiquité et du haut Moyen Âge, échelonnées entre les IV^e et VIII^e s. (Le Roy et al. sous presse).

Au début du IV^e s., l'aile nord est subdivisée en plusieurs pièces et une extension est bâtie sur l'espace de cour. Cette extension constitue un ensemble architectural singulier par le caractère stéréotypé et répétitif des aménagements dont disposent les 4 pièces qui le composent. Bien que les superficies soient variables, chaque pièce est munie des mêmes équipements (seuil, foyers, sols, structure sur piquets), élaborés à partir des mêmes matériaux et dont la disposition obéit à un rythme rigoureux. Une nouvelle phase de remaniements, plus profonde, intervient vers la fin du Ve s. Certaines constructions sont arasées, d'autres conservées et de nouvelles construites, marquées par l'abandon du mortier et de la *tegulae*. Elle aboutit à la création d'un bâtiment dont les dimensions exactes restent inconnues (extension sous les limites de fouille ?) mais qu'il est possible de subdiviser en quatre grands ensembles bâtis sur un module similaire d'environ 8 m de long pour 3 m de large. Les 2 ensembles au nord sont essentiellement



Figure 20 : Le site en cours de fouille : au premier plan figurent les niveaux du haut Moyen Âge, au second plan ceux du Haut Empire et en arrière plan la gueule d'un four du haut Moyen Âge, percée dans un mur du chai du Haut Empire. (A. Ayasse, Mosaïques Archéologie)

occupés par des structures de chauffe. Celles associées aux phases les plus récentes présentent une relative élaboration dans leur mise en œuvre. L'interprétation fonctionnelle des ensembles au sud est plus délicate en raison d'un arasement plus prononcé (habitat ?).

La fouille de l'établissement de « La Maladrerie » permet à la fois de documenter un secteur encore méconnu, celui de la vallée de la Drôme, d'aborder la vie et l'économie d'un site sur la longue durée, et d'illustrer la problématique récurrente dans le sud de la France de la transition entre un domaine gallo-romain et les occupations de l'Antiquité tardive et du haut Moyen Âge, en particulier sur les aspects liés aux architectures (rôle des constructions anciennes dans les choix des bâtisseurs du haut Moyen Âge) et sur l'évolution des formes de l'habitat.

Bibliographie :

Le Roy, Berdaux-Le Brazidec, Malignas, Rovira 2012 : LE ROY (L.), BERDAUX-LE BRAZIDEC (M.-L.), MALIGNAS (A.), ROVIRA (N.) « De la villa antique à l'établissement altomédiéval de la Maladrerie à Saillans (Drôme). Permanences et mutations jusqu'au VIIIe siècle », *Archéologie du Midi Médiéval*, 2012. Sous presse.

Valence (Drôme), réaménagement du Musée des Beaux-Arts et d'Archéologie

Pascale Réthoré et Chantal Delomier
INRAP

La fouille a porté sur 3000 m², explorés en trois ans (2009



Figure 21 : Aperçu des structures de chauffe du haut Moyen Âge (B. Durand, Mosaïques Archéologie)

à 2011) en fonction des travaux de restauration du musée. Le site correspond à l'ancien évêché de la ville. Localisé à proximité de la cathédrale, à l'angle sud-est de la terrasse alluviale, assiette de la ville ancienne, il domine la vallée du Rhône.

Un édifice de spectacle qui succède, à partir de Tibère, à un quartier d'habitation organisé de part et d'autre d'une rue, a été mis au jour. Cet édifice est de petite envergure, le diamètre de sa *cavea* est de 38 m.

Le bâtiment a connu une évolution en deux temps. De la première moitié du I^{er} siècle au II^e siècle, l'édifice est caractérisé par un mur de *cavea* en petit appareil à contreforts dans lequel s'insèrent des gradins de bois. A partir du II^e siècle, ce mur périmétral est doublé et un puissant mur délimitant à la fois *aditus* et *orchestra* se greffe à lui, formant une sorte de caisson qui maintient les niveaux d'occupation antérieurs et les remblais de nivellement sur lesquels sont directement installés des gradins de pierre. Aucun mur radiant n'est observé. De ces gradins, seuls les solins des deux premiers rangs et du marche pied en lien avec le *balteus* ont été mis au jour. Ces deux rangs permettent, par rapport au mur périmétral de supposer la présence de 8 rangs de gradins et d'estimer une capacité d'accueil se situant autour de 700 places. Les deux *aditus*, larges de 2,34 m, s'ouvrent au sud et au nord par des portes monumentales et descendent en pente assez forte jusqu'à l'*orchestra*. De ces *adi-*

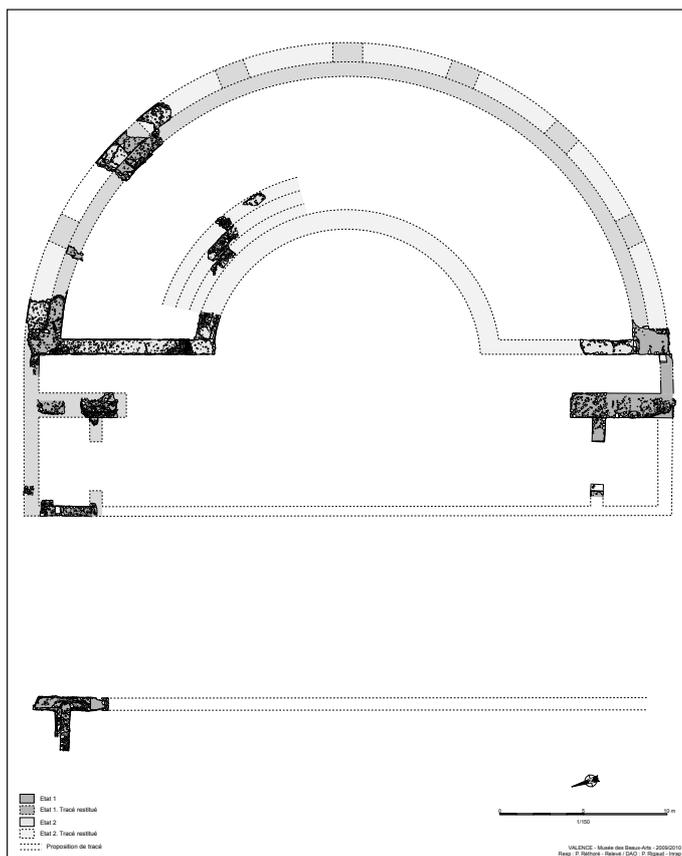


Figure 22 : Relevé des éléments de l'édifice de spectacle antique (Dessin P. Rethoré, P. Rigaud, INRAP)

tus, il est sans doute possible d'accéder à la *cavea* mais ces accès n'ont pas été reconnus. Ces *aditus* s'ouvrent sur des *parascaenia* de 3,40 x 5,40 m. De ces derniers on accède par de simples portes à un *postscaenium*, large de 11 m.

Le bâtiment de spectacle nous est parvenu très dégradé. Quelques blocs de molasse issus de ses murs ont été retrouvés dans les maçonneries d'une vaste *aula* à pièce chauffée sur hypocauste qui s'accôle à lui au Ve siècle. On cerne difficilement alors l'évolution de l'édifice de spectacle par rapport au siège du premier évêque. Il n'est pas détruit, mais certaines de ces parties sont spoliées. Il faut attendre le XIe siècle et la construction d'une nouvelle tour pour l'évêque, pour que son dérasement soit intégral.

Cet édifice a été interprété comme un odéon du fait de sa taille, de son architecture et de l'existence connue d'un théâtre antique situé à quelques 500 m au nord de la ville.

L'analyse de l'immeuble a été menée conjointement à l'aménagement du bâtiment. Deux édifices initiaux servent de socle à toutes les transformations permettant de passer de la tour au palais et du palais au musée des Beaux-Arts.

La tour de l'évêque avec son plan barlong est érigée à la fin du XIe siècle ou au début du XIIe siècle. Les mentions de chambre de parements, d'*aula*, de pièce chauffée, la présence de deux fossés, désignent une résidence destinée à la réception et à l'habitation, séparée de la ville. Sa hauteur est inconnue mais elle comptait au moins trois étages.

L'investigation archéologique a démontré la postériorité

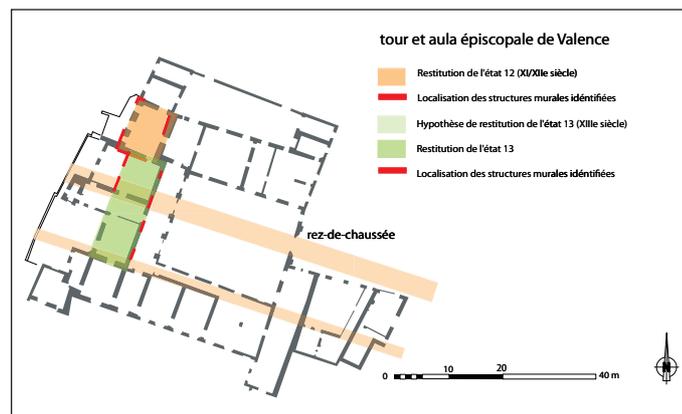


Figure 23 : Tour et aula épiscopale de Valence (Dessin C. Delomier, INRAP)

incontestable d'une vaste construction placée au sud, érigée en appui contre la tour et sur les deux fossés comblés. Les murs gouttereaux de cette *aula* épiscopale du XIIIe siècle sont bien cernés jusqu'au mur de refend sud. On obtient ainsi un vaste édifice de 20,90 m de long sur 7,40 m de large et 12 m de haut. Les deux étages sont connus grâce à des vestiges de baies et une porte fixant le niveau de circulation du deuxième étage. Les nombreux ajouts des XVe et XVIIIe siècles donneront au musée sa morphologie définitive.

Savasse (Drôme), La Croze

Christine Ronco
INRAP

Le site fouillé au lieu-dit La Croze se situe sur un replat du versant sud de la Montagne de Savasse où la présence de mobilier protohistorique colluvié et roulé témoigne d'une occupation proche. 18 fosses de plantations de près de 1,30 m de côté sont réparties régulièrement tous les 8 m sur la partie orientale du décapage. L'absence de mobilier n'a pas permis de les dater précisément mais trois d'entre-elles sont antérieures aux sépultures. On peut donc en conclure que le secteur est simplement cultivé, probablement en verger avant le IVe siècle et l'installation de la zone funéraire.

L'ensemble funéraire est constitué de 128 sépultures en fosse, organisées en rangées est-ouest et orientées nord-sud pour une très grande majorité, seulement 4 sont ouest/est. La totalité de l'ensemble a pu être fouillé, mais l'installation puis la destruction d'un mur de terrasse parcellaire traversant le site a recoupé quelques sépultures. La zone située au sud de cette limite est plus arasée et il n'est pas exclu que des sépultures aient entièrement été détruites dans ce secteur. Les corps sont allongés sur le dos, le plus souvent, la tête au nord (105 cas pour 8 têtes au sud et 4 à l'ouest). L'espace régulier entre chaque fosse, le faible nombre de recoupement et de superposition des tombes, suggèrent qu'aucune contrainte environnementale ne limitait l'extension spatiale de la nécropole. Même si les sols de circulation contemporains ne sont pas conservés, les sépultures étaient certainement signalées en surface. La grande majorité des types de sépultures rencontrés correspond à des contenants en matériaux



Figure 24 : Sépulture 15 (Cliché C. Ronco, INRAP)

périssables (92 cas). Ils se répartissent entre cercueils monoxyles (49 et 7 incertains), contenant en matériaux périssables dont le type n'a pu être affiné (21), et fosses couvertes (10 et 5 incertains). 9 cercueils cloués ont aussi été identifiés. Les coffrages contenant de la tuile représentent 17 cas, 2 sont composites tuile et bois, 12 sont des coffrages de tuiles complets de section rectangulaire et 2 de section triangulaire, le dernier cas restant indéterminé. Un seul cas d'inhumation en amphore a été observé. Enfin 10 sépultures partiellement détruites restent de types indéterminés. La population inhumée dans cet ensemble funéraire se compose de 100 individus adultes, 3 adolescents de 15 à 19 ans et 25 immatures de moins de 15 ans. Les adultes et adolescents se répartissent en 36 femmes, 60 hommes et 7 indéterminés. 104 sépultures contiennent un dépôt ou du mobilier soit 81% des cas. Ces dépôts sont constitués principalement de céramiques (94 cas dont 37 ne comportent que ce type de mobilier) associées dans 19 cas à un dépôt de faune. Le nombre de vases varie de 1 à 10, avec une grande majorité (83%) avec 1 à 3 vases. Dans 8 cas, la céramique est accompagnée d'un vase en verre ; une seule inhumation ne contient qu'un flacon de verre isolé. Les autres dépôts sont constitués d'une demi-monnaie dans la bouche ou sur la tête (17 cas). Des objets de parure ou d'habillement constituent le reste du mobilier retrouvés dans les sépultures témoignant sans doute de sépultures habillées. Ils se répartissent en 20 cas de chaussures et 22 cas d'objets de parures tels que des bracelets, perles en verre, bague et anneaux, boucles de ceinture. Les cercueils cloués s'installent en premier. Ils contiennent des dépôts céramiques abondant, jusqu'à 10 vases

et sont datés du milieu du IV^e siècle. Jusqu'au milieu du Ve siècle, l'ensemble funéraire se développe principalement vers le nord et vers l'est et les cercueils cloués disparaissent au profit des coffrages en matériaux périssables, cercueils monoxyles et fosses couvertes. Si le nombre de tombes contenant des dépôts restent important, la quantité de vases dans chacune d'elles diminue. Les dépôts de demi-monnaies sont datés de la dernière moitié du IV^e siècle. Dans le courant du Ve siècle apparaissent les coffrages de tuiles, localisés en périphérie de l'ensemble ou sur les autres types. Les dépôts deviennent plus rares ou disparaissent dans cette dernière phase d'inhumation. Le mobilier retrouvé dans les sépultures montre clairement une influence méridionale et des pratiques similaires à celles observées en Languedoc. Il convient aussi de noter la présence d'une bague marquée d'un chrisme dans l'une des sépultures, posant la question du degré de christianisation de cette population.

Le Cheylard (Ardèche), Aric : recherches archéologiques récentes sur le site d'Aric, un regard nouveau sur les occupations humaines de la région des Boutières du Bronze final au bas Moyen-Âge.

Guillaume Maza
Archéodunum

L'opération archéologique réalisée sur la commune du Cheylard (Ardèche) s'inscrit dans le cadre d'un projet de zone d'activité industrielle déposé par la Communauté de communes du Pays du Cheylard. L'agglomération est localisée dans la région des Boutières, rattachée aux Monts du Vivarais, qui occupent la bordure orientale du Massif central et correspond grosso modo au bassin versant de la rivière Eyrieux et de ses principaux affluents. La ville actuelle s'est développée dans une boucle de méandre (altitude 450 mètres), au confluent de la Dorne et de l'Eyrieux, à environ 60 km à l'ouest de Valence. Le terrain concerné par la prescription de fouille se situe à environ 800 m au nord-est du centre ancien du Cheylard. Il occupe le rebord du plateau cristallin d'Aric (environ 30 hectares), dominant la rivière Eyrieux d'une cinquantaine de mètres. Les vastes campagnes de sondages archéologiques réalisées entre les années 2004 et 2007 par l'INRAP, en lien avec la proximité immédiate à l'ouest du prieuré casadéen d'Aric, connu dans les textes depuis le XIII^e siècle, avaient mis en évidence la présence de vestiges couvrant une large fourchette chronologique, depuis la fin de la Préhistoire jusqu'à l'époque Moderne (Durand 2004 et 2007). La fouille de sauvetage qui en a découlé s'est déroulée entre le 28 mars et le 28 juillet 2010, soit une durée de quatre mois, sur une superficie totale d'environ 3 hectares.

Cette opération a permis de renouveler considérablement nos connaissances sur l'occupation humaine de cette région des Boutières, dans un secteur faisant jusqu'à présent figure de parent pauvre de la recherche archéologique, au regard notamment du dernier bilan dressé dans la collection des Cartes Archéologiques de la Gaule

(Dupraz, Fraisse 2001). Les plus anciens indices révélant une fréquentation du plateau se rapportent à une petite collection de silex remontant à la Préhistoire récente, et en particulier au Néolithique moyen Chasséen (4200 et 3500 avant notre ère), qui trouve des échos avec les découvertes réalisées plus en aval à Saint-Basile et Saint-Julien-Labrousse. La mise en évidence de pièces de silex brûlées (foyers domestiques ?), comme d'ailleurs les produits de débitage ou les nucléus (taille in situ ?), laissent supposer une occupation pérenne du plateau d'Arice ou de ses hauteurs, malheureusement non reconnue sur l'emprise de fouille. L'occupation protohistorique est en revanche représentée par une quarantaine de structures archéologiques datées par la céramique et les datations ¹⁴C entre le Bronze final IIIa (seconde moitié du XIe et Xe siècle avant notre ère), pour les plus nombreuses, et la fin du premier âge du Fer (milieu Ve siècle). Les vestiges reconnus se caractérisent par leur grande diversité, avec une sépulture sous tumulus, deux bâtiments sur poteaux porteurs (habitat, grenier), quatre murets de pierres sèches, un silo enterré, cinq foyers ou vidanges en fosses, plusieurs fosses et trous de poteau, cinq chablis ou fosses de plantation, et une poutre rubéfiée. L'interprétation de bâtiments sur poteaux porteurs pourrait conforter l'hypothèse d'un petit domaine agricole, ferme ou hameau, exploitant le territoire délimité par le plateau. La question de l'existence d'un habitat perché mérite également d'être posée, à localiser vraisemblablement sur les hauteurs du bois de « La Chèze », mais demandera à être vérifiée. Enfin, la période du second âge du Fer n'est plus représentée que par des pièces isolées découvertes en position résiduelle (campanienne A, bracelet en verre), qui attestent toutefois d'une fréquentation du secteur durant la seconde moitié du IIe siècle avant notre ère. L'identification de ces occupations anciennes, insoupçonnées jusqu'alors, laisse présager de plus amples découvertes et vient combler un vide archéologique persistant pour ce secteur des Boutières.

Après un hiatus de plusieurs siècles, le plateau est à nouveau occupé durant l'Antiquité tardive (Ve siècle de notre ère). Les vestiges reconnus sont apparus moins denses, mais régulièrement représentés, sous la forme d'un grenier surélevé sur poteau porteur, des fosses de plantation probables, des foyers ou vidanges, ainsi que plusieurs radiers identifiés à des espaces dévolus au traitement des céréales. L'identification d'un barrage maçonné installé dans le lit d'un ruisseau dévalant le versant témoigne par ailleurs d'une maîtrise des contraintes hydrologiques du site. L'ensemble peut raisonnablement être attribué à un établissement agricole de type ferme. Si la partie « habitat » n'a pu être identifiée au sein de l'emprise de fouille, on peut toutefois supposer sa présence à proximité, peut-être sur les parties hautes du versant, afin de libérer les terrains les plus propices à une mise en culture. Si les questions restent encore nombreuses, ces données viennent avec bonheur compléter un maigre bilan sur l'occupation des campagnes à la fin de l'Antiquité en moyenne vallée du Rhône, et en particulier en Ardèche, et ouvrent des perspectives de recherche nouvelles pour la région.

L'essentiel des vestiges mis au jour se rapporte à la

période médiévale et peut être mis en relation avec l'existence du prieuré d'Arice localisé à proximité à l'ouest. Ils se rapportent une nouvelle fois à une mise en valeur agricole du plateau, qui a pu être datée, sur la base d'une collection de céramique et de datations ¹⁴C, du bas Moyen Âge, soit aux XIVe et XVe siècles, à une période où on assiste au développement du castrum du Cheylard au dépend de celui de Brion, en raison d'une situation topographique meilleure dans la boucle de la Dorne. La mise en place du parcellaire (chemins et murs de terrasses) date de cette période, ce qui apparaît relativement tardif au regard notamment de ce que l'on connaît de la création du prieuré d'Arice. Signalons qu'aucune structure ou élément de mobilier archéologique ne remonte en effet antérieurement au bas Moyen Âge, malgré une occupation du territoire supposée depuis la période carolingienne. L'exploitation agro-pastorale du plateau transparaît au travers de très nombreux vestiges, au demeurant peu spectaculaires, mais révélateurs d'une mise en valeur du terroir. La très grande majorité renvoie à des pratiques culturelles, avec des creusements de tailles et de dimensions diverses, identifiés à des fossés agraires, des palissades, des fosses de plantations, des aménagements de mares... Une certaine structuration de l'espace est par ailleurs perceptible au travers de plusieurs fossés, palissades, murets et chemins, délimitant des secteurs dévolus à l'agriculture et à l'élevage, conformément aux données révélées par les Compoix de 1540 et 1636, qui nous montrent un territoire largement aménagé en pâtures et en champs, avec la mention de nombreux jardins, parfois « tournés en treilles », mais également de vignes et d'arbres fruitiers, tandis que la partie la plus pentue au sud livre des frondaisons de châtaigniers et de noyers. Ces découvertes sont à mettre en relation avec un ample mouvement de conquête du territoire autour des pôles de fixation des communautés agricoles que constituent les châteaux. L'appropriation de nouveaux espaces agricoles a d'ailleurs été démontrée par l'étude géomorphologique, qui a révélé une importante dégradation du versant durant le petit âge glaciaire (à partir des XIVe et XVe siècles en Europe occidentale), conséquence des activités humaines (déboisement, mise en culture) qui se sont développées sur le plateau durant le bas Moyen Âge.

L'exploitation du territoire pourrait graviter autour de deux bâtiments maçonnés et un grenier sur poteaux porteurs, localisés en contre-haut des secteurs dévolus aux activités agricoles, à partir desquels s'est effectuée l'exploitation de ce territoire de pentes. Ils constituent des éléments éclairant sur la vie quotidienne, les techniques architecturales et la culture matérielle du monde rural à cette période. Le bâtiment le mieux conservé est construit en pierres sèches et montre une adaptation au relief et aux contraintes climatiques, sur le modèle de l'habitat traditionnel des Boutières. Il occupe au sol une vingtaine de mètres carrés pour la partie principale et apparaît bordé à l'est par un appentis ou une annexe, dont le statut reste difficile à préciser. La mise en valeur des terres est perceptible grâce à l'identification de traces agraires nombreuses et variées. Les plus prégnantes renvoient à des fosses de plantation au comblement pierreux, qui semblent se rapporter à des petits fruitiers et des arbres. Les espaces « vides » pourraient s'expliquer par la présence

de champs, jardins ou pâturages. La culture des céréales est également manifeste par le biais d'un grenier sur poteau porteur et d'une zone de traitement des céréales. On rappellera également l'identification d'une probable aspergeraie plantée en rangs parallèles, qui constitue un rare exemple de ce type de culture en France pour cette période. Bien que la fouille des espaces agraires ne livre que rarement des indices sur les cultures pratiquées, les données tirées de l'étude des composites permettent toutefois de supposer la culture des céréales et des légumineuses, des fruitiers, de la vigne, ainsi que l'exploitation des bois ou de ses produits (châtaigne, noix...). Les parcelles dévolues au pacage et à l'élevage devaient également être nombreuses, avec des prairies bien irriguées, comme en témoigne l'identification de nombreuses sources et mares. Le souci de maîtriser les ressources hydrauliques transparait par ailleurs au travers de l'aménagement de plusieurs fossés drainants et de chemins creux destinés à canaliser les eaux de ruissellement issus du versant. Ces découvertes viennent ainsi de manière certaine étoffer le dossier sur l'occupation rurale des Boutières et l'exploitation des finages médiévaux, avec un certain nombre d'informations nouvelles portant sur l'organisation du parcellaire et du territoire, les traces agraires et les modes d'exploitation, ou encore l'habitat de la fin du Moyen Age, qui mériteront d'être étayées et complétées par de nouvelles opérations archéologiques dans le secteur. Les périodes Moderne et Contemporaine sont enfin attestées de manière tout à fait minoritaire, avec toutefois des vestiges maçonnés de qualité (citerne et son canal), dont la datation repose toutefois sur peu de mobilier archéologique. Une chronologie postérieure à la fin du Moyen Age semble toutefois certaine. Ils pourraient de fait être contemporains de la ferme du « Vignal », dont les plus anciennes attestations remontent aux XVIe et XVIIe siècles.

En conclusion, les investigations archéologiques menées sur la vaste fenêtre constituée par le plateau d'Arac ont permis d'éclairer d'un jour nouveau des modes d'occupations humains et de mise en valeur des terres, dans un contexte rural des Boutières particulièrement méconnu jusqu'à la période du Moyen Age central. Reste à souhaiter que cette première expérience d'envergure ouvrira la porte à de prochaines opérations, afin de compléter et étoffer les enseignements déjà acquis, particulièrement importants pour ce qui concerne les occupations les plus anciennes.

Saint-Symphorien-de-Mahun (Ardèche), Veyrine. L'utilisation des relevés laser scanner graphiques en archéologie du bâti médiéval : l'exemple de l'église de Veyrines

Anne Flammin
Ingénieur d'études en archéologie CNRS, UMR 5138
Archéométrie et archéologie, Lyon

En 2010, une opération archéologique visant à étudier le bâti de l'église prieurale de Veyrines en Ardèche a été

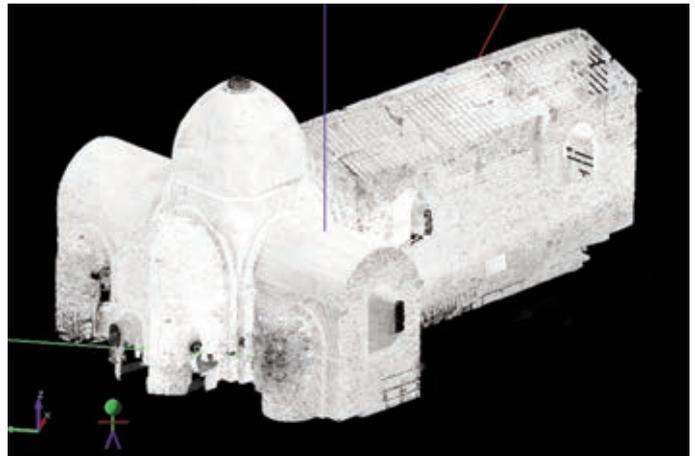


Figure 25 : Veyrines (Ardèche), église Sainte-Marie, nuage de points des différents scans assemblés. (Réalisation A. Flammin)

menée par A. Baud et A. Schmitt pendant 15 jours avec les étudiants de L3 de l'Université Lumière-Lyon 2. L'intervention avait pour objectif d'étudier l'architecture et les modes de construction de cette fondation rurale représentative du bâti médiéval et religieux du haut Vivarais. Deux méthodes de relevés ont simultanément été expérimentées sur ce site : d'un côté le relevé pierre-à-pierre et de l'autre le relevé par acquisition d'un nuage de points.

Le laser scanner qui a été employé est un Photon 120 de la marque Faro détenu par l'UMR 5138 « Archéométrie et archéologie ». L'un des premiers avantages de l'utilisation du laser scanner a été la possibilité de compléter des relevés pierre-à-pierre trop partiels, de les repositionner dans le cadre architectural général entier et ainsi de produire une documentation graphique complète des élévations.

Sans son emploi, les parties hautes de l'édifice inaccessibles n'auraient pu être relevées. Or elles recèlent des informations importantes sur le phasage de cet édifice (cf. rapport de fouilles). Le second avantage a résidé dans la réalisation simple et très rapide, à partir du nuage de points, de coupes et de plans au sol (fig. 25). D'une manière générale, un autre apport de la technique laser scanner pour l'archéologie du bâti est de pouvoir travailler – à partir des cotes et des dimensions prises directement sur le nuage de points dans le logiciel Reconstructor – sur les questions de modules des blocs, des divergences de hauteur d'assises, du positionnement des trous de boulin et donc de l'échafaudage à l'échelle du monument entier. En revanche, à Veyrines, l'une des limites de son utilisation est apparue clairement lorsqu'il s'est agi de marquer les différents enduits superposés indispensables à l'étude de bâti, car ils étaient imperceptibles sur la seule orthophotographie. Il a été nécessaire de retourner sur le terrain pour compléter ces informations manquantes et l'orthophotographie, imprimée à une échelle souhaitée, nous a servi de base pour parachever ce travail. On l'aura compris, l'emploi du laser scanner ne saurait remplacer le nécessaire contact direct avec le mur pour son analyse dans le cadre d'une étude de bâti. L'innovation et le haut degré de technicité de cet outil ne doivent pas faire oublier que le relevé obtenu est souvent

insuffisant et nécessite des compléments indispensables liés à l'analyse réalisée par l'archéologue.

Ruoms (Ardèche), étude archéologique du bâti du clocher de l'église Saint-Pierre-aux-Liens

Stéphane Guyot avec la collaboration de Marie Caillet et Laurent d'Agostino
Hadès

L'étude d'archéologie du bâti menée sur l'église de Ruoms en Ardèche a été motivée par un projet de restauration des maçonneries et l'installation d'un beffroi en bois dans le clocher de l'église paroissiale de la ville. Celui-ci a engendré la prescription d'une étude du bâti du clocher et des parties externes de la croisée du transept. L'investigation proposée par la société Hadès a été retenue. Elle a été réalisée par deux personnes, Stéphane Guyot (responsable) et Marie Caillet durant 60 jours ouvrés totaux, avec la collaboration de Laurent d'Agostino pour la société Hadès et d'Olivier Veissière qui a exécuté la lasergrammétrie et les orthophotographies pour la société Patrimoine numérique.

L'opération a entièrement été réalisée avec des techniques et des matériels numériques. Un relevé lasergrammétrique couplé avec une photogrammétrie des extérieurs et partiellement de l'intérieur a permis de s'appuyer sur une documentation précise et réaliste du bâti. Un pierre à pierre vectorisé a été extrait du support primaire. Seules quelques maçonneries masquées ont fait l'objet d'un relevé orthophotographique ponctuel.

L'église quadrangulaire est flanquée de deux absidioles semi-circulaires, se terminant par une abside polygonale pourvue de cinq niches et précédée d'une courte travée de chœur. La croisée du transept supporte une souche carrée où se développe le clocher. Ce clocher comporte deux étages romans, édifiés en retrait. Le premier, désigné comme le niveau 4, est construit en pierre de taille couronnée d'un décor en *opus spicatum* cantonné de contreforts plats. Il est percé de grandes baies en plein cintre dont l'archivolte repose sur des colonnettes engagées, pourvues de chapiteaux sculptés. Le deuxième étage, le niveau 5, est ajouré de baies géminées en plein cintre, dont l'arc extérieur prend appui sur de fines colonnettes. Il se termine par de larges bandeaux décoratifs bicolores, constitués d'incrustations de calcaire blanc et de basalte noir. L'attique, le dernier est enfin une construction contemporaine. L'étude des trois niveaux du clocher et de la croisée du transept a permis d'appréhender la présence de quatorze phases constructives, désignées de l'Etat I à l'Etat XIV, datable de la construction de l'église dans la seconde moitié du XII^e siècle à 1988, date du changement des cadrans de l'horloge. L'étude documentaire discerne un nombre relativement important d'aménagements et de transformations sur les élévations, mais celles-ci se révèlent essentiellement attribuables à partir de l'époque moderne et plus volontiers à l'époque contemporaine, comme le dernier étage l'attique, qui est reconstruit comme le prouvent les cartes postales du début du XX^e siècle. En ce qui concerne les

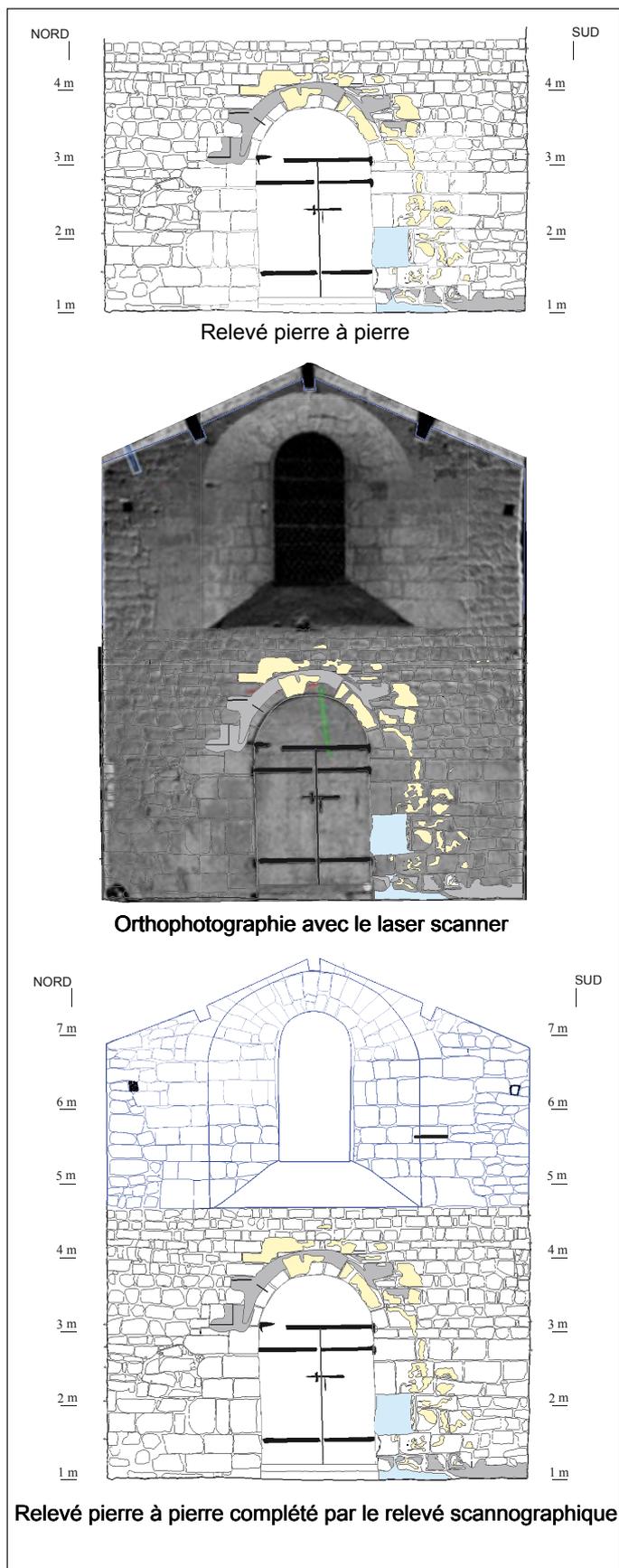


Figure 26 : Veyrines (Ardèche), église Sainte-Marie, mur ouest, présentation des techniques de relevés. Relevés et (DAO : étudiants de l'Université de Lyon 2, O. Puel, relevés scannographiques : A. Flammin)

études techniques, la caractérisation des maçonneries a été menée au préalable, notamment par le biais de la géologie des matériaux. Malgré un exercice lent et fastidieux, il est rapidement apparu non seulement sur le clocher mais aussi sur l'église qu'un phasage constructif se dessinait par ce seul biais. Cette caractérisation a en effet permis de définir les prémisses d'un phasage constructif... phasage qui sera confirmé par l'étude archéo-architecturale. Présentée de manière simpliste ici, la croisée du transept est constituée de calcaire bleu, extrait à Ruoms même. C'est un calcaire relativement dur, qui ne privilégie pas une taille parfaite. Les blocs ne sont qu'équarris et encore moins taillés. L'élévation du clocher roman adopte quasi exclusivement ce calcaire rose tendre, également extrait dans le voisinage de la ville. Cette variété adopte en revanche des facilités pour sa taille, notamment exploitées pour les deux niveaux romans. Les aménagements postérieurs dévoilent en revanche une très grande hétérogénéité. La nature géologique est encore envisagée pour les cartouches décoratifs présents non seulement au dernier étage roman, le niveau 5, mais aussi au niveau inférieur, le niveau 4. Les motifs implantés au Niveau 4 sont constitués de cinq assises de blocs losangiques disposés sur une face en *opus spicatum*, dont un seul, celui de la façade orientale est disposé dans un sens distinct. Il s'agit de placages, leur épaisseur atteint 50 mm. Deux variétés de roches sont employées, le calcaire bleuté de Ruoms et le calcaire rose tendre, tous deux extraits de la commune. Au niveau 5, les cartouches sont plus élaborés puisque plusieurs roches sont utilisées, la pouzzolane pour motifs noirs, ainsi que le calcaire bleuté et le calcaire rose tendre. Contrairement à l'étage inférieur, chaque cartouche est différent. Les façades nord et sud ont pour base des placages d'arcs sécants alors que les deux autres sont constitués de placages losangiques. Le comparatif a permis de mettre en évidence une chronologie assez restreinte, concordant avec les mentions des sources écrites de l'église, soit une chronologie qui débute durant la seconde moitié du XIe siècle pour s'achever vers la fin du XIIe siècle sans exclure le début du XIIIe siècle. Cet exercice mené sur la nature géologique a été complété par les techniques constructives qui s'avèrent étroitement liées à la nature de la roche. Il est aussi rapidement apparu que les traces d'outils étaient en parfaite adéquation avec elle. Cinq variétés d'outils sont alors utilisées sur le clocher. Toujours pour la caractérisation des maçonneries deux autres examens ont systématiquement été réalisés sur chacune des US décelées, le dimensionnement des assises qui révèle une très grande homogénéité au sein d'une même phase constructive, contrairement aux aménagements plus tardifs, notamment à partir de l'époque moderne et plus encore pour celle de l'époque contemporaine. Pour le cas de Ruoms, il est quasi possible de déterminer la phase constructive par la seule mesure de l'épaisseur des assises d'une maçonnerie. Le dernier examen sur les parements concerne les techniques et les moyens mis en œuvre pour la construction du clocher. Les trous de boulin ont systématiquement fait l'objet d'une localisation et de mesures. Aucun ne présente une implantation biaisée, coudée ou en baïonnette, même dans les chaînages. Les portées du platelage à chacun des angles sont en conséquence relativement impor-

tantes jusqu'à 1,60 m si l'on considère une aire de travail de 1 m hors œuvre. Ce porte-à-faux atteint 1,45 m pour les autres. Dans le cas des portées intermédiaires, l'échafaudage disposant de perches ou de bois est systématiquement placé dans les jours. Les portées atteignent plus ou moins 1,30 m de longueur. Pour ce qui est des intervalles verticaux, le maillage des trous oscille entre 1,10 et 1,30 m de hauteur. La typologie de l'échafaudage s'apparente au système à bascule renforcé par des jambes de forces ou des perches, notamment soulignées par la présence d'alignement de boulines et d'autres isolés. Il faut enfin préciser que si la majeure partie des réservations ont été réalisées avant la pose des blocs plusieurs exemples ont été repris après le montage du parement comme le montrent certaines traces, notamment de gouges. Toujours en parement, leur examen a également permis de relever un certain nombre de marques et de graffitis, notamment des millésimes. Si la majeure partie d'entre eux est attribuable au XIXe siècle, quelques-uns appartiennent au XVIIIe et au XVIIe siècle, les plus précoces mentionnent les dates de 1618 et de 1607. Les autres inscriptions sont des noms ou prénoms également gravés essentiellement dans le calcaire tendre du monument roman. En ce qui concerne les marques, un nombre très important de motifs est réalisé au trépan. Ils sont les plus nombreux, exclusivement réalisés dans le calcaire tendre du monument roman. D'autres sont également répétés comme des rosaces.

L'étude archéologique a aussi porté sur les relations structurelles avec l'identification des phases constructives. Les résultats acquis montrent que le clocher roman a subi de multiples reprises et adjonctions de maçonneries. Celles-ci ne semblent pas être produites au cours du Moyen Âge mais durant les époques moderne et surtout contemporaine. Seule éventuelle exception, la reconstruction complète du chaînage sud-est du beffroi qui est isolée de toute relation avec d'autres aménagements chronologiques identifiés. Les premières réparations apparaissent durant les Guerres de religions, et plus particulièrement à la fin du XVIe siècle, sans exclure le début du XVIIe siècle. Les bouchages systématiques des ouvertures du niveau 4 s'accompagnent de la construction d'arcs internes. La voûte d'arêtes ne semble en revanche pas avoir été installée mais seulement envisagée. Il est également fort probable que ces travaux soient contemporains de la surélévation du bas-côté sud de l'église, enchâssant les deux chapelles du XVIe siècle. Dès lors, la physionomie du clocher est altérée. Elle le sera d'avantage par les rehaussements successifs de la croisée du transept et l'édification de contreforts. Ces premières constructions révèlent des désordres structuraux importants, encore visibles par de larges fissures. La construction du bas-côté et le rehaussement du transept sud masquent définitivement les façades sud et ouest de la croisée, alors que deux autres surélévations du transept, établies jusqu'en 1810, dissimuleront la lanterne. Un hiatus est cependant constaté au cours de ces multiples travaux. Il est ainsi possible que l'agrandissement de l'église s'accompagne des rehaussements non seulement de la croisée du transept, mais aussi de la mise en place des combles du bas-côté et de l'installation des volumes primitifs de l'escalier. En 1823, plusieurs consolidations sont entreprises notamment la reconstruction

des tableaux des jours de la baie géminée ouest du beffroi. L'usure générée par les percussions des cloches, alors placées dans les jours, contraint aux changements des moellons des tableaux. À une date inconnue mais plus tard, la couverture sommitale est déposée au profil d'un 6e niveau, l'attique. Par la suite, les premiers cadrans de l'horloge prendront place au niveau de l'attique, préalablement réaménagé vers 1914-1916. Après cette date, plusieurs consolidations et restaurations sont effectuées sur les maçonneries. En 1923, un projet de réaménagement de la chambre de l'horloge et de l'escalier ne voit que partiellement le jour. Enfin, le changement des cadrans de l'horloge en 1988 clôture les phases constructives et d'aménagements du clocher.

La physionomie du clocher roman apparaît en conséquence sur seulement deux niveaux si l'on exclut la croisée du transept. Les proportions générales s'avèrent donc plus adéquates, moins élancées, voire plus équilibrées. La lanterne surmonte donc la croisée du transept qui est seulement ouverte sur le flanc méridional. Aucune trace ne conforte l'idée d'une baie dans la maçonnerie est. La suppression des rehaussements nord, sud et ouest réduit sa hauteur, tout en consacrant davantage d'élévation à la lanterne qui reprend ses proportions initiales. Les quatre baies réouvertes redonnent la finesse aux structures porteuses. La restitution des chaînages montre que les constructeurs voulaient des ouvertures généreuses, peut-être trop, ce qui engendrera les désordres mentionnés. La lanterne actuelle est affublée d'une multitude d'aménagements qui altèrent le bâti primitif. Les parements internes ne dévoilent enfin que des propositions de restitution tant les perturbations sont nombreuses. Le beffroi quand à lui revêt sa forme quasi romane. À l'exception de la reconstruction du chaînage sud-est et des tableaux des jours ouest, le bâti ancien est conservé. La corniche sommitale considère la fin des maçonneries. Le toit à la forme incertaine vient enfin prendre place sur ce doublis à cavet. Au terme de l'opération, les résultats acquis ont permis de répondre aux questionnements techniques et scientifiques abordés.

Vienne (Isère), le Cloître de Saint-André-le-Bas, dernières avancées

Emmanuelle Boissard

Archéodunum

L'opération archéologique du bâti s'est déroulée conjointement aux travaux de restauration du cloître, menés sous la maîtrise d'ouvrage de la ville de Vienne et la maîtrise d'œuvre d'Alain Tillier, A.C.M.H.

L'abbaye de Saint-André-le-Bas aurait été fondée au VIe siècle, sur une terrasse aménagée dans l'Antiquité pour recevoir un édifice public. L'église conserve dans ses maçonneries différents états constructifs depuis les VI-VIIe siècles, et porte, gravée sur la base d'un pilier en 1152, la signature de Guillaume Martin, maître d'œuvre du projet roman.

Le cloître, transformé en immeuble de rapport au XIXe siècle, a été restauré par l'A.C.M.H. J. Formigé entre 1935 et 1938. J. Vallery-Radot en a ensuite publié une

étude détaillée en 1942, décrivant le monument comme l'un des cloîtres romans les mieux préservés de la région. L'auteur attribuait l'irrégularité du plan trapézoïdal à la réutilisation de murs romains, identifiés dans les assises alternées de briques et de moellons des galeries nord et ouest. La restauration de J. Formigé apparaissait circonscrite à la restauration des combles, des plafonds et de l'arcature sud.

L'analyse archéologique réalisée en 2010 a permis de renouveler cette vision de l'édifice et, en l'absence de réelle documentation des travaux, de préciser l'étendue de l'intervention de la fin des années 1930.

Si le plan a pu être contraint par des substructions plus anciennes, aucune des maçonneries n'est antérieure à la période romane, en dépit de nombreux emplois antiques. Les élévations du XIIe siècle se caractérisent par la présence de logements de bois de charpente en partie supérieure des murs périphériques, à 2,80 m environ par rapport au sol actuel, sans correspondance avec la hauteur actuelle des arcatures du préau. Celles-ci se composent en grande partie des éléments sculptés du XIIe siècle, mais présentent de nombreux indices de remontage et de surélévation. L'ensemble s'accorde à la hauteur actuelle des galeries, de 3,70 m en moyenne, et à un plafond lambrissé à couvre-joints et corps de moulures polychromes du XVe siècle partiellement conservé. Les volumes actuels résultent ainsi d'une modification gothique de grande ampleur, destinée à surhausser toutes les élévations, conférant au cloître un nouveau caractère de monumentalité. Les assises alternées de briques et moellons appartiennent quant à elles majoritairement aux reconstructions réalisées par J. Formigé, à qui doit également être attribuée la suppression d'une pile-lavabo dans l'angle sud-ouest, au profit de la reconstitution d'une symétrie idéale des arcatures.

LISTE DES BILANS

- 1 ALSACE
- 2 AQUITAINE
- 3 AUVERGNE
- 4 BOURGOGNE
- 5 BRETAGNE
- 6 CENTRE
- 7 CHAMPAGNE-ARDENNE
- 8 CORSE
- 9 FRANCHE-COMTÉ
- 10 ÎLE-DE-FRANCE
- 11 LANGUEDOC-ROUSSILLON
- 12 LIMOUSIN
- 13 LORRAINE
- 14 MIDI-PYRÉNÉES
- 15 BASSE-NORMANDIE
- 16 HAUTE-NORMANDIE
- 17 NORD-PAS-DE-CALAIS
- 18 PAYS DE LA LOIRE
- 19 PICARDIE
- 20 POITOU-CHARENTES
- 21 PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
- 22 RHÔNE-ALPES
- 23 GUADELOUPE
- 24 MARTINIQUE
- 25 GUYANE
- 26 DÉPARTEMENT DES RECHERCHES
ARCHÉOLOGIQUES SUBAQUATIQUES
ET SOUS-MARINES
- 27 RAPPORT ANNUEL SUR LA RECHERCHE
ARCHÉOLOGIQUE EN FRANCE